

SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Spécial Italie, invitée d'honneur du 22^e Salon du livre de Paris

MONTERREY

Les pays pauvres face à l'« arrogance » des plus riches p. 4

FRANCE TÉLÉCOM

Pertes records en 2001 p. 21

GUERRE D'ALGÉRIE

Points de vue p. 18 et 19



CLIMAT

720 milliards de tonnes de glace disloquées p. 29

FOOTBALL

Les malheurs de la Juve p. 30

PORTRAIT

Ricky Ford, maître en jazz p. 36

International.....	2	Communication.....	24
Union européenne.....	7	Marchés.....	25
France.....	8	Aujourd'hui.....	26
Société.....	12	Météorologie-Jeux..	31
Régions.....	15	Culture.....	33
Horizons.....	16	Carnet.....	32
Kiosque.....	17	Abonnements.....	32
Entreprises.....	21	Radio-Télévision.....	37

La communication fait-elle l'élection ?

Notre enquête sur les professionnels qui conçoivent les campagnes de Jacques Chirac et de Lionel Jospin

JACQUES CHIRAC et Lionel Jospin font encore figure d'artisans en termes de marketing politique, si l'on compare leurs systèmes de communication aux grosses machineries de Bill Clinton, George W. Bush ou Tony Blair. Mais leurs équipes et les moyens qu'ils utilisent sont tout de même importants. Ils sont entourés de spécialistes : scénographes, ingénieurs du son, éclairagistes, professionnels issus de la publicité. Jean-Pierre Chevènement a résumé ces stratégies d'une formule dénonciatrice : « C'est Darty contre Auchan ! Jacques Séguéla contre Claude Chirac ! » L'un des proches du candidat Jospin, Jean-Christophe Cambadélis, admet : « Ce n'est pas qu'il y a trop de com, mais qu'il n'y a pas assez de politique (...). En réalité, je pense que la com n'a pas davantage d'influence qu'avant. »

Chacun des candidats a étudié de très près ses décors de meetings et organisé la scénographie des « déplacements thématiques » (Jospin) et des « tables rondes » (Chi-



rac). Claude Chirac définit les angles de prise de vues des caméras de télévision. Jacques Chirac pose pour Paris Match au petit déjeuner, avec Bernadette. Lionel

Jospin pose dans sa cuisine. L'un et l'autre ont choisi des mots proches pour séduire les Français, auxquels le premier exprime sa « passion » tandis que le second leur demande

du « désir ». Jacques Chirac s'appuie sur sa fille Claude et son épouse Bernadette ; Lionel Jospin, sur sa famille recomposée, son épouse Sylviane et leurs trois enfants.

► Voyage au pays des « communicants » : une bataille d'images plutôt que d'idées

► Comment les deux rivaux s'appuient sur leur famille

► La fronde des candidats méconnus pour s'imposer dans les médias

► Les programmes pour la recherche scientifique

Lire pages 8 à 11, 28 et 29 et les chroniques pages 36 et 38

Terrorisme et tension sociale en Italie

LE MEURTRE du professeur Marco Biagi, conseiller du ministre italien du travail, a été revendiqué, mercredi 20 mars, par les Brigades rouges, faisant craindre un retour du terrorisme en Italie. Le ministre de l'intérieur a validé la revendication et imputé le crime aux BR-PCC (Brigades rouges pour la constitution d'un parti communiste combattant) en expliquant que l'arme utilisée était la même que celle qui avait tué, en mai 1999, Massimo D'Antona, lui aussi conseiller, à l'époque, du ministre du travail. Les Brigades rouges sont nées dans les années 1970, se consi-



dérant comme le bras armé du mouvement ouvrier engagé dans une lutte de classe radicale. L'assassinat de Marco Biagi intervient dans un climat social

tendu par la volonté du président du conseil Silvio Berlusconi d'assouplir les lois du travail, en particulier l'article 18 qui régleme les licenciements. Professeur d'économie, Marco Biagi était favorable à ces réformes mais il était considéré comme un modéré.

Les syndicats organiseront une manifestation le 27 mars pour dénoncer le terrorisme. Ils maintiennent une autre manifestation prévue le 23 mars pour défendre l'article 18.

Lire page 2, le kiosque page 17 et notre éditorial page 20

SOCIÉTÉ

Questions sur le « Zéro SDF d'ici à 2007 » de Lionel Jospin



L'OBJECTIF « Zéro SDF d'ici à 2007 » affiché dans le programme présidentiel de Lionel Jospin est-il réalisable ? Les acteurs de la lutte contre l'exclusion doutent de la possibilité de faire disparaître un phénomène qui n'est pas seulement lié à des causes économiques ou à une pénurie de logements.

Lire page 12

Le désarroi d'un jeune soldat en Cisjordanie, vu par la télévision israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'armée israélienne a été prise à son propre piège. Depuis des mois, s'appuyant sur une censure efficace et des voyages de presse organisés, elle s'efforce, comme toutes les armées en guerre, de ne laisser passer que les images susceptibles de servir ses intérêts. Les journalistes étrangers sont régulièrement convoqués à des visites encadrées sur le terrain. Les correspondants militaires de la presse israélienne peuvent suivre les soldats en opération à condition de soumettre leurs images à la censure du porte-parole de Tsahal. Vendredi 15 mars, la deuxième chaîne de télévision israélienne a, bien qu'elle s'en défende, visiblement rompu le contrat.

Ce soir-là, les images de soldats de Tsahal prenant d'assaut une maison palestinienne du camp de réfugiés d'Al-Aïda en Cisjordanie ont fait irruption dans les salons israéliens. Rediffusées samedi, commentées dans la presse écrite lundi, elles ont provoqué une grave crise de con-

fiance entre l'armée et la presse audiovisuelle. A tel point que depuis mardi les journalistes sont interdits de terrain. « Il est inconcevable que nous assurions leur sécurité, que nous les imposions aux commandants de brigade, et qu'ensuite ils nous crachent au visage », a résumé le porte-parole de l'armée cité.

La scène qui a provoqué la colère de Tsahal est d'une dureté incroyable. Un officier ordonne à des soldats d'entrer dans une maison en défonçant la porte avec une masse et, si cela ne suffit pas, en utilisant une charge explosive. Aussitôt dit, aussitôt fait. La porte est arrachée, l'entrée dévastée, la mère de famille mortellement blessée, les enfants terrorisés. Le père demande de faire venir une ambulance. En vain. La caméra insiste sur les larmes retenues de la fillette palestinienne. Dans une autre scène, une jeune femme supplie les soldats de ne pas abattre le mur de la maison. En vain. Les militaires israéliens ont pris l'habitude de procéder ainsi pour passer d'une habitation à l'autre,

sans s'exposer à d'éventuels tirs. Un autre plan, livré également sans commentaire, montre tous les membres de la famille rassemblés dans une pièce. Un homme pose une question aux soldats. Une voix lui intime l'ordre de se taire.

Les Israéliens ont aussi été bouleversés par la réaction d'un jeune soldat. Engoncé dans son gilet pare-balles, le casque enfoncé sur les lunettes, il livre un commentaire terrible : « Je ne sais pas ce que nous faisons ici. Purification. A ce qu'il paraît, c'est sale ici. Je ne comprends pas bien ce qu'un soldat hébreu fait si loin de chez lui. » Ce ton désemparé a touché les téléspectateurs. « Le moral des troupes, c'est très important aux yeux du public israélien », commente un bon connaisseur des médias israéliens et de ce que l'armée elle-même appelle la « propagande ».

Stéphanie Le Bars

Nos informations page 6 et le point de vue de l'écrivain Juan Goytisolo page 19

DANSE

Sasha Waltz et ses démons



LA CHORÉGRAPHE allemande, qui codirige depuis janvier 2000 la Schaubühne de Berlin, présente au Théâtre de la Ville à Paris, jusqu'au 24 mars, puis à Mulhouse, Körper, un inventaire du corps supplicié.

Lire page 33

ANALYSE

Présidentielle : l'état de la gauche

RÉFLÉCHISSANT sur les rapports des intellectuels avec la gauche, il y a plus d'un demi-siècle, Raymond Aron soulignait l'importance de deux mythes : la révolution et le prolétariat. Le Parti socialiste, en 1946, ne se déclarait-il pas, malgré Léon Blum, « essentiellement révolutionnaire » et n'affirmait-il pas qu'il avait « toujours été et continuait d'être un parti de lutte de classes ». La persistance de ces thèmes a tenu à l'existence d'un communisme puissant qui provoquait à gauche la répulsion et l'intimidation. La répulsion conduisit à la rupture entre la gauche démocratique et le Parti communiste. L'intimidation contribua à la survie d'une idéologie en partie commune à ces deux familles. Timidité volontaire de la part de la gauche non communiste puisque, lorsque le

mode de scrutin s'y prêtait, elle facilitait les accords électoraux.

Cette division de la gauche a favorisé la droite, de Pinay à de Gaulle. Le problème de François Mitterrand fut de rendre la gauche majoritaire en la réunifiant, malgré un Parti communiste puissant. Il y parvint en adoptant un programme ultra-socialiste et en laissant espérer une pratique modérée. Pour Lionel Jospin, il s'agit de rendre la gauche majoritaire malgré un Parti communiste faible et après avoir pratiqué une politique modérée.

Que reste-t-il de socialiste dans la pratique des gouvernements de gauche en France ? L'idée d'une planification centrale a disparu, et même celle d'une « planification démocratique ». L'appropriation collective des moyens de production s'est également évanouie. Le gouvernement

Jospin a privatisé autant que ses prédécesseurs de droite. L'ouverture du capital des entreprises publiques est l'euphémisme qui permet de persévérer dans cette voie. L'autarcie, le protectionnisme et le volontarisme industriel ne sont plus de mise. Avant la France, une évolution semblable du socialisme s'était produite en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Notre retard s'explique par la moindre ouverture de notre pays aux échanges internationaux et par le poids du Parti communiste. L'Europe, le marché mondial et le déclin communiste auront été les professeurs de modération du socialisme français.

Jean-Claude Casanova pour Le Monde

Lire la suite page 20

SAUL BELLOW



Ravelstein

roman traduit de l'anglais par Rémy Lambrechts

«Saul Bellow, immense écrivain américain, prouve la toute-puissance de la littérature quand elle s'empare de la réalité. Un livre exemplaire éclatant de présence.»

Marie-Laure Delorme, Le Journal du Dimanche



L'assassinat de Marco Biagi, l'un des pères de la réforme du statut des salariés dénoncée depuis des mois par les syndicats italiens, a été **REVENDIQUÉ** mercredi 20 mars par les Brigades rouges dans un coup de

téléphone à un journal local. A Bologne, la ville où habitait l'économiste, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le terrorisme, craignant d'être ramenées à l'époque de la **STRATÉGIE**

DE LA TENSION. Le conseiller avait reçu des menaces de mort mais sa protection avait été supprimée récemment. Le ministre de l'intérieur, Claudio Scajola, attribué l'attentat à une « sous-culture terroris-

te ». Silvio Berlusconi a invité les syndicats à reprendre les négociations, mais ceux-ci restent farouchement hostiles à son projet de plus grande flexibilité du droit du licenciement.

Les syndicats italiens maintiennent leur appel à la mobilisation

Au nom du professeur assassiné Marco Biagi, l'un des artisans de la réforme du statut des salariés, Silvio Berlusconi a appelé les syndicats à renouer le dialogue social. Mais la manifestation reste prévue samedi 23 mars à Rome. L'attentat a été revendiqué par les Brigades rouges

BOLOGNE (Italie)

de notre envoyée spéciale

Du terrorisme, Bologne en garde la mémoire. Le 2 août 1980, un commando de militants fascistes faisait

■ **REPORTAGE**

Sur un podium dressé à la hâte, les responsables de la ville se succèdent

éclater une bombe dans la gare de la ville, provoquant la mort de quatre-vingt-cinq personnes. Douze ans plus tard, mardi 19 mars, peu après vingt heures, deux assassins au visage caché exécutent de deux coups de calibre 9 Marco Biagi, un professeur de 51 ans, conseiller du ministre du travail du gouvernement Berlusconi chargé de la réforme du droit en matière de licenciement que le front syndical rejette avec énergie.

Ce serait au nom des « Brigades rouges pour la constitution du Parti communiste combattant » que le meurtre a été commis. Sous le choc, dans un sursaut de révolte, la réponse de Bologne est immédiate. Dès l'après-midi de mercredi

20 mars, des dizaines de milliers d'habitants se retrouvent Piazza Maggiore, dans le centre historique, à l'appel des syndicats, de la municipalité, des responsables de la province et de la région, « pour défendre la démocratie contre le terrorisme ».

Devant l'église San Petronio, sur un podium dressé à la hâte, se succèdent au micro tous les responsables connus de la ville. Dans la foule, les orateurs les plus véhéments sont applaudis, en dépit des larmes difficiles à retenir. Marco Biagi était un homme discret, mais connu en ville, aux habitudes de fonctionnaire bien réglées, prenant régulièrement le train pour l'université de Modène où il enseignait depuis vingt ans, pour Rome où il assumait sa charge de conseiller ministériel, ou pour des conférences plus lointaines où le conduisait sa réputation d'expert international en droit du travail. Mais au retour, il retrouvait sa bicyclette arrimée à un poteau, qu'il enfourchait pour rentrer à la maison, située dans le quartier juif de Bologne tout proche.

Ce mercredi 20 mars Piazza Maggiore, les bannières de toutes couleurs claquent au gré des prises de parole. Celle des Démocrates de gauche, la principale formation de l'opposition, voisine avec celle d'Al-



Mercredi 20 mars, plusieurs milliers de manifestants défilent à Bologne pour protester contre le terrorisme. C'est dans cette ville que le conseiller du ministre du travail, Marco Biagi, a été assassiné mardi 19 mars. L'Italie redoute un réveil terroriste.

liance Nationale, le parti post-fasciste membre de la coalition de centre-droit au gouvernement. « Notre place est ici, pour défendre le statut menacé des travailleurs et refuser la loi de la terreur », commente un jeune étudiant militant d'Alliance nationale. « Il faut tous s'unir contre le terrorisme, pour l'isoler », ajoute un vieux syndicaliste de la CGIL, la plus importante confédération. « Nous nous retrouverons tous au coude à coude à Rome samedi, à

l'appel de la CGIL, pour défendre les droits des travailleurs et la démocratie attaquée par le terrorisme », lance un des orateurs sur le podium. Et l'assistance applaudit longuement.

« UN MEURTRE D'ETAT ? »

« Surtout ne nous laissons pas effrayer, il faut nous mobiliser encore plus », commente avec passion une jeune employée, s'emparant du micro alors que les leaders quittent le meeting : « J'ai 22 ans. Ceux de la génération précédente se montrent plus émus, plus graves que nous les jeunes. Eux ont connu la stratégie de la tension. Nous avons tout à apprendre d'eux ». Bientôt, Piazza Maggiore, ne s'attardent plus que

les jeunes justement, « No Global » et rebelles des centres sociaux autogérés. Des dizaines se succèdent au micro, lançant des interrogations de plus en plus brutales : « Et si c'était un meurtre d'Etat ? Certains services sont capables du pire. Rappelez-vous ces policiers à Gênes lors du G8 fin juillet. Le professeur Biagi se savait menacé. Il en avait averti les autorités et c'est alors qu'on lui a supprimé son escorte. Sa femme elle-même dit qu'ils l'ont laissé seul », s'indigne un étudiant.

Dans les profondeurs du « ghetto » de Bologne, devant le porche du 14, rue Valdonica où habite la famille Biagi, une même colère vibre sous le masque de l'af-

fliction. Les hautes persiennes au deuxième étage sont restées closes depuis l'heure du crime. C'est de ces fenêtres que M^{me} Biagi et ses deux enfants ont découvert, les premiers, le corps sans vie et au sol du professeur, son cartable lâché comme par surprise, la bicyclette tombée elle aussi et le scooter abandonné par les deux tueurs repartis tranquillement à pied après avoir réalisé leur forfait.

Depuis, l'épouse reste enfermée, alors que, sous le petit porche, les voisins de Bologne défilent comme pour un pèlerinage ininterrompu. On dépose une fleur, un bouquet, une lettre manuscrite. « Marco carissimo, parmi nous pour toujours ». Un sexagénaire à casquette s'éloigne à pas rapides, lâchant devant les caméras de télévision un méchant « chacals ! ». La plupart s'attardent longuement, pétrifiés. A peine écoute-on Piero Fassino, secrétaire général des Démocrates de gauche, venu déposer une gerbe. Mais quand Romano Prodi, le président de la Commission européenne, le Bolognais du terroir, sort de la demeure où il a tenté de reconforter la famille Biagi, amie de toujours, l'attention frise le paroxysme. Un proche souligne « la sérénité et la force » de la veuve, évoque « les ballades à bicyclette le dimanche avec Marco » il y a quelques jours encore, et les parties de basket entre les fils Biagi et les siens. L'homme interrompt sa phrase, paralysé par l'émotion.

Danielle Rouard

La deuxième génération des Brigades rouges

ROME

correspondance

La voix est sans accent. L'homme annonce qu'il parle au nom des Brigades rouges-Parti communiste combattant. Moins de vingt-quatre heures après l'assassinat de Marco Biagi, cette revendication, qui semble authentique, arrive au téléphone du *Resto del Carlino*, le journal de Bologne. Plus de trente ans après leur création, les Brigades rouges surgissent du passé. Il y a trois ans, le scénario avait été le même avec l'assassinat de Massimo D'Antona, lui aussi économiste, lui aussi conseiller du ministre du travail de l'époque. L'attentat avait alors été revendiqué dans un document de vingt-huit pages annonçant la reprise de la lutte armée. S'il existe un fil conducteur entre les anciennes et les nouvelles Brigades rouges, il est dans l'attention portée au monde du travail.

L'organisation terroriste, fondée par Renato Curcio, s'est développée d'abord dans les entreprises. Avec, au départ, de petites actions démonstratives : des employés d'extrême droite, des syndicalistes, des responsables d'usines sont enchaînés devant des grilles d'usine ou

photographiés devant le drapeau rouge avec l'étoile, insigne des Brigades. Celles-ci se considèrent comme le bras armé du mouvement ouvrier engagé dans une lutte de classes radicale. Le pays est sous le coup des bombes aveugles de la « stratégie de la tension » et, à partir de juin 1974, des premiers meurtres ciblés, celui de deux militants néofascistes. L'Italie entre dans les années « de plomb ». Les actions meurtrières deviennent quasi quotidiennes.

LONG DÉCLIN

Le point d'orgue est l'enlèvement d'Aldo Moro, président de la Démocratie-chrétienne, le 16 mars 1978. Les cinq policiers de son escorte sont massacrés. Pendant cinquante-cinq jours, les Brigades rouges vont narguer le dispositif policier déployé à leur recherche. Mais Aldo Moro, dans la « prison du peuple », finira par faire exploser les contradictions au sein de l'organisation terroriste. Après son assassinat, le 9 mai, commence le long déclin des Brigades rouges, accéléré par les lois sur les remises de peines pour les activistes qui acceptent de collaborer.

Les brigadistes ne parviennent plus à développer un « projet politi-

que », mais leur capacité d'action militaire continue à s'exercer avec des assassinats toujours plus ciblés, visant par exemple des personnes qui ont un rôle charnière dans la préparation des réformes : des professeurs, des experts, souvent plus faciles à frapper que les personnalités politiques de premier plan. C'est le cas, en 1985, d'Ezio Tarantelli, professeur d'économie. En 1988, du sénateur Roberto Ruffilli, conseiller du président du conseil de l'époque Ciriaco De Mita. Puis de Massimo D'Antona en 1999, et, aujourd'hui, de Marco Biagi. Les avis des anciens brigadistes sont partagés. Certains ne reconnaissent en aucune façon cette filiation. Pour d'autres, les ex-brigadistes n'ont jamais rompu avec le terrorisme et ont gardé de l'influence sur quelques jeunes désireux de transformer en lutte armée leur antagonisme pour le pouvoir. Un retour au terrorisme des années « de plomb » semble exclu aujourd'hui. Les nouveaux terroristes ne disposent d'aucun substrat social. L'arrière-plan idéologique et culturel des premières Brigades rouges n'a plus rien à voir avec celui d'aujourd'hui. Il ne s'agit plus que d'un petit groupe d'activistes, d'autant plus difficile à détecter. L'enquête sur l'assassinat de Massimo D'Antona n'a donné aucun résultat. Pendant trois ans, les terroristes ont pu continuer de circuler impunément et on ne peut mesurer exactement aujourd'hui leur capacité de nuisance.

S. A.

Le professeur assassiné avait reçu des menaces mais n'avait plus d'escorte

ROME

correspondance

C'est la même arme qui a tué Marco Biagi, mardi 19 mars à Bologne, et Massimo D'Antona, le 20 mai 1999 à Rome. Une revendication au nom des Brigades rouges, la première sur les trois arrivées, est considérée authentique. Mais c'est la découverte de ce revolver commun aux deux crimes qui confirme définitivement la signature de l'assassinat du conseiller du ministère du travail.

Le commando qui est entré en action était probablement composé de cinq personnes, les deux tueurs en moto, un complice qui a signalé l'arrivée du professeur à la gare et deux autres qui auraient eu une fonction de couverture. L'enquête cherche à déterminer les éventuels liens entre les « anciens » et des nouveaux terroristes. Des perquisitions ont été effectuées dans des prisons où se trouvent les militants les plus irréductibles des Brigades rouges à la recherche d'indices.

Une polémique a éclaté au sujet des escortes qui avaient été retirées au professeur Biagi dans le cadre de la réduction des protections policières par mesure d'économie. Le ministère de l'intérieur est accusé de

l'avoir placé dans la liste de ceux qui pouvaient se passer de l'escorte parce que Marco Biagi avait reçu plusieurs menaces de mort précises. La dernière était arrivée la semaine dernière avec la phrase prémonitrice : « Tes anges gardiens t'ont abandonné ». Les interventions répétées du ministre du travail, Roberto Maroni, pour que l'on continue à protéger son conseiller avaient été vaines.

Les interventions du ministre du travail pour protéger son conseiller avaient été vaines

Pourtant, les services secrets avaient dressé dans un rapport récent un portrait robot de la prochaine cible des terroristes qui colait parfaitement au professeur de Bologne.

Le Parlement s'est réuni mercredi pour parler de l'assassinat. Le débat est devenu houleux quand le secrétaire des communistes italiens, Oli-

viero Diliberto, a attaqué l'équation faite dans certains secteurs de la majorité entre terrorisme et opposition sociale. A ce sujet, les organisations syndicales ont annoncé la poursuite de la mobilisation contre le projet du gouvernement d'introduire plus de flexibilité dans les licenciements. Le président du conseil, Silvio Berlusconi, a lancé un appel, au nom du professeur assassiné, pour reprendre le chemin du dialogue social, « un acte de responsabilité du gouvernement qui compte poursuivre son action de réforme en syntonie avec ce que demande l'Europe ».

Les syndicats apprécient l'offre, mais le calendrier des mobilisations est maintenu. Samedi 23 mars, la manifestation de masse, lancée par la Confédération générale italienne du travail (CGIL), est confirmée. Sergio Cofferati, son secrétaire général, a qualifié d'« inacceptables » les paroles du ministre de l'intérieur, Claudio Scajola, qui, devant les députés, a déclaré que les tensions syndicales avaient contribué à l'action des terroristes. « La thèse que les conflits et la dialectique sociale puissent produire des monstres ne peut pas passer », a-t-il dit.

Salvatore Aloise

LA BAGAGERIE

Porte monnaie euros GM

Porte monnaie euros PM

PARIS • NEW YORK • TOKYO

L'article 18 sur le droit de licenciement divise le pays

Le projet de flexibilité de l'emploi avait été préparé par Marco Biagi

ROME

de notre correspondante

La réforme de l'article 18 du statut du travailleur italien dont Marco Biagi, l'économiste assassiné, est l'un des « pères », s'attaque à un tabou des syndicats italiens, qui y voient la meilleure protection contre les licenciements abusifs. Cet article, qui s'applique aux entreprises ayant plus de 15 employés, permet à un salarié licencié de faire appel devant un tribunal qui peut obliger une entreprise à reprendre son employé s'il juge que le licenciement a été abusif.

L'application de cette disposition, conquise en 1970, est remise en cause par un projet de loi-cadre sur l'emploi et le marché du travail,

présenté à la mi-novembre par le gouvernement de Silvio Berlusconi, qui doit être voté par le Parlement. Le gouvernement propose d'abolir dans certains cas, à titre provisoire et pour quatre ans, cette disposition et de remplacer l'éventuelle obligation de réintégration par une indemnisation financière. L'article 18 ne s'appliquerait plus aux entreprises qui légaliseraient des salariés auparavant employés illégalement, ni aux petites entreprises qui, embauchant, passeraient le cap des 15 employés. Il ne s'appliquerait pas davantage aux salariés embauchés par des sociétés implantées dans le sud du pays, qui transforameraient un contrat à durée déterminée en emploi à durée indé-

terminée. Le changement ne va pas aussi loin que ne le souhaiteraient beaucoup de patrons italiens qui déploreraient que les difficultés pour licencier soient plus nombreuses que pour divorcer !

ÉGALITÉ DEVANT LE TRAVAIL

La réforme bute sur la résistance farouche des syndicats qui défendent cette conquête sociale. La CGIL, principale confédération de salariés et proche de la gauche, appelle à une manifestation nationale, samedi 23 mars, pour défendre les droits des travailleurs. A cette initiative – un million de personnes attendues – se sont joints des intellectuels, des artistes, des personnalités de la société civile.

Pour Sergio Cofferati, secrétaire général de la CGIL, « il faut défendre l'article 18 et les droits des travailleurs. C'est comme une digue, si elle cède nous sommes tous engloutis ». Ce leader syndical estime que l'égalité devant le travail est un droit qui ne se partage pas : réformer l'article 18 ce serait introduire des discriminations. Accepterait-on ce type de discriminations dans le droit à l'égalité pour les citoyens, retenu par la Constitution ? Les deux autres confédérations syndicales, UIL et CSIL, refusent aussi le projet du gouvernement. Une grève générale unitaire doit être organisée en avril.

D. R.

Les députés britanniques s'inquiètent de l'envoi de nouvelles troupes en Afghanistan

Le spectre du Vietnam hante les esprits, les missions contradictoires font craindre le pire

LONDRES

de notre correspondant

Le souvenir de deux longues guerres perdues, celle menée par les Etats-Unis au Vietnam et celle conduite par l'URSS en Afghanistan, rôdait, mercredi 20 mars, dans la Chambre des communes. Deux jours après l'annonce inattendue de l'engagement au feu de 1 700 soldats britanniques supplémentaires dans les montagnes afghanes, les députés ont débattu pendant trois heures, à la demande de l'opposition conservatrice, de cet envoi de troupes combattantes, le plus important depuis la guerre du Golfe en 1991, et qui modifie la nature de l'intervention militaire britannique dans ce pays. Jusqu'à présent, la Grande-Bretagne se cantonnait en Afghanistan à une tâche de maintien de la paix, en assurant le commandement de la Force d'assistance internationale à la sécurité (Isaf), surtout déployée à Kaboul, et en fournissant l'essentiel de son contingent (1 600 hommes).

Tout en soutenant, presque unanimes, la décision d'envoyer des ren-

forts, les élus ont exprimé doutes et inquiétudes quant aux risques d'enlèvement. Ils ont posé une série de questions au ministre de la défense, Geoff Hoon : combien de temps les nouvelles troupes – dont 700 soldats du 45^e commando des Royal Marines qui, pour les premiers d'entre eux, arriveront sur place à la mi-avril – resteront-ils en Afghanistan ? Quel est le nombre de leurs ennemis, talibans et combattants d'Al-Qaïda ? Dans quelle chaîne de commandement s'inséreront-ils ? Comment éviter qu'ils soient entraînés peu à peu dans une guerre civile sans fin ?

« PAS DE DATE LIMITE »

Le ministre a admis ignorer les effectifs de l'ennemi – « regroupés dans de petites poches de résistance » – et la durée de la nouvelle intervention : « Il n'y a pas de date limite. Nous partions lorsque notre tâche sera terminée. » Les combattants talibans d'Al-Qaïda, estime-t-on au ministère de la défense, seraient entre quelques centaines et deux milliers. Les troupes de combat bri-

taniques seront placées sous commandement américain et stationnées à Bagram, sans aucun lien opérationnel avec l'Isaf. S'agissant de cette dernière, les discussions avec la Turquie – qui vient de se voir attribuer un crédit de 228 millions de dollars par Washington (254 millions d'euros) – devraient bientôt aboutir, a précisé Geoff Hoon. Londres devrait passer la main à Ankara en mai ou juin et réduira alors très largement ses effectifs au sein de la force de sécurité.

La demande américaine de renforts a été formellement présentée à Londres vendredi 15 mars. Les Royal Marines remplaceront les soldats américains de la 10^e division de montagne. Ce sont des spécialistes du combat en altitude et dans le froid, qui s'entraînent dans l'hiver norvégien et se déplacent le plus souvent à pied. Le ministre a écarté les risques d'un enlèvement : les Américains au Vietnam, comme les Russes en Afghanistan, a-t-il fait valoir, cherchaient à occuper et à tenir le terrain, ce qui n'est pas l'objectif des soldats britanniques,

voués à des opérations de « nettoyage ». Ce qui inquiète le plus certains parlementaires, c'est le fait que les soldats de Sa Gracieuse Majesté joueront désormais, dans le même pays, deux rôles différents, celui du « maintien de paix », au sein de l'Isaf à Kaboul, et celui du combattant, dans la montagne. Ce double rôle, redoutent-ils, risque d'être mal compris de la population, d'être exploité par les partisans ou les membres d'Al-Qaïda et d'exposer aux représailles terroristes les troupes britanniques les plus vulnérables, en l'occurrence, celles stationnées en milieu urbain.

Dernière source de crainte : le renforcement de l'intervention britannique en Afghanistan – qui mobilise désormais 6 100 hommes – aboutit à solliciter presque jusqu'au « point de rupture » la capacité d'action des forces armées outremer. 31 000 soldats – dont 13 500 en Irlande du Nord – sont désormais engagés dans des opérations en dehors de la Grande-Bretagne.

Jean-Pierre Langellier

En Allemagne, pots-de-vin autour du traitement des déchets

Des responsables du Parti social-démocrate à Cologne sont suspectés de blanchiment d'argent

BERLIN

de notre correspondant

A Paris, la corruption était monnaie par les ascenseurs des HLM ; à Cologne, elle s'infiltra par les poubelles, éclaboussant le Parti social-démocrate (SPD), dont plusieurs responsables locaux sont accusés d'avoir reçu des pots-de-vin en échange de contrats de traitement des ordures ménagères. Soucieux d'éviter l'accusation d'avoir couvert le trafic d'influence, le SPD vient de porter plainte contre deux de ses responsables de Cologne, Norbert Rütger, ancien chef du groupe socialiste au conseil municipal, et Manfred Biciste, ancien trésorier local du parti qui a été entendu, lundi, par le parquet.

Avec l'aide d'une bonne quarantaine de militants de base, les deux hommes sont suspectés d'avoir mis au point une procédure pour blanchir l'argent que leur versaient les entreprises de traitement des ordures ménagères en échange de contrats municipaux. L'argent était réparti en petites sommes que les militants « offraient » fictivement au parti. L'identité du donateur était ainsi dissimulée, comme le montant réel de sa contribution qui, en Allemagne, doit être rendu public dès qu'il dépasse 10 000 euros. Petit avantage supplémentaire, les faux contributeurs du SPD recevaient une quittance dont le montant était déductible de leurs impôts. Grâce à ce système, le SPD de Cologne aurait encaissé quelque 420 000 euros de pots-de-vin camouflés en dons ; mais ce sont plusieurs millions qui auraient été discrètement placés en Suisse, ou qui auraient disparu sans laisser de trace.

A l'aune des affaires françaises, le dossier allemand paraît pour le moment modeste. A moins que l'affaire de Cologne ne soit que la benne qui cache la décharge, ainsi que la multiplication des révélations pourrait le laisser supposer. « La République du pot-de-vin », a titré, dans sa dernière livraison, le Spiegel, rappelant par le menu vieilles affaires et nouvelles histoires d'argent sale.

Le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie paraît particulièrement

touché par le scandale. A côté de celui de Cologne, circulent les noms de Wuppertal (le bourgmestre socialiste de la ville pourrait rapidement être visé par une plainte), Mühlheim, Recklinghausen, d'autres villes encore. Toutes ne sont pas administrées par le SPD, mais quasi toutes ont traité la gestion de leurs déchets avec les mêmes entreprises qui y ont multiplié bonnes fortunes et excellents contrats.

HOMME DE CONFIANCE

C'est cependant le SPD qui semble le plus devoir craindre d'éventuels développements. La Rhénanie du Nord-Westphalie est en effet un bastion social-démocrate. De 1998 à 2001, incluant la période durant laquelle les pots-de-vin ont été versés, le SPD du Land était dirigé par Franz Müntefering, actuel secrétaire général du parti et homme de confiance du chancelier Schröder. Jusqu'à son élection à la présidence de la République, en 1999, Johannes Rau, y a fait toute sa carrière. Rien ne permet de dire que les deux hommes pourraient être mis en cause, mais leurs anciennes responsabilités nourrissent le soupçon.

A peine remis du scandale de leur financement occulte sous l'ère Kohl, et visiblement ravis, les chrétiens-démocrates de la CDU se sont jusqu'ici gardés d'attiser le feu. « Polémiquer autour de ces histoires discrédite la classe politique et nuit à tout le monde », expliquait, mardi, un proche d'Edmund Stoiber, candidat de la droite à la chancellerie. Plus franc, un autre ajoutait : « Nous n'avons pas besoin de commenter puisque la presse fait le travail. »

Les responsables de gauche ont, pour leur part, multiplié les déclarations pour indiquer que le ménage serait fait et que tous les coupables seraient poursuivis. Le ministre de l'économie, Werner Müller, a annoncé que ses services allaient ouvrir un « registre anticorruption » où seraient inscrites les entreprises convaincues d'avoir versé des pots-de-vin pour décrocher des contrats. Les sociétés figurant sur la liste noire seront exclues des marchés publics.

Georges Marion

Les Afghans fêtent Nowrouz, le Nouvel An, dans une joie retrouvée

KABOUL

de notre envoyée spéciale

Sur une colline du quartier chiite de Korte Sakhi, le mausolée d'Hazrat Ali, avec ses coupes bleues,

REPORTAGE

Pique-nique, concerts, exposition et vœux pour une « vie meilleure »

a cette année fière allure. Pour leur premier Nowrouz, Nouvel An, célébré en toute liberté depuis plus de cinq ans que les talibans avaient pris Kaboul, les Afghans se sont précipités par milliers dans ce sanctuaire où, selon la tradition locale, le corps d'Hazrat Ali, cousin et gendre du prophète Mahomet, aurait reposé une nuit avant que la chamelle qui le transportait depuis Koufa en Irak, ne s'effondre épuisée à Mazar-e-Charif.

Homme d'affaires, Mir Hussein Siddiqi touche chaque pierre du sanctuaire et serre fort la bannière recouverte d'un brocart doré édifée là même où le pied d'Hazrat Ali aurait reposé. Des femmes se prosternent devant la bannière avant de s'asseoir de longues minutes dans un coin de la pièce. « Bien que ce ne soit pas bien de se réjouir comme cela au septième jour de Moharram (qui marque le martyre de l'imam Hussein), affirme Mir Hussein, Allah nous pardonnera car cela fait tellement d'années que nous n'avons pas pu être joyeux », dit-il avant d'ajouter : « Mais, s'il vous plaît, aidez-nous à reconstruire nos routes, nos industries, nos maisons. »

A l'extérieur, par dizaines, les petits vendeurs ont installé leurs chariots au milieu des tombes du vaste cimetière attenant. Hussein



Deux policiers afghans contrôlent les abords de la mosquée Bleue de Mazar-e-Charif, mercredi 20 mars, à la veille du Nouvel An. Jeudi à l'aube, des milliers de personnes se sont massées autour de la mosquée, où les célébrations ont commencé en présence du chef du gouvernement intérimaire, Hamid Karzaï. La fête remonte à la Perse antique et puise ses racines dans le zoroastrisme.

Ali Faizmand a monté une tente et ses aides épluchent oignons et pommes de terre en prévision de l'affluence de Nowrouz, qui commence toujours par la visite aux morts. « L'année dernière, nous avions bravé l'interdiction des talibans, mais le public était peu nombreux. Cette année, tout a changé, les femmes peuvent de nouveau venir avec leur famille et tout le monde pique-nique ici », dit-il.

Assise devant le mausolée, protégée par sa burqa, la longue robe qui recouvre le corps avec un écran grillagé devant les yeux, Farida, 30 ans et trois enfants, est venue « implorer Hazrat Ali parce que mon mari est en prison depuis trois mois », dit-elle. Son amie Toor Paikaï avoue qu'elle a prié « pour avoir une vie meilleure, car nous sommes si pauvres. J'ai prié aussi pour que le gouvernement intérimaire soit capable de maintenir la paix », ajoute-t-elle.

Pour rompre avec l'austérité passée du régime taliban, qui avait depuis deux ans totalement inter-

dit Nowrouz, qualifiant cette fête d'origine persane de « manifestation anti-islamique », l'administration intérimaire a décidé de fêter solennellement l'arrivée de cette nouvelle année et son président, Hamid Karzaï est à Mazar-e-Charif, la grande ville du nord. Près d'un million de personnes étaient attendues pour regarder la levée du Janda (bannière religieuse), qui symbolise l'arrivée du printemps et le début de l'année.

SOIRÉE SPÉCIALE

A Kaboul, le couvre-feu a été reporté de 22 heures à minuit et certains grands hôtels ont organisé une soirée spéciale avec orchestre et chanteur. Vedette de la chanson locale, Faïm Haïdar s'est ainsi produit devant un parterre de privilégiés qui avaient payé leur place 100 000 afghanis, soit environ 3 euros, une somme considérable pour la plupart des Kaboulois. Le chant était suivi d'une comédie, autant de spectacles oubliés depuis la prise de Kaboul par les

talibans en septembre 1996. Le Janda sera aussi levé à Kaboul où les habitants auront ensuite le choix des loisirs entre des spectacles de parachutisme féminin sur le stade, des concerts dans plusieurs parcs, une exposition de l'artisanat local et le traditionnel *bouskachi*. Dès mercredi, les Kaboulois avaient préparé le *haft mewa*, un gâteau fait de sept fruits, le *samanak*, un mélange de blé et farine, et le *halwa*, pâte sucrée que l'on distribue aux plus pauvres.

Malgré l'immensité des problèmes qui assaillent l'Afghanistan, la nouvelle année afghane commence sous de bons auspices avec la rentrée des classes, samedi, qui devrait concerner plus d'un million et demi de filles et garçons, et l'arrivée annoncée de l'ex-roi Mohammed Zaher Chah, attendu avec un espoir démesuré par l'immense majorité des Afghans, qui voient en lui le symbole de la paix et de l'unité.

Françoise Chipaux

Un avion-espion de la taille d'un pigeon pour les commandos américains

TIRANT les leçons de la guerre en Afghanistan, le Pentagone vient d'allouer 160 millions de dollars (178 millions d'euros) à la conception d'une quinzaine de nouveaux systèmes d'armes réservés à ses forces spéciales. Deux des équipements en cause – l'un est le développement d'un armement existant, l'autre est futuriste – ne devraient pas tarder, à en croire Sue Payton, sous-secrétaire à la défense chargé des concepts et des systèmes d'armes avancés, à être prochainement dans les mains de commandos américains.

Ainsi, les forces armées des Etats-Unis disposeront dans quelques mois d'une nouvelle bombe « thermobarique », à partir du modèle de deux engins pesant quasiment une tonne et qui ont été largués, pour la première fois, le 2 mars, contre des réseaux de grottes en Afghanistan. La BLU-118/B a été mise au point pour pouvoir entrer encore plus en profondeur dans la terre, malgré les protections, et exploser, dans cette enceinte confinée, en une forte déflagration censée combiner les effets de souffle et d'incendie avec les effets d'asphyxie des combattants réfugiés à l'intérieur des galeries.

De même que, de leur propre aveu, les opérations en Afghanistan leur ont fait « consommer » beaucoup de munitions guidées avec précision – à commencer par la JDAM larguée par des B-52 ou des B1 – au point qu'ils ont décidé d'en doubler la production pour reconstituer leurs stocks, les Américains affirment manquer d'engins « thermobariques » efficaces.

TROIS PROTOTYPES TESTÉS

L'autre initiative du Pentagone est singulièrement révolutionnaire : il s'agit de fournir, aux commandos américains, des engins miniatures de reconnaissance (micro-drones) mesurant entre 15 et 23 centimètres. La taille d'un pigeon. C'est la Darpa, l'agence fédérale spécialisée dans la recherche avancée, qui a été chargée de mener le projet à son terme et dont les premiers travaux sur de tels robots miniatures de surveillance remontent à 1997.

Le groupe aéronautique Lockheed Martin et l'armée de l'air américaine sont associés au programme, pour lequel trois prototypes ont été élaborés et déjà testés sans que l'on

sache – secret militaire oblige – si tout le monde au Pentagone ressent la nécessité de tels gadgets. Le colonel John Wilcox, l'un des assistants du sous-secrétaire américain à la défense, explique que le micro-UAV (*unmanned aerial vehicle*) emporte des capteurs optiques et infrarouges pour collecter ses observations. La durée de vol ou le rayon d'action ne sont pas révélés.

Pourquoi un tel équipement ? L'armée de l'air américaine considère qu'il est un prolongement des drones classiques de l'envergure d'un petit avion sans pilote, comme les GNAT, Predator ou les Global Hawk au-dessus de l'Afghanistan. Le micro-UAV pourrait être largué par ces mêmes drones. Il intéresse les forces spéciales dans la guérilla urbaine et les combats au contact de l'ennemi, là où les actions de renseignement doivent être ponctuelles et le plus clandestines possible. Le Pentagone a émis le vœu de pouvoir confronter très rapidement son nouveau matériel à la réalité.

Jacques Isnard

PLANTU

LES PETITS CANDIDATS ILLUSTRÉS

Le Troisième Homme illustré

Le petit JOSPIN illustré

Le nouveau petit CHIRAC illustré

Le petit ÉCOLOGISTE illustré

Disponibles en librairie.
Chaque volume : 9,50 €

www.seuil.com

Le « consensus de Monterrey » n'enthousiasme pas les pays pauvres

Face à l'Occident payeur, ressenti comme « arrogant », ils regrettent l'absence de marge de négociation dans la déclaration finale que doit adopter le sommet des chefs d'Etat sur le financement du développement, organisé au Mexique par les Nations unies

MONTERREY

de notre envoyée spéciale

« Les Mexicains nous ont abandonnés », déclarait, sous couvert d'anonymat, un des représentants du Groupe des 77 dans l'édition du 18 mars du journal local *Milenio*, jour de l'ouverture officielle de la conférence des Nations unies sur le financement du développement. Depuis, ce sentiment de malaise et de frustration des pays en développement ne cesse de se confirmer. Par petites touches. Sans coup d'éclat. Au détour de conversations, attrapés dans les couloirs, où transpirent l'ennui faute d'avoir à se battre sur les enjeux d'une vraie négociation.

Personne n'a été pris en traître. En signant, le 25 janvier à New York, le texte du « consensus de Monterrey », qui, pour la première fois dans l'histoire des grandes rencontres internationales, ne

comportait aucun paragraphe entre guillemets – signe des marges de manœuvre pour une possible négociation – toutes les délégations savaient que le jeu serait fermé. Sauf que les Mexicains, pour arracher ce consensus inespéré, préalable à la venue du président américain George W. Bush, avaient visiblement promis aux pays du Sud de négocier en sous-main, un communiqué final consistant.

Mais, plus la fin de la rencontre approche moins cette perspective s'annonce. Au point que certains n'hésitent plus à parler d'un marché de dupes en accusant le Mexique d'avoir endossé le discours du « premier monde », celui des pays riches, et d'avoir oublié ses vieux compagnons de lutte quand il était lui-même, il n'y a pas si longtemps, membre des 77.

« Je perds mon temps, nous

n'avons rien à négocier et nous sommes là à attendre le Père Noël », George Bush, lâche, amer, un représentant cambodgien. « Mon pays a dépensé 100 000 dollars pour

« Je perds mon temps, nous n'avons rien à négocier et nous sommes là à attendre le Père Noël »

UN DÉLÉGUÉ CAMBODGIEN

venir ici, et les Mexicains n'ont même pas été capables d'organiser l'accueil de notre ministre, ni de nous fournir un bureau. »

« Je vais de salle en salle et je n'en-

tends qu'une succession de déclarations qui n'expriment rien de ce fameux tournant pour le développement qu'on veut nous vendre ici », constate un Congolais. Pourtant, c'est au cours de ces tables rondes ministérielles qu'ont percé jusqu'ici le plus ouvertement les limites de ce consensus. Même si, en deux minutes – le temps de parole accordé à chacun des soixante représentants en moyenne qui défilent au cours de ces séances de trois heures –, il y a peu de place pour le débat.

« Il faut aller plus loin dans l'allègement de la dette et ne pas considérer seulement la situation des pays les plus pauvres », a ainsi réclamé, mercredi matin, le représentant jordanien, en évoquant un sujet précisément écarté par le « consensus de Monterrey » dans une des tables rondes consacrées au thème de la « cohérence

des politiques de financement du développement ».

Dans la salle voisine, sur le même thème, son collègue haïtien a essayé de mettre en cause la cohérence des bailleurs de fonds. « Nous sommes le pays le plus pauvre de la région, sous sanctions économiques, la population, dans la misère, est laissée à elle-même, et la seule cohérence des donateurs est de conditionner leur aide à une solution politique », a-t-il exposé avant d'être interrompu par la coprésidente de séance, la ministre hollandaïse du développement Eveline Herfkens. Celle-ci ne s'est pas montrée plus amène avec le représentant asiatique, qui s'interrogeait sur le fait de savoir pourquoi la question du contrôle des flux de capitaux ne figurait pas dans le « consensus ». « Je ne vois pas le rapport avec la question de la cohérence », a-t-elle coupé court.

A ces comportements arrogants de certains Occidentaux dans les séances de travail s'ajoute que rien ne semble avoir été prévu pour que les pays en développement puissent s'exprimer dans les médias. Au cours des trois premiers jours de la rencontre, une seule conférence de presse a été organisée par le secrétariat des Nations unies pour le Groupe des 77, alors que les Américains parlent tous les jours et que les agences multilatérales, voire les ONG, ont une présence beaucoup plus marquée.

Face à cette accumulation de fausses notes et de couleuvres, les 77 ont – pour l'instant – choisi de faire profil bas et de sauver en façade l'harmonie du « consensus ». Pourquoi ? « Dans la situation actuelle, personne n'a envie de prendre de face les Etats-Unis », constate un diplomate français. « Nous ne pouvons pas mettre en difficulté les pays les plus pauvres qui dépendent de l'aide étrangère et qui espèrent, quand même, ramasser ici quelques milliards de dollars », avoue un Indien.

Pour autant, les jeux ne sont peut-être pas encore totalement faits. Le Groupe des 77 s'est réuni à huis clos, mercredi, et les Vénézuéliens, qui assurent la présidence du groupe, essaieraient de faire monter la pression en convainquant des poids lourds, comme l'Inde ou l'Iran, de publier un communiqué « musclé », vendredi. Le président vénézuélien, Hugo Chavez, arrivé mercredi soir, devait mener une série de consultations.

Cependant, faute de pouvoir rassembler au-delà du camp « latino », cette initiative restera vraisemblablement un secret de closerie, et la « photo de famille », qui couronne les rencontres internationales réussies, sera bien prise, vendredi, pour illustrer le « consensus de Monterrey ».

Babette Stern

Laurence Caramel

L'onde de choc du 11 septembre relance la lutte contre la pauvreté dans le monde

MONTERREY

de notre envoyée spéciale

Une réunion de plus, pour rien ! C'est précédé par ce sentiment désenchanté que près de soixante chefs d'Etat et de gouvernement devaient entreprendre, jeudi matin, la longue litanie des discours officiels qui donnent le coup d'envoi solennel à la conférence sur le financement du développement. Organisée sous l'égide des Nations unies, celle-ci a débuté, lundi, au niveau ministériel.

Voulue par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, mise en musique par son représentant spécial et ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, cette réunion est présentée comme une étape dans le long processus qui devrait permettre, à l'horizon de 2015, de réduire de moitié la pauvreté dans le monde. La communauté internationale s'est fixé cet objectif en septembre 2000, lors du sommet du Millénaire. Ambitieux, il supposerait, comme l'a souligné le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, le doublement de l'aide accordée aux pays en développement, soit 100 milliards

de dollars (112 milliards d'euros) par an. Comment les trouver ? A qui les distribuer ? Sur quels critères ? A quelles conditions ? C'est ce dont vont débattre les responsables économiques et politiques. Mais chacun le sait, aucune décision concrète n'est attendue dans cette ville du nord du Mexique, choisie non seulement parce qu'elle est la vitrine économique du pays hôte, mais également pour sa proximité avec le ranch texan de George W. Bush.

Ils sont pourtant nombreux, au plus haut niveau, à faire le déplacement : une quinzaine de dirigeants latino-américains (dont le président argentin Eduardo Duhalde, qui devrait en profiter pour plaider la cause de son pays en faillite) ; quatre du Maghreb ; une poignée d'Européens (dont Jose Maria Aznar, l'actuel président l'Union européenne, et Romano Prodi, le président de la Commission européenne) ; et une douzaine d'Africains avec, comme vedettes, le Nigérian Olusegun Obasanjo, l'Algérien Abdelaziz Bouteflika, le Sénégalais Abdoulaye Wade et le Sud-Africain Thabo Mbeki, initiateurs

du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). A la dernière minute, le *lider maximo*, Fidel Castro, a annoncé qu'il fallait aussi compter sur lui.

DES « POLITIQUES RATIONNELLES »

Cette mobilisation planétaire donne à beaucoup l'impression que tout est joué d'avance. Le texte de la déclaration finale, bouclée fin janvier par des fonctionnaires à New York, laisse peu de place à l'improvisation. Et, si quelques virgules peuvent encore être changées par les « chefs », sa philosophie générale – fondée des « politiques rationnelles », la promotion du commerce international, les privatisations, la bonne gouvernance... – a fait bondir les organisations non gouvernementales, nombreuses à Monterrey, qui y voient la traduction, une fois de plus, du modèle néolibéral. Jusqu'à l'appellation choisie, « consensus de Monterrey », qui fait malencontreusement écho au « consensus de Washington », la doctrine économique monétariste qui a dominé l'action des institutions multilatérales dans les années 1990.

Il n'empêche. Une dynamique provoquée par les événements du 11 septembre est en train de naître. C'est dans la perspective de Monterrey que les Etats-Unis ont annoncé une augmentation de leur aide de 5 milliards de dollars, faisant ainsi pression sur les Européens qui se sont engagés à porter à 3,9 % leur effort en faveur des pays pauvres. L'objectif de 0,7 % du produit intérieur brut, depuis longtemps perdu de vue, est à nouveau sur la table. Le tabou sur une taxe internationale pour financer le développement semble levé.

Et des vérités sont dites : le « consensus de Monterrey » rappelle ainsi que la protection des marchés du Nord et la corruption dans les pays du Sud sont des entraves au développement. Selon les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, les subventions agricoles s'élèvent à 327 milliards de dollars, le double des exportations des pays du Sud. Le surcoût pour les entreprises travaillant dans un pays corrompu équivaut à une taxe supplémentaire de 21 %.

Babette Stern

Laurence Caramel

Challenges

Un jeudi sur deux
le news de l'économie

Voyage chez les drogués du travail

Pourquoi ils sacrifient tout

Frais, crédits immobiliers, sicav, services et accueil
Etes-vous dans la bonne banque ?

TROIS QUESTIONS À... TAHMASB MAZAHERI

1 En tant que ministre iranien de l'économie et des finances, estimez-vous que votre pays peut faire partie du partenariat global pour le développement à Monterrey, alors que les Etats-Unis l'ont mis au banc des nations en le répertoriant dans « l'axe du Mal » ?

La conférence de Monterrey est une réunion de la communauté internationale, et l'Iran en fait partie. C'est à la demande du Groupe des 77 [les pays en développement] que cette réunion se tient. L'Iran en a exercé la présidence avant le Venezuela et a participé activement à la préparation de la rencontre. Nous avons approuvé le texte du « consensus de Monterrey ». Ce que disent les Etats-Unis ne regarde qu'eux. Nous ne pensons pas qu'il y ait, cette fois encore, une base rationnelle ni logique à leurs affirmations. L'attitude qui consiste à diviser le monde entre « bons » et « mauvais », entre amis et ennemis des Etats-Unis n'est pas, selon nous, la bonne.

2 Ces tensions avec les Etats-Unis ne nuisent-elles pas à l'intégration de l'Iran dans l'économie mondiale ?

C'est certainement la volonté des Etats-Unis, mais, jusqu'ici, ils n'y sont pas parvenus, et nous espérons qu'ils n'auront pas davantage de succès à l'avenir. Si leur intention profonde est de combattre le terrorisme, alors ils ne doivent pas se tourner vers l'Iran. Mais nous pouvons nous interroger sur la cohérence de cet engagement, quand ceux qui perpétuent les plus graves actes terroristes, contre le peuple palestinien, sont aussi les meilleurs amis des Etats-Unis.

3 La conférence de Monterrey peut-elle être le point de départ d'un nouveau contrat pour le développement ?

Toutes les questions abordées ici auraient dû être débattues depuis des années. La seule chose que nous attendons de cette rencontre est de repartir avec des garanties qu'il y aura bien un processus de suivi des décisions qui vont être prises. Sans cela, le « consensus de Monterrey » ne sera qu'une coquille vide. La priorité, pour nous, est de permettre aux pays en développement de sortir du cercle vicieux de l'assistance. L'aide doit avoir pour objectif de les rendre indépendants, tout en acceptant de prendre en compte leurs différences de culture et de capacités.

Propos recueillis par L. C.

L'aide alimentaire est souvent une subvention

La « manne » a parfois des effets nocifs sur l'économie destinataire.

ENFANTS aux ventres gonflés sur fond de désert aride : cette image sinistre colle à la peau de l'Ethiopie depuis la grande famine de 1984-1985, quand la faim avait fauché plusieurs centaines de milliers de victimes. Depuis cette date, l'Ethiopie, entre sécheresses et guerre contre l'Erythrée, s'est abonnée à l'aide alimentaire, au point que celle-ci est devenue un élément structurel de son économie.

Depuis 1985, Addis-Abeba a reçu chaque année, en moyenne, 700 000 tonnes d'aide alimentaire. Ce qui représente près de 10 % de la production locale, mais 30 % de ce qui y est commercialisé. L'effet de cette manne est de plus en plus stigmatisé. Elle est dénoncée par plusieurs participants à la conférence de l'ONU sur le financement du développement, qui s'est ouvert, lundi 18 mars, à Monterrey (Mexique).

« Toute l'Ethiopie n'est pas en

difficulté, explique un expert européen basé dans la capitale éthiopienne. Certaines régions sont en excédent, d'autres déficitaires. Globalement, le pays pourrait subvenir à tous ses besoins. Mais l'aide extérieure gratuite pèse sur

En Ethiopie, « elle n'incite pas les paysans excédentaires à développer leur production » UN EXPERT

les prix, ce qui n'incite pas les paysans excédentaires à développer leur production. »

Le schéma est simple : les prix trop bas ne permettent pas aux agriculteurs efficaces de dégager des marges suffisantes pour inves-

tir davantage, en engrais ou en animaux de trait, par exemple.

Depuis quelques années, l'Union européenne a constaté les effets pervers, pour l'Ethiopie comme pour les autres pays secourus, de cette aide alimentaire en nature. En 1996, elle a commencé à modifier sa politique, en cherchant à substituer au don de nourriture des aides financières destinées à acheter localement des denrées ; celles-ci sont ensuite acheminées vers les populations nécessiteuses. « Les Etats du Sud n'ont pas les moyens de mener une politique de soutien des prix, explique un diplomate français. L'idée des bailleurs est d'utiliser l'argent de l'aide alimentaire à cette fin, ce qui fortifie les agriculteurs. »

L'Europe s'est maintenant résolument engagée dans cette voie, et le conseil des ministres de l'agriculture du 19 décembre 2001 a jugé que « l'aide alimentaire en nature n'est pas un instrument approprié



L'explosion, mercredi soir, de deux voitures piégées près de l'ambassade américaine à Lima a fait 9 morts et plus de 30 blessés. Elle intervient alors que George Bush doit arriver samedi à Lima pour une visite officielle de quelques heures. Le président péruvien Alejandro Toledo a quitté Monterrey pour retourner à Lima.

ALEXANDER ZEMIANICHENKO / AP

Le président-candidat Jacques Chirac occupe jusqu'au bout le domaine international

MONTERREY

de notre envoyée spéciale

Il y a une dizaine de jours encore, les dés n'étaient pas jetés. Le président, défenseur – et inventeur – de la « mondialisation à visage humain », prompt à rappeler les méfaits des pays colonisateurs en Afrique et la dette morale des Occidentaux à l'égard des Africains, était par avance convaincu de l'utilité de sa présence à Monterrey. Mais, faisaient valoir ses conseillers politiques, le candidat avait-il intérêt à délaissier ne serait-ce que quarante-huit heures une campagne qui se joue au coude-à-coude ? Le président-candidat a finalement tranché et s'en est expliqué sur Europe 1, mardi matin : « Si je vais à Monterrey, si je fais quinze heures d'avion à l'aller et quinze heures au retour, à une période où j'aurais pu faire autre chose, c'est pour faire entendre la voix de la France, exprimer le message de la France. »

DÉCEPTION À MATIGNON

Les calculs avaient été vite faits. Aller à Monterrey, y rencontrer George Bush en tête-à-tête, resserrer, si c'est possible, ses liens avec les dirigeants africains, être là où ça se passe sur la scène internationale, en un mot conserver une stature de chef de l'Etat, ne lui ferait peut-être pas gagner des points dans les son-

plus de SDF en France en 2007, le candidat-président vole au secours des pauvres de la planète.

C'est donc dans les habits de président de tous les Français que Jacques Chirac posera le pied au Mexique. Mais avant l'heure, c'est pas l'heure et ce déplacement a fourni le prétexte au candidat-président pour accorder avant son départ une série d'interviews (trois en deux jours, à Europe 1, au Herald Tribune et à Paris-Match,



« La mondialisation de la solidarité. C'est une réalité qu'on n'a pas encore, dans le monde, intégrée tout à fait »

JACQUES CHIRAC

plus une au quotidien mexicain *Reforma*) qui lui ont permis de prendre de la hauteur, d'aborder les thèmes qui lui sont chers et de lancer, accessoirement, quelques piques au gouvernement.

Il a tour à tour prôné « la mondialisation de la solidarité » (« C'est une réalité qu'on n'a pas encore, dans le monde, intégrée tout à fait. Et c'est ce message que je veux porter à Monterrey, et le porter fort »); dénoncé l'accroissement de la différence entre les pays riches et les pays pauvres (« ce n'est pas acceptable morale-

dette « sans oublier les pays à revenu intermédiaire ». Il s'est démarqué des Américains en affirmant que « le marché ne suffit pas à résoudre les problèmes économiques et sociaux », et a souligné que « la fatalité du sous-développement n'existe pas ».

Surtout, il a abordé le sujet qui fâche : la baisse de l'aide publique au développement (APD) de la France. « La France a baissé son aide publique au développement depuis quatre ou cinq ans, même depuis cinq ou six ans, je le déplore. Je l'ai dit publiquement », a-t-il déclaré au Herald Tribune. « Je regrette cette réduction et, depuis plus de trois ans, je la dénonce », a-t-il répété à Paris-Match.

FAIBLESSE DE L'AIDE

Il y a un mois, le président et le premier ministre s'étaient livrés à une bataille de chiffres, se renvoyant l'un à l'autre la responsabilité de cette baisse continue. Jeudi 14 février, lors du troisième Comité interministériel de la coopération internationale (Cicid), Lionel Jospin avait répliqué à Jacques Chirac qui avait jugé, quelques jours plus tôt, cette situation « inacceptable » en précisant que « le creux s'est produit entre 1995 et 1998 ».

Les déclarations du chef de l'Etat ont ranimé le débat. Le ministre délégué à la coopération, Charles Josselin, a espéré qu'« à Monterrey, les propos approximatifs d'un candidat » ne viennent pas « brouiller le message que le président de la France doit porter », ajoutant qu'il était « dommage que Jacques Chirac n'ait pas songé à dénoncer cette baisse depuis sept ans ». Une réaction qui a fait bondir l'Elysée. Dates à l'appui, les conseillers rappellent que Jacques Chirac n'a cessé, dans ses discours officiels, lors de réunions internationales, de regretter la faiblesse de l'APD, en général, et celle de la France en particulier. Ils déplorent également l'amnésie du premier ministre qui, lors d'un tête-à-tête avec le président, le 25 avril 2001, aurait refusé d'augmenter la part d'aide aux pays les moins avancés (PMA), malgré la demande qui lui en était faite.

C'est dans cette atmosphère tendue que Jacques Chirac devait arriver, jeudi en fin de journée, à Monterrey. Bon gré, mal gré, la cohabitation l'a rattrapé.

Babette Stern

L'Argentine au régime sec

Le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, a averti, mercredi 20 mars, que l'Argentine ne devait pas s'attendre à obtenir des financements supplémentaires à Monterrey. Il a détaillé les aides dont a bénéficié ce pays, avant de lancer : « Combien faut-il pour que ce soit assez ? » En novembre 2000, a-t-il rappelé, le FMI a accordé un crédit de 43 milliards de dollars à Buenos Aires. En avril 2001, « l'Argentine s'est retrouvée sans argent (...). Le FMI a alors étudié une proposition selon laquelle l'Argentine avait encore besoin d'un peu plus de 20 milliards de dollars (...). En août, [cette somme] s'était envolée de nouveau (...). Nous détestons la désintégration sociale en Argentine et nous œuvrons dans l'ombre pour essayer d'y remédier », a ajouté M. O'Neill.

ges, mais ne lui en enlèverait pas non plus. Au passage, il privait Lionel Jospin de toute velléité d'y assister, ce que le premier ministre avait un temps envisagé, si le président avait déclaré forfait.

A Matignon, on masque la déception en insistant sur le fait que « la configuration Monterrey n'est pas optimale », et que le texte de compromis auquel on y est parvenu serait « minimal » et pas « bouleversant ». Ainsi, tandis que le candidat-premier ministre promet qu'il n'y aura

ment et c'est politiquement dangereux ; mis en garde contre « la grave erreur » que serait « mélanger terrorisme, disons "terrorisme de type Ben Laden", et le problème de la pauvreté dans le monde » ; ouvert la porte à un nouveau moyen de financer le développement, « par les bénéfices que la mondialisation engendre », grâce « à un moyen acceptable partout, y compris un système de taxation internationale », car « la taxe Tobin est inapplicable, impossible techniquement » ; appuyé la réduction de la

déguisée aux agriculteurs des pays donateurs

Le sujet est en négociation à l'Organisation mondiale du commerce

pour créer la sécurité alimentaire à long terme », et décidé d'« accorder la priorité aux achats locaux (...) pour satisfaire les besoins d'aide alimentaire en nature ».

En Ethiopie, par exemple, cette politique se met en place : l'Union ne livre plus de grain, mais finance les achats locaux par appel d'offres, en coopération avec un organisme gouvernemental éthiopien.

Mais l'analyse européenne n'est pas partagée par l'autre principal donateur, les Etats-Unis, qui continuent à faire de la livraison de céréales le cœur de leur politique d'aide alimentaire. Il est vrai que cette aide est en fait un moyen de soutenir les agriculteurs américains : comme le rappelle le Programme alimentaire mondial (PAM) dans une brochure sur ses « 35 premières années », le concept d'aide alimentaire est né dans les années 1950 du besoin d'utiliser les excédents agricoles qui surgissaient alors. Les Etats-Unis ont

formalisé cette démarche d'aide dans une loi de 1954, qui fixe parmi ses objectifs celui de « développer et d'étendre les marchés d'exportation des denrées agricoles des Etats-Unis ».

En pratique, le ministère de l'agriculture achète chaque année aux agriculteurs américains un certain montant de produits agricoles, qu'il distribue ensuite aux pays en situation de pénurie alimentaire. En fait, note l'organisation non gouvernementale Solagral, « l'aide alimentaire des Etats-Unis apparaît toujours plus comme un instrument de gestion du marché intérieur » ; on constate ainsi que le niveau d'aide est inversement proportionnel aux surplus américains, élevé quand l'agriculture américaine surproduit, bas quand elle se restreint.

Washington ne nie pas ce rôle de soutien à ses propres agriculteurs : par exemple, les Etats-Unis ont signé, le 12 mars, un don de

83 000 tonnes de riz à l'Ouzbékistan. « Cet accord est une excellente opportunité commerciale pour les riziculteurs américains, qui peuvent fournir du riz de bonne qualité aux familles pauvres d'Ouzbékistan », a commenté la ministre de l'agriculture, Ann Veneman.

Le rôle de l'aide alimentaire comme instrument de politique agricole interne commence à être dénoncé : en janvier 2001, l'Inde proposait dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que l'accord agricole soit « renforcé pour empêcher l'abus du mécanisme de l'aide alimentaire. La tendance alarmante des pays donateurs d'accroître l'aide pour développer leurs marchés nie l'esprit même de ce mécanisme ».

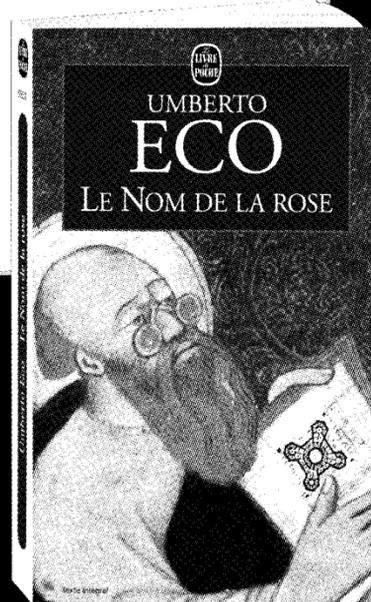
L'aide alimentaire fait maintenant partie des négociations de l'OMC en tant que subvention camouflée...

Hervé Kempf



Le
Livre
de
Poche

«...Le LIVRE est créature fragile, il souffre de l'usure du temps, craint les rongeurs, les intempéries, les mains inhabiles. Si pendant cent et cent ans tout un chacun avait pu librement toucher nos manuscrits, la plus grande partie d'entre eux n'existerait plus...»



C'est plus grand en Livre de Poche

Beyrouth prépare avec fébrilité un sommet arabe devenu crucial pour la paix au Proche-Orient

Pour la première fois, un secrétaire général de l'ONU participera aux travaux

BEYROUTH

de notre correspondant

Quatorze chefs d'Etat au moins seront présents au sommet arabe de Beyrouth les 27 et 28 mars. Sur les huit absents potentiels, deux sont gravement malades au point de ne pas pouvoir faire le déplacement, le roi Fahd d'Arabie saoudite et cheikh Zayed des Emirats arabes unis. Deux autres ne sont pas libres de leurs mouvements, Saddam Hussein (Irak) et Yasser Arafat (Palestine). Un autre, le sultan Qabous d'Oman, ne se rend jamais personnellement aux sommets arabes et, enfin, Mouammar Kadhafi, chef de l'Etat libyen, a un réel problème avec le Liban, dont la communauté chiite le tient pour responsable de la mort de son grand leader, l'imam Moussa Sadr, disparu en mars 1978 alors qu'il se trouvait en Libye.

DÉLÉGATIONS REPRÉSENTATIVES

Sauf pour M. Kadhafi, qui risque de se faire représenter au niveau minimum, voire de boycotter la conférence, les pays dont les chefs d'Etat seront absents auront des délégations très représentatives. En particulier, l'Arabie saoudite aura à sa tête le prince héritier Abdallah, véritable détenteur des rênes du pouvoir à Riyad et vedette de ces assises en raison de la proposition de paix faite à Israël d'une normalisation des relations avec l'Etat hébreu en échange d'un retrait des territoires occupés en 1967 y compris Jérusalem-Est.

Même si Yasser Arafat est finalement empêché de se déplacer soit par un nouvel interdit du premier

ministre israélien, Ariel Sharon, à la suite de nouveaux attentats, soit plus probablement parce que son retour dans les territoires palestiniens n'aura pu être garanti à 100 %, il sera néanmoins l'autre vedette de cette conférence inter-arabe. Le ministre libanais chargé de son organisation, M. Ghassan Salamé, estime à 50 % les chances

el-Assad avait l'habitude d'utiliser, il devrait être possible d'aboutir à un consensus. Un tabou aura ainsi été brisé. Ce qui n'aura certes pas grand effet immédiat sur la situation en Israël et dans les territoires occupés mais sera déterminant quand sonnera, un jour, l'heure de la paix israélo-palestinienne.

En ce qui concerne la menace

Le Caire et Damas pour le plan Abdallah

Les présidents égyptien et syrien, Hosni Moubarak et Bachar Al-Assad, ont apporté, mercredi 20 mars, leur soutien à l'initiative saoudienne de paix au Proche-Orient formulée par le prince héritier Abdallah. Tous deux saluent « l'esprit positif reflété » dans ce projet qui « confirme le penchant de la nation arabe pour la mise en place d'une paix juste et durable », à la suite de leur rencontre dans la capitale égyptienne afin de préparer le sommet arabe de Beyrouth. La Syrie, dont l'approbation est indispensable à tout accord de paix, a toutefois précisé qu'aucun compromis ne serait possible avec Israël sur des questions comme celle des réfugiés palestiniens déplacés lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948. Damas avait refusé de s'associer à la résolution 1397 du Conseil de sécurité de l'ONU.

En ce qui concerne la menace américaine sur l'Irak, les deux présidents ont insisté sur la « nécessité de respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité de l'Irak ». – (Reuters)

qu'il soit là, les Américains s'étant, à leur corps défendant, joints aux Européens qui s'emploient à lui assurer la garantie du retour.

La proposition du prince Abdallah sera vraisemblablement entérinée grâce à un subterfuge sémantique, le terme « normalisation des relations » ou « relations normales » pouvant être exprimé en arabe par deux mots dont l'un, plus faible, peut aussi dire « relations ordinaires » et l'autre, plus fort, « relations naturelles ». En recourant à l'expression la plus faible, que l'ancien président syrien Hafez

d'une intervention américaine sur l'Irak, tous les pays arabes ont fait savoir au vice-président américain Dick Cheney que celle-ci serait malvenue. Non seulement parce qu'ils ne pourraient pas moins faire que la désavouer, mais surtout parce qu'en cas d'élimination de Saddam Hussein c'est l'Iran qui en sortirait grand vainqueur. Et cela davantage qu'en Afghanistan, où les frappes américaines qui ont abouti à la chute des talibans ont conforté la position iranienne dans la région. Par ailleurs, le sommet pourrait être aussi l'occasion

d'une utile rencontre entre le roi du Maroc, Mohammed VI, et le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, les rapports entre les deux pays s'étant de nouveau crispés à propos du Sahara occidental.

INTENSE ACTIVITÉ

Le sommet de Beyrouth, qui, au début de l'année, apparaissait comme une rencontre de pure forme a brusquement pris une importance inhabituelle en raison de la conjoncture au Proche-Orient et la réclusion imposée à Yasser Arafat. Pour preuve de cette importance, Javier Solana, haut représentant pour la politique extérieure commune de l'Union européenne sera présent ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, y assistera. Il s'agit d'une première.

En raison du caractère exceptionnel de ce rendez-vous, une intensive activité préparatoire a lieu à Beyrouth, qui, à cette occasion, retrouve sa position de centre névralgique.

Le dernier sommet arabe avait eu lieu dans la capitale libanaise en 1956, il y a donc près d'un demi-siècle. Pour accueillir les vingt-deux délégations, souvent imposantes, le gouvernement libanais a mis sur pied de guerre huit mille cinq cents hommes, soldats et policiers. La France et le Canada sont venus prêter main-forte aux Libanais. Un périmètre de sécurité a été défini. Cette zone rouge sera interdite aux habitants, qui sont contraints d'aller se loger dans des hôtels, aux frais de l'Etat.

Lucien George

Difficile négociation pour la signature d'un cessez-le-feu en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les discussions entre Israéliens et Palestiniens devaient se poursuivre, jeudi 21 mars, pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu après plusieurs semaines de violence qui ont coté la vie à plus de deux cents personnes, en majorité palestiniennes. Mercredi soir 20 mars, une réunion organisée à Tel-Aviv sous l'égide de l'émissaire américain, Anthony Zinni, n'a pas permis de parvenir à un accord sur les modalités d'application du rapport rédigé en juin 2001 par le directeur de l'Agence centrale de renseignement, la CIA, George Tenet.

Ce rapport pour un cessez-le-feu prévoit notamment pour les Palestiniens la saisie des armes illégales et l'arrestation de « terroristes » présumés. Les Israéliens devraient de leur côté cesser de s'en prendre aux infrastructures de l'Autorité palestinienne, retirer leurs troupes sur les positions occupées à la veille du déclenchement de l'Intifada, le 28 septembre 2000, et lever les barrages et les restrictions de circulation qui pèsent sur les Palestiniens depuis un an et demi.

Mercredi soir, les deux parties ont continué de diverger notam-

ment sur la durée de la période d'application des propositions du rapport Tenet. Les Israéliens considèrent que ce plan doit s'appliquer au moins pendant quatre semaines. Les Palestiniens souhaitent que cette période soit plus courte pour passer rapidement au contenu d'un autre rapport rédigé également en 2001 par une commission internationale présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell. Ce second document détaille les conditions d'un retour aux négociations politiques une fois un cessez-le-feu durable constaté.

Sur le terrain et après l'attentat-suicide perpétré dans un bus mercredi matin près de la ville arabe israélienne de Oum Al-Fahm, l'armée israélienne a effectué, dans la nuit de mercredi à jeudi, une incur-

sion dans trois localités situées en zone autonome palestinienne près de Jérôme, en Cisjordanie. Le responsable de l'attentat qui a tué sept personnes, quatre soldats et trois civils, était originaire de cette région. Selon des sources palestiniennes, environ vingt Palestiniens auraient été arrêtés à la suite de cette opération de l'armée.

« FRUSTRATION »

Après cet attentat qui a été condamné par les Palestiniens, le président américain, George W. Bush, a fait part de sa « frustration » devant la poursuite de la violence, appelant une nouvelle fois le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, également mis en cause par le premier ministre israélien, Ariel Sharon, à faire « davantage la preuve de son autorité ».

Gilles Paris

Bagdad interroge l'ONU sur ses conditions

Le processus de négociation continue sur le retour des inspecteurs en Irak

BAGDAD a remis au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, une liste de vingt questions auxquelles les Nations unies devront répondre avant que ce pays ne se prononce sur un retour – réclamé avec insistance par George W. Bush – des inspecteurs « onusiens » chargés de contrôler le désarmement irakien.

Les membres du Conseil de sécurité ont commencé, mercredi 20 mars, d'étudier cette liste. Outre les points soulevés dans ce document, l'Irak veut que l'ONU examine la conformité des menaces de Washington contre Bagdad et, à son tour, il appelle les Etats-Unis à éliminer les armes de destruction massive dans l'arsenal américain.

M. Annan a indiqué à la presse que les questions soulevées par les Irakiens « avaient été en termes de recherche d'une clarification » et qu'elles ne pouvaient pas être assimilées à « des pré-conditions ».

Pour autant, le document de Bagdad, que certains diplomates jugent « provocant », risque de diviser les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, s'agissant aussi bien des menaces, brandies par les Etats-Unis, de renverser le régime de Saddam Hussein que de la composition des équipes d'inspection ou la durée de leur mission. « Les questions irakiennes, estime

un diplomate américain, posent des conditions inacceptables et l'Irak doit autoriser, sans entraves, le retour des contrôleurs de l'ONU ». Certaines des questions sont techniques, d'autres sont jugées plus politiques si l'on en croit des confidences d'autres diplomates.

Bagdad appelle Washington à éliminer les armes de destruction massive américaines

Bagdad demande, par exemple, comment l'ONU peut certifier que les nouveaux inspecteurs n'espionneront pas au profit des Etats-Unis et il s'interroge sur le versement d'éventuelles compensations pour les dégâts occasionnés par les bombardements des avions de patrouille américains et britanniques qui assurent le respect des zones d'exclusion aérienne.

De même, comme le président Saddam Hussein l'a lui-même indiqué en recevant, mercredi, à Bagdad des experts en pharmacologie, l'Irak réclame que les Etats-Unis

éliminent, les premiers, les armes de destruction massive avant de chercher à l'obtenir du reste du monde. Et cela pour éviter que ces armes tombent dans les mains de terroristes « comme ce fut le cas d'un terroriste américain qui a produit le bacille de charbon ». A ses interlocuteurs, Saddam Hussein a dit regretter que des dirigeants américains aient récemment suggéré de faire usage de l'arme nucléaire contre certains pays et c'est pourquoi, explique-t-il, « il faut placer ceux qui ont proféré de telles menaces sous surveillance psychiatrique ».

Les membres du conseil de sécurité ont prévu d'aider M. Annan à préparer les prochaines discussions, fin mai ou début juin, avec Bagdad.

Par ailleurs, Washington a annoncé qu'il refusera cette année de « certifier » que la Corée du Nord respecte l'accord de 1994 de geler son projet de mise au point de l'arme nucléaire, en échange de la fourniture de deux réacteurs destinés à produire de l'électricité. Washington reproche aussi à la Corée du Nord de ne pas autoriser des inspections internationales de son centre de recherche nucléaire à Yongbyon. Le refus de certification peut entraîner le blocage par le Congrès de fonds à Pyongyang. – (AFP, Reuters.)

Réforme du financement électoral aux Etats-Unis

WASHINGTON. Le Congrès américain a définitivement adopté, mercredi 20 mars, une réforme historique du mode de financement des campagnes électorales aux Etats-Unis. Le président George W. Bush a annoncé qu'il promulguera cette réforme. Elle vise à limiter l'influence des groupes de pression en interdisant certaines formes de contributions financières – illimitées et hors contrôle fédéral jusqu'alors – faites aux partis politiques pour les campagnes de leurs candidats. Pour compenser la perte de cette manne financière (500 millions de dollars lors du cycle électoral de l'an 2000), le Congrès a décidé de relever le plafond (à 2 000 dollars) des contributions financières directes faites à titre individuel aux candidats. La cour suprême statuera sur la constitutionnalité de ce texte. – (AFP.)

Tchéchénie : l'indignation de Joschka Fischer

GENÈVE. Le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a dénoncé, mercredi 20 mars, les violations « graves et systématiques » des droits de l'homme en Tchétchénie, observant devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, qu'« il ne devait y avoir aucun bonus antiterroriste ». De son côté, Ilyas Akhmadov, ministre des affaires étrangères du gouvernement tchéchène indépendantiste, reçu mercredi par le Parlement danois, a dénoncé l'aggravation de la situation en Tchétchénie depuis le 11 septembre. M. Akhmadov doit participer, vendredi et samedi, à des rencontres publiques entre représentants du gouvernement tchéchène et de la société civile russe, organisées au théâtre national de la Colline à Paris. – (AFP, AP.)

Maroc : le roi Mohammed VI convole en justes noces

RABAT. Le roi Mohammed VI signe, jeudi 21 mars, au palais de Rabat, l'acte de mariage qui l'unira à la princesse Salma Bennaï (photo) et le couple fêtera ses noces, le 12 avril, a-t-on officiellement annoncé, mercredi, dans la capitale marocaine. C'est la première fois que le mariage d'un souverain chérifien, et l'identité de son épouse, sont rendus publics, a souligné la presse marocaine. Le quotidien socialiste *Libération* a



parlé d'une « révolution qui s'inscrit dans une modernité prônée par le roi ». Le communiqué de la Maison Royale a annoncé au peuple marocain « l'heureuse nouvelle » du mariage de Mohammed VI « avec la perle radiieuse, en sa chasteté, sa vertu et sa noblesse » qu'est Salma Bennaï, 24 ans, ingénieur sortie major, en 2000, de sa promotion à l'École nationale supérieure d'informatique et d'analyse de systèmes, avant d'intégrer l'Omnium nord-africain (ONA), le premier groupe privé du Maroc, dont le roi est un important actionnaire.

DÉPÊCHES

■ **TPI : la procureure du Tribunal pénal international, Carla Del Ponte**, a plaidé en vain auprès de l'ONU, mercredi 20 mars, pour la création d'une unité d'intervention spéciale pour arrêter l'ancien chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. « Vous ne pouvez pas arrêter un fugitif si vous vous déplacez avec 200 soldats en uniforme, de leur quartier général vers un village », a-t-elle souligné en référence à deux récents échecs de l'OTAN. – (AFP.)

■ **BOSNIE-HERZÉGOVINE : le comité des ministres a décidé**, mercredi 20 mars, d'inviter la Bosnie-Herzégovine à adhérer au Conseil de l'Europe comme 44^e membre. La cérémonie d'adhésion aura lieu à Strasbourg pendant la session de l'assemblée parlementaire (22-26 avril 2002), indique le Conseil de l'Europe dans un communiqué.

■ **CHINE : un ingénieur américain a été condamné à cinq ans de prison** par un tribunal de Pékin, jeudi 21 mars, pour obtention illégale de secrets d'Etat. L'ingénieur et homme d'affaires, Fong Fumin, qui travaillait comme consultant pour des compagnies d'électricité américaines, était détenu depuis février 2000 et jugé en octobre. – (AFP, Reuters.)

■ **AFGHANISTAN : un ambassadeur de France a été nommé à Kaboul**, le premier depuis vingt-deux ans, a indiqué, mercredi 20 mars, le Quai d'Orsay. Jean-Pierre Guinhat a été précédemment ambassadeur à Bakou (Azerbaïdjan). La France avait rappelé son ambassadeur en Afghanistan le 4 janvier 1980, en signe de protestation contre l'invasion soviétique. – (AFP.)

■ **SYRIE : huit opposants syriens emprisonnés depuis plus de six mois** ont entamé, lundi, une grève de la faim, pour protester contre leur détention abusive, a indiqué mardi 19 mars un avocat, Me Anouar Al-Bounni. Par ailleurs, le député et opposant syrien, Maa-moun Al-Homsi, a été condamné mercredi à cinq ans de prison « pour avoir voulu changer la Constitution par des moyens illégaux ». M. Homsi est en réalité simplement coupable d'avoir revendiqué des libertés. – (AFP.)

■ **ZIMBABWE : Morgan Tsvangirai, le chef de l'opposition** et challenger de président Robert Mugabe, qui vient de se déclarer réélu avec 56 %, a été formellement inculpé de « trahison », mercredi 20 mars. Il est accusé d'être impliqué dans un « complot visant à assassiner le chef de l'Etat ». Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont vivement dénoncé ces poursuites jugées « sans fondement ». En revanche, l'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud, a estimé que celles-ci s'inscrivaient dans le cadre d'un « processus de guérison » devant mener à la « réconciliation » au Zimbabwe. – (AFP, Reuters.)

e sec . edu /

ESEC

Diplôme homologué par l'Etat

images / cinéma / numérique / sons /

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

www . e sec . edu /

01 43 42 43 22

21, rue de Citeaux 75012 Paris
enseignement supérieur libre

MÉDAILLE D'OR 2001
concours NF ameublement
**DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS**
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDES

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans
Et une gamme spéciale de
litterie pour dos sensibles.

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC

Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO
247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}
01.42.08.71.00 - 7 j / 7
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

L'Allemagne débloque le financement de l'avion de transport militaire A400M

Même si des incertitudes persistent sur le second volet de la commande, l'industrie de défense européenne peut lancer son projet phare

BERLIN

de notre correspondant

L'avion de transport militaire A400M, construit par Airbus pour le compte de huit pays européens, achève la course d'obstacles de son montage financier. Le plus difficile vient apparemment d'être surmonté avec la décision, prise mercredi 20 mars par la commission budgétaire du Bundestag, d'autoriser une première partie du financement échue à l'Allemagne. Celle-ci paiera, au titre du budget 2002, 5,1 milliards d'euros ; le reste, soit une somme estimée à quelque 4 milliards d'euros, sera inscrit au budget de l'année suivante. Environ 2,5 milliards d'euros de frais financiers divers devraient s'ajouter à ces montants.

L'affaire traîne depuis plus d'un an, fruit d'une gestion hasardeuse du ministre de la défense, Rudolf Scharping, qui a commandé 73 appareils, sans l'aval préalable du Bundestag. Sous la pression des partenaires de l'Allemagne, notamment français, qui craignaient que

l'absence d'engagement allemand ne fasse voler le projet en éclat, le chancelier Schröder a avalisé la signature de son ministre. Mais les protestations des parlementaires, les doutes exprimés par des experts militaires jugeant la commande disproportionnée, les réticences du ministère des finances effrayé par les coûts incertains de l'appareil, ont suscité, durant des mois, de vives polémiques attisées par la campagne électorale.

CLAUDE D'INDEMNISATION

Des députés Verts de la coalition ont bloqué à plusieurs reprises le projet. Il a fallu in fine d'intenses négociations menées en coulisse par le chancelier Schröder, qui s'est entretenu avec les chefs de l'opposition pour obtenir une première autorisation de crédits, nécessaire à l'achat de 41 appareils. Le financement des 32 suivants ne sera décidé qu'après les élections législatives du 22 septembre. C'est bien là tout le problème. Qu'en sera-t-il si, à cause des coûts qui risquent d'exploser,

ou à cause de nouvelles priorités, le prochain Bundestag change d'avis ? Une clause d'indemnisation existe bien dans le contrat signé par le ministre de la défense, mais les conditions de sa mise en œuvre demeurent controversées.

Dans un communiqué, les dirigeants du consortium européen EADS, principal actionnaire d'Airbus, se sont félicités, mercredi soir, de la décision du parlement allemand, rappelant que « l'A400M constitue un grand pas vers une politique européenne commune en matière de sécurité et de défense ». Les implications de la décision allemande feront toutefois l'objet d'un examen, vendredi à Paris, par les représentants des pays partenaires du projet. Celui-ci prévoit la commande de 196 appareils au total : 73 pour l'Allemagne, 50 pour la France, 27 pour l'Espagne et 25 pour la Grande-Bretagne. La Turquie, le Luxembourg, le Portugal et la Belgique se partagent le reste des commandes.

Georges Marion

La Convention européenne entame son travail, la société civile tente de se faire entendre

MALGRÉ les grandes proclamations sur la nécessité d'associer les citoyens à l'Europe, la société civile avait failli être la grande oubliée de la Convention sur la refondation européenne, dont la première session de travail officielle s'ouvrira jeudi 21 mars à Bruxelles sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Sans siège de plein droit, elle doit se contenter de cinq représentants issus du monde syndical et du Comité économique et social européen, mais en qualité d'observateur seulement. Les annexes de la déclaration de Laeken, en décembre, ont également prévu que, « pour élargir le débat, un forum sera ouvert aux organisations représentant la société civile (...) qui pourront être auditionnées ou consultées selon des modalités à déterminer ».

Insuffisant, ont estimé une centaine d'organisations non gouvernementales organisées au niveau européen à Bruxelles. Début janvier, elles se sont rassemblées en « Groupe de contact de la société civile » afin d'établir des relations structurées avec le présidium de la Convention. Il s'agit d'une plate-forme d'organisations issues des secteurs environnement, social, développement et défense des droits humains, soutenue par la Confédération européenne des syndicats et « ouverte à ceux qui le souhaitent », précise un des coordinateurs, Guido Dumon, du Comité de liaison des ONG de développement (Clong). « Nous avons rencontré le vice-président Jean-Luc Dehaene, mardi 26 février. Il nous a promis de venir à nos réunions ou d'envoyer une délégation du présidium. A nous maintenant d'être le plus concret possible », prévient M. Dumon.

La Convention, qui avait décidé de consacrer une de ses séances à auditionner la société civile en avril, le fera finalement fin mai ou début juin : raison de ce report, décidé mercredi 20 par le présidium, la société civile n'a pas encore complètement élaboré ses positions. Mieux vaut l'entendre lorsqu'elle sera en mesure d'apporter une vraie contribution, explique-t-on au présidium. La société civile sera consultée

avant le sommet de Séville en juin, qui marquera la fin de la phase d'écoute. Quant à la Convention des jeunes, promise par M. Giscard d'Estaing, elle devrait être réunie à Bruxelles en juillet. Ses 210 membres devraient auparavant assister à un débat de la Convention réelle, pour ne pas débattre trop dans le vide.

Observateur de la Confédération européenne des syndicats, Emilio Gabaglio ne regrette pas son statut. Il estime que cela « n'aurait pas pu être autrement. Nous voulions un forum plus large et nous l'avons obtenu. Il y aura un espace virtuel avec le site Internet mis en place par la Convention et les réunions organisées par Jean-Luc Dehaene ». « L'espace offert nous donne satisfaction, confirme Jean-François Troglig, de la CFDT française. Nous ne sommes pas une espèce d'ajout. L'Europe est



« L'espace offert nous donne satisfaction, nous n'y sommes pas une espèce d'ajout »
JEAN-FRANÇOIS TROGLIG

entrée dans la vie professionnelle par la porte et par les fenêtres. 100 000 personnes ont manifesté à Bruxelles, et Barcelone a confirmé cette mobilisation. » A Force ouvrière à Paris, le ton est plus mesuré : « Nous considérons que nous n'avons pas notre place dans un débat constitutionnel, résume Jean-Marc Bilquez, chargé des questions européennes. On s'y intéresse mais nous ne voulons pas nous laisser enfermer dans un débat politique pas très clair. »

« On y verra plus clair quand la présidence montrera des méthodes de travail et des orientations », assure pour sa part Roger Briesch, « conventionnel observateur » du Comité économique et social européen. En revanche, à propos de la composition de la Convention, il fait part de son regret de n'avoir pas obtenu une place de plein droit : « Le CES compte 60 millions d'adhérents. Si un

observateur n'obtient que dix minutes de temps de parole devant l'assemblée, c'est peu. »

Quid de l'influence des organisations de la société civile n'ayant pas les moyens d'être présentes à Bruxelles et ne faisant pas partie du groupe de contact ? Frédéric Pascal, animateur avec l'ancien commissaire au Plan Jean-Baptiste de Foucault du Carrefour pour une Europe civique et sociale (Cafecs), un collectif d'associations françaises de tous horizons, regrette que les dirigeants de la Convention aient confiné les débats de la société civile à la sphère nationale. « M. Giscard d'Estaing propose comme méthode un débat de trois mois dans chaque pays. C'est le meilleur moyen de noyer le poisson », estime ce militant européen de longue date qui aurait souhaité l'organisation de forums par thèmes avant de les faire remonter. « Le risque de casser l'esprit européen est grand. L'opinion publique n'accepte plus qu'on lui impose un traité. Pour adhérer à l'Europe, il faut des débats organisés. A la Convention, ceux qui parleront le plus fort seront entendus. L'innovation sociale n'a jamais été le monopole des puissants », estime Frédéric Pascal.

De passage à Paris le 7 mars, Jean-Luc Dehaene a souhaité rencontrer les animateurs du Cafecs. « Cela nous a surpris, commente Frédéric Pascal, qui reste cependant sur sa faim. Nous avons discuté une heure sur les méthodes afin d'organiser les débats. M. Dehaene est plein de bonne volonté mais, pour résumer, nous devons nous organiser nous-mêmes pour faire remonter les informations. Compte tenu du peu de temps qu'il nous reste, cela paraît quasi impossible. » Le dirigeant associatif reconnaît toutefois que la Convention a l'avantage d'être exempte d'intérêts personnels nationaux : « Prenons M. Giscard d'Estaing, il ne cherche pas ici de gain politique, excepté peut-être aux yeux de l'histoire. Il n'est pas exclu que des idées fortes émergent de cette enceinte pour faire avancer l'Europe politique. »

Nicolas Bourcier

ÉCHOS

■ **DÉCRETS BENES** : le président polonais Aleksander Kwasniewski a critiqué, mercredi 20 mars à Varsovie, les demandes hongroises et autrichiennes d'abroger les décrets Benes, à l'origine de l'expulsion par la Tchécoslovaquie, à la fin de la guerre, de trois millions d'Allemands et de quelques milliers de Hongrois. « Cette étape doit rester close, au sens juridique, a-t-il dit. Il faut s'en tenir à un statu quo concernant les frontières issues de la guerre ».

■ **BŒUF BRITANNIQUE** : la Commission a adressé une mise en demeure à la France, mercredi 20 mars, de se conformer à la décision de la Cour de justice européenne qui lui ordonne de lever son

embargo sur le bœuf britannique. La France dispose de trente jours pour présenter ses observations.

■ **AMENDES** : les conducteurs européens qui passent par l'Italie ne devront plus se voir infliger de traitement discriminatoire lorsqu'ils commettent une infraction au code de la route : ainsi en a décidé la Cour de justice, mardi 19 mars. En cas de contravention, le conducteur d'un véhicule immatriculé ailleurs qu'en Italie a deux solutions pour éviter la confiscation de sa voiture ou le retrait de son permis : il peut payer immédiatement le montant minimum de l'amende ; s'il souhaite contester la sanction, il doit déposer une caution qui s'élève au double du

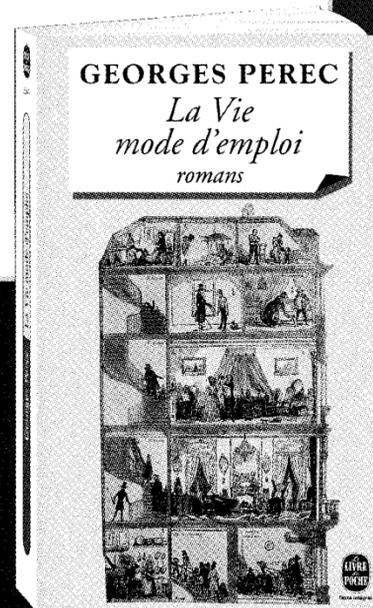
montant de l'amende. La Cour considère que la caution exigée n'est pas en soi critiquable, mais qu'elle est actuellement si élevée qu'elle constitue une discrimination par rapport aux nationaux.

■ **DIPLÔMES** : la France et cinq autres Etats membres font l'objet de recours pour la reconnaissance des diplômes et du droit d'établissement professionnel, devant la Cour de justice de Luxembourg. Pour la France, l'affaire concerne des éducateurs spécialisés. L'Allemagne a fixé des limitations à l'utilisation de diplômes acquis dans d'autres Etats membres. Le Luxembourg et les Pays-Bas n'ont pas transposé une directive sur l'établissement des avocats.



Le Livre de Poche

«...Occupant tout le coin droit de la pièce, entassés en piles instables, des LIVRES : des in-folio rouges sombres, des collections reliées de la Semaine théâtrale, un bel exemplaire du dictionnaire de Trévoux en deux volumes, et toute une série de livres fin de siècle, à cartonnage vert et or...»



C'est plus grand en Livre de Poche

FRANCE

PRÉSIDENTIELLE

Jacques Séguéla, pour M. Jospin, et Claude Chirac, pour son père, orchestrent la **COMMUNICATION** des deux candidats : mise en scène, prises de vues, slogans, style : rien n'est laissé au hasard. D'où parfois une **CER-**

TAINÉ RESSEMBLANCE entre les stratégies de communication. Cette professionnalisation de la communication n'atteint pas encore le degré où elle est parvenue aux Etats-Unis ou en Angleterre. Jean-Christophe

Cambadélis, conseiller du candidat Lionel Jospin, déclare : « *Ce n'est pas qu'il y a trop de communication, mais PAS ASSEZ DE POLITIQUE.* » Autre point commun entre les deux candidats : **L'UTILISATION DE LA**

FAMILLE. Ainsi, Jacques Chirac vante les mérites de sa femme, Bernadette, son « *alliée la plus précieuse* ». Lors de son meeting, ce soir à Marseille, M. Jospin apparaîtra entouré de son épouse et de ses trois enfants.

Comment M. Chirac et M. Jospin mènent leur bataille d'image

Au QG de campagne du président comme à celui du premier ministre, Claude Chirac, d'un côté, et Jacques Séguéla, de l'autre, mettent en scène les apparitions médiatiques des candidats. L'ampleur de la communication est une donnée nouvelle de cette élection

DANS l'organigramme officiel de l'équipe de campagne de Lionel Jospin, ils ont osé la formule : « *Mise en image du candidat* ». Dans celui de Jacques Chirac, la dénomination officielle – « *communication* » – est plus banale, mais l'équipe et les moyens n'en sont pas moins très importants. Certes, les deux principaux candidats à l'élection présidentielle française font encore figure de petits artisans du marketing politique au regard des Américains Bill Clinton et George W. Bush, du premier ministre britannique, Tony Blair, ou même du chef du gouvernement italien et patron de télévision, Silvio Berlusconi. Mais ils peuvent cependant s'enorgueillir de compter autour d'eux une équipe de spécialistes : scénographes, ingénieurs du son et éclairagistes, attachés de presse et certains spécialistes venus directement de la publicité.

« *C'est Darty contre Auchan ! Jacques Séguéla contre Claude Chirac !* », a fustigé Jean-Pierre Chevènement, mardi 19 mars, sur Fran-

ce 2. La remarque ne reflète pas seulement l'amertume. Même la psychanalyste Julia Kristeva, amie du couple Jospin, a confié le même regret, sur LCI, le 16 mars, avec presque les mêmes mots que l'ancien ministre de l'intérieur : « *On a l'impression qu'on a à choisir entre deux équipes de communication : Claude Chirac et Jacques Séguéla.* »

Le résumé est réducteur. Claude Chirac, fille et conseillère en communication du président de la République, et Jacques Séguéla, ex-conseiller de François Mitterrand, vice-président d'Havas Advertising et fondateur d'Euro RSCG – dont le département « *corporate* » (communication institutionnelle) a investi le staff de campagne –, n'ont pas le même rôle. Ni, forcément, l'influence démesurée que leur prête la rumeur. Mais, dans une campagne qui n'offre pas de choix de société tranchés, les différences idéologiques et programmatiques entre un président et un premier ministre, liés par une cohabitation de cinq ans, peuvent appa-

raître éclipsées par la bataille des images. Et ce d'autant plus que les deux candidats ont cherché – jusqu'à présent – à séduire le même électeur : ce marais situé au centre de l'échiquier politique qui fait et défait l'élection.

« PAS ASSEZ DE POLITIQUE »

D'où les ressemblances dans la communication des deux candidats. Ressemblance de vocabulaire : Jacques Chirac fait de la « *passion* » de la France la raison de sa candidature quand Lionel Jospin exprime son « *désir* » de partir dans la bataille électorale – reprenant l'un et l'autre les termes mêmes qui, dans le discours publicitaire, fondent le rapport entre produit et consommateur. Tous deux prennent des « *engagements* » dans une brochure de même format publiée à quelques jours d'intervalle, dans laquelle ils présentent la même politique sécuritaire et rêvent en chœur de redessiner les contours du ministère de l'intérieur.

Mercredi 20 mars, à Grenoble,

Lionel Jospin a inauguré la nouvelle scénographie de ses « *déplacements thématiques* » : des rencontres avec les Français qui ressemblent furieusement aux fameuses « *tables rondes* » chiraquiennes. Chacun a étudié avec la même attention ses décors de meeting : rouge bordeaux qui passe pour ne pas effrayer l'électorat de centre gauche, pour M. Jospin, bleu France légèrement brillant pour moderniser M. Chirac. Mais ce dernier est le seul à utiliser l'instrument favori des présentateurs et des présidents américains : un prompteur, acheté à grands frais aux Etats-Unis, il y a une quinzaine d'années, par l'équipe de communication du maire de Paris, alors « *bluffée* » par l'abattage de Ronald Reagan.

« *Ce n'est pas qu'il y a trop de com', mais qu'il n'y a pas assez de politique* », défend Jean-Christophe Cambadélis depuis le local de campagne de Lionel Jospin. « *Ce n'est pas une campagne classique de la droite contre la gauche : les deux candidats sont prudents et évitent de*

promettre tout et n'importe quoi. Du coup, on a l'impression qu'elle est stérilisée par la com'. En réalité, je pense que cette dernière n'a pas plus d'influence qu'avant. » Certains comportements sont effectivement encore amateurs. « *Lionel Jospin est arrivé en retard de onze minutes lors de la conférence de presse pour présenter son programme. Impensable pour Tony Blair !* », note ainsi le journaliste de la BBC Jon Sopel, auteur de *Tony Blair, le modernisateur* (Bantam, 1995), qui s'amuse régulièrement de l'impréparation du PS. De même, explique-t-il, « *un meeting, pour les travaillistes comme pour les conservateurs britanniques, est seulement un moyen de passer au JT* ». En France, Jacques Chirac est le seul à s'imposer cette discipline et à débiter tous ses meetings vers 19 heures, afin d'occuper le soir même les journaux de 20 heures.

C'est plutôt le contrôle des images qui a pris, en 2002, une place qu'il n'avait pas dans les campagnes précédentes. Les incidents qui ont opposé récemment Nathalie

Mercier, la nouvelle conseillère en image du candidat de gauche, avec des photographes – main sur l'objectif de l'une d'entre eux, fureur après une photo de Lionel Jospin prise en plongée, alors qu'il inaugurerait son local de campagne (*Le Monde* du 28 février) – témoignent de cette professionnalisation. Voilà longtemps que Claude Chirac, elle, définit les angles des caméras, et donc des images, en délimitant pour les cameramen et les photographes l'endroit où ils doivent se tenir. Longtemps aussi qu'elle connaît les avantages de la presse « *people* », et notamment de *Paris-Match*. Lionel Jospin, même s'il s'en défend, n'est pas un amateur non plus. Lui qui se veut le chantre de la parité pose dans sa cuisine. Mais le même hebdomadaire se verra refuser par Claude Chirac la mise en scène d'une photo du candidat, 69 ans, en grand-père attentif avec le petit Martin...

Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin

Jacques Séguéla et Claude Chirac : le « pubard » et « la fille »

CEUX que Jacques Séguéla agace disent qu'il n'est qu'un « *pubard* » gravitant dans l'entourage de Lionel Jospin. Ceux que Claude Chirac effraie, soupirent seulement qu'elle est « *LA fille* » ; et cette parenté la désigne bien plus souvent que son titre de conseillère en communication. Leur rôle est très différent. Mais ces deux-là suscitent, malgré eux, tous les fantasmes et concentrent toutes les attaques. Aux premières difficultés de Jacques Chirac dans les sondages, c'est donc Claude, qui est devenue la cible de toutes les critiques. Des parlementaires qui louaient autrefois sa for-

– fusionnel avec son père, teinté de rivalité avec sa mère –, domine pourtant. Les amis du président peuvent aussi bien se soumettre à ses directives qu'évoquer une sorte de « *Tangy* » au féminin, restée, à 39 ans, dans le sillage de ses parents. Les images du photographe, Benoit Gysemberg, publiées jeudi dans *Paris Match*, reflètent très exactement ce mélange. Dans une mise en scène imaginée par leur fille, elles montrent Jacques et Bernadette Chirac dînant ensemble. Le restaurant porte un nom éloquent : « *le père Claude* »...

Tous les matins, Jacques Séguéla, 68 ans, commente la campagne de l'adversaire lors de la réunion de campagne de 8 heures et demie au local de Lionel Jospin. Ce dernier l'écoute avec bienveillance, quand François Hollande et Jean Glavany sourient souvent d'un air plus goguenard. Mais il lui dit souvent non. Par exemple, lorsque le publicitaire suggère un titre plus « *claque* » pour son livre, et téléphone à Alain Duhamel à cette fin, qui l'éconduit poliment. Ou encore quand il suggère des fonds de scène façon grand écran de cinéma pour faire défiler des images différentes à chaque meeting, que le PS a jugées trop chères. Ou encore lorsqu'il suggère d'entrer en campagne un week-end, en passant par la presse quotidienne régionale, le samedi, puis une télé, le dimanche, comme Stéphane Fouks, le patron d'Euro RSCG Corporate, en avait convenu avec son ami et ancien conseiller en communication du premier ministre, Manuel Valls.

Jacques Séguéla « *teste des mots, définit les couleurs de la campagne, trouve les trucs et les tics* », résume un hiérarque socialiste. « *Son mandat, c'est d'offrir à Lionel un large panel de choix de communication, dans lequel il ira puiser* », ajoute un autre. Jacques Séguéla a ainsi trouvé, avec son équipe, les cinq France annoncées dans la lettre aux Français et déclinées depuis dans une brochure dont la maquette a été confiée à Euro RSCG.

Il a expliqué que « *rassemblement, c'était plat* ». Ou jugé, jeudi 20 mars, que Lionel Jospin en « *faisait trop* » et était trop présent dans les médias. Comme Jacques Séguéla sait que, chez les socialistes, beaucoup l'accusent d'avoir « *communiqué sur sa propre communication pendant des semaines* », ou qu'il est « *bien cher payé pour faire passer Jospin d'un costume Armani à un costume Lanvin et le convaincre de se "poudrer"* », c'est toujours dit très gentiment. Et parfois avec ce mot d'excuse : « *Je ne suis qu'un communiquant...* »

Rle. B. et Ar. Ch.



« Paris Match », le passage obligé

DANS SON ÉDITION du 7 mars, un reportage, titré « *Une campagne nommée désir* », montrait Lionel Jospin et son épouse Sylviane dans les jardins du musée Rodin. La dernière livraison de l'hebdomadaire nous fait découvrir « *l'intimité du candidat-président* ». Jacques et Bernadette Chirac dînent au restaurant Le Père Claude. Au menu, charcuterie, tête de veau et sorbet pomme calvados. Pour les deux couples en campagne, l'hebdomadaire est devenu un indispensable outil de communication. Il permet de lever un coin du voile sur l'intimité du candidat et de donner l'image d'une vie privée équilibrée sur laquelle il peut s'appuyer.

Le président-candidat écrit aux détracteurs de Roselyne Bachelot

DEPUIS que Jacques Chirac a choisi Roselyne Bachelot comme porte-parole, le courrier afflue au QG de campagne. Les lettres se répartissent en deux tas inégaux : les « *gentilles* », qui saluent « *Roselyne* », et celles, bien plus nombreuses, qui accablent « *M^{me} Bachelot* ». Celles-là fustigent son style, ses tailleurs roses, et surtout, surtout, son engagement en faveur du pacte civil de solidarité (pacs) et de l'adoption par les couples homosexuels.

Lorsque Claude Chirac a évoqué le nom de Roselyne Bachelot devant son père, elle avait précisément en tête cet engagement passé qui a distingué la députée RPR, seule à voter avec la gauche en faveur du pacs. La conseillère en communication du président a toujours jugé que l'opposition s'était « *ringardisée* » dans sa bataille contre « *le mariage homosexuel* ». Le succès de Roselyne Bachelot, notamment dans la presse alternative, jeune, et surtout dans la presse féminine lui a paru le gage de cette modernité qu'elle cherche ardemment. Exit donc le député RPR

Patrick Devedjian, qui faisait jusqu'ici office de porte-parole : cet ancien avocat de Jacques Chirac rappelle trop les « *affaires* » qui empoisonnent depuis sept ans le mandat du président. Et Claude a poussé Roselyne.

Mais M^{me} Bachelot n'entend pas revenir sur ses convictions passées. Elle continue, avec un brin de provocation, à « *choquer le bourgeois* ». Le 8 mars, elle a ainsi inauguré un distributeur de préservatifs féminins avec « *ses copains socialistes* » de la Mairie de Paris. Et ne manque jamais d'aller soutenir ses « *copains homos* » dans toutes les manifestations d'Act Up. A chacune de ces apparitions, un courrier horrifié inonde le QG de campagne.

Devant l'ampleur des protestations, il a bien fallu répondre. Les conseillers en communication du président-candidat ont donc préparé une lettre-type, paraphrased par M. Chirac, afin de justifier le choix de « *Roselyne* ». Pour ceux, très nombreux, qui accusent « *sa fille Claude* » d'être à l'origine de l'arrivée de M^{me} Bachelot dans le staff de campagne,

7 avril 2001, c'est Daniel qui avertit le premier ministre, en voyage au Brésil, que ses déclarations sur les résultats des élections municipales de mars – il admettait pour la première fois une défaite – ont été reprises par l'AFP et les journaux.

IMAGES DE DOUCEUR

Jeudi 21 mars, pour le troisième meeting du candidat à Marseille, des sièges étaient réservés, au premier rang, pour la « *famille Jospin* ». Daniel, donc. Hugo – qui était présent au meeting de Lille – et Eva, les deux enfants que Lionel Jospin a eu avec sa première femme, Elisabeth Dannenmüller. Sylviane, enfin, qui, sur RTL, a expliqué qu'elle a désormais compris qu'« *on doit savoir qui est la femme du candidat* » et affirmé qu'elle ne « *se serait pas vue épouser un homme austère* ». (*Le Monde* du 9 mars). « *Tout le monde aime ma femme. Si j'étais un austère, comme on dit, elle ne m'aimerait pas* », a renchéri Lionel Jospin, lundi 18 mars, devant son comité de soutien.

De jolies images de soutien en perspective, au moment où Jacques Chirac convie, dans *Paris-Match*, que Bernadette Chirac est son « *alliée la plus précieuse* ». De belles images de douceur après les attaques du candidat contre un candidat de droite « *vieilli, usé, fatigué* ». De plaisantes photos de famille, le jour où une enquête réalisée par la Sofres pour le magazine chrétien *Le Pèlerin*, montre que les Français estiment que Lionel Jospin, à 21 % contre 20 % pour Jacques Chirac, « *accorde une grande importance* » au thème de la famille.

Ar. Ch.

midable « *compréhension* » du président de la République ont soudain jugé qu'elle contribuait à le « *maintenir dans sa bulle* ». Ils l'ont accusée de vouloir trop « *gauchir* » son image, par souci de « *paraître branché* », en reprenant le thème de la fracture sociale puis en choisissant Roselyne Bachelot comme porte-parole et enfin en limitant toutes les apparitions publiques de M. Chirac aux côtés des barons de la droite. Claude Chirac est à la fois plus puissante et moins omniprésente. Elle n'assiste à aucun des comités d'orientation du candidat. Mais elle traite directement avec lui. Elle est aussi la seule à pouvoir imposer à sa mère, Bernadette, soucieuse de mener seule sa propre campagne, de réduire son emploi du temps afin que les images des visites de M^{me} Chirac ne viennent pas empiéter sur celles des meetings du candidat. Ce mélange de professionnalisme et d'amour filial

M. Chirac met les choses au point. « *Il s'agit là d'un choix réfléchi et de conviction, motivé par de nombreuses raisons* », écrit-il. « *D'abord, il m'est apparu particulièrement important d'avoir à mes côtés une personne dont la loyauté politique ne s'est jamais démentie. Cette fidélité à nos idéaux s'accompagne d'une ouverture d'esprit qui est la bienvenue.* » Puis il entre dans le vif du sujet. « *Je vous rappelle que Roselyne Bachelot a été en première ligne sur la défense de la famille – et des familles dans leur diversité – pilier de la société, dont le rôle doit être reconnu et affirmé.* » Et il conclut fermement : « *Enfin, son aptitude au dialogue et au contact est en harmonie avec la tonalité que je souhaite donner à cette campagne, chaleureuse et humaine. Espérant avoir pleinement répondu à vos interrogations, je vous prie d'agréer, cher monsieur (chère madame), l'expression de mes sentiments les meilleurs.* » Signé Jacques Chirac.

Rle. B.

Une vingtaine de petits candidats créent un collectif pour se faire entendre

Dans un communiqué, ils dénoncent la « rupture entre la population et une classe politique à la légitimité contestée »

« JE SUIS en train de faire un constat démocratique sur la France, ne m'interrompez pas ! » Bahia Idjouadiène, assistante parlementaire licenciée par son député et candidate à l'élection présidentielle sous l'étiquette Couleur Citoyenne, rembarre sèchement un autre postulant à l'Elysée qui veut écourter son laïus. Voilà qu'à peine constitués en collectif, les petits candidats qui se plaignent d'être les oubliés des médias se disputent comme de vrais politiques. Pour leur première conférence de presse, mercredi 20 mars, dans un café parisien, ils sont en bonne voie.

Qui l'eût cru ? Une cinquantaine de Français inconnus, âgés de plus de 23 ans, se sont déclarés candidats à la présidence de la République. Tous n'appartiennent pas au collectif, faute peut-être de le connaître, mais ils ont un dénominateur commun : la dénonciation de la « rupture entre la population et une classe politique à la légitimité contestée », comme le souligne le communiqué publié mercredi. Le collectif, qui compte une vingtaine de candidats, appelle « la population à le rejoindre, dimanche 24 mars à 12 heures devant le Conseil constitutionnel pour manifester contre la prise en otage de la démocratie ». Il dénonce la « sous-médiatisation systématique » des petits candidats et l'« abstentionnisme incivique » des élus qui refusent d'étudier leurs demandes de parrainage. Leur solution :

que les présidents des universités parisiennes ouvrent leurs amphithéâtres et les chaînes de télévision leurs plateaux, « permettant à tous d'avoir un temps de parole décent ».

Ensuite, chacun son message. Blaise Hersent-Lechatreux plaide pour la reconnaissance du vote blanc et annonce l'intention du Parti blanc de présenter désormais des candidats à toutes les élections « pour que la contestation ait un visage ». Beaucoup défendent la cause de l'écologie, des handicapés, des chômeurs. Marc Jutier, « écologiste radical », ancien opposant d'Antoine Waechter, se veut l'avocat de la « réappropriation de la création monétaire par les pouvoirs publics ».

« S'INSÉRER TOUT SEUL »

Eric Taffoureaux-Millet, ancien chanteur, gravement brûlé, a agrafé sur sa veste un ticket de Loto, « parce que l'on a plus de chance de gagner au Loto que de trouver un boulot quand on est handicapé ». Laurent Pizon, RMiste depuis 1991, a « décidé de s'insérer tout seul » et se présente à la magistrature suprême. « Je suis lesbienne, j'ai une formation philosophique et sociologique », déclare Geneviève Pastre, du parti Les Mauves, seule couleur absente de l'arc-en-ciel utilisé par les gays. Olivier Lafond propose « une classe moyenne beaucoup plus importante, plus forte, plus riche ».

Un petit malin, Jean-Jacques Mettling, représentant du « Mouve-

ment en faveur d'une politique "créative" contre la corruption et le racket fiscal », a créé un site à son nom - jmettling.free.fr - qui recense les noms et les sites Web de tous les candidats. On y trouve celui de Jean-Philippe Allenbach, président du Parti fédéraliste, déjà visité, mercredi soir, par 35 773 internautes. Si vous souhaitez être candidat aux élections législatives, il recrute. Si vous visez un ministère, c'est à Fabienne Vacquerel qu'il faut vous adresser, par courrier, au Parti des égalités et de la fraternité. Edwige de Bourbon-Caudie vous invite, le 5 avril, jour de son anniversaire et du « dépôt des candidatures au Conseil constitutionnel » à vous rassembler devant les médias « pour faire connaître vos doléances ». Bon anniversaire, Edwige, mais le dépôt des candidatures est clos le 2 avril...

On passera rapidement sur les professions de foi à relents racistes, ou sur celle d'Ange Piccolo, qui prône « pour tout délinquant l'obligation de porter une puce d'identification sous-cutanée ». Sans oublier Claude Reichman, qui veut l'abrogation du monopole de la Sécurité sociale, ni le candidat des harkis, ou celui des pieds-noirs. Et pour ceux qui ont manqué la pulpeuse Cindy Lee, présidente du Parti du plaisir, sur France 2, mardi, le site est là, constellé de bimbos dévêtues.

Béatrice Gurrey

Comment le Conseil supérieur de l'audiovisuel décompte le temps de parole des candidats

Le CSA n'hésite pas à rappeler aux chaînes le respect de la pluralité

Lionel Jospin : 4 h 47 min 35 s ; Jean-Félix Vallat : 6 secondes

Temps de parole des candidats et soutiens, cumulé du 1^{er} janvier au 15 mars 2002 dans les journaux télévisés et émissions quotidiennes d'information* (toutes éditions confondues), en heures, minutes, secondes.

L. Jospin	4 h 47 min 35 s
J. Chirac	4 h 16 min 22 s
J.-P. Chevènement	1 h 20 min 26 s
F. Bayrou	55 min 55 s
R. Hue	52 min 00 s
N. Mamère	51 min 43 s
J.-M. Le Pen	47 min 39 s
A. Madelin	41 min 43 s
C. Pasqua	24 min 59 s
A. Laguière	15 min 28 s
C. Lepage	14 min 20 s
C. Taubira	12 min 09 s
J. Saint-Josse	9 min 13 s
C. Boutin	8 min 39 s
O. Besancenot	8 min 34 s
P. Larroutour	5 min 45 s
D. Gluckstein	4 min 58 s
B. Lalonde	3 min 54 s
B. Mégret	3 min 42 s
D. M'Bala M'Bala	3 min 34 s
N. Miguet	3 min 16 s
A. Waechter	2 min 14 s
J.-C. Parisot	39 s
J.-P. Allenbach	36 s
P. Rabhi	34 s
J. Cheminade	20 s
C. Lee	11 s
J.-F. Vallat	6 s

Source : CSA

* TF1, France 2, France 3, Canal+ et M6

► Qu'est-ce que le décompte d'antenne ?

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est chargé du respect du pluralisme par les télévisions et les radios selon la règle des quatre quarts. Les chaînes doivent respecter un équilibre entre le gouvernement, la majorité et l'opposition. Elles doivent également réserver une part significative aux partis non représentés au Parlement (du FN aux chasseurs). Pour le gouvernement et la majorité, une théorie des vases communicants est souhaitée. Les interventions du président de la République ne sont pas prises en compte.

► Que se passe-t-il pendant la période préélectorale ?

En précampagne, du 1^{er} janvier au 4 avril, le CSA demande l'équité. Ainsi, il a publié une recommandation, adoptée le 23 octobre 2001, qui a été adressée à l'ensemble des médias audiovisuels et qui est disponible sur son site : csa.fr. Selon la recommandation, « les services de radio et de télévision veillent

à une présentation et un accès équitables à l'antenne des candidats déclarés ou présumés et de ceux qui les soutiennent ». Selon le CSA, « l'équité concernant l'accès à l'antenne des candidats (...) doit s'effectuer dans des conditions de programmation comparables ».

► Que se passe-t-il pendant la campagne officielle ?

A partir du 5 avril, début de la campagne officielle, la loi du 30 septembre 1986 modifiée, relative à la liberté de communication, impose l'égalité et non plus l'équité : les candidats sont alors connus. De plus, le CSA est responsable de la production et de la programmation des interventions des candidats sur les chaînes de service public, qui ont chacun un temps strictement identique. Cette année, en raison de la privatisation de la Société française de production (SFP), c'est France 3 qui a obtenu ce marché.

► Qui décompte le temps d'antenne ?

Quinze étudiants en DESS et

DEA qui travaillent depuis la mi-décembre au sein du département « recueil de données » du CSA, installé tour Mirabeau, dans le 15^e arrondissement de Paris, à raison de séances de quatre heures.

► Comment décompte-t-on le temps d'antenne ?

Les images et sons sont couplés à un logiciel spécifique, Théma. Douze magnétoscopes calés par paires enregistrent en permanence par tranches de quatre heures les six chaînes hertziennes qui diffusent sur l'ensemble du territoire. Les observateurs décortiquent la façon dont TF1, France 2, France 3, Canal+, M6, France 5 et Arte invitent, commentent, interrogent dans leurs journaux, leurs magazines d'information, et dans d'autres émissions, les candidats « déclarés » ou « supposés » à l'élection présidentielle (Le Monde du 5 mars).

► Que peut faire le CSA en cas de non-respect de l'équité ?

Le Conseil publie régulièrement les chiffres et publie des communiqués à la presse. Ainsi, le 5 mars, le CSA a annoncé qu'il avait demandé à TF1, France 2, France 3, Canal+ et M6 de veiller davantage au respect du principe d'équité. Ces communications se révèlent efficaces Ainsi France 3 qui accordé 65 % d'antenne à Chirac et Jospin en février a réduit leur temps d'antenne à 34 % lors des quinze premiers jours de mars. Si des chaînes n'obéissent pas, le CSA peut les mettre en demeure. Un préalable à d'éventuelles sanctions, notamment financières.

► Comment fait-on la différence entre un candidat et un président ?

Mardi 19 mars, en visite à Argenteuil puis à Clichy, où il s'est arrêté dans un commissariat frappé par un attentat, Jacques Chirac a tenu à s'exprimer en tant que président de la République. Le CSA considère que M. Chirac effectuait un déplacement de candidat et devrait comptabiliser ce temps. En revanche, l'annonce du transfert des cendres au Panthéon d'Alexandre Dumas par le président ne sera pas comptée puisque cette déclaration relève de la présidence. Enfin, les reportages sur l'opération « Pièces jaunes » parrainée par Bernadette Chirac, l'épouse du président, ne sont pas comptés comme soutien. Cette quête est, en effet, organisée tous les ans.

Bénédicte Mathieu

Le Livre de Poche

“...c'est si confortable de continuer à salir la réputation d'un LIVRE. Aucun risque que le bouquin se venge : c'est ça qui est bien avec la littérature...”

AMÉLIE NOTHOMB
Les Combustibles

C'est plus grand en Livre de Poche

A Nice, Nicolas Sarkozy en appelle aux « déçus », aux « incertains » et aux « sceptiques »

Philippe Séguin, faisant l'éloge d'un projet de modernisation fondé sur le « libre choix », rappelle les « quelques idées simples » de Jacques Chirac « qui forment sa part de vérité »

NICE

de notre envoyé spécial
Le « patron » du RPR local, Christian Estrosi, est déçu. L'état-major de campagne de Jacques Chirac n'a toujours pas prévu d'inscrire Nice dans le programme des déplacements du président-candidat. Il ne lui a même octroyé qu'une aide très limitée (100 000 francs) pour toute la campagne du premier tour. Or, objet de la député : « Les Alpes-Maritimes représentent un puissant réservoir de voix, encore convient-il de les mobiliser. Chirac avait fait 66 % des suffrages au second tour en 1995. » Faute de pouvoir accueillir le candidat, l'ancien partisan d'Edouard Balladur a donc décidé de consacrer son maigre budget à l'organisation d'une réunion publique, mercredi 20 mars, dans la plus grande et la plus récente salle de Nice, le Nikaïa, autour de trois des « orateurs nationaux » du président sortant : Philippe Douste-Blazy, Nicolas Sarkozy et Philippe Séguin.

Devant quelque 2 000 sympathisants, l'invité vedette de la soirée, M. Sarkozy, a fixé l'objectif : « Le succès de Jacques Chirac dépend de notre capacité à mobiliser les déçus d'hier, les incertains d'aujourd'hui,

les sceptiques de toujours. » A la tribune, M. Séguin applaudit gravement. Depuis leur compagnonnage à la tête du RPR, de 1997 à 1999, les deux hommes entretiennent des relations directes. Ils partagent l'idée que, dans l'intérêt même de M. Chirac, il faut, comme le dit brutalement M. Sarkozy, « purger le passé ». Pour des raisons différentes, l'ancien secrétaire général et l'ancien président du RPR veulent garder leurs distances avec les « erreurs de la droite » du début du septennat, ce qui renvoie en clair – bien qu'il ne soit jamais nommé – à l'action du gouvernement d'Alain Juppé et à la dissolution manquée de l'Assemblée nationale, voilà cinq ans.

Le temps a passé cependant, les premiers rôles sont changés. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Douste-Blazy, considéré comme un possible « premier ministrable » en cas de victoire de la droite, prend soin de saluer le « courage » et la « probité » de M. Sarkozy. Il ne manque pas, non plus, de préciser publiquement qu'il s'est entretenu « le matin même au téléphone » avec le président de la République des problèmes de la

mondialisation. Mais à peine a-t-il tourné les talons pour ne pas rater le dernier avion pour Paris que M. Sarkozy répond : « Nous avons besoin d'un centre pour que la droite puisse occuper tout son espace. »

Quant à l'ancien président du RPR, M. Séguin, son choix est sans ambiguïté : « Si je soutiens Jacques Chirac, c'est parce qu'il nous propose

Philippe Douste-Blazy a précisé qu'il s'était entretenu « le matin même au téléphone » avec Jacques Chirac

de moderniser la République (...) en construisant une société du libre choix pour la personne. Et si je suis heureux d'être au côté de Nicolas Sarkozy, c'est parce qu'il a été l'artisan principal des propositions qui esquissent cette société du libre choix. » Une fois, deux fois, cinq fois, M. Séguin insiste : s'il se « réjouit » de la candidature de M. Chirac, c'est parce que

celui-ci « veut cette société du libre choix dont Nicolas Sarkozy a si brillamment dessiné les contours. »

Puis, le député des Vosges a dressé ce portrait – étonnant – d'un président sortant « détaché de la course aux honneurs », dont « l'itinéraire politique, sédimenté par des apports multiples et successifs (...) est, au-delà des compromis dictés par les circonstances de l'action, jalonné de convictions sur lesquelles il n'a jamais varié, marqué par quelques idées simples qui forment sa part de vérité. »

Dernier orateur de la soirée, M. Sarkozy n'a pas jugé bon de corriger le tir. Il s'est contenté de recommander à ses amis d'« être plus imaginatifs » et de « passer à la vitesse supérieure ». « Cela signifie d'abord, a-t-il dit, de renforcer la cohésion et l'entente de l'équipe qui entoure Jacques Chirac. Aucune ambition individuelle ne pourra prospérer sur l'échec des autres. » Avant de conclure : « Il nous faut tourner la page de tout ce qui a empoisonné la vie de la droite ces dernières années. Rassemblés, nous construirons le succès. Divisés, nous offrirons à la gauche un nouveau bail pour cinq ans. »

Jean-Louis Saux

Jacques Chirac souligne que son projet « n'a rien à voir » avec celui de Lionel Jospin

Il met en garde contre les attaques personnelles

JACQUES CHIRAC assure qu'il a décidé de rester au-dessus de la mêlée. La chose est répétée depuis le 11 février, date de son entrée en campagne, et sa prestation, mercredi 20 mars, au « 19-20 » de France 3, l'a illustré. Interrogé, la veille, sur ses attaques personnelles contre son adversaire, un homme « vieilli » et « usé », Lionel Jospin s'était dit « désolé » de ces propos. Invité par les journalistes à commenter cette forme de repentir, M. Chirac a refusé d'entrer dans la polémique. « L'honneur de la démocratie, c'est l'élection, la décision par les citoyens. C'est le débat d'idées, des propositions, c'est une certaine vision et ceci doit exclure toute attaque personnelle qui n'est pas digne d'un débat démocratique », a-t-il déclaré.

Se démarquer, mettre en exergue les parties estampillées *made in Chirac* de son programme, tel semble être désormais le souci du président sortant. Comme il le fait depuis une dizaine de jours, M. Chirac a essayé de montrer « l'abîme » qui sépare son projet de celui de M. Jospin. Et d'évoquer la mauvaise foi de ceux qui voient des points communs entre les deux projets. Il en va ainsi de la sécurité, un sujet sur lequel ses propositions n'ont « rien à voir avec celles des socialistes ». Développant les grandes lignes de ce chapitre, il est revenu sur l'un des thèmes martelés par la droite. « Pour le Parti socialiste, c'est la société, hélas, qui devient violente. Pour moi, c'est une défaillance de l'Etat qui est responsable de l'explosion de l'insécurité », a-t-il soutenu en rappelant que pour combattre la délinquance des mineurs, il était favorable à l'ouverture de « véritables centres éducatifs fermés ».

Même chose en matière économique. M. Chirac a défendu « la crédibilité » de son programme, en indiquant que des experts étaient d'accord « pour dire qu'il est équilibré et raisonnable. » Déclinant le thème de la différence avec M. Jospin, il a affirmé : « Le programme que je propose est un programme qui permet la croissance et la dynamisation de notre économie, alors que le programme du Parti socialiste, c'est comme toujours un programme de redistribution. Je ne suis pas contre la redistribution, je suis pour, mais je pars du principe qu'il vaut mieux gagner plus que se contenter de redistribuer ce qu'on a. »

Le président-candidat a ensuite émis ses doutes sur la capacité de M. Jospin à mettre en œuvre son propre projet. Un projet qui, selon M. Chirac, ne bénéficie d'aucun soutien au sein de la gauche plurielle. « Quoi de commun dans les propos des Verts, des communistes, des chevenementistes, des socialistes ? Rien », a-t-il conclu. S'agissant de la sortie prochaine du livre de Didier Schuller, l'ex-conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, il a déclaré qu'il ne voulait pas « participer à la publicité d'un livre qui paraît tout à coup à la veille d'une élection et dont les droits d'auteur, croyez-

M. Le Pen évoque une « machination »

Invité de l'émission « Les petits déjeuners de France-Inter », Jean-Marie Le Pen a parlé, jeudi 21 mars, de « machination » à son encontre afin d'empêcher sa participation à l'élection présidentielle. « Il y a des ordres pour ne pas donner sa signature à Jean-Marie Le Pen », a de nouveau accusé le président du Front national, en désignant notamment Jacques Chirac. « Cela a été confirmé par M. Pandraud et M. Pasqua », a-t-il lancé avant d'expliquer que cette « machination », qui « vient de longue date », a pour but de l'« empêcher de parler » et de « dénoncer la relation entre immigration et insécurité ».

Le président du parti d'extrême droite a par ailleurs affirmé que son rival, le président du Mouvement national républicain (MNR), Bruno Mégret, « reçoit l'aide de Jacques Chirac » pour ses parrainages.

moi, n'iront pas aux bonnes œuvres de la République ».

Enfin, M. Chirac a résolulement réfuté qu'il y aurait des pressions du RPR sur les élus afin que Jean-Marie Le Pen n'obtienne pas les 500 signatures d'élus requises. « Je considère que personne n'est en droit d'exercer la moindre pression sur qui que ce soit dans un processus démocratique. J'ai si souvent reproché au gouvernement actuel de ne pas respecter l'esprit de nos institutions en les critiquant parfois que, je le répète, il y a une loi, il faut la respecter. »

Yves Bordenave

ÉCHOS DE CAMPAGNE

► « Supermateur » sans influence ? Une écrasante majorité de Français (83 %) affirment que l'image donnée par la marionnette de Jacques Chirac aux « Guignols » de Canal + « n'aura aucun impact sur leur vote », selon un sondage Louis-Harris, réalisé les 15 et 16 mars auprès d'un échantillon de 1 011 personnes, et publié jeudi 21 mars dans VSD. 33 % des personnes interrogées jugent que cette marionnette est « fidèle à l'image qu'ils ont de Jacques Chirac ». 52 % pensent l'inverse et 15 % ne se prononcent pas.

► Jérôme Monod en visite au QG. Le conseiller spécial du président de la République, qui pilote de l'Élysée une partie de la campagne de Jacques Chirac, s'est rendu au QG du candidat, mardi 19 mars. Il y a d'abord tenu une réunion avec le directeur de campagne, Antoine Rufenacht, Jean-Pierre Raffarin et Michèle Alliot-Marie. Puis il a visité les bureaux en compagnie de M. Rufenacht. Tous les matins, M. Monod tient une réunion à l'Élysée avec les équipes de campagne. Mais il n'entend pas rejoindre l'équipe officielle du candidat.

► François Bayrou écrit à Jacques Chirac et à Lionel Jospin. Dans un courrier adressé, mercredi 20 mars, aux deux chefs de l'exécutif, le candidat UDF constate « une énorme disparité dans les temps d'antenne » à leur profit. Il leur demande d'accepter l'organisation d'un « débat avant le premier tour entre les candidats ayant recueilli les parrainages nécessaires ».

ILS ONT DIT

■ Noël Mamère (candidat des Verts) : « Si je fais moins de 5 % des voix, je reprends le journalisme. » (Point presse, mercredi 20 mars.)

■ Jean-Marie Le Pen (candidat du FN) : Lionel Jospin s'est « lancé dans la compétition pour le titre de Supermateur (...). Il a prétendu, sur France 3 que son vilain propos sur Chirac n'était pas une déclaration publique. Or il s'agissait d'un candidat en campagne s'exprimant devant de nombreux journalistes. » (Communiqué, mercredi 20 mars.)

■ Georges Sarre (président du MDC) : « Voter pour Arlette Laguiller, c'est comme voter pour Le Pen, c'est conforter Jacques Chirac et Lionel Jospin. » Arlette Laguiller est la « coqueluche inoffensive des médias », elle est « à la mode dans les milieux du cynisme branché et fait les délices de Gala (...) Elle appartient au folklore. » (Réunion à Clichy, mercredi 20 mars.)

■ Brice Lalonde (candidat de Génération Ecologie) : Jacques Chirac en matière d'écologie « avale goulument les idées des autres (...) Il est plus libéral que Madelin, plus européen que Bayrou, plus sécuritaire que Pasqua, plus écologiste que Lalonde (...) Et après, c'est pschitt ? » (Communiqué, mercredi 20 mars.)

■ Martine Aubry (maire de Lille, PS) : « Jacques Chirac se comporte comme si Lionel Jospin avait déjà gagné – nous, nous n'en sommes pas là – puisqu'il nous parle déjà de la majorité pour appliquer notre programme. » (France 2, jeudi 21 mars.)

■ Corinne Lepage (candidat écologiste), à propos de ses signatures : « Il y a eu des pressions de l'extrême droite, des chasseurs, de certaines formations politiques. » (Conférence de presse, mercredi 20 mars.)



Le groupe Sanpaolo, créé en 1563 durant la Renaissance italienne, est aujourd'hui, au premier plan des banques européennes. La Banque Sanpaolo s'adresse avant tout à une clientèle de particuliers et d'entreprises recherchant un contact privilégié avec sa banque. Parce qu'elle offre des interlocuteurs impliqués et disponibles et qu'elle est régulièrement récompensée pour ses qualités de gestion (Victoire 2001 des Sicav de « La Tribune », Trophée d'Or 2001 « Le Revenu », meilleur OPCVM 2001 « La Vie Financière »), vous gagnerez à connaître la Banque Sanpaolo. Contactez nous : www.sanpaolo.fr ou 01 47 54 47 77



BANQUE
SANPAOLO
Un de vos amis y est déjà

52, avenue Hoche - 75008 Paris - Groupe Sanpaolo-Imi

FRANCE PRÉSIDENTIELLE

Lionel Jospin accuse Jacques Chirac de vouloir
« remettre en cause les 35 heures »

Le candidat du PS dépeint son projet de « compte-formation » comme une « sécurité collective »

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Pour son premier déplacement thématique – rebaptisé « rencontre avec les Français » –, mercredi 20 mars, Lionel Jospin avait choisi Grenoble (Isère), qui symbolise doublement à ses yeux la « France active » : leader européen des micro-nano technologies, la ville a enregistré depuis 1997 une baisse du chômage de 46 %. Accompagné par la ministre de l'emploi, Elisabeth Guigou, et devant un parterre de 400 personnes, des invités des mondes économique et associatif et des élus, le premier ministre-candidat a exposé les grandes lignes de son programme sur l'emploi, en assurant d'emblée que « la France n'a jamais été aussi active qu'aujourd'hui ». Il a mis en relief le « paradoxe apparent » des 35 heures, en soulignant que depuis 1997, « le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 2 % par an en moyenne ».

Le public était trié sur le volet et le maire de Grenoble, Michel Destot, jouait les « Monsieur Loyal ». Huit socio-professionnels, quatre femmes et quatre hommes, sagement assis autour du candidat socialiste sur l'estrade, étaient chargés de poser des questions, à partir de leurs expériences et sur des thèmes présélectionnés par M. Destot. Une syndicaliste CGT de la banque, une femme en contrat à durée déterminée et à temps partiel, un chef d'établissement de La Poste, une dirigeante de start-up, un directeur de programmes d'une société de haute technologie, ont poliment interpellé M. Jospin qui, fichés à l'appui, a défendu à la fois de nouveaux droits pour



FRANCK MEDAN/DAUPHINÉ LIBÉRE/ANAPPP

C'est à Grenoble que Lionel Jospin a voulu mettre en musique son slogan sur la « France active ». Il a souligné que l'objectif de « 900 000 » chômeurs de moins en cinq ans n'était qu'« une étape intermédiaire ». Il a opposé son « triangle vertueux » – justice sociale, baisse des impôts et réduction des déficits – au « triangle impossible » dont il avait qualifié les projets de Jacques Chirac.

les salariés et « le choix de la création d'entreprise ».

L'exercice aurait pu apparaître un peu convenu si le secrétaire CFDT du comité d'entreprise de Schneider Electric n'avait apporté à ses questions une note critique ou sceptique. La formation tout au long de la vie ? « Les salariés n'ont pas les moyens de contribuer financièrement à leur formation », a-t-il lancé. La démocratie sociale ? « Il faut passer des paroles aux actes et vos concurrents vous reprochent d'avoir négligé le dialogue social », a encore pointé le syndicaliste.

M. Jospin, qui avait différencié son idée de « compte-formation » de celle de Jacques Chirac en expliquant qu'il s'agirait d'une « sécurité collective » quand le président-candidat voulait faire reposer le financement de la formation tout au long de la vie sur le « seul salarié », a dû préciser : « Ceux qui sont sortis le plus tôt du système scolaire, a-t-il affirmé, pourraient bénéficier d'un temps de formation financé par la collectivité d'autant plus élevé qu'ils ont arrêté leurs études précocement. » Le candidat a rappelé, qu'en raison des départs à la retrai-

te « trois millions d'emplois majoritairement qualifiés seront à pourvoir dans les dix ans à venir ». Dans cet esprit, le « compte-formation » est « une deuxième chance pour ceux qui ont raté le coche ou souffrent des inégalités ».

« DÉTOUR PAR LA NÉGOCIATION »

M. Jospin a justifié sa démarche sur les 35 heures en plaidant qu'en 1997 il était confronté à l'« impatience » de sa majorité et au refus du patronat de négocier. « On ne pouvait pas me demander de renoncer à mes engagements », a-t-il expliqué, sans « une décrédibilisation majeure des acteurs politiques après ce qui s'était passé entre 1995 et 1997 ». Voulant « tirer les leçons » de ce passé, il s'est engagé à « faire davantage de place aux partenaires sociaux » et à « prendre le temps de faire un détour par la négociation » avant de légiférer.

Le candidat socialiste a insisté sur ses différences avec le président-candidat, rangé tantôt parmi « d'autres » ou appelé « l'autre candidat », « Jacques Chirac » ou « le candidat du RPR ». « Il y a plusieurs appellations possibles », a-t-il observé sous les rires de l'assistance. M. Jospin lui a reproché de vouloir « remettre en cause les 35 heures » – « Où a-t-on vu le salarié qui fixe le nombre de ses heures supplémentaires ? C'est la direction qui le fixe » –, de ne pas parler des chômeurs de plus de 50 ans et de l'emploi précaire, de « menacer » la pérennité des emplois-jeunes et d'offrir aux entreprises des baisses de charges « sans contreparties, sans contrat ».

Michel Noblecourt

Arnaud Montebourg entend « stimuler » le programme sur les institutions

VALENCE

de notre envoyée spéciale

Arnaud Montebourg (PS) s'occupe du programme de Lionel Jospin sur les institutions, deux jours après sa présentation aux Français (Le Monde du 19 mars). En ce « Printemps de la République », mercredi 20 mars, le député de Saône-et-Loire, fondateur de la Convention pour la VI^e République, animait un « café citoyen », puis une réunion publique, à Valence (Drôme), dans la circonscription de Michèle Rivasi (app. PS), tandis que ses collègues de la « C6R » organisaient d'autres festivités dans une cinquantaine de villes où ont fleuri des comités locaux : à Bordeaux, où Marion Paolletti (PS), 32 ans, se présentera aux élections législatives contre Alain Juppé (RPR), en juin, on entendra la V^e République lors d'un « concert de casseroles », dans la rue ; à Clichy, Séverine Teissier, conseillère municipale (PS), décernait les « Césars des cumulards » à des élus des Hauts-de-Seine...

Pendant ce temps, M. Montebourg faisait beaucoup campagne pour la VI^e République, et un peu pour Lionel Jospin.

Alors qu'il avait été choisi, en janvier, comme une dizaine de ses collègues du PS, pour riposter à la droite en attendant la déclaration de candidature du premier ministre, M. Montebourg ne figure pas, aujourd'hui, parmi les porte-parole du candidat socialiste. S'il ne le dit pas publiquement, il est déçu – comme certains de ses amis qui, eux, travaillent à « l'atelier de campagne » – par le programme institutionnel du candidat socialiste, qui, page 37 du petit livre couleur prune, intitulé « Je m'engage », propose de « poursuivre dans la limitation du cumul des mandats en franchissant une nouvelle étape vers le mandat unique pour les parlementaires ». « Ça tortille du cul ! », lâche-t-il, mercredi, en privé, dans le bureau de M^{me} Rivasi.

Plus conciliant, lors de la réunion publique, il évoque, devant trois cents personnes, les « embryons de réponses » de M. Jospin sur les institutions, tout en invitant le public, composé de personnes plutôt âgées, à participer à ce « début d'aventure ». « Nous saurons le stimuler suffisamment pour aller plus loin », assure-t-il. A la sortie, quatre dames se disent « ravies » : convaincues que « Jacques Chirac n'a pas

d'idées », elles expliquent qu'elles sont « venues chercher des arguments pour convaincre les indécis, plus nombreux que par le passé ».

Un peu plus tôt, lors du « café citoyen », devant des jeunes plus revendicatifs, l'exercice relève parfois de l'équilibrisme. Quand un étudiant remarque, sceptique, que le gouvernement de M. Jospin « a privatisé plus qu'aucun autre », le député réplique que le « contestataire » qu'il est « ne veut pas que Chirac soit réélu ». « Vous soutenez Jospin par défaut ? », s'étonne un autre... Là, le député prend le temps d'expliquer les « différences » entre le programme du RPR et celui du PS, notamment sur la fiscalité, en brandissant le programme du candidat. Puis, visant le président sortant, l'avocat s'enflamme : « Est-ce qu'on peut maintenir un repris de justice à la tête de l'Etat ? » Au passage, il critique la proposition « démagogique » d'Arlette Laguiller, candidate de LO – qui a quelques supporters dans la salle – visant à interdire les licenciements. Et invite le jeune public à « voter Jospin au second tour »...

Clarisse Fabre

Le Medef assigne en justice les signataires de l'accord sur le dialogue social dans l'artisanat

C'EST FAIT. Le Mouvement des entreprises de France (Medef) a assigné devant le tribunal de grande instance de Paris les signataires de l'accord sur le dialogue social dans l'artisanat : l'Union professionnelle artisanale (UPA) côté patronal, la CFDT, la CGC, la CFTC, la CGT et FO, côté syndical. Le Medef demande l'annulation de ce texte du 12 décembre 2001 pour atteinte à la liberté d'association et à la liberté syndicale et « méconnaissance » de certaines dispositions du Code du travail.

L'accord incriminé, jugé très novateur par ses partisans, crée une contribution de 0,15 % de la masse salariale destinée à financer un dialogue social que l'UPA et les syndicats veulent renforcer au niveau des branches et des territoires. Le montant de cette collecte, mutualisé au plan national, doit être réparti en deux parts, l'une au niveau interprofessionnel, l'autre au niveau des branches.

Aux yeux du Medef, des entreprises se trouveront, de ce fait, « contribuer contre leur gré au financement d'organisations patronales auxquelles

les elles n'ont pas souhaité adhérer ».

L'assignation a suscité de vives réactions dans les rangs syndicaux. « On ne peut pas se plaindre en permanence de la judiciarisation de la vie économique et se précipiter chez le juge dès qu'un accord vous déplaît », a ironisé, mercredi 20 mars, Jean-Luc Cazettes (CGC). Pour la CFDT, l'accord attaqué se situe dans le droit-fil du texte signé par le Medef sur la négociation collective. FO a pointé, pour sa part, « un problème entre organisations patronales ».

De fait, les relations entre l'UPA et le reste du patronat ont souvent été tendues. La CGPME, la FFB (bâtiment) et l'UIMM (métallurgie) se sont d'ailleurs associées au Medef. « La démocratie sociale, c'est d'abord et avant tout le respect des signataires, et donc de ceux qui les représentent (...) », déclarait pourtant, le 4 décembre 2001 à Nantes, M. Seillière. « On ne peut pas à la fois vouloir moins d'intervention étatique et ne pas s'ouvrir à la négociation. »

Claire Guélaud

Les retraités manifestent à Paris et en province

RETRAITÉS et préretraités étaient appelés à manifester à Paris et en province, jeudi 21 mars, pour la revalorisation du minimum de retraite et l'augmentation du pouvoir d'achat, par les unions confédérales de retraités CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC, et la Fédération générale des retraités-Fonction publique.

La première revendication syndicale est « la revalorisation du minimum de retraite ». Ce minimum, pour une carrière complète, est actuellement de 525,63 euros, soit « 57,7 % du montant du smic net », déplorent les syndicats. Dans la fonction publique, le minimum pension s'élève à 935,53 euros. La CGT a annoncé la présence de son secrétaire général, Bernard Thibault, à la manifestation parisienne qui, en raison de désaccords d'organisation, se tiendra en l'absence de la CFDT.

DÉPÊCHES

■ **CADRES** : 52 % des cadres voteraient pour Lionel Jospin au second tour de l'élection présidentielle, selon la troisième édition du baromètre réalisé par Opinionway pour la CFE-CGC, présenté mercredi 20 mars. Au premier tour, 27 % des cadres voteraient pour M. Jospin, 21 % pour Jacques Chirac, 10 % pour Alain Madelin, 8 % pour Jean-Marie Le Pen et 6 % pour Jean-Pierre Chevènement. Cette enquête a été réalisée sur Internet, du 28 février au 28 mars, auprès d'un échantillon représentatif de 1 099 cadres.

■ **SÉCURITÉ** : L'UNSA-police (majoritaire chez les gardiens de la paix) a indiqué, mercredi 20 mars, avoir envoyé aux principaux candidats à la présidence de la République un questionnaire afin de connaître leurs intentions sur la sécurité. Le syndicat précise avoir posé huit questions aux candidats des groupes représentés à l'Assemblée nationale, excluant l'extrême droite et l'extrême gauche. L'UNSA-police demande notamment aux candidats les solutions qu'ils préconisent pour « redonner à la sanction [pénale] un sens », et afin que les « peines [de prison] soient réellement exécutées ».

L'ALLIANCE DE LA BEAUTE ET DE LA TECHNOLOGIE S'EXPOSE

BANG & OLUFSEN

VOUS INVITE A VENIR DECOUVRIR

LE NOUVEL ECRAN PLASMA

BEOVISION 5

À L'HÔTEL DE CRILLON

DU VENDREDI 22 AU LUNDI 25 MARS 2002

DE 10 HEURES À 20 HEURES

10 PLACE DE LA CONCORDE 75008 PARIS

PARKING CONCORDE

HÔTEL DE CRILLON
PARIS



LE DERNIER DES TRAITS DE GÉNIE DE BANG & OLUFSEN EST UN CONCENTRÉ D'EXCELLENCE : LE BEOVISION 5, LE PLUS SUBLIME DES PLASMAS

BANG & OLUFSEN

SOCIÉTÉ

EXCLUSION

L'objectif « zéro SDF d'ici à 2007 », présenté par Lionel Jospin comme l'un des axes de son programme présidentiel, est-il réalisable ? La **CONFUSION** créée par le terme de SDF (sans-domicile-fixe) a conduit le premier

ministre à **NUANCER CETTE PROMESSE**, mardi 19 mars sur France 3, en précisant qu'il s'agissait d'un « **OBJECTIF IDÉAL** ». Les associations de lutte contre l'exclusion se sont félicitées de l'intention affichée par

le candidat. Toutefois certains acteurs de terrain s'inquiètent du flou de la proposition. Le terme de SDF, font-ils valoir, recouvre des **POPULATIONS TRÈS HÉTÉROGÈNES**, dont les difficultés ne peuvent être

résolues que sur de **TRÈS LONGUES DURÉES**. Le programme de M. Jospin, complété par la **COUVERTURE LOGEMENT UNIVERSELLE**, semble viser surtout les jeunes mal logés.

L'objectif « Zéro SDF en 2007 » est-il réalisable ?

Lionel Jospin, qui a fait figurer cet engagement dans son programme présidentiel, a été amené à nuancer son propos. S'ils se félicitent de l'intention, les acteurs de la lutte contre l'exclusion estiment que les « sans-domicile-fixe » sont trop hétérogènes pour que l'on puisse espérer leur « disparition »

L'**EXCLUSION** a fait une irruption fracassante dans la campagne pour l'élection présidentielle. En exprimant le souhait qu'il y ait « zéro SDF d'ici à 2007 », Lionel Jospin a pris, lundi 18 mars, un engagement qui a marqué les esprits. De nombreuses associations d'aide aux démunis se sont félicitées de cette déclaration, qui répond d'ailleurs à une doléance du collectif Alerte – « Plus personne à la rue dans cinq ans : le voulons-nous ? » (Le Monde du 20 mars). Mais le slogan a aussi connu une sorte de brouillage : le candidat socialiste a, en effet, ramassé ses idées en trois ou quatre phrases générales, où se télescopaient mal-logement et grande pauvreté. Son message est devenu difficile à lire : quel est le projet de M. Jospin ? Est-il réaliste ? Comment compte-t-il s'y prendre ?

« Je souhaite que, dans les cinq ans, nous mettions en place une couverture logement universelle et que nous parvenions à ce qu'il n'y ait plus de sans-domicile-fixe », a déclaré le prétendant à la magistrature suprême, en ajoutant : « Cet objectif fort – "zéro SDF d'ici à 2007" – suppose une méthode nouvelle. » Le candidat aimerait, en effet, que les « organisations non gouvernementales » pilotent le combat contre la grande exclusion ; elles disposeraient « des moyens financiers nécessaires ».

« UN PEU MARKETING »

« Zéro SDF. » Plusieurs acteurs de terrain jugent le mot d'ordre « simple », comme Jean Rousseau, président d'Emmaüs France. « C'est une formule maladroite, un peu marketing », ajoute Dominique Versini, directrice du Samu social de Paris, qui fut par ailleurs numéro 2 sur la liste d'Edouard Balladur aux élections régionales de 1998. « M. Jospin



avait déjà fait cette annonce en 1995, dans le cadre d'un débat avec Jacques Chirac et Edouard Balladur », rappelle Daniel Druenes, de l'Uniops (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux). Le candidat avait en effet annoncé que s'il était élu il n'y aurait « plus de personnes sans domicile fixe dans deux ans ».

Réalisant que son nouveau pari était un peu risqué, M. Jospin s'est empressé de corriger le tir. Invité, mardi 19 mars, au « 19-20 » de France 3, il a précisé que son slogan était un « objectif idéal ». Le candidat socialiste a également mieux circonscrit les populations qu'il voulait aider : « Je ne supporte plus de voir, non seulement, quelques centaines d'hommes et de femmes qu'on appelait les clochards, (...) mais [aussi] des phénomènes plus massifs qui tou-

chent les jeunes. » Aux yeux de plusieurs associations et de chercheurs, ces inflexions successives reflètent le flou qui imprègne encore le programme de M. Jospin.

« Qu'entend-il par sans-domicile ? demande Maryse Marpat, chercheuse à l'Institut national d'études démographiques (INED) et coauteur de La Rue et le Foyer (PUF-INED, 2000). S'agit-il des SDF tels que l'entend l'Insee ? Fait-il allusion aux personnes très désocialisées ? Ou aux mal-logés qui vivent dans des squatts, des taudis ? » Jean Rousseau, lui, s'interroge sur le contenu du mot d'ordre de M. Jospin : « Zéro SDF ? Qu'est-ce ça veut dire ? Une création massive de logements accessibles ? Dans ce cas, le nombre de sans-logis baissera, c'est sûr. » Mais le sort des personnes ballotées d'un centre d'hébergement à un autre ne sera pas réglé, poursuit le président d'Em-

maüs France. Pour Mme Versini, le programme du candidat socialiste fait « une confusion entre les situations de précarité, qui peuvent être résolues par le logement, et les grands exclus, en butte à l'alcoolisme, atteints de troubles psychiatriques, pour lesquels d'autres réponses doivent être apportées ».

Ces commentaires rappellent une chose : la population des sans-domicile est très hétérogène, comme l'ont montré les études de l'Insee (Le Monde du 30 janvier) et de l'Observatoire sociologique du changement (Le Monde du 12 mars). Entre les clochards parisiens décrits par Patrick Declerck dans son livre Les Naufragés (Plon, 2001), les demandeurs d'asile qui échouent en France ou les jeunes refoulés dans l'errance, il existe une gamme infinie de situations.

DEUX PROBLÉMATIQUES

Pour agir contre les mille et une facettes de l'exclusion, estime Mme Versini, il faudrait – entre autres – remettre à plat l'ensemble du dispositif médico-social, notamment pour prendre en charge les SDF souffrant de pathologies mentales. Bernard Rodenstein, président de l'association Espoir à Colmar (Haut-Rhin), pense également que la société dans son ensemble devrait « changer de regard » sur les personnes rejetées du marché du travail et du corps social : au lieu de leur donner un « os à ronger » avec « les minima sociaux », il conviendrait de les « prendre en compte avec leurs difficultés, leurs handicaps », dans des lieux de vie et des formes d'emploi adaptés.

En fait, M. Jospin est critiqué pour avoir entremêlé deux problématiques, à la fois liées et distinctes : la mise en œuvre du droit au loge-

ment, grâce à la CLU, et la lutte contre la « grande pauvreté », qui ne peut être menée à bien par cette seule politique. Autrement dit, certains lui reprochent d'avoir « jeté » dans un même sac les mal-logés, décrits dans le dernier rapport de la Fondation Abbé-Pierre (Le Monde du 6 mars), et les clochards. Martine Lignières-Cassou, sa porte-parole pour les questions de solidarité, reconnaît que certains des propos qu'il a tenus, lundi, amalgamaient deux objectifs « qui se recoupent

le soutien logistique nécessaire pour [assurer] toutes les étapes de la sortie de l'exclusion, depuis l'hébergement d'urgence jusqu'à l'installation en "logements passerelles" pour accéder à l'autonomie (...). ». Elles auront désormais « une responsabilité centrale, dans un partenariat étroit, sous la forme d'une Charte avec l'Etat, département par département ».

L'idée de s'appuyer sur les associations suscite d'autres interrogations nées de la ressemblance avec le programme de Tony Blair, comme le

Le modèle britannique

L'objectif « zéro SDF » s'inspire directement du programme que le premier ministre britannique, Tony Blair, avait mis en place après son élection au 10 Downing Street, en juin 2001, pour lutter contre la grande pauvreté (Le Monde du 19 mars). Un « shelter for every one » (un toit pour tous) avait été mis en place au sein d'une « social exclusion unit ». Pendant les années les plus sombres de l'ère Thatcher, des milliers de working poor (travailleurs pauvres) s'étaient retrouvés dans la rue, squattant le métro de Londres toutes les nuits.

Le chef du gouvernement britannique, persuadé qu'on ne pouvait éradiquer le problème des sans-abri par la seule action des administrations, avait fait appel aux organisations non gouvernementales, plus proches du terrain. Il avait confié cette mission à une jeune responsable du monde associatif, M^{me} Wallace, surnommée « la tarine », très connue pour ses positions radicales.

mais ne se recouvrent pas complètement ». Depuis, les socialistes s'emploient à rendre plus lisibles les intentions de M. Jospin.

La secrétaire d'Etat au logement Marie-Noëlle Lienemann affirme que la création de 50 000 places en résidences sociales, dans des pensions de familles et dans de « petites unités » est envisagée pour « aider les personnes en difficulté à sortir des centres d'hébergement, inadaptés à une réinsertion ». M^{me} Lignières-Cassou a, pour sa part, indiqué que « les organisations non gouvernementales recevront l'appui financier de l'Etat et

fait remarquer Yan Maury, auteur de Les HLM : l'Etat-providence vu d'en bas (L'Harmattan, 2001). Le premier ministre britannique a, en effet, transféré aux housing associations la gestion de 200 000 habitations pour loger des populations démunies. La « mission » que M. Jospin souhaite confier aux « ONG » s'apparentera-t-elle au système britannique ? Si tel était le cas, estime le chercheur, cela traduirait « un désengagement de la puissance publique ».

Bertrand Bissuel

Sans-domicile et mal-logés

● **Sans-domicile-fixe.** D'après une étude de l'Insee qui vient d'être publiée (Le Monde du 30 janvier), 86 000 personnes étaient sans domicile en janvier 2001 : soit elles dormaient dans la rue, soit un organisme les hébergeait au sein d'une structure collective, à l'hôtel ou dans un appartement.

● **Mal-logés.** En additionnant plusieurs statistiques de l'Insee, la Fondation Abbé-Pierre estime qu'il y a plus de 3 millions de mal-logés en France.

Outre les 86 000 SDF recensés par l'Insee, ce chiffre englobe les 41 000 personnes vivant dans des habitats de fortune (baraquas de chantier, caravanes...), celles qui sont à l'hôtel, dans un meublé ou qui sous-louaient leur habitation (550 000 personnes). Il intègre aussi les personnes hébergées par des tiers (100 000) et celles dont le logement est inconfortable et/ou sur-occupé (près de 2,4 millions de personnes).

L'édifice de la couverture logement universelle reste à construire

LA **COUVERTURE** logement universelle (CLU) est devenue l'un des engagements-phares de Lionel Jospin. Les contours de ce nouveau dispositif, imaginé en 2000 par la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), ne sont pas encore très bien dessinés mais l'objectif qu'il poursuit est de garantir la mise en œuvre du droit au logement. Selon Marie-Noëlle Lienemann, qui lui a suggéré d'inscrire la CLU dans son programme, M. Jospin devrait suivre les pistes de travail qu'elle a esquissées il y a deux mois.

Le 31 janvier, la secrétaire d'Etat au logement a, en effet, dévoilé les grandes lignes de ce « système de garantie locative » (Le Monde du 2 février). Dans l'esprit de M^{me} Lienemann, la CLU doit s'articuler autour de deux grands principes : faciliter l'accès des locataires à un logement et permettre à ces derniers de s'y maintenir s'ils rencontrent des « difficultés justifiées » pour régler leur quittance ; protéger les propriétaires bailleurs contre les risques d'impayés.

Concrètement, la CLU ouvre des droits au profit du propriétaire comme du locataire. Premièrement : elle couvre les dépenses qu'un bailleur doit engager pour réparer son logement lorsque celui-ci a été endommagé par un occupant indélégit ; « le dispositif » règle la facture et se tourne ensuite vers le locataire pour et celui-ci règle son dû. Deuxièmement : le propriétaire est protégé contre les impayés de loyers pendant les trois premières années de la location ; le

montant de la quittance lui est payé sous forme d'« avances remboursables », mais il lui incombe de récupérer la créance auprès du locataire défaillant. Troisièmement : au-delà de cette première période de trois ans, un « système de prévoyance obligatoire » permet aux ménages touchés par « un accident de la vie » (décès d'un conjoint, incapacité de travail...) de rester dans les lieux ; une « prestation » leur est versée pour qu'ils puissent régler le loyer et les charges pendant « une période d'adaptation ». Bailleurs et locataires paient une cotisation de manière à financer ce nouvel outil ; pour les propriétaires, elle est déductible de leurs impôts.

« UN FONDS DE GARANTIE »

Dans l'édifice imaginé par M^{me} Lienemann, un candidat au logement n'a plus à verser de caution à son propriétaire ; « un fonds de garantie » s'en charge. Pour les ménages à faibles ressources, qui doivent renoncer à un logement parce que le dépôt de garantie réclamé est au-dessus de leurs moyens, cette mesure est une véritable bouffée d'oxygène.

Mais elle est combattue avec vigueur par les bailleurs privés. Dominique Grunenwald, président de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), y est farouchement hostile : elle entraînerait une « grave déresponsabilisation » du locataire, estime-t-il. Les différentes composantes du mouvement HLM ont des positions contrastées sur le sujet : « Nous n'y sommes pas

opposés, mais ceci doit être réfléchi, évalué », affirme Patrick Kamoun, conseiller à l'Union des HLM, notamment parce que la suppression du dépôt de garantie provoquerait la disparition d'un fonds de trésorerie de plusieurs centaines de millions d'euros que les organismes utilisent pour remettre en état leurs logements. Jacques Berké, président de la Fédération des SA d'HLM, se montre beaucoup plus critique. Dans le quotidien Les Echos du 7 février, il a exprimé la crainte d'une rupture du « lien entre le propriétaire bailleur et le locataire ». En outre, « les ménages ayant des revenus élevés n'ont pas de difficulté pour louer un logement dans le secteur libre et nous ne voyons pas la nécessité de monter un tel dispositif pour [eux] », a-t-il ajouté.

La CLU doit-elle profiter à tous ou faut-il la cibler sur certains publics défavorisés ? M^{me} Lienemann, elle, est favorable à un dispositif universel : « Le droit au logement doit devenir un droit fondamental, indivisible », dit-elle, de manière à ce qu'il occupe une place comparable à celle la Sécurité sociale dans l'Etat-providence français. « Il ne s'agit pas de faire la charité aux pauvres », poursuit-elle. Cela étant, rien n'empêche de procéder par étapes : la CLU pourrait d'abord s'appliquer aux familles modestes avant de s'étendre peu à peu à d'autres couches de la population. « Le débat est à approfondir », conclut-elle.

B. Bi.

L'intérêt des Français pour l'exclusion tend à s'émousser

La reprise économique a modifié le regard de la société sur le mal-logement et la pauvreté

L'**EXCLUSION** continue de préoccuper une majorité de Français mais leur solidarité à l'égard des plus démunis tend à s'émousser. D'après une enquête d'opinion réalisée par l'Institut CSA à la demande du collectif associatif Alerte et publiée dans le quotidien La Croix du 12 mars, 26 % des personnes sondées, seulement, pensent qu'il s'agit d'un problème « moins grave qu'il y a quelques années » mais elles étaient encore moins nombreuses à défendre cette opinion en 1998 (14 %).

La proportion de sondés qui sont « prêts à aider des exclus, des chômeurs de longue durée ou des

personnes sans logement » a diminué en quatre ans : 43 % en 1998, 39 % aujourd'hui. Ceux qui disent être méfiants à l'égard des populations en difficulté sont, à l'inverse, plus nombreux : 20 % aujourd'hui contre 13 % en 1998. Enfin, 43 % des Français trouvent que « l'on parle trop de l'exclusion » – elles étaient 35 % à avoir ce point de vue il y a quatre ans. La part de ceux qui estiment que « suffisamment de choses sont faites pour aider les plus démunis » s'est également accrue : 45 % le pensent actuellement, contre 38 % il y a quatre ans. Ces chiffres montrent probablement que la reprise éco-

nomique a modifié le regard de la société sur le mal-logement et la pauvreté ; elle se montre moins bienveillante qu'il y a quatre ans.

TRAVAIL PRÉCAIRE

Les mesures prises par la gauche plurielle pour combattre l'exclusion sont diversement appréciées : 69 % des personnes interrogées ont le sentiment que la couverture maladie universelle (CMU) est « assez ou très efficace ». Les emplois-jeunes recueillent 44 % des suffrages et la loi d'orientation « relative à la lutte contre les exclusions », 33 %.

Enfin, d'après un sondage de la

Sofres réalisé à la demande du Secours catholique et publié le 7 mars, près de la moitié des Français jugent que le travail précaire est le « thème » le plus important dans les problématiques liées à la pauvreté. Les formes d'emploi atypiques – contrat à durée déterminée, intérim... – représentent « les situations les plus difficiles pour obtenir un logement », d'après 46 % des sondés. Et le fait de toucher les minima sociaux est analysé comme la seconde source de difficultés pour trouver un toit, aux yeux de 26 % des personnes interrogées.

B. Bi.

OSP vente aux enchères publiques
47, rue Louis Blanc – 92984 La Défense Cedex
Tél. 01 49 04 01 85 – Fax. 01 49 04 01 80

75 Vente au Palais de Justice de Paris, Jeudi 11 Avril 2002 à 14h30
APPARTEMENT à PARIS 15^{ème}
78-78 bis, Rue du Théâtre
au rez-de-chaussée, porte droite, comprenant :
une pièce, kitchenette, salle de bains avec wc
Mise à Prix : 7.622,45 € - Libre
S'adresser à Maître Denis TASSART, Avocat au Barreau de Paris
69, Rue de Rome 75008 Paris - Tél. : 01.45.22.29.29
Sur les lieux où une visite sera organisée

75 Vente au Palais de Justice de Paris, Jeudi 11 Avril 2002 à 14h30
dans le bâtiment C, escalier C au 3^{ème} étage porte n° 4
UN STUDIO de 18,60 m² à PARIS 18^{ème}
101, Rue Duhesme
comprenant séjour, cuisine, salle de bains, wc et Cave
Mise à Prix : 12.195,92 €
S'adresser à Maître D. TALON, Avocat à Paris 1^{er},
20, Quai de la Mégisserie - Tél. : 01.40.26.06.47 - Au Greffe
des Crieurs du TGI de Paris où le cahier des charges est déposé
Sur les lieux pour visiter

92 Vente aux enchères publiques au Palais de Justice de Nanterre
Jeudi 11 Avril 2002 à 14h - En un lot
UN IMMEUBLE à COURBEVOIE
88, Rue de Colombes et 126, Avenue de la République
élevé partie sur sous-sol d'un r.d.ch dont 1 pièce à usage Commercial
d'un 1^{er} étage de 2 Pièces, s.d.bains, garage en façade sur la rue de Colombes
Mise à Prix : 152.449,01 €
S'adresser à Maître Alain NICOLAS, Avocat, 11 ter, Avenue Joffre 92250
La Garenne Colombes - Tél. : 01.47.80.03.74 - Maître M.J. CHARPENTIER-
OLTRAMARE, Avocat, à Paris 6^{ème}, 3, Rue Danton, dépositaire du cahier des
charges - Tél. : 01.56.81.25.25 - Internet : www.licitor.com
Minitel 3617 ADJUDIC (0,84 €/mn) - Au Greffe des Crieurs du TGI de
Nanterre où le cahier des charges est déposé - Visite le 26 Mars 2002 à 10h

Un rapport confirme la recrudescence des violences racistes depuis les attentats du 11 septembre

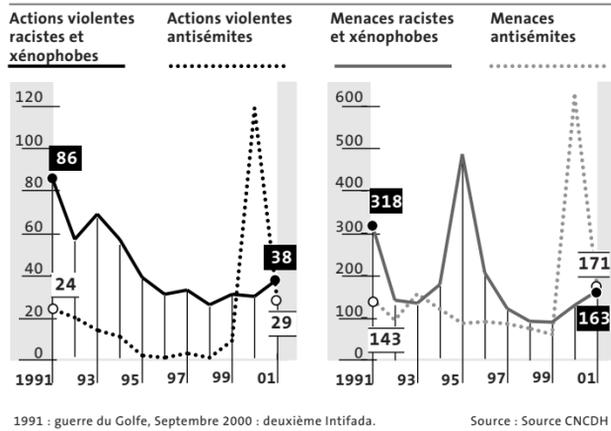
En 2001, les Maghrébins ont été les premières victimes, et les actes antisémites ont été nombreux, selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme

LA VIOLENCE raciste a augmenté en 2001. L'intensification du conflit israélo-palestinien et les attentats du 11 septembre ont entraîné une hausse de ce type de violences dont les principales victimes sont les Maghrébins et les juifs. Telle est la conclusion du rapport annuel que la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH) devait remettre, jeudi 21 mars, à la ministre de la justice, Marylise Lebranchu, en lieu et place du premier ministre en campagne.

Sur un total de 67 actions violentes dans l'année, 43 ont été recensées entre septembre et décembre 2001. Cette concentration des violences sur le dernier trimestre 2001 a pu être constatée tant pour les actions visant des immigrés que les actes touchant la communauté juive. Le dénombrement des menaces reflète la même tendance.

La Commission nationale consultative des droits de l'homme, instance placée auprès du premier ministre, qui regroupe les principales associations agissant dans ce domaine et les représentants des administrations concernées, a affiné ses méthodes de calcul. Reprenant pour son recensement annuel les chiffres qui lui sont communiqués par les Renseignements généraux et les services de police et de gendarmerie, la commission ne comptabilisait jusqu'à présent comme « violences racistes » que les agressions ayant entraîné un arrêt de travail de huit jours. La méthode, critiquée par les associations, occultait un certain nombre d'actes contribuant pourtant à un climat de racisme. En 2001, le rapport précise qu'ont été recensés les actes graves contre les personnes et les biens « quelle que

L'INFLUENCE DES ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX



1991 : guerre du Golfe, Septembre 2000 : deuxième Intifada. Source : Source CNCNDH

soit l'ITT [interruption temporaire de travail] constatée ». Le constat n'en est que plus frappant : « Tant pour les agressions que les menaces racistes, l'année 2001 a été la pire depuis 1995 », affirme Gérard Fellous, secrétaire général de la CNCNDH.

DEUXIÈME INTIFADA

En 2001, les premières victimes sont les Maghrébins. 38 faits graves racistes ont été commis sur le territoire national, contre 30 en 2000 ; 19 ont pris pour cible des personnes d'origine maghrébine. Incendies, cocktails Molotov ou jets de pierre visant des mosquées ou des commerces musulmans, agressions physiques, « ratonnades » lors de matches de football... onze actions ont été commises dans les trois derniers mois de l'année, après les attentats du 11 septembre. Cette corrélation

avec des événements internationaux impliquant des pays arabes avait déjà frappé la commission lors de la guerre du Golfe en 1991, le regain de violences en Algérie en 1995 et la deuxième intifada à l'automne 2000.

Les données sur les menaces confirment cette tendance : 163 actes d'intimidation raciste ont été répertoriés, contre 129 en 2000 ; 115 visaient des Maghrébins. « C'est une nette augmentation par rapport aux trois années précédentes », souligne le rapport, faisant remarquer que les cibles ne sont pas exclusivement des Maghrébins ou des jeunes de la deuxième génération, comme dans le passé, mais « d'une manière plus large, les communautés arabo-musulmanes ». Les agresseurs se recrutent pour près d'un tiers dans la mouvance d'extrême droite, mais de plus en plus d'actes sont le fait

d'individus isolés n'appartenant pas à ces milieux. Avec 21 actions anti-maghrébines comptabilisées, la Corse est le département le plus touché.

La communauté juive a également été particulièrement frappée en 2001 mais dans une moindre mesure qu'en 2000. 29 faits graves antisémites ont été dénombrés, contre 119 en 2000 ; 171 menaces, contre 624 en 2000. « Si on excepte l'année 2000, ce sont les chiffres les plus élevés depuis 1991. L'antisémitisme remonte, comme le racisme anti-arabe », insiste M. Fellous. Le rapport souligne que de « nouvelles caractéristiques » marquent le phénomène depuis deux ans : sa « corrélation avec le conflit israélo-palestinien », sa concentration là où cohabitent « des communautés juives dynamiques et des populations musulmanes, souvent dans des quartiers sensibles » et la gravité des violences touchant des lieux essentiellement religieux.

L'ensemble de ces données explicites, la commission a tenu à préciser que ces statistiques ne prétendaient pas être exhaustives mais marquaient des tendances et des évolutions. Si la CNCNDH estime que les chiffres de la violence raciste en actes sont « proches de la réalité », ses responsables ont tenu à relativiser la précision de la comptabilisation des menaces. Les victimes ne faisant pas toujours la démarche de porter plainte, le « chiffre noir [du racisme et de l'antisémitisme] est difficilement quantifiable ». La CNCNDH reconnaît ainsi que les témoignages recueillis par les associations sont « un bon indicateur » de la perception du phénomène.

Sylvia Zappi

Une attitude rampante, comme « enveloppée dans de la soie »

« PORTER une attention particulière aux victimes » : c'est l'objectif poursuivi par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCNDH) en publiant pour la première fois, dans son rapport annuel, une enquête qualitative sur la perception du racisme. Depuis dix ans, l'instance, placée auprès du premier ministre, analysait l'évolution des idées racistes en présentant un sondage censé prendre la température de la société française. « Nous savions que la plupart des victimes ne font pas le pas d'aller se plaindre à la police ou d'en parler aux associations. Nous avons voulu comprendre quel était l'impact psychologique et social des discriminations et comment les victimes réagissent », explique Gérard Fellous, secrétaire général de la commission.

La Sofres a donc mené de longs entretiens avec vingt-huit personnes, dont un tiers d'origine maghrébine, un tiers d'origine africaine et un tiers en provenance des DOM-TOM. Le résultat ne manque pas de surprendre. Le premier enseignement de cette étude est que le racisme n'apparaît pas, aux yeux des victimes, comme une « faute » imputable à des groupes identifiés, mais comme un sentiment négatif pouvant être présent en chacun : la France n'est pas raciste, mais des Français le sont.

Le phénomène est souvent diffus et sournois. Ce sont des blagues, des regards, des refus opposés à une demande de logement ou d'emploi. Cette attitude est décrite comme rampante, « enveloppée dans de la soie », explique un universitaire originaire du Cameroun. Les termes le plus souvent employés pour l'expliquer sont la

« bêtise humaine » ou la « méchanceté ». La réaction est souvent le silence. Comme, pour la plupart des interviewés, les discriminations raciales « ne sont pas si importantes que ça », il vaut mieux ne pas y penser. « C'est comme un caillou dans ma chaussure. Je vis avec », assure l'un d'eux. Un sentiment de fatalité d'autant plus grand que de nombreuses victimes ont peur et pensent qu'« il n'y a pas de protection contre le racisme ». Ni auprès des institutions comme la police et la justice ni auprès des associations.

PIRE AILLEURS

L'institut de sondage a tenté d'établir une typologie des représentations du racisme par ses victimes. La première catégorie, celle des « endurcis », concerne les immigrés de la première génération. Ayant grandi à l'étranger, ils y ont vécu des situations de grande précarité. Pour eux, le racisme, réel, n'est pas le problème numéro un, car ils ont rencontré pire ailleurs. Ils sont en France pour survivre. Les seconds, minoritaires dans l'échantillon, sont considérés comme « les prisonniers », parce qu'ils ont l'impression de se heurter en permanence à des barreaux. Ecole, justice, police, Etat, tout est cause de discrimination. Se sentant rejetés, ils ont tendance à se replier sur leur communauté d'origine.

Autre catégorie, celle des « plafonnés ». Ce sont des hommes avec un bon niveau d'études, mais que la discrimination cantonne à des postes en deçà de ce niveau. Ils veulent s'intégrer, mais le « plafond de verre » qui pèse sur leurs épaules les empêche de s'épanouir dans la

société française. La majorité des interviewés se retrouvent dans la catégorie des « philosophes », des personnes de toutes les classes sociales, aux origines et aux âges variés. Ayant une image très positive de la France, ils refusent de « céder à la pensée négative ». Pas question de se laisser dévorer par l'amertume : ils subissent, avec la volonté d'être positifs. Le racisme est pour eux un mal parmi d'autres, mais ils ne se laisseront pas faire si la discrimination est trop évidente. Cette tendance à relativiser est partagée par « les doux », comme les appelle la Sofres. Pacifiques, ils se décrivent volontiers comme « gentils ». Une gentillesse qui peut les empêcher de se défendre.

Dernier profil, « les gagnantes ». Uniquement composé de femmes, ce groupe se distingue par des profils de personnes ayant « tout gagné » : réussite professionnelle, liberté personnelle incomparable au sort qui les attendait dans leur pays d'origine en tant que femmes. Elles ont le sentiment d'avoir gagné une bataille personnelle contre le racisme grâce à leur statut professionnel. Mais elles savent aussi se battre « utilement » quand elles y sont confrontées.

En conclusion, l'étude souligne que les attentes des personnes discriminées sont « modérées et lucides ». Trois axes sont avancés : le besoin d'exemples positifs de réussite d'immigrés, un engagement de l'Etat pour une « véritable égalité de traitement » et des actions éducatives de prévention du racisme.

S. Z.

Un carreleur victime d'une allergie au ciment porte plainte

Il estime que plus de 500 000 personnes sont exposées aux mêmes substances cancérigènes

LE PROCUREUR de la République de Rouen a ouvert, jeudi 7 mars, une information judiciaire contre X... pour blessures involontaires à la suite de la plainte déposée par un carreleur âgé de 41 ans, Eric Bellet, qui présente une maladie professionnelle cutanée liée au ciment et à des métaux lourds, chrome et cobalt. Un juge d'instruction a été désigné, qui devra déterminer si des infractions ont été commises et si, comme le pense M. Bellet, des responsabilités humaines sont en cause.

« La Sécurité sociale a recensé 18 000 cas depuis 1972, affirme Eric Bellet, mais j'estime qu'il y a en France entre 500 000 et 1 million de personnes exposées aux substances cancérigènes qui ont provoqué ma maladie. Comme pour l'amiante, certains savaient que les salariés et d'autres personnes étaient exposés à ce danger et ils n'ont rien fait pour

l'éviter », lance-t-il, déterminé. En arrêt de travail depuis le 25 février 1998, M. Bellet souffre d'ulcérations de deux mains, avec des surinfections périodiques, liées à la manipulation du ciment. Cette affection a fini par être reconnue comme maladie professionnelle en mars 1998 en tant qu'« eczéma de contact allergique au ciment ». Des tests cutanés pratiqués à l'époque avaient en effet montré une « très forte positivité au bichromate de potassium, associée à une positivité plus faible au cobalt ».

Par la suite, la caisse primaire d'assurance-maladie de Rouen refusera cependant la reconnaissance de l'affection au titre de « lésions eczématiformes de mécanisme allergique », en l'occurrence en lien avec le cobalt, et d'« ulcérations et dermatites provoquées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins, le chromate de zinc et le sul-

fate de chrome ». Finalement, M. Bellet aura gain de cause après expertise médicale. En revanche, il sera débouté de sa demande de reconnaissance de lésions précancéreuses. Or, pour M. Bellet, sa maladie est bel et bien liée à l'exposition au chrome, qui est un métal lourd reconnu cancérigène.

UNE ASSOCIATION

Son histoire débute l'année précédente, en octobre 1997. Cinq mois après avoir commencé à travailler dans une entreprise du BTP, Eric Bellet présente alors des lésions eczématiformes des mains. Elles s'étendent les mois suivants aux pieds et aux genoux, et seront authentifiées par plusieurs expertises médicales. Celle pratiquée le 5 octobre 1999 par le docteur Christophe Paris, chef du service de médecine du travail et des maladies professionnelles au CHRU de

Rouen, écarte même d'autres mécanismes pathologiques que l'exposition au ciment et rappelle l'existence, dans la littérature médicale, de cas de chronicisation d'« eczéma du cimentier » même après éviction de l'exposition professionnelle.

Depuis, Eric Bellet a décidé de se battre. Il a fondé en 1999 l'Association des victimes des ciments français, qu'il préside (immeuble Gascoigne, appartement 161, rue Raspail 76300 Sotteville-lès-Rouen ; tél. : 02 32 18 73 35). Il ne compte plus les courriers envoyés au préfet, à la ministre de l'emploi et de la solidarité et à la presse. Le 6 mai, le tribunal des affaires de Sécurité sociale examinera en appel la consolidation de ses lésions et décidera de la nécessité de procéder ou non à une nouvelle expertise médicale.

Paul Benkimoun

A Paris, un accord inédit a été signé pour l'intégration scolaire de cinq enfants handicapés

Une brèche ouverte pour de nombreuses familles

LORSQU'ON est parent d'un enfant handicapé, mieux vaut développer les grands moyens pour se faire entendre de l'administration de l'éducation nationale. Le protocole sans précédent qui a été signé, lundi 18 mars, par l'académie de Paris en apporte la preuve. Après quarante-deux jours de grève de la faim et une manifestation musclée devant le ministère de l'éducation nationale, Nadjat Eyraud, présidente de l'association Handicap droit à l'école et à l'intégration) et épouse de Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de Droit au logement (DAL), a obtenu un engagement écrit de l'académie pour assurer une scolarisation digne de ce nom à cinq enfants trisomiques ou autistes.

Soutenue par le syndicat d'enseignants SUD-éducation et les parents d'élèves de la FCPE Paris, cautionnée par plusieurs responsables politiques, d'Olivier Besancenot pour la LCR à Roselyne Bachelot pour le RPR en passant par Dominique Voynet pour les Verts, et relayée par les médias, l'action de Handeis a fini par payer.

A l'issue d'une médiation proposée par Pénélope Komites, adjointe au maire de Paris chargée des personnes handicapées, un protocole d'accord « en faveur de l'intégration scolaire d'Omar, Quentin, Etienne, Myriam et Valentin » a été signé par l'académie de Paris en présence de conseillers des ministres chargés de l'éducation nationale et des personnes handicapées.

Ainsi Omar – dont les parents refusaient l'inscription en classe d'intégration (CLIS) – bénéficiera d'une « scolarisation en classe ordinaire à plein temps avec des aménagements, si nécessaire, suivant [ses] besoins et en concertation avec la famille » ; Valentin sera enfin « scolarisé à mi-temps » en attendant le recrutement « dans les plus brefs délais » d'un auxiliaire de vie scolaire ; quant à Etienne, tout sera fait pour qu'« un instituteur spécialisé prenne ses fonctions au sein de l'équipe travaillant avec l'enfant ». Pour les cinq élèves, l'académie de Paris « s'engage à veiller à la pérennité » de leur scolarité et à « procurer aux équipes enseignantes les moyens pédagogiques et humains nécessaires ».

Pour ces cinq familles, le parcours du combattant, qui avait amené l'une des mères à l'extrémité de la grève de la faim, s'achève avec un document plein de promesses. Reste que ce protocole pourrait faire « jurisprudence » et

entraîner des demandes similaires de la part des nombreuses autres familles qui n'ont pas obtenu l'inscription de leur enfant handicapé en milieu scolaire ordinaire ou qui ne sont pas satisfaites de l'accueil éducatif proposé. Au ministère de l'éducation nationale, on reconnaît que cet accord « crée un précédent et pose la question de la reconnaissance de celui qui crie le plus fort mais aussi celle de la communication entre les services éducatifs et les familles ». Mais, ajoute-t-on, « il fallait dénouer cette crise devenue médiatique et publique ».

Pour Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille et aux personnes handicapées, « tant mieux si cette histoire crée un appel d'air ». Quant à Pénélope Komites – dont tout le monde reconnaît le bénéfice de la médiation –, elle concède être allée « au-delà de [son] champ de compétences », mais ajoute : « Il s'agissait pour moi d'un devoir moral ». Selon elle, cette affaire illustre « le travail d'information, d'écoute et de dialogue qui doit être mené par l'académie vis-à-vis des familles ». De son côté, la FCPE-Paris promet de « s'appuyer sur ce protocole pour poser les questions de fond ».

« GRANDIR AVEC LES AUTRES »

L'académie de Paris – dont l'image a été malmenée dans cette affaire – refuse le rôle de bouc émissaire. « L'accueil des enfants handicapés fait partie de nos priorités académiques, et ce n'est pas une parole en l'air », assure Pascal Jardin, son directeur. « On peut toujours dire que les choses sont insuffisantes mais une dynamique est lancée », ajoute-t-il en soulignant, à titre d'exemple, la création de douze unités pédagogiques d'intégration (UPI) en trois ans.

« C'est assez incroyable de mener autant d'années de lutte et une grève de la faim pour obtenir l'application de la loi », considère Nadjat Eyraud, qui a suspendu son jeûne après la signature de l'accord. « Ce protocole est une avancée mais nous attendons sa réelle application », précise-t-elle. Elle aussi compte sur « un appel d'air et sur une mobilisation de toutes les familles », rappelant qu'il « reste 38 000 enfants handicapés en France, non ou mal scolarisés ». D'après elle, il existe « une nouvelle génération de parents qui ne veulent plus se laisser faire et qui souhaitent voir leur enfant grandir avec les autres ».

Sandrine Blanchard

Numéro spécial

SCIENCE HUMAINES

NUMERO SPECIAL

L'œuvre de Pierre Bourdieu

Sociologie Bilan critique Quel héritage ?

En kiosque et sur commande au 03 86 72 07 00

À nouveau disponible

Deux collégiennes de Besançon, accusées d'avoir torturé une de leurs camarades, ont été écrouées

Poignets tranchés, gorge entaillée, le corps en sang, une adolescente a été laissée agonisante par deux de ses amies. Le parquet soupçonne une rivalité amoureuse sur fond d'influence sataniste

BESANÇON

de notre correspondant

Les gendarmes accourus samedi 16 mars à l'hôpital de Besançon (Doubs) ont découvert « une petite momie, entourée de bandelettes. » Ceux qui se sont rendus sur le lieu du crime dans la commune de Saint-Vit, à 15 kilomètres au sud de la capitale franc-comtoise, ont eu « la nausée » en apercevant les flaques de sang sur le sol de la cave. « La victime, lorsque des riverains l'ont trouvée, en avait déjà perdu plus de deux litres », confirme Jean-François Porietti, substitut du procureur de la République. La température du corps était tombée à 34° et le médecin-légiste est formel: une demi-heure plus tard, elle serait morte. » La victime, une adolescente de 14 ans, survit désormais prostrée dans sa chambre d'hôpital, sous calmants. Ses bourreaux, eux, ont été mis en examen, mercredi 20 mars, pour « tentative d'homicide volontaire sur mineur de moins de quinze ans, accompagnée d'actes de torture, de barbarie et de séquestration » et écroués. Ce sont deux de ses copines du même âge, dont l'une fréquentait le même collège privé.

Les parents, aussi, se connaissent. « Ce sont tous des gens ordinaires, sans histoires, cadres moyens ou employés », confirme le magistrat. Selon le récit reconstitué par les enquêteurs, les trois jeunes filles

étaient d'ailleurs allées déjeuner le jour des faits dans la famille de l'une d'elles.

L'ambiance était bonne et au sortir du repas, toutes auraient décidé de se rendre dans une maison de retraite désaffectée, proche de la rivière. Elles auraient forcé un volet puis auraient grimpé sous les combles et consommé six ou sept bières qu'elles avaient apportées.

Ensuite, deux d'entre elles se seraient adonnées au « jeu de la giflè ». Quelques calottes auraient été échangées, jusqu'à ce qu'une claque, un peu plus forte, provoque le drame. Celle qui l'avait reçue se serait emparée d'une canette. Elle aurait alors frappé son amie puis l'aurait blessée au visage avec un tesson. La troisième collégienne, treize ans, se serait mêlée à la bagarre.

Selon les enquêteurs, l'adolescente qui mène les repréailles tente alors d'étrangler son adversaire. En vain. Elle sort un grand couteau de cuisine de son sac et assène plusieurs coups à sa victime. Le manche se brise. Elle s'empare de la lame à pleine main, frappe encore. La victime est en sang. On lui cogne la face contre les murs, « comme pour effacer sa beauté », confie un enquêteur. Les deux complices l'auraient descendue à la cave, en la tirant par les pieds sur trois étages. Arrivée sur place, la plus agressive

lui aurait ouvert les veines des poignets, puis aurait tenté de l'égorger. Le calvaire dure alors depuis plus d'une heure. Les gamines abandonnent leur proie.

PROJET D'INCENDIE

Toujours selon le récit des enquêteurs, elles quittent le sous-sol, non sans avoir pris la précaution d'ôter la poignée de la porte pour interdire toute fuite à leur camarade agonisante. Elles effacent les traces de sang dans le grenier, dans l'escalier, au rez-de-chaussée. La benjamine va chez elle récupérer des vêtements propres. Leur objectif, maintenant, brûler le corps de leur victime. Mais le pompiste de la station du supermarché auquel elles demandent d'emprunter l'essence une bouteille de limonade vient de clore sa caisse. Il refuse de les servir.

Le projet d'incendie est reporté au lendemain. Les deux filles se séparent. Mais la plus jeune rencontre son compagnon, un marginal de vingt et un ans. « On a fait une connerie, viens voir », lui dit-elle. Voyant l'adolescente qui gémit et implore son secours, le garçon panique et repart avec sa compagne, ce qui lui a valu mercredi une mise en examen pour « non-assistance à personne en danger ». Il a été laissé en liberté.

« Comme il n'a pas refermé la porte, elle a réussi à gravir seule l'esca-

lier, sortir et ramper à travers le jardin jusqu'à la rue, à soixante mètres », explique Jean-François Porietti. Le voisin qui a vu le corps sur la chaussée a d'abord cru à un accident. Le soir même, les gendarmes n'ont pas pu auditionner la blessée. Lundi, aux urgences pédiatriques, ils ont obtenu les noms des deux tortionnaires. Arrêtées, celles-ci ont affronté l'interrogatoire avec calme, la plus âgée avouant juste sa « honte » devant les photos prises par les enquêteurs.

La piste de la « rivalité amoureuse » est envisagée. Un garçon, scolarisé dans le même établissement que les deux filles, avait auparavant demandé à la meneuse le numéro de portable de sa copine « si belle ».

Le parquet envisage aussi un acte satanique. « Lorsqu'elle avait onze ans, la plus jeune, qui a déjà effectué des fugues et a été suivie sur le plan psychologique, a profané des cimetières avec une bande de skinheads, révèle Jean-François Porietti. En outre, l'une d'elles a fait allusion à *Scream* et l'un des gendarmes croit que le couteau employé ressemble à celui du film... » D'où l'autre grande question posée par la présence du couteau de boucher dans le sac de la principale protagoniste: y a-t-il eu préméditation ?

Jean-Pierre Tenoux

Un vigile d'hypermarché dans un état critique après une agression

Manifestation de soutien mercredi à Saint-Herblain

DIX PERSONNES étaient toujours en garde à vue, jeudi 21 mars, en début de matinée, après l'agression d'un vigile de l'hypermarché de Saint-Herblain (Loire-Atlantique). Neuf jeunes gens ont été interpellés, dont plusieurs mineurs, et une dixième personne s'est constitué prisonnier. Grièvement blessée, la victime était toujours, jeudi, dans un état stationnaire, selon la direction de l'hypermarché. Le vigile, âgé de trente ans, a été plongé lundi dans un coma artificiel. Plus de 50 % de la surface de son corps est brûlée et il souffre de multiples fractures. Il a été opéré, mercredi 20 mars, et les médecins réservent leur pronostic. Son épouse doit accoucher dans un mois.

PERSONNES ENCAGOULÉES

L'agression a eu lieu lundi 18 mars au soir, peu avant la fermeture de l'hypermarché. Selon une source judiciaire, un groupe d'une dizaine de personnes encagoulées, gantées et armées de battes de baseball ont fait irruption dans le local des vigiles situé près des caisses du magasin. Plusieurs cocktails Molotov ont, selon cette même source, été lancés, provoquant un départ de feu sur le sol. Muni d'un extincteur, un vigile qui a tenté d'éteindre seul l'incendie a glissé sur le sol. Trois ou quatre membres du groupe d'agresseurs se seraient alors

jetés sur lui en le rouant de coups avec des battes de base-ball. L'un d'entre eux a ensuite jeté un cocktail Molotov près du vigile à terre. Ses vêtements ont pris feu et les assaillants se sont enfuis à pied.

L'enquête des policiers du commissariat de Nantes a rapidement fait le rapprochement avec d'autres incidents qui ont visé les 18 vigiles de l'hypermarché. Le 8 mars, une vive altercation avait opposé les agents de sécurité, qui travaillent par groupes de cinq, à deux clients qui réclamaient en vain le remboursement de certains achats. Trois jours plus tard, un homme armé était venu menacer un vigile, avant d'être finalement maîtrisé. C'est à partir de ces éléments que les policiers ont procédé à une série de neuf interpellations, mercredi, dans le cadre de l'enquête en flagrance diligentée par le procureur de la République de Nantes, Pierre Foerst.

Mercredi matin, une manifestation rassemblant le personnel de l'hypermarché et des habitants du quartier – environ 400 personnes – a été organisée sur le lieu de l'agression pour dénoncer l'attaque et la violence en général. Une cellule d'assistance psychologique a été mise en place pour les employés de l'hypermarché. Des gendarmes ont pris position pour assurer la sécurité.

Pascal Ceaux

L'un des frères Jourdain met en scène des « aveux » et charge un inconnu



COUR D'ASSISES
DU NORD
3^e jour d'audience
en appel

DOUAI

de notre envoyée spéciale

Jean-Michel Jourdain semble avoir soigneusement mis en scène ses « aveux » au troisième jour d'audience de son procès en appel devant la cour d'assises du Nord à Douai. Dès l'ouverture de l'audience, mercredi 20 mars, à 9 h 30, il admet avoir « embarqué » à bord de son fourgon les quatre jeunes filles que l'on retrouvera enterrées, dix jours plus tard, au sommet d'une dune sur la plage de Sainte-Cécile près de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). C'est la première fois que le cadet des frères Jourdain concède ce genre d'aveu.

En première instance, en octobre 2000, devant la cour d'assises du Pas-de-Calais où il avait été condamné avec son frère Jean-Louis à la réclusion criminelle à perpétuité pour le viol et l'assassinat de quatre jeunes filles, il avait toujours nié avoir croisé le chemin des victimes. Après une suspension d'audience, à la demande de son avocat, il se lève à nouveau, prend le micro et raconte : « Ce soir-là, j'ai rencontré un copain qui m'a demandé où il pouvait garer son camping-car pour être tranquille. Je lui ai indiqué le camping Saint-Gabriel sur la plage de Sainte-Cécile. Et puis il m'a demandé si je pouvais

lui trouver une fille pour la nuit, je lui ai dit que ça serait facile un soir de carnaval... » Jean-Michel Jourdain raconte alors comment, avec son frère Jean-Louis, ils ont pris en charge les quatre jeunes filles qui marchaient sur le bord de la route, entre Le Portel et Equihen. « On les a amenées jusqu'à la plage de Sainte-Cécile, et une par une je les ai conduites jusqu'au camping-car... Après avoir amené la quatrième, mon copain m'a dit, une des filles est morte involontairement, on a dû éliminer les trois autres... »

Le président, Jean-Paul Beulque, s'étonne : « Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler ? Et il arrive comme ça, le troisième homme ? » Et Jean-Michel Jourdain lâche alors, en baissant la tête : « En fait, ils étaient six ! »

« VOUS ÊTES UN RABATTEUR... »

Une rumeur monte du public, et au premier rang les deux mères des victimes poussent un soupir de désolation. Le président insiste : « Comment il s'appelait, votre copain du camping-car ? » Jean-Michel Jourdain refuse de divulguer le nom du seul homme qu'il admet connaître sur les six, il dit avoir donné sa parole qu'il ne parlerait jamais. L'avocat général, Luc Frémot, s'insurge : « Je suis horrifié devant ce que vous osez dire aujourd'hui devant les familles des victimes ! » Laure Lamotte et Marie-Josée Merlin, les mères des jeunes filles, attendaient autre chose. « Si ça ne nous touchait pas d'aussi près, ça porterait à rire parce qu'il nous dit vraiment n'importe quoi », constate amèrement M^{me} Lamotte. « Il a

attendu cinq ans pour nous dire ça, ce n'était pas la peine de faire appel ! », renchérit M^{me} Merlin. Jean-Louis, l'aîné des Jourdain, ne se souvient pas des six hommes dont parle son frère. Il maintient qu'il est resté dans le blockhaus, au pied de la dune où ont été enterrés les corps des victimes. Il se rappelle juste que « les filles avaient peur dans le fourgon. L'une d'elles pleurait, une autre a essayé d'ouvrir la porte pour sortir. »

Appelée à la barre pour parler de ses filles, la tutrice d'Isabelle et Audrey Rufin se tourne vers le box et interpelle directement les accusés : « Comportez-vous en hommes pour une fois dans votre vie, supplie Laure Lamotte, et dites-nous ce qui s'est réellement passé ce soir-là. » Jean-Louis bredouille qu'il a « seulement violé une fille avec un doigt », son frère s'excuse et ajoute aussitôt : « Ce qui s'est passé, je l'ai dit tout à l'heure, et les six hommes, ils existent vraiment. » M^{me} Lamotte secoue la tête, désabusée : « Mais alors vous êtes un rabatteur... » Il reste huit jours d'audience avant le verdict, les deux « Mères Courage » ne désespèrent pas de découvrir enfin comment sont mortes leurs filles. L'avocat de Jean-Michel Jourdain, M^{me} Antoine Deguines, qui se déclare lui-même surpris par les « aveux » de son client, ne désespère pas d'en apprendre davantage. C'est la première fois que Jean-Michel consent enfin à donner un début d'explication, « une thèse qui en vaut une autre », déclare M^{me} Deguines.

Claire Mesureur

Disparues de l'Yonne : légendes et vérités sur le gendarme Jambert

Un rapport de la gendarmerie revient sur le parcours de cet adjudant-chef qui avait traqué Emile Louis

C'EST LE RETOUR du gendarme Jambert, le tombeur posthume d'Emile Louis, avec son képi, sa mèche carrée et sa mallette jaune. Vaillant défenseur de la pupille et de l'orpheline, orphelin lui-même, comme Emile Louis, le gendarme est le premier à avoir accumulé de noirs soupçons sur le chauffeur de bus dans l'affaire des disparues de l'Yonne et il est devenu, vingt ans plus tard, une véritable icône. Un rapport de l'inspection technique de la gendarmerie du 25 mai 2001, révélé mercredi 20 mars par *Libération*, est venu mettre un peu d'ordre dans la légende et lever un coin du mystère.

L'adjudant-chef Christian Jambert a dirigé la quasi-totalité des enquêtes sur les disparues de l'Yonne de 1979 à 1987, mais ce n'était pas l'essentiel de son travail. « Ce sous-officier était très pugnace sur toutes les affaires », écrivent les inspecteurs, il a emporté bien des succès judiciaires grâce à sa connaissance intime du milieu auxerrois, à son engagement très au-delà de ses obligations professionnelles, à son instinct de pisteur, à son goût du recueil et du rapprochement du renseignement dans tous les domaines. » L'adjudant n'a jamais lâché Emile Louis parce qu'il « vénérât » la Ddass, qu'il avait « l'intime conviction qu'il avait affaire à un per-

vers sexuel dangereux », et qu'il était, écrivent pompeusement les inspecteurs, « un serviteur du droit, de la justice et de la gendarmerie » bien que ses pratiques « se soient parfois écartées de la doctrine ».

Christian Jambert, dans ses moments perdus, allait fouiller les bois ou les lieux de pêche d'Emile Louis. Son suspect apparait d'ailleurs des dizaines de fois dans les procédures depuis 1960, et c'est l'acquis principal de ce rapport : le gendarme Jambert avait transmis le 24 avril 1984 au juge d'instruction Jacques Bourguignon une liste de six disparues, avant même que son propre rapport s'égaré au parquet. Le juge n'en a rien fait.

« UN ÉLECTRON LIBRE »

Mais contrairement à la légende, Jambert n'a pas passé le reste de son âge à traquer Emile Louis jusque dans le Var. En 1987, il est muté dans la Nièvre, revient le week-end à Auxerre, mais le cœur n'y est plus. Il achète la caravane d'un collègue, qui va toujours en vacances dans un camping du Var, et notre gendarme passe l'été à lire et à faire du vélo sans plus se préoccuper d'Emile Louis, qui court derrière les petites filles à 50 kilomètres de là. Christian Jambert n'était pas si seul. « Les témoins



s'accordent sur le caractère très ouvert et la volubilité de l'adjudant-chef », notent les inspecteurs, et s'il « traquait le renseignement en solitaire », il racontait tout à ses collègues. Pas à ses supérieurs. Le gendarme furète dans les endroits louches, inquiète « à juste titre » le commandement, qui le considère comme « un électron libre incommandable ». L'un de ses patrons, de 1981 à 1983, est tenu au courant parce qu'il a gagné la confiance de Christian Jambert « au moyen d'une approche psychopédagogique », notent les inspecteurs.

Son successeur est moins psychopédagogue : Jambert et ses collègues « en étaient arrivés à

chercher » leurs enquêtes aux officiers, qui ne savaient quasiment rien des disparues. De guerre lasse, le gendarme Jambert demande sa mutation en 1987 pour « raisons familiales personnelles ». En fait, il est écoeuré par ses chefs.

Le 4 août 1997, le gendarme Jambert se tire une balle dans la tête. Apparemment pas, selon le rapport, à la veille d'une convocation du juge sur les disparues. Mais pour un tas de raisons, que parcourront brièvement les inspecteurs : il avait « des informations médicales inquiétantes » dès 1995, lors de sa première tentative de suicide, et « se sentait très diminué ». Il avait une sale note qui l'écartait des candidats au grade de major et avait été traité d'« incompetent », ce qui l'avait achevé. Il s'était endetté pour acheter un pavillon pour sa compagne, qui a rompu en 1994 après plus de dix ans de vie commune. « Abandonné sur le plan affectif et déchou professionnellement, l'adjudant-chef Jambert a abordé la retraite dans les pires conditions de solitude et de désespoir », notent les inspecteurs en guise d'épithète. Les affaires relatives aux disparitions de pupilles de la Ddass n'ont aucune place dans ces motifs. »

Franck Johannès

Non-lieu pour Bernard Tapie dans l'affaire des faux tableaux

LA JUGE D'INSTRUCTION Eva Joly a signé une ordonnance de non-lieu, lundi 18 mars, concernant la mise en examen de Bernard Tapie pour « tentative d'escroquerie » contre le Crédit lyonnais, suivant ainsi les réquisitions du parquet. L'ancien ministre était soupçonné d'avoir inclus, à l'insu de la banque, trois fausses toiles de maîtres parmi le mobilier apporté en garantie au Crédit lyonnais dans le cadre d'un protocole signé en mars 1994 visant à organiser la rupture de leurs relations. Mis en examen en octobre 1998 (*Le Monde* du 16 octobre 1998), Bernard Tapie a toujours nié avoir voulu abuser ses banquiers grâce à ces tableaux, assurant les avoir toujours présentés comme des imitations. La justice a estimé qu'« il n'existe pas de charges suffisantes contre quiconque d'avoir commis les faits de détournement d'objet saisi, de tentative d'escroquerie, de complicité et de recel de ces délits ».

Bernard Tapie est toujours mis en examen pour « banqueroute par détournement d'actifs » par la juge Joly, dans le principal volet du différend avec le Crédit Lyonnais.

A Béziers, un buraliste tue le voleur de la voiture de son fils

UN JEUNE HOMME de 25 ans a été tué à Béziers (Hérault) d'un coup de fusil tiré dans le dos par un buraliste, dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mars, alors qu'il tentait de voler la voiture du fils de ce dernier. Le buraliste, Didier Bayle, âgé de 51 ans, a été placé en garde à vue. Selon le parquet de Béziers, la qualification d'homicide volontaire « semble devoir être retenue » à son encontre : le commerçant est soupçonné d'avoir tiré depuis la fenêtre de son domicile, au premier étage, une cartouche de chevrotine sur Jérémy Garcia, 25 ans, touché alors qu'il prenait la fuite.

Connu comme un délinquant multirécidiviste et originaire du quartier sensible de la Devèze, Jérémy Garcia était en train de voler la voiture du fils de M. Bayle en compagnie d'un complice quand une voisine a donné l'alerte. Le frère du propriétaire de la voiture, ainsi que sa mère, étaient immédiatement sortis pour chasser les deux jeunes gens du véhicule dans lequel ils s'étaient introduits. Jérémy Garcia est mort dans la rue quelques instants plus tard. Son complice, âgé de 15 ans, a été libéré après son audition.

Des initiatives pour le contrôle parental sur le Net

EN PRÉAMBULE à la cinquième Fête de l'Internet, prévue du 22 au 24 mars, Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées, a annoncé la mise à disposition, avant la fin du mois, d'un logiciel de contrôle parental gratuit, téléchargeable sur le site du ministère délégué à la famille (www.famille-enfance.gouv.fr) pour restreindre l'accès au net en fonction du contenu et de la valeur éducative.

De son côté, la Commission nationale pour l'informatique et les libertés (CNIL) lance une campagne de sensibilisation avec le réseau Educnet de l'éducation nationale pour informer les parents, les jeunes et les enseignants sur la protection des données personnelles.

DÉPÊCHE

■ **PERQUISITION** : la villa de l'homme d'affaires suisse d'origine saoudienne Yeslam Ben Laden, demi-frère d'Oussama Ben Laden, a été perquisitionnée mercredi 20 mars à Cannes (Alpes-Maritimes) pendant plus de cinq heures, dans le cadre d'une enquête pour blanchiment, instruite par le juge financier Renaud Van Ruymbeke. Au terme de cette perquisition de « La Bergerie » – une propriété de 7 000 m² située dans le quartier de la Californie, surnommé la « colline des milliardaires », à Cannes –, six gendarmes de la brigade de recherches départementales (BRD) de Nice et Cannes ont emporté un carton rempli de documents personnels et comptables. Trois des frères Ben Laden, dont Yeslam, s'étaient retrouvés à Cannes peu après les attentats du 11 septembre pour y tenir une réunion.

Le nouvel âge du tourisme de mémoire

L'Etat et les collectivités locales prennent le relais des anciens combattants pour faire vivre les lieux consacrés au souvenir des guerres. Un « chemin de mémoire » à travers la France va être créé. Parallèlement, des musées comme le Mémorial de Caen élargissent leurs activités

DE LIEUX de commémoration aux « Morts pour la France », les grands sites des guerres sont en train de devenir les étapes d'un tourisme, baptisé « de mémoire ». Chaque année, des milliers de visiteurs viennent découvrir les champs de bataille, les monuments, les stèles ou les casemates qui subsistent des conflits de 1870, 1914 et 1940. Mais les générations qui y ont participé et qui ont longtemps contribué à entretenir ce patrimoine s'éteignent peu à peu. Du coup, Etat et collectivités locales essaient de prendre le relais.

La direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), qui dépend du ministère de la défense, a élaboré un plan à dix ans de valorisation de ce patrimoine. « Un réseau s'appuyant sur différents lieux (stèles, nécropoles, citadelles, musées) sera constitué pour retracer au travers de « Chemins de mémoire » les grandes batailles que la France a dû livrer pour conserver sa liberté. Tout en participant au développement économique des régions concernées, il s'agit aussi de contribuer au devoir

de mémoire, à la sensibilisation des jeunes générations aux valeurs citoyennes et au renforcement du lien armée-nation », explique François Cavaignac, chargé de mission à la DMPA.

Les plages du débarquement de juin 1944 et Verdun sont parmi les lieux les plus visités. Chaque année, près de 500 000 personnes se rendent à l'ossuaire de Douaumont, dans la citadelle souterraine ou dans les forts de Douaumont et de Vaux. A Rethondes (Oise), ce sont quelque 120 000 curieux, dont plus de la moitié d'étrangers, qui viennent voir la réplique du wagon où furent signés les armistices de novembre 1918 et de juin 1940.

VIDÉOS SUR LA LIGNE MAGINOT

Le 11 juillet, un autre lieu symbolique va être rouvert au public. Il s'agit du Simserhof, un des plus grands ouvrages de la ligne Maginot, ensemble de fortifications édifié entre les deux guerres mondiales. L'ancien musée a été repensé. Les visites guidées et plutôt savantes organisées jadis dans ce gros

fort vont laisser la place à un « parcours spectacle » cheminant en wagonnets sonorisés et à 30 mètres sous terre avec projections de vidéos, effets spéciaux, cinéma et cafétéria. « Nous assumons sans complexe l'idée d'un produit touristique à la fois ludique et intelligent », annonce Christian Schnell, chef de ce projet d'un montant de 7 millions d'euros. Le conseil général de la Moselle apporte 5,18 millions, la Commission européenne 7 millions, la région Lorraine et l'Etat 910 000 euros chacun. La maîtrise d'ou-

vrage a été déléguée à la ville de Bitche, l'ensemble devant être exploité à terme par une régie intercommunale regroupant quatorze communes.

Le site devra séduire 80 000 visiteurs par an pour équilibrer ses comptes. Pour atteindre leur objectif, les auteurs du projet souhaitent coupler la visite de l'ouvrage avec celle de la citadelle toute proche, édiflée au XVII^e siècle par Vauban, qui attire près de 80 000 personnes chaque saison.

Dans le réseau associatif, tenu à l'écart jusqu'ici, certains ironisent

sur cette « disneylandisation » du patrimoine historique. Le département de la Moselle ambitionne aussi de créer, d'ici à 2005-2007, un Musée de la guerre de 1870 à Gravelotte. Avant le désastre de la bataille de Sedan, l'armée française y subit sa première défaite, d'où naquit l'expression « Il pleut comme à Gravelotte »...

« POINTS D'APPUI »

Tous ces lieux constituent quelques-uns des « points d'appui » de ce tourisme de mémoire, dont les chemins sillonnent le pays. Compte tenu des périodes choisies – 1870-1871, 1914-1918 et 1939-1945 –, les régions du Nord et de l'Est sont évidemment les plus concernées. Même si des thèmes tels que les fortifications de Vauban, les filières d'évasion ou la Résistance et peut-être plus tard la conscription, les camps d'internement ou la présence française outre-mer permettront une diversification géographique.

L'estimation faite par la DMPA aboutit à 80 ou 85 « points d'appui » sur le territoire français

mais aussi dans quelques pays limitrophes, comme la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et l'Italie, qui ont été mêlés à ces conflits.

Il reste à associer les collectivités locales à cette politique. Comme souvent, la participation financière de l'Etat est symbolique et tardive. L'essentiel de l'effort doit venir des communes, départements et régions intéressés. Or celles-ci ont quelquefois déjà pris des initiatives et certains sites sont déjà intégrés à d'autres circuits. C'est le cas de l'Association du Mémorial de la clairière de l'Armistice à Rethondes, qui fait partie de l'Association internationale des sites de la Grande Guerre. Située sur le territoire de Compiègne, la clairière a pris le nom de Rethondes, village de la gare où se croisèrent les trains et de l'église dans laquelle le maréchal Foch et le général Weygand allèrent se recueillir avant la signature de l'armistice de 1918.

Certaines régions sont moins empressées de faire découvrir leurs lieux de mémoire. C'est par exemple le cas du Languedoc-Roussillon, où le camp d'internement de Rieucros (Pyrénées-Orientales), construit en 1940 et où furent successivement détenus des républicains espagnols, des Allemands après la Libération, puis des harkis au lendemain de la guerre d'Algérie, ne peut guère être envisagé comme argument promotionnel...

A l'inverse, certains des lieux de ce circuit de la mémoire s'emploient à élargir leur apport. Ainsi l'Historial de Péronne (Somme), au-delà de la guerre 14-18, mène pour ses 80 000 à 85 000 visiteurs annuels une réflexion sur « la violence de guerre » en général, avec des expositions sur le conflit de Bosnie ou des tapis afghans, tandis qu'en Normandie le Mémorial de Caen accueille depuis jeudi 21 mars des armements témoins de la guerre froide.

Françoise Chirot
avec Nicolas Bastuck à Metz

Jean-Jacques Lerosier

Le Mémorial de Caen : du débarquement à la chute du mur de Berlin

CAEN

de notre correspondant

« La douleur m'a brisée, la fraternité m'a relevée, de ma blessure a jailli un fleuve de liberté. » Inscrite au fronton de l'immense bâtisse blanche, cette phrase anonyme symbolise le Mémorial de Caen, inauguré le 6 juin 1988 par François Mitterrand. Une cassure dans la façade en pierre de Caen marque l'entrée du Mémorial, fréquenté chaque année par quelque 420 000 personnes, dont la moitié a moins de 20 ans. Les nouveaux espaces ouverts au public, jeudi 21 mars, dessinés par le même architecte caennais, Jacques Millet, prennent la forme d'un vaisseau spatial.

La première partie du parcours raconte la seconde guerre mondiale et l'enchaînement des événements qui l'ont précédée. A quelques dizaines de kilomètres des plages où ont débarqué 350 000 hommes en juin 1944, le visiteur découvre la France des années noires, le jour J, la bataille de Normandie.

« Nous ne pouvions pas en rester là, explique Jacques Belin, directeur du Mémorial. Visionnaire et père du projet, Jean-Marie Girault, qui fut pendant trente ans maire de Caen, jusqu'en 2001, voulait un lieu où le visiteur réfléchisse sur la paix, les droits de l'homme, la liberté. Nous y sommes. » Une raison économique a aussi contribué au choix de l'extension de ce lieu de mémoire : le temps de visite du Mémorial va passer d'une demi-journée à une journée et 120 000 entrées supplémentaires sont attendues chaque année.

LINCOLN CONTRE TRABANT

Le trait d'union entre les deux espaces s'effectue par la galerie des villes détruites. Après la guerre (*warfare*), place au bien-être (*welfare*). Lincoln contre Trabant : de chaque côté d'un couloir central, deux voitures emblématiques de l'Ouest et de l'Est déversent de leurs coffres des objets usuels des années 1950 et 1960, du pop-corn à la carte du Parti communiste. Plus loin, des mouve-

ments de poulies symbolisent l'engrenage des dates qui conduit à la terreur nucléaire. Cuba, 27 octobre 1962, un U-2, avion-espion américain, est abattu par un missile soviétique. « Nous avions appris que le musée de la Révolution, à La Havane, conservait trois morceaux de l'aileron gauche de cet avion dans ses réserves », raconte Claude Quétel, directeur scientifique du Mémorial de Caen. C'est bien évidemment ce qu'il nous fallait pour évoquer la crise des missiles de Cuba, qui a failli déclencher la troisième guerre mondiale. »

Une bombe H, venue du National Atomic Museum d'Albuquerque (Nouveau-Mexique), un avion de chasse soviétique Mig 21, le carnet du goulag d'Alexandre Ginzburg, complètent la panoplie des quelque 900 objets récupérés à travers le monde. « Chaque objet montré, dit Zette Cazalas, est important, primordial, suffisant pour désigner un faisceau de signes. »

La muséographe a mis en scène le monde à l'heure de la guerre froide. Un monde qui

s'effondre un jour de novembre 1989 avec la chute du mur de Berlin. « Daniel Boulogne, un entrepreneur de peinture, poursuit M. Quétel, avait eu l'idée d'offrir à de jeunes Allemands de l'Est des pots de peinture pour décorer le mur. Ils avaient peint des lapins, symbole des fuyards vers l'Ouest. Par hasard, il a pu récupérer quatre pans du mur de Berlin sur lesquels étaient peints des lapins. Il nous les a offerts. »

Les pans du mur de Berlin ouvrent les portes d'un monde nouveau et d'un espace plus conceptuel. Six kiosques exposent différentes attitudes et pensées pour envisager la paix. Le Philosophe – une voix de femme – échange avec le Sceptique – une voix d'homme. Le Mémorial de Caen nourrit de grandes ambitions. Il ne raconte plus seulement l'histoire d'une immense bataille, il a doublé son espace et adopté un nouveau slogan : « L'histoire pour comprendre le monde. »

Le transfert au Panthéon des cendres d'Alexandre Dumas contesté

Le maire de Villers-Cotterêts, sa ville natale, souhaite garder « une relique » du maître

JACQUES CHIRAC a annoncé, mardi 19 mars, le transfert des cendres d'Alexandre Dumas au Panthéon, en visitant l'exposition Hugo de la Bibliothèque nationale de France. Lionel Jospin y est aussi favorable. L'annonce de cet hommage rendu au célèbre écrivain devrait réjouir tout le monde, sauf les irréductibles de la petite ville de Villers-Cotterêts (Aisne) : c'est là qu'est né et qu'est enterré l'auteur des *Trois Mousquetaires*.

Depuis un an, la résistance s'organise. Une pétition lancée en juillet 2001 par la société des Trois Dumas et du Vieux Villers, une association locale, a recueilli en un mois 1 200 signatures. Une autre

association, Villers sans frontière, revendique 1 400 soutiens. Le 7 mars, le conseil municipal a voté à l'unanimité un vœu pour intentionner une action en justice, en raison du préjudice dû à la perte de ce patrimoine. Le maire, Renaud Bellière (UDF), a chargé également un avocat spécialisé, M^r Arnaud Lyon-Caen, de contrer juridiquement le projet.

Spécialistes et amateurs cherchent des phrases où l'écrivain souligne son désir de demeurer près des corps de ses parents, dans un lieu qu'il avait tant célébré et aimé. Michèle Thiébaud, vice-présidente de l'association des Trois Dumas, voit dans le projet de transfert

« une trahison » : selon elle, Alexandre Dumas, mort le 5 décembre 1870 à Puy, en Seine-Maritime, souhaitait être inhumé à Villers-Cotterêts. C'est là que son propre fils avait choisi de déposer sa sépulture en 1872, dans une terre libérée de la présence de l'occupant.

Mais rien d'assez convaincant n'a été trouvé. Alors, en dernier recours, M. Bellière va étudier les moyens de conserver sur place, « une relique », des ossements de l'écrivain pour que le lien avec Villers-Cotterêts demeure. Car ici, en bordure de la forêt de Retz, Alexandre Dumas est plus qu'un saint. C'est une référence locale, un homme du pays, avec ses excès, sa truculence. Dans une région labourée par les guerres, les invasions, Villers-Cotterêts ne veut plus se sentir malmenée. Bien des habitants n'ont pas oublié que pendant la seconde guerre mondiale, les Allemands avaient enlevé et fondu la statue de bronze de Dumas due à Carrier-Belleuse, un élève de Rodin.

Didier Decoin, président de la société des Amis d'Alexandre Dumas, veut organiser un hommage spectaculaire, avec remontée de la Seine en bateau et une halte pour qu'Alexandre Dumas passe une dernière nuit dans son château

de Monte-Cristo, près de Port-Marly (Yvelines) qu'il avait dû vendre, sous le poids des dettes. La cérémonie aura sans doute lieu fin octobre et sera retransmise à la télévision. Reste que pour François Angot, président de la société des Trois Dumas, l'écrivain de Villers-Cotterêts était d'abord un homme de bois, pas le prochain client attendu d'une grande urne officielle.

Thierry de Lestang-Parade

DÉPÊCHES

■ **AGRICULTURE** : « L'agriculture biologique regroupe 10 400 exploitations et couvre 420 000 hectares, elle est sortie de la marginalité et connaît un développement régulier », a déclaré, mercredi 20 mars à Poitiers, François Patriat, ministre de l'Agriculture et de la pêche, à l'occasion de l'Assemblée générale de la Fédération de l'agriculture biologique. Le ministre a notamment incité les agriculteurs à veiller à « la bonne organisation de la filière bio ».

■ **TRANSPORTS** : le tunnel du Mont-Blanc sera à nouveau fermé à la circulation pour travaux les nuits des 25, 26 et 27 mars, a indiqué, mercredi, l'exploitant du tunnel, qui précise que d'autres fermetures « devraient intervenir sur huit semaines jusqu'à la fin de mai 2002 ».

■ **GUYANE** : environ la moitié des 51 salariés de la Société maritime industrielle de Guyane (Somarig) empêchent, depuis une semaine, le chargement des conteneurs dans le port de commerce guyanais de Dégrad-des-Cannes, à l'appel de leur syndicat, l'Union des travailleurs guyanais. Ils réclament des augmentations de salaires.

CULTURE

Publicités

EN

RÉGIONS

04 78 37 46 30

THEATRE LES ATELIERS

4 mars au 4 avril 2002

Nina, c'est autre chose

Michel Vinaver

Gilles Chavassteux

5 rue Petit David 69002 Lyon

www.theatrelesateliers.com

Maison d'Izieu

Institut National des Sciences Appliquées

cycle de conférences

Savoir, c'est aussi se souvenir

Robert BOBER

lundi 25 mars - 20h30

INSA

Bât. et amph. Eugène Freyssinet

20 av. A. Einstein - Villeurbanne

Entrée libre - tél : 04 79 87 21 05

L'impressionnisme

DIDOTHEQUE A COLONNADES

de paringer

121, rue du Chevre-Midi

75006 Paris - tél : 01 42 22 22 08

COLOMIERS

HAUTE-GARONNE MIDI-PYRÉNÉES

QUATRIÈME BIENNALE

MUSIQUES IBERIQUES

DU 25 AU 31 MARS 2002

RENSEIGNEMENTS / RESERVATIONS :

05 34 55 23 00

Reas. publicité : 01.42.17.39.65

L'hebdomadaire des initiatives citoyennes

CETTE SEMAINE

PROCHE-ORIENT

Une semaine décisive

POLITIQUE

Besancenot :

« Nos vies avant leurs profits »

LIVRES

Essais politiques à foison

IDÉES

Le discours publicitaire vu par Quessada

www.politis.fr

CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75 €

Politis, 2,75 €

PROCHE-ORIENT Une semaine décisive

POLITIQUE Besancenot : « Nos vies avant leurs profits »

LIVRES Essais politiques à foison

IDÉES Le discours publicitaire vu par Quessada

Action

Les dix plaies de la démocratie

Toutes les raisons qui conduisent une partie importante de l'opinion à se désintéresser de l'élection présidentielle.



Jamal Mahjoub.



Henri Lopes.



Dany Laferrière.



Kossi Efovi.

ENTRE l'Hôtel de l'Amitié, énorme bâtisse de béton de plus de dix étages érigée au temps de la guerre froide avec l'aide du président égyptien Nasser, vieux style soviétique,

longs couloirs, hall de marbre, piscine et golf à palmiers, vue sur le fleuve Niger, et le Centre culturel français, modeste bâtiment à mezzanine de fer, décoré pour la circonstance d'un plafond de marionnettes baroques, guignols à tronches animales et boules couleurs de fête, Bamako, capitale du Mali, arbore fièvres et stigmates. Vendeuses de mangues et de bananes le long des grandes artères où règne une intense circulation dans une atmosphère bon enfant et dans l'ignorance du code de la route, murs peints aux effigies des joueurs-phares de la toute récente Coupe d'Afrique de football, ronds-points au milieu desquels trônent des monuments édifiants ou de gigantesques structures reproduisant les rubans rouges qui symbolisent la lutte contre le sida, poussoirs de diables surchargés, centres de vaccination, étalages de matelas, points de vente de perroquets.

Vers la gauche, on rejoint le marché, gigantesque dédale de ruelles, marché aux puces de fringues, tongs, viandes, épicerie, drogueries, pièces détachées, radios, le carrefour de l'objet utilitaire qualité minimale, posé à même la terre rouge et le nid-de-poule, à deux pas du fossé où les ordures ménagères crouissent avec les eaux usées. Vers la droite, on pourra longer le casino, apercevoir des tours exotiques abritant des banques, rejoindre le Santoro, cette oasis qu'est le restaurant créé par l'ancienne ministre de la culture, Aminata Traoré, où l'on mange pimanté au milieu des objets d'art et pièces d'artisanat local. Les moins aventureux font les trajets en taxi, vieilles R12 aux carcasses rouillées. Le Centre culturel français, dirigé par Yves de La Croix, a accueilli en février, pour la deuxième fois, le festival Etonnants voyageurs-Afrique de Bamako créé par Moussa Konaté, écrivain, essayiste et directeur des Editions du Figuier, essentiellement vouées à la littérature pour la jeunesse. « Je veux bien qu'ici soit la terre de l'oralité, que notre oralité véhicule un savoir, mais je suis sûr que cette oralité ne véhicule pas un savoir moderne, dit Moussa Konaté. Je tenais à décentraliser l'événement (à Mopti, Koulikouro...). Faire en sorte que cette manifestation soit essentiellement destinée au développement de notre pays. »

On retrouve le même raisonnement chez Ibrahim Aya, créateur de la Jeune société du savoir, et qui, lors de la Ta Baski (la Fête du mouton), nous invite chez lui avec Achille N'Goye, auteur de polars zairois, et Papa Diop, universitaire d'origine sénégalaise, à 13 km de Bamako, dans un village surnommé « le Petit Paris », parce que des soninks de la capitale française y ont construit des maisons. En dégustant le toukas, la spécialité de Tombouctou, non loin d'un gamin qui arbore un maillot du Paris - Saint-Germain, Ibrahim explique que, dans ce pays, la « communication indirecte » (transmise par le maître, les parents, le griot, les produits esthétiques ou culinaires, les supports culturels ou proverbes, contes, chants...) a atteint ses limites. « D'une part, la parole a perdu sa sacralité, on n'est plus sûr que le message est fiable, donc que le message est fidèle. Le destinataire comme le destinataire réclament un échange direct. D'autre part, ce mode de transmission n'est plus à la hauteur de nos besoins de savoir. D'où la nécessité d'un développement de l'écrit. Pour renouveler les genres de la littérature orale, rechercher dans le livre l'équilibre entre le langage oral et le langage écrit. Aider, aussi, la femme à améliorer sa situation en communiquant directement avec un mari absent, sans intermédiaires. Sinon les moyens économiques mis à sa disposition ne seront utiles qu'à mieux sucrer la bouillie-au-coucher ou à fortifier le cocktail de parfums woussoulans. »

D'emblée, le festival de Bamako est de-

ÉCRIVAINS D'AFRIQUE

Le festival Etonnants voyageurs qui s'est tenu en février à Bamako a donné carte blanche aux écrivains du continent noir. Propos vifs et magie des mots



Lyonel Trouillot.



Abdourahman Waberi.

EN LIBERTÉ

venu un lieu de débats et d'échanges féconds. S'y retrouvent le Béninois Florent Couao-Zotti, traqueur de déraisons (éd. Le Serpent à plumes), et le Tchadien Kouly Lamko, porte-parole des sans-voix (éd. Lansman). Alain Mabanckou, dont le nouveau roman, *Les Petits-Fils nègres de Vercingétorix*, retrace les affres de l'après-colonisation au Congo (Le Serpent à plumes), et le Tunisien Tahar Bekri, poète des douleurs de l'exil (L'Harmattan). La Mauricienne Ananda Devi attachée aux dérivées féminines (Gallimard), le Malgache Jean-Luc Raharima-

et pousse-pousseurs de rien » lancés « à corps perdu dans les joutes verbales », pourrait dire Waberi. La plupart s'insurgent contre les étiquettes que l'on veut à tout prix leur coller, les ancêtres qu'on leur impose, les traditions qu'ils sont censés respecter, les cases dans lesquelles ils sont fichés.

Pour saper (avec humour) les discours convenus sur les avatars des « identités variables » de l'écrivain, africain, ou congolais, ou métis, ou francophone, Henri Lopes, ancien ministre et fonctionnaire de l'Unesco, auteur du *Pleurer-rire*, du *Lys* et le

duire, par exemple, à considérer que celui qui est de l'autre côté de la rivière, pourvu d'un tatouage inconnu, issu d'une tribu éloignée... est un ennemi. Donc je dois dépasser cette communauté familiale pour aller vers une communauté des esprits, et j'adopte une identité internationale. C'est-à-dire que je me considère aussi héritier de ce qu'ont écrit Confucius, Flaubert ou Aragon, ceux dont l'œuvre m'inspire. C'est dans ce réseau international que j'échappe aux préjugés inhérents à mon identité originelle. Mais à cette identité internationale j'ajoute l'identité personnelle, essentielle à tout créateur, particulièrement à tout créateur africain. »

Au Congolais Daniel Biyaoula, très attaché à l'héritage commun dont Césaire ou Senghor ont été les phares (Présence africaine), répondent l'Antillaise Gisèle Pineau, hantée par ces ancêtres fantômes de l'autre continent, et qui n'a pas honte d'afficher une *Identité tremblante* (Stock) ou le Haïtien Lyonel Trouillot (Actes Sud), pour lequel « il n'y a pas plus d'écrivain typique que d'écrivain exilé ou d'écrivain à conviction citoyenne, douteuses caricatures ». Obnubilé par les thèmes du corps, du temps et de la dépossession, l'auteur de *Rue des Pas-Perdus* refuse tout ingérence autobiographique pour se consacrer à « une littérature du regard, de l'effacement, attachée à la fiction de l'autre. Je suis le dictaphone de mes compatriotes, j'explore la tension entre le "je" et le "nous", je

revendique à la fois le droit au rassemblement et à la fragmentation, je me sens proche des écrivains de la solitude de l'individu écrasé par un "nous" barbare, et en même temps de ceux qui voudraient fonder un "nous" communautaire, assurant liberté et bonheur à chacun. » Lieu d'affrontements parfois musclés, parfois cocasses, où un auditeur s'étonna que l'on parle si peu de Victor Hugo, qui « écrit plutôt bien », de Corneille, Voltaire et « Fable Lafontaine », dont il avait étudié les œuvres à l'école, le Centre culturel français a vu ces jours-ci le musicien Salif Keita réfuter le marketing de la world music et Michel Le Bris défendre la notion d'une world fiction diffusant le « sentiment d'être de plusieurs cultures », permettant à l'écrivain de « découvrir l'étranger en lui, se sentir du monde entier », de « télescoper les influences et d'importer de nouvelles stratégies narratives ». Tout en décontraction, deux grandes gueules donnent de la voix pour désamorcer, par l'humour ou le brio, les faux débats, « éternelles rengaines », et les « entreprises de dénégation ».

HAUTE figure native de Port-au-Prince, auteur de *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer* (Le Serpent à plumes), l'épatant et bouillant Dany Laferrière ne manque pas une occasion d'éclabousser la salle d'une giclée de bon sens et d'empêcher ses potes de couper les cheveux en quatre. Ainsi explique-t-il que certains de ses livres sont new-yorkais, d'autres créoles, d'autres québécois, selon... ; qu'il ne se sent ni immigré ni exilé en terres exotiques couvertes de neige et peuplées de Blancs ; qu'il est des colloques où il faut bavasser, d'autres où il doit procéder à une lecture publique, que certains rédacteurs en chef exigent des photos où il sourit, d'autres où il fait la gueule ; bref que, comme disait Vialatte, « l'éléphant est irréfutable ». Longue silhouette féline, crâne rasé, visage coquin d'ange percé, le Togolais Kossi Efovi (*La Fabrique des cérémonies*, Le Seuil) a commencé à écrire pour le théâtre afin d'échapper à la censure et de s'épargner la chasse aux éditeurs. Il croit à une similitude entre le jeu de l'écriture et le masque du comédien. Jeux de mots ou jeux de scène visent à dénoncer les mensonges, sortir du conditionnement. Ce « montreur de pantins » use de l'humour afin de déranger, « prendre à contre-pied des discours officiels », démasquer les somettes « qui se proclament vérités ». Il réfute l'idée que les écrivains africains aient un imaginaire spécifique : « Fou-taises ! Autant encourager une folklorisation de l'exotisme ! Il faut rester au plus près du geste artistique, inventer des ruses efficaces, et éviter de vendre notre âme au diable ! »

Pis : au risque de faire grincer des dents, Efovi assène que « la littérature africaine n'existe pas ! » et fustige une approche sociologique, historique ou anthropologique des œuvres. « L'écrivain africain n'est pas salarié par le ministère du tourisme, il n'a pas mission d'exprimer l'âme authentique africaine ! Je suis contre ce type de complots, de récupérations, je n'aime pas entendre un critique sortir d'un spectacle de Sony Labou Tansi en disant que c'est "trop intellectuel" pour être du théâtre africain ! Ni entendre un autre affirmer que les auteurs africains font fausse route en s'inspirant d'Eschyle ou de Shakespeare ! Comprendons une fois pour toutes que nous n'avons pas de parole collective ! Nous ne devons allégeance à personne ! Méfions-nous des crispations identitaires, elles constituent un réservoir où puise la mondialisation ! La meilleure chose qui puisse arriver à la littérature africaine, c'est qu'on lui foute la paix avec l'Afrique ! » La salle frémit, certains hurlent à la provocation, Lyonel Trouillot s'exprime sans hausser le ton : « L'Afrique est un concept ! Ignorons-le quand ça ne sert à rien, brandissons-le si c'est utile pour changer l'ordre du malheur du monde. Oui à l'Afrique si c'est subversif, porteur de sens. Non si c'est un emprisonnement, un réflexe réactionnaire ! »

Jean-Luc Douin

« La meilleure chose qui puisse arriver à la littérature africaine, c'est qu'on lui foute la paix avec l'Afrique ! »

KOSSI EFOVI

nana au lyrisme polyphonique (Le Serpent à plumes), le Soudanais Jamal Mahjoub en quête de mémoire dans le désert des sables (Actes Sud) et le Djiboutien Abdourahman A. Waberi, chantre du nomadisme et de la « transhumance littéraire », braconnier des mirages (Le Serpent à plumes). « Poètes crieurs, beaux parleurs, poivrots divins, remueurs et remueuses de cul, glaneuses d'étoiles et glandeurs debout, gagnants de vie

Flamboyant, et tout récemment de *Dossier classé* (Seuil), possède un numéro très au point : « J'ai une première identité, originelle, qui me rattache à mes ancêtres les Bantous. C'est l'héritage que je n'ai pas choisi, et que j'assume. En termes littéraires, mes ancêtres bantous sont les écrivains de la négritude, plus ou moins ceux de la diaspora noire. Mais si je reste enfermé dans cette identité originelle, j'en arrive à des attitudes qui peuvent se tra-

Alexandra Kollontai, égérie oubliée de la révolution d'Octobre

L'hebdomadaire allemand « Die Zeit » revient sur le parcours exceptionnel de cette communiste, féministe et aristocrate, disparue il y a cinquante ans, et qui a peut-être été la maîtresse de Lénine

LE MYSTÈRE Alexandra Kollontai demeure entier. C'est la conclusion de l'article du professeur Dietrich Geyer, historien et spécialiste de l'Europe de l'Est, dans le très sérieux *Zeit*. Pourquoi Staline aurait-il épargné cette camarade excentrique surnommée « l'Amazone du féminisme », « la Walkyrie de la révolution » ou encore « la grande dame de la diplomatie soviétique », alors que les purges des années 1930 avaient envoyé à la mort des centaines de milliers de fidèles communistes ? D'après l'auteur, « les raisons de la clémence de Staline resteront certainement une énigme, une de plus dans la vie de cette femme énigmatique ».

Née en 1872 à Saint-Petersbourg d'un père général et d'une mère issue d'une famille fortunée, Alexandra n'a jamais connu les bancs de l'école. Bachelière à 16 ans, elle parle déjà plusieurs langues. Elle se

DIE ZEIT

sépare après cinq ans de son premier mari, Vladimir Kollontai. « Elle voulait être libre, étudier et se rendre utile. En 1898, elle décide de partir rejoindre le socialiste Heinrich Herkner à Zurich. » C'est là qu'elle plonge dans le milieu intellectuel de gauche florissant. Tout en gardant ses distances avec Rosa Luxembour, elle devient « un auteur marxiste que l'on remarque ».

Les thèmes qu'elle aborde sont dans l'air du temps : la situation sociale des femmes, la prostitution et, encore et toujours, le combat pour l'égalité des sexes. Lorsqu'en 1911 les mencheviks tentent d'obtenir des fonds pour Lénine, elle intrigue contre cet homme qui n'est à ses yeux que le représentant

d'« une poignée de camarades avides de pouvoir ».

La guerre change la donne. Installée en Norvège, elle est fascinée par l'idée de transformer le conflit mondial en guerre civile contre l'impérialisme et se range finalement du côté de Lénine. « Les agitations de son propre cœur ont certainement joué un rôle dans ce choix, avance l'auteur. Elle est séduite par un agent scandinave de Lénine, Alexandre Schlapnikov. »

Après la révolution de 1917, elle rentre à Petrograd et devient l'une des plus ardentes voix du camp léniniste, « suscitant enthousiasme, mais aussi haine et aversion ». Commissaire aux affaires sociales dans le premier gouvernement rouge, la rumeur laisse entendre qu'elle serait la maîtresse de Lénine. Elle se remarie avec l'idole de la flotte de la mer Baltique, Pavel Dybenko, et

démissionne de son poste, refusant de cautionner le traité de paix avec l'Allemagne.

PERLES ET CHAPEAUX CHICS

En 1922, quant elle quitte son dernier mari, la Kollontai est définitivement écartée de la scène politique soviétique. Staline l'envoie à Oslo comme représentante diplomatique. Après un bref passage à Mexico, elle fut envoyée à Stockholm en 1930. « Durant toutes ces années, le monde observa avec étonnement comment cette femme aux colliers de perles et chapeaux chics représentait l'Etat des travailleurs et des paysans, souligne Dietrich Geyer.

Une femme d'autorité et d'expérience, indispensable à la diplomatie soviétique durant ces années de guerre. » Elle quitte en 1945 le service actif. Installée dans un trois-pièces à Moscou, elle se retrouve pratiquement seule,

et les lettres flatteuses qu'elle adresse à Staline ne semble pas émouvoir le « Petit Père des peuples ».

Elle s'éteindra dans l'oubli le 9 mars 1952, un an avant Staline. La *Pravda* ne lui consacra pas une ligne. Il faudra attendre les années 1970 pour que l'on reparle d'elle, « stylisée en icône de la révolution à l'Est et rappelée comme la combattante de la première heure du féminisme à l'Ouest ». Sur sa tombe on peut lire cette épithète : « Révolutionnaire, tribun, diplomate. » « Curieux que les trois vocables inscrits sur la pierre tombale n'existent en russe que sous la forme masculine, relève l'historien allemand. Une manière anodine d'effacer le combat de toute une vie : celui de l'émancipation de la femme. »

Nicolas Bourcier

★ www.welt.de

SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

■ Le Salon du Livre se tient du 22 au 27 mars avec l'invitation pour invité. www.salondulivreparis.com/fra/plandusiteoo.html

■ De nombreux auteurs s'y rendent, qui n'ont pas reçu l'attention du ministère de la culture italien. www.centrenationaldulivre.fr/pdf/italie.pdf

■ L'Association italienne des éditeurs fait le point sur le secteur de l'édition dans la Péninsule. www.italiaparigi2002.it/paris/fr/autori/

■ L'Association italienne des éditeurs fait le point sur le secteur de l'édition dans la Péninsule. www.italiaparigi2002.it/paris/Rapporti.pdf

■ France 5 consacre une partie de son site à la découverte de la littérature transalpine contemporaine. www.france5.fr/livre/W00105/6/

■ France Culture a invité des artistes et des intellectuels italiens à discuter de la situation de la culture dans leur pays depuis l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi. www.radio-france.fr/chaines/france-culture/radio_libre/

■ « Résister, résister, résister » : le discours de rentrée du procureur général de Milan, Francesco Saverio Borelli, est devenu le slogan des opposants au « Cavaliere ». www.giustizia.it/studierapporti/ag2002/ag2002mi.htm

vincent.truffly@lemonde.fr

AU COURRIER DES LECTEURS

FRANÇOIS MAURIAC ET MALAGAR

Je regrette très vivement que vous ayez publié, avec une évidente légèreté, un article, mal informé et mal intentionné, sur la maison de François Mauriac de Malagar (*Le Monde* du 1^{er} février). Le conseil régional d'Aquitaine, propriétaire du domaine, depuis la donation de 1986 par les quatre héritiers Mauriac, veille scrupuleusement à la préservation du lieu, qui a été légué dans l'état même où François Mauriac y séjournait. Pour sauver l'allée de cyprès, qui jouxte le domaine, et dont certains, victimes du ruissellement des produits d'entretien des vignes, meurent ou dépérissent, la région Aquitaine vient d'en décider l'achat. Comme elle vient d'acquiescer le parc et le chalet de Saint-Symphorien, où l'auteur de *Thérèse Desqueyroux* passait ses vacances d'enfant. Vraiment, d'un point de vue mauriacien, qui peut faire mieux ?

Le Centre François-Mauriac de Malagar a pour mission de conserver intact ce magnifique lieu de mémoire. Aux yeux de tous les visiteurs et de tous les observateurs dépourvus de parti pris, cette mission est accomplie. Mais le Centre a également pour mission, à côté de la maison-musée, de faire de ce site exceptionnel un lieu culturel vivant. Tous les vrais mauriaciens, c'est-à-dire ceux qui ont lu l'œuvre de Mauriac, connaissent la fidélité du Malagar d'aujourd'hui à l'écrivain-journaliste du « Bloc-notes ». Ils savent que ce grand intellectuel du XX^e siècle serait heureux que ces pierres, ces arbres et cet horizon qu'il a tant aimés soient le

théâtre de rencontres et de manifestations culturelles qui honorent sa mémoire et qui, dans le respect absolu de son œuvre et de ses engagements, défendent les grandes options humanistes qui furent les siennes.

Mauriac est toujours à Malagar et Malagar est toujours dans Malagar.

Bernard Cocula

président du Centre François-Mauriac de Malagar, Bordeaux

BERLUSCONI OU CASTRO

On est heureux de constater qu'après avoir vigoureusement refusé de recevoir M. Berlusconi dans le cadre du Salon du livre de Paris, certaines personnalités de nos élites gouvernementales et intellectuelles se sont précipitées à Cuba pour entourer ce cher Fidel, dernier représentant, avec Loukachenko et Kim Jong-il, des « lendemains qui chantent » (*Le Monde* du 18 février). (...)

Les mauvais esprits ne vont-ils pas, une fois encore, dauber sur le fait que nos élites se complaisent dans l'évocation du passé ?

J. Brachat

Saintry (Essonne)

Pour nous écrire :

Le courrier des lecteurs du *Monde*, 21 bis, rue Claude Bernard, 75242 Paris cedex 05.

Pour nous envoyer une télécopie : 01-42-17-21-74.

Pour nous envoyer un courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Pour saisir le médiateur : mediateur@lemonde.fr ou par courrier.

Merci d'indiquer votre adresse complète.

La mort de Marco Biagi vue par la presse italienne

Des éditorialistes regrettent la politisation de cet attentat « féroce » par Silvio Berlusconi

« QUI ÉTAIT Marco Biagi ? », interroge *Il Sole - 24 Ore* au lendemain de l'assassinat du conseiller du ministre du travail. La question est rhétorique pour le quotidien économique, car Marco Biagi était un de ses éditorialistes les plus sollicités. Mais elle est cependant obsédante dans la presse italienne parce qu'il « était peu connu du public ». Son dernier ouvrage ? Un « Livre blanc » sur le marché du travail, qui a inspiré Silvio Berlusconi pour sa réforme sociale radicale très contestée.

« CONTRE LA DÉMOCRATIE »

Mais la logique de ce meurtre revendiqué par les Brigades rouges est à chercher ailleurs que dans le parcours professionnel de Marco Biagi. Comme les autres quotidiens, *La Repubblica* le rapproche de celui « de Massimo D'Antona, lui aussi conseiller ministériel, tué en mai 1999. A l'époque, la cible était le réformisme de gauche. Maintenant, c'est au tour de la droite, en pleine bataille parlementaire. Il y a trois ans, la mort de D'Antona avait une des forces politiques face au défi terroriste. La même réaction est aujourd'hui indispensable ». Car « les attaques terroristes sont toujours dirigées contre la démocratie et ses institu-

tions. Cette simple constatation devrait conduire la classe politique à unir ses forces pour défendre l'Etat », et non pas à « criminaliser

le débat politique et social ». Le quotidien romain critique ainsi les propos de M. Berlusconi, pour qui la mort de Marco Biagi serait sympto-

matique « du climat de haine » régnant en Italie.

Mais, avant d'appeler à l'union, nombre d'éditorialistes se souviennent des « années de plomb ». Le *Corriere della sera* se croit « revenu au siècle dernier. Une nuit tiède de mars suffit à nous replonger dans cette époque folle que nous pensions rejetée à jamais dans l'histoire incertaine de notre pays ». Le journal milanais s'indigne du « peu de progrès accompli par une démocratie où l'on s'autorise encore à vider un chargeur sur un homme qui rentrerait chez lui à vélo. L'unique réponse à apporter au terrorisme est la fermeté et la responsabilité ».

La *Stampa* accuse le gouvernement d'avoir manqué de sens des responsabilités. « Une personnalité avec ce profil professionnel aurait dû faire l'objet d'une protection rapprochée ». D'autant plus « qu'un rapport des services secrets parlait d'un conseiller du ministre Maroni comme cible potentielle d'un attentat terroriste. Un avertissement qui, à l'évidence, n'a pas été pris au sérieux » et qui coûte à « la démocratie italienne un nouvel assassinat féroce et hautement symbolique ».

courrierinternational.com pour *Le Monde*

« LE JOURNAL DU JEUDI » (BURKINA FASO)



Les deux France. Vue d'Afrique, la campagne des candidats Chirac et Jospin paraît entrée dans le morné rituel des petites phrases et des arrières-pensées. Dessin de Glez. (« Courrier international » pour « Le Monde »)

DÉCOUVREZ LA VRAIE NAPOLITAINNE.

À PARTIR DU 28 MARS PROCHAIN
2 VOLS QUOTIDIENS,
PARIS NAPLES, MATIN ET SOIR.

Grâce à Meridiana, il est facile de découvrir Naples et ses beautés extraordinaires. Deux vols quotidiens chaque jour vous permettront d'atteindre, en 2h. et 1/2 seulement et à un prix super-réduit, l'une des villes les plus fascinantes de la Méditerranée, entourée d'innombrables trésors: Capri, Sorrente, Amalfi, l'ancienne ville romaine de Pompéi, sans oublier de savourer la véritable Pizza Napolitaine.

99* €

DE	À	FRÉQUENCE	DÉPART	ARRIVÉE
PARIS	NAPLES	quotidien	10h10	12h30
		quotidien	20h35	22h55
NAPLES	PARIS	quotidien	07h00	09h20
		quotidien	17h25	19h45

*ALLER / RETOUR Achat jusqu'à 5 jours avant le départ. Court séjour: au moins 2 jours. Long séjour: jusqu'à 14 jours maximum.

01.42616150

*Tous les vols d'aéroport et hors taxe de sécurité (31,50 euros) par personne du 28/03/2002 jusqu'au 05/05/2002, sous réserve de disponibilité dans la classe de réservation concernée. Offre soumise à conditions particulières.

Meridiana

Les Français d'Algérie, oubliés et humiliés de l'Histoire

EN 1989, Jean Pélégri, né à Sidi Mousa en 1920, publia, à Alger, *Ma mère l'Algérie*. Son grand-père, né en Espagne, était arrivé en Algérie en 1846 avec son père. En 1962, Jean Pélégri avait participé au tournage du film *Les Oliviers de la justice*, tiré de son roman. Il explique ce qu'était son intention : témoigner pour ses « frères » au moment où, victimes, ils deviendraient « les humiliés de l'Histoire ». Pour en montrer la vérité, il voulait exposer une histoire qui s'était déroulée entre eux et le peuple algérien, histoire faite « de conciliabules, d'échanges et parfois de tendresse ». Jean Pélégri parle d'une histoire « mal connue », je dirais méconnue. Pourtant, des bribes de cette histoire ont été racontées : par exemple par Althusser. Son grand-père maternel, parti en Algérie après son mariage, était devenu garde forestier dans les forêts les plus reculées d'Algérie, les protégeant contre les chèvres, combattant les feux, traçant des routes. Althusser avait vu son grand-père se ruiner la santé « en d'interminables courses diurnes et nocturnes à cheval » et être « aimé des Arabes et des Berbères » (*L'Avenir dure longtemps*).

Jean Pélégri, Althusser ne semblait pas avoir été entendus. Pour-

tant, même dans les années sombres, on pouvait lire des informations sûres. Germaine Tillion avait rappelé, en 1957, la composition de cette population, colon voulant dire propriétaire terrien d'origine européenne. « *Or il y a en Algérie (sur 1 042 409 minoritaires) exactement 19 400 colons au sens strict,*

JEANNINE VERDÈS-LEROUX est sociologue.

dont 7 432 possèdent moins de 10 hectares (...). Des "vrais" colons, il y en a 12 000 environ, dont 300 sont riches et une dizaine excessivement riches (...). Avec leurs familles, les 12 000 colons constituent une population d'environ 45 000 personnes (...). Les autres "colons" – 1 million d'êtres humains – sont des ouvriers spécialisés, des fonctionnaires, des employés, des chauffeurs de taxi, des garagistes, des chefs de gare, des infirmières, des médecins, des enseignants, des standardistes, des manœuvres, des ingénieurs, des commerçants, des chefs d'entreprise. »

Au XIX^e siècle, les gouvernements pensèrent en termes de peuplement ; mais la France n'a jamais connu de grands mouvements d'émigration. De 1820 à 1882, 380 000 Français ont émigré, alors que 8 590 000 Anglais et Irlandais, 4 600 000 Allemands, l'ont fait ; la

nécessité d'un concours étranger était donc patente. De 1830 à 1853, le peuplement a été constitué uniquement par l'arrivée d'émigrés, car les décès d'Européens dépassaient les naissances. En 1841, il y avait 37 374 Européens ; en 1861, 192 646 ; en 1881, 385 362 ; en 1901, 583 844. Les Français « de souche » provenaient avant tout de départements qui perdirent, à la fin du XIX^e siècle, un grand pourcentage de leur population : la Corse, le Territoire de Belfort, les Pyrénées-Orientales, les Hautes-Alpes, le Vaucluse, les Basses-Alpes, la Drôme. Il y eut des départs individuels. Il y eut des départs forcés : les « transportés » de Napoléon III (1851 et 1858). Il y eut des départs encouragés par des préfets (le Bas-Rhin en 1838, par exemple). Départs encouragés aussi, ceux d'Alsaciens-Lorrains qui voulaient rester français.

Plus nombreux que les Français ont été les Espagnols, dont la majorité venaient d'Andalousie, et certains des Baléares. On les trouve dans les travaux agricoles, dans le commerce, dans les travaux publics, dans les petites industries, et on remarque quelques rares possesseurs de domaines agricoles. Beaucoup moins nombreuse était la population venue de l'Italie. Ils n'étaient pas agriculteurs ; s'ils cultivaient la terre, c'était en tant que

maraîchers. Ils étaient pêcheurs, ouvriers dans la construction et les travaux publics, petits commerçants. Ils s'installèrent surtout dans l'Est, ainsi que les Maltais. Enfin, on ne saurait oublier la communauté juive, constituée par 34 000 personnes en 1870, lors de la naturalisation collective, qui ne fit qu'accroître une évolution largement dessinée. Espagnols, Italiens, Maltais – auxquels s'ajoutaient des Alle-

mands arrivés en assez grand nombre dans les années 1840-1850, et des éléments de toute l'Europe –, ont formé, avec les Français « de souche », les Français d'Algérie.

L'apaisement des Français d'Algérie passera par l'écriture d'une histoire équitable. On en est loin. La lecture dominante, fabriquée dans les violences du temps, a, depuis, outré ses falsifications, ses jugements, ses oublis.

née très tardivement – a achevé de noircir le portrait des pieds-noirs ; or ce mouvement ne représente qu'une partie, d'ailleurs très hétérogène, de la communauté. Pour comprendre les pieds-noirs, il faut entendre cette remarque : « *Pour nous, l'Algérie, c'était un département français comme un autre, on racontait la conquête, je ne me*

posais pas de questions... C'était comme ça. On avait quand même l'impression que la France apportait le progrès, elle apportait l'éducation, les écoles, les médecins » (génération 1930-1939).

J'ai cité Germaine Tillion ; il est bon de rapporter ce que le colonel Buis disait de la réalité : « *On imagine toujours le colon triomphant. C'est faux [...]. Tout au long de la jointure des monts du Hodna et du plateau sétifois habitaient de pauvres villageois. [...]. Les villages avaient été peuplés par des misérables, venant des plus pauvres régions de la France de Napoléon III. Ces premiers arrivants, très frustes, avaient accepté une situation qui ne les changeait certainement pas beaucoup de celle qu'ils avaient quittée. [...]. En 1958, il n'y demeurait plus que des gens abandonnés, quelques Français très malheureux, terriblement menacés. [...]. J'étais un homme très humble devant le courage et l'amour pour leur terre, je devrais dire pour leurs pierres, de ces Français-là* » (*Les Fanfares perdues*).

Que retenir de leur description ? D'abord, l'importance donnée à la famille ; dans un pays chargé de religiosité, l'histoire familiale compte beaucoup. On connaît le rôle de l'enseignant : il suffit de lire la lettre de Camus à son instituteur, écrite juste après l'attribution du prix Nobel. Mais il faut souligner le rôle

Ceux qui ont dit non

par Maurice T. Maschino

C'EST une bonne chose, assurément, que, sur toutes les horreurs que l'armée française a commises en Algérie durant la guerre, des témoins – soldats, officiers – s'expriment. Mais il est frappant qu'à l'évocation des tortures et des exactions de toutes sortes qu'ils ont commises ou vu commettre très peu s'interrogent sur ce qu'il faut bien appeler leur absence de courage. Sans doute ont-ils des circonstances atténuantes : peur d'être tués, vision de camarades morts et mutilés, crainte de représailles s'ils protestaient, conviction, chez certains, de « défendre la France ». Sans doute. Mais, quel que soit le conditionnement d'un homme, il n'est pas programmé comme une machine et dispose toujours du pouvoir de dire non.

Quarante ans après la fin de la guerre – une guerre injuste, dégradante et perdue –, certains, semble-t-il, n'en ont pas conscience, même à titre de regret ou d'occasion manquée. Beaucoup restent convaincus d'avoir fait leur devoir de citoyens et de soldats : s'ils

Grâce à eux, l'image de la France dans le monde ne perdit pas tout à fait de son éclat

regrettent les « bavures », ils ne remettent pas en question leur participation à cette guerre. Comme si elle avait été la seule réponse possible aux ordres d'un pouvoir obtus et de ses hommes de main, avec ou sans galons.

D'autres ont eu le courage de dire non. On en parle peu. Comme s'ils faisaient honte. Comme si leur conduite avait déshonoré la France. Quand elle affirmait ce qu'il y a de meilleur dans ses traditions – ce pour quoi tant d'hommes, philosophes de renom ou citoyens de base, ont témoigné au péril de leur vie : « *Si je savais une chose utile à ma nation qui fût ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince, parce que je suis homme avant d'être français ou bien parce que je suis nécessairement homme, et que je ne suis français que par hasard.* »

Ils ne sont pas « traîtres », mais disciples de Montesquieu, de Rousseau (quand l'Etat perd la raison, « *l'insurrection est le plus sacré des devoirs* »), de Voltaire, ces jeunes Français qui, d'une façon ou d'une autre, refus d'obéissance, insoumission, désertion, ont dit non à une guerre injuste – Jean Le Meur,

MAURICE T. MASCHINO est journaliste et écrivain.

Noël Favrelière, Maurienne, Louis Orhan, pour ne citer que les plus connus. Comme ont bien mérité de leur pays ceux qui les ont soutenus publiquement, avec Sartre, et qui furent bien plus de 121.

Il est évident qu'en ces jours où, à l'occasion du quarantième anniversaire des accords d'Evian, la guerre d'Algérie redevient d'actualité, des responsables politiques pourraient évoquer le comportement de ces jeunes gens qui, autrefois, montrèrent de leur pays un visage qui lui rendait un peu de sa dignité perdue, saluer leur courage et reconnaître que, grâce à eux, l'image de la France dans le monde ne perdit pas tout à fait de son éclat.

On est loin, bien sûr, d'une pareille « reconnaissance » : fidèle successeur de Guy Mollet, Lionel Jospin n'a-t-il pas salué à l'Assemblée nationale, il y a quelques mois, tous ces soldats qui ont fait leur devoir en Algérie ? Quant à Jacques Chirac, il en est resté à la condamnation de Vichy...

Il se peut que l'opinion ne soit pas prête à entendre un discours de vérité, mais il est sûr que pas un responsable politique n'a le courage d'un Mendès France. S'il existait, on le saurait. Et les Algériens le sauraient encore mieux, qui seraient sans doute plus sensibles à des actes qu'à des discours : libre circulation entre la France et l'Algérie, comme le prévoient les accords d'Evian ou, faute de mieux, attribution généreuse de visas, aide substantielle à leur pays, intégration réelle des Franco-Algériens dans toutes les instances de la vie sociale, économique et politique (pas un seul député n'est d'origine maghrébine, quand l'Allemagne, si souvent décriée, en compte quatre d'origine turque) – autant de mesures qui diraient, sans le proclamer explicitement (élections obligent), que la France a définitivement tourné la page de la guerre d'Algérie, qu'elle regrette ses crimes, à commencer par la colonisation, et qu'à sa façon elle justifie la conduite de ceux qui n'ont pas voulu porter les armes contre un peuple qui se battait pour être libre.



L'architecte est la personne qui s'engage auprès de chacun, particulier ou collectivité, pour concevoir, aménager, réhabiliter, transformer ou préserver les espaces publics et privés. Faire appel à un architecte, c'est bénéficier de l'imagination et de la technicité d'un professionnel compétent, attentif aux besoins de tous et capable de les concrétiser. Son conseil est la garantie que la vie dans nos maisons, nos immeubles, nos quartiers, nos villes et nos paysages seront conçus pour l'homme. L'architecte est un acteur indispensable de notre cadre de vie.

er Jeannine Verdès-Leroux

des instituteurs auprès des enfants musulmans. Lucien Patania a décrit ses débuts (*Chronique d'itinéraire singulier*) : à 19 ans, il fut envoyé dans un village, à deux heures de marche de l'arrêt d'un autocar, par un chemin de crête: il avait trouvé une maison vétuste, un vieux gardien, une soixantaine d'enfants. Soixante ans plus tard, il me parla avec passion de son expérience et, avec une pitié jamais atténuée, de la misère et la dignité des petits Kabyles. Cette histoire n'est pas rare. Autre thème: le travail. Les sociétés neuves procurent un sentiment de puissance à des métiers qui sont devenus routiniers dans une vieille société. « On avait l'impression qu'on avait été bâtisseurs d'empire, peut-être que c'est un grand mot, qu'on est victimes de notre propre orgueil »; ce médecin parle de jeunes confrères arabes de son quartier, qui ne veulent pas rentrer dans leur pays, pour « une raison que j'aurais acceptée »: « mener la vie d'un médecin de bled telle que l'ont vécue les médecins de colonisation (...) c'est trop dur pour eux » (génération 1920-1929). Souvent, les pieds-noirs disent qu'ils proposaient à la population musulmane un mode de vie plein de séduction et que la majorité d'entre elle ne chercha pas à se l'approprier. C'est oublier ce qu'avait vu Jules Ferry, parlant

d'une victoire qui avait bouleversé l'Algérie « comme une herse aux dents aiguës », c'est-à-dire que la colonisation a laissé un héritage positif et des séquelles négatives.

Autre thème, le rapport à la France: amour d'une France idéale, déception, chez certains, devant la France réelle, et surtout face à la France « marâtre », qui les a « bradés ». Cette population a subi un exode pour elle incroyable. Un de mes interlocuteurs a parlé avec émotion de l'arrivée des « petites gens »: « Les métropolitains, ils étaient absolument interloqués, parce qu'ils voyaient cette misère s'étaler sur le port de Marseille, de Sète, et ces gens qu'on leur avait présentés comme de grands colons, ils débarquent là sans un rond, (...) de pauvres familles complètement démunies, désespérées, en larmes, avec des valises vides, parfois sans valise » (génération 1940-1945). Ce n'est pas seulement le souvenir de la pauvreté qui indigné, c'est aussi la caricature des Français d'Algérie.

L'apaisement des Français d'Algérie passera par l'écriture d'une histoire équitable. On en est loin. La lecture dominante, fabriquée dans les violences du temps, a, depuis, outré ses falsifications, ses jugements, ses oublis. Face à cela, les Français d'Algérie racontent une histoire embellie, manquant

d'interrogations sur ce passé. La violence des événements, la brutalité du départ ne pouvaient qu'être incompréhensibles. « J'avais l'impression que les événements qui me forçaient à partir étaient des événements qui me dépassaient complètement. J'ai bien l'impression qu'eux non plus ne comprenaient pas pourquoi » (génération 1930-1939). Jean Daniel a eu raison d'écrire, en mars 1962: « Le problème algérien n'a-t-il pas dépassé tout le monde, de Gaulle, les Français ? » René-Jean Clot a écrit: « Avec douleur nous nous sommes aperçus que, parlant des pieds-noirs, les métropolitains se trompaient de portes, de noms, de dates, de lois et, disons-le, d'Histoire de France. » (*Une patrie de sel*). Il faut espérer que sera réévalué le passé des « humiliés de l'Histoire ».

Ce texte est extrait d'une conférence prononcée le 28 février dans le cadre de l'Université de tous les savoirs. Les conférences ont lieu tous les jeudis à 18 h 30 à l'université Paris-V, 45, rue des Saints-Pères 75006 Paris, entrée libre. Prochaines conférences: le 28 mars, Rubens Ricupero, Les inégalités économiques; le 4 avril, Marc Fleurbaey, Mesurer l'inégalité, définir l'équité; le 11 avril, Thomas Piketty, Inégalités et redistribution en France au XX^e siècle; le 18 avril, Marie-Laure Izorche, L'égalité et le droit.

A Ramallah, visite à un poète reclus

par Juan Goytisolo

DIMANCHE 24 mars, une délégation du Parlement international des écrivains, composée de Wole Soyinka, José Saramago, Vincenzo Consolo, Breyten Breytenbach, Russell Banks, Bei Dao et l'auteur de ces lignes, se rendra à Ramallah en compagnie de Christian Salmon, secrétaire général, pour visiter un poète pris au piège, comme ses trois millions de compatriotes, dans l'une de ces souricières disséminées, sans contact entre elles, auxquelles se réduit actuellement ce qu'on appelle l'Autorité nationale palestinienne.

L'écrivain reclus à Ramallah par les troupes de Sharon est l'un des meilleurs poètes arabes de ce siècle. Son histoire personnelle se confond avec celle de son peuple. Son village natal de Galilée fut rayé de la carte en 1948. A l'âge de 16 ans, il se réfugia avec sa famille au Liban. De retour dans sa patrie occupée, il effectua des études primaires et secondaires et s'initia très tôt à la littérature et au journalisme. Condam-

né à plusieurs reprises à des peines de prison par les Israéliens, à cause de ses écrits, il part à nouveau en exil en 1970. Il réside successivement à Moscou, au Caire, à Beyrouth, à Tunis et à Paris. Fondateur de l'excellente revue littéraire *Al-Karmel* – probablement la plus courageuse et la plus ouverte des

JUAN GOYTISOLO est écrivain.

publications arabes de ces dernières décennies, il a vécu le siège barbare de la capitale libanaise par cette même armée qui le contraint aujourd'hui à une mesure d'assignation à résidence.

Son second exil le conduit à réaliser une œuvre poétique belle et bouleversante, dans laquelle la Palestine occupe une place centrale. Sa poésie est engagée non avec la militance ou la propagande, mais avec le mot substantiel et concis: Mahmoud Darwich a su créer dans l'esprit du lecteur, comme tous les poètes authentiques, une réalité verbale qui perdure indépendamment de la cause ou de l'objet qui l'engendrent. Après l'intermède de « ni guerre ni paix », consécutif aux bancals accords d'Oslo, Mahmoud Darwich retourne dans son pays afin de poursuivre à Ramallah son œuvre poétique et diriger la publication de sa revue. Là-bas, il a été rattrapé par la seconde Intifada. Il partage en ce moment même le sort des habitants de Ramallah, que les blindés, les lance-missiles et les hélicoptères de l'armée israélienne maintiennent jour et nuit encerclée, sa population soumise à un effroyable martyre.

Le plan de Sharon, dévoilé avec courage et une grande lucidité par l'anthropologue israélien Jeff Halper (« Offensive finale pour en finir avec les Palestiniens », *El País* du 11 février), témoigne de la volonté du premier ministre israélien de réaliser d'un seul coup son vieux rêve d'arracher coûte que coûte à ses ennemis l'acceptation d'un « mini-Etat morcelé, dépendant, sans aucune continuité territoriale, sans économie fiable, et sans véritable souveraineté ». Pour aboutir à ses fins, toutes les méthodes d'intimidation et de violence seront bonnes: assassinats ciblés, destruction d'habitations, couvre-feu imposé pendant des semaines, confiscation des terres, maintien de la population palestinienne sous un régime d'apartheid inhumain et dégradant.

S'il fallait reconnaître à Sharon une qualité, ce serait celle de la franchise et de la clarté. Son projet de militariser la conscience de la société israélienne est la prémisse indispensable à l'éradication du terrorisme de ses victimes, c'est-à-dire de ces sanglants attentats-suicides menés par des jeunes désespérés qu'il serait injuste, voire inapproprié, de comparer avec ceux des fanatiques programmés de Ben Laden. Or l'usage qu'on fait du terme terroriste pêche par imprécision, par contradiction et par intérêt, parce qu'un grand nombre de nations, de credo religieux ou d'idéologies a toujours dégagé des organisations qui incitent au meurtre de civils innocents au nom de causes prétendument sacrées. Le monde n'est pas divisé entre terroristes et antiterroristes et les actes des premiers sont jugés très diversement selon les circonstances.

Cependant, depuis l'attaque criminelle contre les tours jumelles du World Trade Center et l'« unilatéralisme » annoncé par Bush dans son discours du 29 janvier, le responsable des massacres de Sabra et Chatila, recouvrant une impunité qui lui faisait auparavant défaut, peut à sa guise, écrit Jeff Halper, jeter tout le poids de « la formidable puissance de son arsenal militaire contre tout objectif qu'il décrète terroriste, en prenant tout le temps qu'il faut, sans devoir rendre compte à qui que ce soit ».

Jour après jour, semaine après semaine, nous voyons dépasser les limites de l'intolérable sans que personne n'élève la voix pour protester et dire basta ! L'écrasante supériorité des Etats-Unis à l'échelle planétaire et celle d'Israël au Proche-Orient

leur permettent de mener jusqu'au bout leur propre croisade contre le Mal – pour Sharon, il n'existe aucune différence entre Ben Laden et Arafat –, nonobstant le malaise silencieux que cela suscite dans les pays membres de l'Union européenne ou les protestations officielles du monde islamique. A l'exception des manifestations de mauvaise humeur des ministres des affaires étrangères de France et d'Allemagne et les condamnations d'une Ligue arabe impuissante, le silence qui règne dans les milieux officiels européens et parmi les intellectuels postmodernes est véritablement surprenant.

L'instauration d'un régime d'apartheid autour des ghettos et des enclaves palestiniennes à l'aube de ce troisième millénaire constitue un cas flagrant d'anachronisme. Lorsqu'on sait que l'abrogation du système ségrégationniste en Afrique du Sud, il y a une douzaine d'années, ne fut possible que grâce à la pression internationale, comment expliquer cette résignation silencieuse devant l'état d'exception permanent imposé par un Etat qui se considère lui aussi comme exceptionnel ?

L'exception israélienne qui fonde la création d'un foyer national juif après l'Holocauste peut-elle, une fois son objectif atteint, perdurer indéfiniment au prix des souffrances et des humiliations sans fin qui sont devenues le lot quotidien des Palestiniens ? Ne serait-il pas temps d'en finir avec cette exception et appuyer l'idée d'un projet de coexistence pacifique entre deux Etats normaux, égaux en droit, à l'intérieur des frontières internationalement

Accepter, même provisoirement, l'inacceptable serait un désastre moral tant pour les oppresseurs que pour les opprimés

reconnues ? Accepter même provisoirement l'inacceptable serait un désastre moral tant pour les oppresseurs que pour les opprimés. Sharon n'est pas seulement l'ennemi numéro un des Palestiniens, il l'est aussi, à court ou à long terme, d'Israël lui-même.

La réclusion de Mahmoud Darwich est métonymique de celle de ses compatriotes de Ramallah et des autres villes, agglomérations et camps de réfugiés des territoires occupés pendant la guerre de six jours. A commencer par le président de l'Autorité nationale palestinienne lui-même, tant diabolisé, pour finir avec le dernier nouveau-né entre les clôtures de fil de fer barbelé, dans des conditions révoltantes de précarité et de détresse. La visite d'un groupe d'écrivains indépendants à la ville assiégée où il se trouve va au-delà de la simple solidarité avec le poète: elle veut faire la démonstration concrète qu'il n'est jamais trop tard pour agir contre les injustices de l'histoire et la politique réactionnaire de Bush, qui annulent d'un seul trait la doctrine de Franklin D. Roosevelt, celle qui repose sur l'alliance des pays démocratiques et qui a permis de vaincre les totalitarismes au siècle dernier.

Traduit de l'espagnol par Abdelatif Ben Salem.
© El País

Les textes proposés à la page Débats du Monde peuvent être transmis :

- par voie postale :
Le Monde Page Débats
21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05
- par télécopie : 01 42 17 21 22
- par courriel : opinions@lemonde.fr
Dans tous les cas, nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois.



Le Monde
ÉDITORIAL

Italia, fai da te !

L'ASSASSINAT de Marco Biagi, professeur d'économie et conseiller du ministre du travail, mardi 19 mars, à Bologne, est le dernier d'une série qui a endeuillé l'Italie au cours des dernières années. En mai 1999, déjà, Massimo D'Antona, un autre conseiller d'un autre ministre du travail, avait été tué à Rome en pleine rue. Dans les deux cas, les assassinats ont été revendiqués par les Brigades rouges-Parti communiste combattant. Et la même arme a été utilisée dans les deux attentats, comme si les auteurs avaient voulu désigner une cible : des universitaires, conseillers du gouvernement, qui avaient également des liens avec les syndicats et qui s'étaient engagés pour une réforme « libérale » du marché du travail.

Ces Brigades rouges sont un avatar des mouvements terroristes du même nom, qui ont sévi en Italie pendant les « années de plomb » de la décennie 1970 et culminé en 1978 avec le meurtre d'Aldo Moro, le chef de la Démocratie chrétienne. Aujourd'hui, le danger terroriste a changé de nature. Les Brigades rouges ne rassemblent sans doute qu'un petit noyau de quelques dizaines de militants prêts à renouer avec la stratégie de la tension.

L'assassinat du professeur Biagi intervient à un moment où l'Italie est en proie à de profonds changements politiques. L'élection de Silvio Berlusconi à la présidence du Conseil avec une majorité confortable au Parlement crée une situation nouvelle dans la Péninsule, où l'on était habitué aux gouvernements précaires et aux coalitions changeantes. La loi électorale permet maintenant une alternance, et la droite triomphante, mélange de partisans du Cavaliere, de néofascistes repentis et de séparatistes xénophobes de la Ligue du Nord, utilise sa victoire de mai 2001 pour appliquer une politique sans nuances dans des domaines où le compromis était traditionnellement de rigueur. La gauche officielle, où les Démocrates de gauche (ex-communistes) sont encore les plus nombreux, en est groggy.

L'opposition aux projets de Berlusconi, qui, avec ses amis, domine l'exécutif, le législatif, une partie de l'économie et les médias, s'est déplacée dans la rue. Sous le slogan « Fai da te » (Fais-le toi-même) rappelant la devise de l'unité italienne au XX^e siècle (*Italia fara da se* - l'Italie se fera toute seule), des intellectuels, des cinéastes, des acteurs, ont appelé les Italiens à manifester, à faire le *girotondo* (la ronde) autour de la télévision pour défendre son indépendance. Ils vont récidiver pour protester contre la réforme du système de santé et la réforme de l'éducation. Les syndicats, pour leur part, ont prévu une grève générale contre l'assouplissement de la loi sur les licenciements.

Spontanément, les Italiens ont condamné l'assassinat de Marco Biagi. Le gouvernement s'est gardé de tout amalgame entre les terroristes d'une part, l'opposition extra-parlementaire et les militants antimondialisation durement malmenés lors du sommet de Gênes, d'autre part. Mais la tentation existe. C'est le danger qui guette aujourd'hui l'Italie.

Spontanément, les Italiens ont condamné l'assassinat de Marco Biagi. Le gouvernement s'est gardé de tout amalgame entre les terroristes d'une part, l'opposition extra-parlementaire et les militants antimondialisation durement malmenés lors du sommet de Gênes, d'autre part. Mais la tentation existe. C'est le danger qui guette aujourd'hui l'Italie.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferençzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ; Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

JANY LE PEN. L'épouse de Jean-Marie Le Pen est présidente de l'association SOS - Enfants d'Irak et non de France-Irak, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du 20 mars. Dans le même article, il fallait lire « son candidat de mari » et non « son candidat de maire ».

EADS. Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre article sur les trucs et astuces comptables (*Le Monde* du 14 mars), EADS n'inscrit pas ses charges de recherche et développement d'Airbus au bilan, comme cela nous avait été dit par un expert-comptable, mais les passe en charges opérationnelles,

qui se déduisent du résultat opérationnel.

PRÉCISION

CARLOS. Ilich Ramirez Sanchez, alias Carlos, nous demande de préciser que, contrairement à ce que nous avons écrit (*Le Monde* du 23 février), « M' Jacques Vergès n'est point [son] ami » et qu'il n'a « pas bénéficié de sa constante sollicitude, bien au contraire ». Il ajoute avoir « relaté par écrit à la 16^e chambre correctionnelle de Paris, en novembre 2001 », son témoignage sur la tentative d'attentat du groupe Taqfir Wa Hijrah contre Oussama Ben Laden, à Khartoum en janvier 1994, un « témoignage différent » de notre analyse du 23 février.

L'Amérique cherche une défense sans impasse

LA MACHINE MILITAIRE américaine semble se chercher face à un monde instable, difficile à interpréter, où la menace est aussi multiforme qu'imprévisible. Les choix du Pentagone apparaissent peu lisibles. En Europe, notamment, nombre d'experts ne les trouvent pas cohérents, à défaut de pouvoir leur découvrir une logique interne qui les rassure.

On prendra quelques exemples en Afghanistan. Ne dit-on pas, en effet, après coup, que, si les Etats-Unis ont connu quelques méprises dans leurs bombardements et ont mis du temps à intervenir au sol, c'est, entre bien des raisons, parce que l'identification puis la désignation des cibles ont été quelquefois défectives, pour s'en être trop rapportés à des renseignements des factions afghanes rivales sur le terrain, et parce qu'il a fallu attendre de pouvoir négocier les fonds nécessaires pour acheter aux Russes les chars T-55, puis l'artillerie dont l'Alliance du Nord - à l'avant-garde des combats - avait besoin. De même, le bombardier « furtif » B-1, à 2,2 milliards de dollars pièce, n'a fait qu'une courte apparition, au début, pour vite céder la place au quinquagénaire B-52, mieux à même, en définitive, de remplir la mission. Et puis, très tôt s'est fait sentir la pénurie de bombes dites « intelligentes », au point qu'elle pourrait être à l'origine du fait que, devant renouveler son stock de munitions guidées avec précision, le Pentagone n'a pas été en état de garantir le succès d'une attaque, dans la foulée, contre Bagdad.

D'autres exemples retiennent l'attention. Le dernier en date est celui qui concerne la traditionnelle Nuclear Posture Review, cet exercice qui consiste à réviser régulièrement, selon le contexte international, les concepts de défense préparés par le Pentagone et assimilables à la bible de la dissuasion, tant que le président des Etats-Unis, chef des armées, n'a pas conféré son consentement final à des spéculations d'état-major. Des indiscretions de presse ont donné à croire que Washington avait choisi de tout bouleverser pour faire en sorte que la bombe nucléaire, dans les mains des Américains, soit devenue un « outil » militaire comme n'importe quel autre armement. C'était oublier bien des considéra-

tions. D'abord, la Nuclear Posture Review attribuée - c'est aussi le cas dans d'autres pays, y compris en France, sous d'autres appellations - au chef de l'Etat un éventail d'options susceptible d'élargir et de diversifier sa marge de manœuvre pour éviter de le cantonner à une seule solution.

ARSENAL CLASSIQUES

Ensuite, ce document évoque d'autres sujets, à commencer par le nombre des missiles nucléaires qui devront subsister à toute négociation sur un désarmement à venir avec des partenaires étrangers, par la combinaison entre arsenaux classiques, nucléaires, chimiques et biologiques et par la création d'une défense antimissiles. Enfin, certains pays cibles d'une riposte nucléaire éventuelle, apparemment énumérés pour la première fois, sont, en réalité, des objectifs de longue date, tels l'Irak, déjà cité depuis l'affaire des otages américains en 1979, ou l'Irak, depuis 1991.

La révision stratégique en cours outre-Atlantique marque, ou masque, comme on verra l'entendre, une évidence autrement plus préoccupante, à savoir la fin d'un condominium russo-américain de la dissuasion et, du même coup, les rudiments d'une conception plus

globale, aux Etats-Unis, de leur sécurité et de celle de leurs alliés si tant est que Washington, à l'instar de ce qui s'est passé en Afghanistan, ne juge pas désormais que les alliances sont des Kleenex, jetables ou réformables à merci au gré des intérêts particuliers des seuls Américains dans le monde.

A examiner de près les orientations budgétaires déterminées par Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la défense, on peut se poser bien des questions. Le constat est simple : aucune impasse n'est consentie. Tous les programmes ont leur raison d'être, parce qu'ils sont des garanties de sécurité et que le président des Etats-Unis n'a pas envie de passer pour celui qui aura insuffisamment préparé - ou qui l'aura fait à contretemps - les armées américaines à ce qui, demain, pourrait les défier. Dès lors, quoi d'étonnant si, pour s'en tenir à un exemple significatif après les événements du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, les quelque 54 milliards de dollars alloués à la recherche et au développement, en matière d'armement, par George W. Bush en 2002-2003, représentent plus que le double de la totalité du budget annuel français de la défense ? Dans la préparation du futur, l'Eu-

rope de la défense, et la France en particulier, n'est pas seulement distancée. Elle est de facto larguée, à l'exception, sans doute, de la Grande-Bretagne, qui consent des efforts à la hauteur de sa volonté d'être, un jour, le chef de file européen.

D'où vient alors cette impression, ancrée chez de nombreux dirigeants européens, que les Etats-Unis courent après la cohérence opérationnelle de leurs ambitions stratégiques ? Y compris à l'OTAN. Voire, surtout, au sein de l'OTAN. Probablement du fait que, malgré la puissance de leurs armes, les Américains sont encore loin d'avoir résolu la contradiction qui leur fait réclamer, des alliés, un partage du fardeau, c'est-à-dire des efforts supplémentaires en matière de défense pour réduire le *technological gap*, en même temps que Washington revendique le droit d'engager des opérations sans l'apport de ses partenaires. D'aucuns, en Europe, parlent d'illogisme en la circonstance. Sauf à sortir de cette inconséquence en estimant que les Américains, en réalité, ne souhaitent pas véritablement un renforcement, qui se traduirait par une autonomie, des Européens.

Jacques Isnard

Palmarès PAR PANCHO



Présidentielle : l'état de la gauche

Suite de la première page

A l'origine, le mouvement socialiste comprenait deux composantes : l'une organisatrice, l'autre corporatiste. Par l'organisation, il s'agissait de substituer un ordre rationnel à l'anarchie du marché. Dans ce domaine, le niveau d'exigence a bien diminué puisque les mécanismes de prix, donc les marchés, sont reconnus comme les principaux régulateurs de la vie économique. Si l'intervention de l'Etat se réduit à une combinaison de politique monétaire et de politique budgétaire, alors le socialisme n'aura été qu'une parenthèse spécifique de l'histoire européenne et l'on comprend pourquoi il n'y a jamais eu de socialisme aux Etats-Unis, bien que les intellectuels et les ouvriers n'y aient pas manqué. En revanche, les éléments corporatistes subsistent. D'abord sur le marché du travail, où, pour mieux mettre les détenteurs d'emploi à l'abri des risques de la flexibilité, on accepte en fait un taux de chômage plus élevé. De même, le « service public à la française » permet de préférer le monopole à la concurrence et de justifier la quiétude des salariés et des directeurs par l'intérêt des utilisateurs présentés comme les maîtres ultimes (à travers l'Etat il est vrai) de la SNCF, d'EDF et de La Poste.

Derrière le corporatisme se profile le clientélisme. Comme ceux dont les revenus sont déterminés directement ou indirectement par les pouvoirs publics sont nombreux, ils font savoir par leurs organisations professionnelles, par leurs grèves et par leur vote que le progrès technique, la productivité et la mobilité doivent toujours être tempérés par d'autres considérations. En ce sens la gauche est corporatiste, comme la droite a été rurale, parce que la

victoire appartient aux gros bataillons d'électeurs.

Pour trouver le noyau dur de la gauche, il faut, au-delà du socialisme, remonter à deux principes : la liberté des individus opposée à l'arbitraire de toute forme d'autorité politique ou sociale ; l'égalité étendue à tous les domaines. Il est difficile aujourd'hui de distinguer la gauche de la droite par ces seules idées, puisque la droite, en devenant démocrate, les a adoptées. Mais, dira-t-on, si, en matière de liberté politique, il n'y a plus de différence, en revanche, en matière de liberté des mœurs, la gauche va plus loin que la droite. Plus loin, mais pas longtemps, comme on l'a vu à propos du pacs. De même pour la protection sociale et pour la redistribution, qui découlent du principe d'égalité. La gauche elle-même en ces matières ne peut trop creuser ses différences avec la droite. Si elle réclame plus de liberté dans les mœurs, elle se heurte au problème de l'individualisme extrême et de l'incivisme, et, si elle veut étendre l'égalité par la redistribution, elle rencontre les inconvénients électoraux de la pression fiscale. Pour cette double raison, et pour la première fois dans l'histoire politique française, la gauche socialiste ira aux élections avec un programme de réduction des impôts et avec la volonté d'augmenter les effectifs et les traitements des policiers et des gendarmes, gardiens par excellence de la sévérité des mœurs.

LAÏQUE ET JACOBIN

Les communistes et les gauchistes ne sont pas sans influence sur les socialistes. Ils obligent la gauche de gouvernement à gauchir son langage et à choisir, pour réformer, l'oblique plutôt que la perpendiculaire. Pour rallier les communistes aujourd'hui, il suffit de quelques circonscriptions et de portefeuilles ministériels. Depuis un siècle, la gauche modérée digère de cette façon la gauche radicale. Avec le gauchisme, les choses sont peut-être plus difficiles. Autre divergence : les écologistes. Leur seule originalité est de privilégier le risque nucléaire par rapport à la pollution provoquée par l'utilisation des énergies fossiles. Débat utile, mais dont on ne voit pas en quoi il concerne les lignes de partage au sein de la gauche et entre la gauche et la droite.

Dernier clivage : l'apparition du Pôle républicain. Jean-Pierre Chevènement s'est placé au centre, non pas qu'il soit devenu libéral, social et européen, comme les démocrates-chrétiens qui inventèrent le centrisme, mais parce qu'il est laïque, jacobin et national, plus précisément

nationaliste, puisqu'il fait de la nation le point suprême de l'ordre politique. De ce fait, il bénéficie des apports des déçus de la droite et des déçus de la gauche. Son conflit avec les socialistes n'est pas nouveau. Déjà en 1990, à Rennes, son courant refusa de soutenir la déclaration de principe affirmant que « le Parti socialiste fait le choix de l'Europe ». En ce sens, le Pôle républicain, issu de la gauche mais la débordant, constitue un isolat dont on ignore l'avenir proche et, à plus forte raison, lointain. Bien sûr, Jean-Pierre Chevènement a réduit la voilure anti-européenne et se laisse porter par le vent d'inquiétude que soulève l'immigration et l'insécurité. Le seul problème pour la gauche est de savoir combien de voix il peut lui ôter au second tour.

A ces anomalies près, le nuancier de la gauche est aujourd'hui à faible intensité. Ce qui explique la stratégie électorale de Lionel Jospin. Il ne nie pas la pluralité de son camp. Les tensions internes lui paraissent plus faibles qu'autrefois, même si la radicalité des propos d'Arlette Laguiller brouille cette convivialité, comme la raideur jacobine de Jean-Pierre Chevènement à l'autre extrémité. Pour que Lionel Jospin ait vu juste, il faudra que les électeurs d'Arlette Laguiller ou de Jean-Pierre Chevènement ne tirent pas les mêmes conclusions du premier tour que leurs deux leaders. Dans cette perspective, il faut que ce qui unifie la gauche, en dernière analyse, soit l'idée originelle : contester l'état de fait au nom d'un état idéal, plus juste. A partir de là, les reports au second tour et les gains au centre deviennent plus faciles. Si cette stratégie réussissait, elle donnerait raison à Alain, disant qu'on reconnaît un homme qui n'est pas de gauche au seul fait de mettre en doute la coupure entre gauche et droite. Ce qui revient à dire qu'il suffit à la gauche de se dire de gauche et de ne pas s'embarrasser d'autres explications.

nationaliste, puisqu'il fait de la nation le point suprême de l'ordre politique. De ce fait, il bénéficie des apports des déçus de la droite et des déçus de la gauche. Son conflit avec les socialistes n'est pas nouveau. Déjà en 1990, à Rennes, son courant refusa de soutenir la déclaration de principe affirmant que « le Parti socialiste fait le choix de l'Europe ». En ce sens, le Pôle républicain, issu de la gauche mais la débordant, constitue un isolat dont on ignore l'avenir proche et, à plus forte raison, lointain. Bien sûr, Jean-Pierre Chevènement a réduit la voilure anti-européenne et se laisse porter par le vent d'inquiétude que soulève l'immigration et l'insécurité. Le seul problème pour la gauche est de savoir combien de voix il peut lui ôter au second tour.

A ces anomalies près, le nuancier de la gauche est aujourd'hui à faible intensité. Ce qui explique la stratégie électorale de Lionel Jospin. Il ne nie pas la pluralité de son camp. Les tensions internes lui paraissent plus faibles qu'autrefois, même si la radicalité des propos d'Arlette Laguiller brouille cette convivialité, comme la raideur jacobine de Jean-Pierre Chevènement à l'autre extrémité. Pour que Lionel Jospin ait vu juste, il faudra que les électeurs d'Arlette Laguiller ou de Jean-Pierre Chevènement ne tirent pas les mêmes conclusions du premier tour que leurs deux leaders. Dans cette perspective, il faut que ce qui unifie la gauche, en dernière analyse, soit l'idée originelle : contester l'état de fait au nom d'un état idéal, plus juste. A partir de là, les reports au second tour et les gains au centre deviennent plus faciles. Si cette stratégie réussissait, elle donnerait raison à Alain, disant qu'on reconnaît un homme qui n'est pas de gauche au seul fait de mettre en doute la coupure entre gauche et droite. Ce qui revient à dire qu'il suffit à la gauche de se dire de gauche et de ne pas s'embarrasser d'autres explications.

Jean-Claude Casanova pour le Monde

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0995-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

ENTREPRISES

TÉLÉCOMMUNICATIONS

France Télécom a annoncé, jeudi 21 mars, une perte record de **8,3 MILLIARDS D'EUROS**. Quelques minutes après, l'action progressait de 1,7 %, à 33,15 euros, les principales annonces ayant été faites dans *Le Monde*

du 12 mars. Michel Bon, PDG du groupe, a décidé d'effectuer une « **OPÉRATION-VÉRITÉ** » sur ses comptes, notamment sur la valeur réelle de ses **PARTICIPATIONS** à l'international. Reconnaisant avoir **SUR-**

PAYÉ ses diversifications, il a provisionné 10,2 milliards d'euros sur Mobilcom, NTL, Equant et les activités argentines. Le **CONFLIT** entre M. Bon et le PDG de Mobilcom s'envenime, le second souhaitant obliger le

premier à lui racheter ses parts. **LES ACTIONNAIRES** de France Télécom ont vu leurs titres reculer de 85 % depuis mars 2000. La valeur du patrimoine de l'Etat a été ramenée de 141 à 20 milliards d'euros.

France Télécom affiche une perte historique en 2001

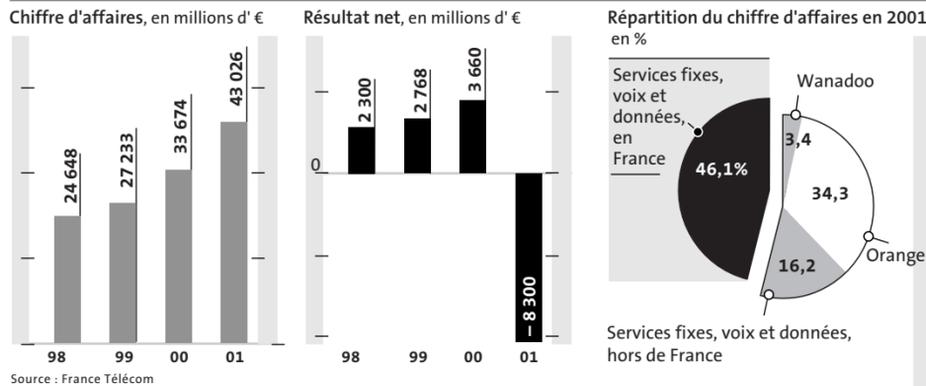
L'opérateur public a annoncé, jeudi 21 mars, un déficit de 8,3 milliards d'euros. Le groupe dirigé par Michel Bon a passé 10,2 milliards d'euros de provisions sur ses acquisitions surpayées à l'international. Pénalisée par une forte dette, la société annonce un nouveau plan de cessions d'actifs

FRANCE TÉLÉCOM a enregistré, jeudi 21 mars, la première perte de son histoire. Le groupe, contraint à une opération vérité sur ses comptes, affiche une perte nette de 8,3 milliards d'euros pour l'exercice 2001. Maigre consolation : la palme du record historique de pertes jamais enregistré par un groupe français reste détenue par Vivendi Universal, avec 15,6 milliards d'euros.

« *L'explication de nos comptes 2001 que je dois faire aujourd'hui devant vous n'est pas un exercice facile*, a reconnu Michel Bon, PDG de France Télécom, en préambule de sa conférence de presse. *Nous passons des provisions importantes pour solder ce qui dans nos acquisitions s'est révélé infructueux*. » En effet, France Télécom, suite à la rupture de son alliance avec l'allemand Deutsche Telekom, s'est lancé, au cours des années 1999 et 2000, dans une politique agressive d'acquisitions, en pleine période spéculative. Depuis, la bulle qui entourait les valeurs de télécommunications a éclaté et les opérateurs du secteur doivent admettre que non seulement ils ont surpayé certaines acquisitions, mais qu'en plus ils se sont parfois trompés dans le choix de leurs proies.

France Télécom reconnaît deux échecs principaux, en Angleterre tout d'abord avec l'acquisition du câble-opérateur NTL, en Allemagne ensuite avec l'acquisition de

L'ACTIVITÉ RESTE DYNAMIQUE



l'opérateur Mobilcom. Il en tire les conséquences. Evoquant NTL, Michel Bon a déclaré : « *Nous avons décidé de mettre à zéro la valeur de nos actions et de mettre à la valeur du marché, soit 35 % du nominal, la valeur de nos créances, soit une provision de 4,6 milliards d'euros* ». Dans le cas de Mobilcom, où France Télécom, actionnaire à hauteur de 28,5 %, est en conflit ouvert avec le fondateur de l'entreprise, Gerard Schmid, la décision a été prise de provisionner la totalité de l'investissement, soit 3,2 milliards d'euros.

Au-delà de ces deux échecs, France Télécom a décidé encore de prendre une provision sur le risque

lié au montage financier imaginé lors de l'acquisition de la société Equant. Le groupe français s'est en effet engagé auprès de ses actionnaires à verser une somme pouvant monter jusqu'à 15 euros par action si le cours de Bourse d'Equant était inférieur à 45 euros en juillet 2004. Or son cours oscille depuis six mois entre 8 et 15 euros.

LE BOULET DE LA DETTE

France Télécom a donc décidé de prendre une provision sur le coût maximal de cette opération, soit 2,1 milliards d'euros. Enfin, la crise argentine n'a pas épargné Telecom Argentina, un opérateur dont France Télécom est actionnaire. Le groupe s'apprête à faire une croix sur cet investissement, dont la valeur se chiffre à 360 millions d'euros.

Au total, France Télécom a donc décidé de passer des provisions exceptionnelles massives, qui se montent à 10,2 milliards d'euros pour l'exercice 2001 et font plonger le résultat dans le rouge. « *La société a passé toutes les provisions nécessaires au prix d'une perte sans précédent. Ses comptes sont sains* », a déclaré Michel Bon, qui considère

qu'il n'y a pas matière à passer des provisions exceptionnelles sur Orange, l'acquisition la plus onéreuse de France Télécom. Dans le rapport annuel 2000, l'écart d'acquisition, la survaleur, sur l'opérateur britannique de téléphonie mobile, estimée à 28,9 milliards d'euros, est amortie sur vingt ans.

Cette stratégie d'acquisitions a conduit aussi France Télécom à accumuler une dette très lourde, qui s'est transformée en un véritable boulet. Son seul coût financier a doublé en 2001, pour s'élever à 4 milliards d'euros. La société indique que cette dette a quelque peu baissé au cours du second semestre 2001, passant de 65 à 60,7 milliards d'euros. Toutefois, ce dernier chiffre est obtenu en comptabilisant le produit de la cession de la première tranche du parc immobilier, évalué à 2,7 milliards d'euros, alors qu'il ne sera réellement encaissé qu'en 2002.

En outre, le conflit qui a éclaté au grand jour entre France Télécom et Gerard Schmid a mis en lumière le risque d'une prise de contrôle de Mobilcom par le groupe français, qui se traduirait par une consolidation de sa dette et alourdi-

rait encore l'ardoise de 6 à 7 milliards d'euros.

Avec le risque Mobilcom et les engagements hors bilans, M. Bon a reconnu que la dette pourrait encore s'accroître de 17 milliards d'euros d'ici à fin 2005. Il a donc dévoilé un plan de désendettement revu et corrigé qui tient compte de cette nouvelle donne. « *Pour compenser le risque Mobilcom, nous céderons des actifs supplémentaires pour environ 8 milliards d'euros* », a-t-il déclaré. Une véritable inflexion dans la politique de désendettement du groupe. A l'origine, les ventes ont porté sur des actifs jugés non stratégiques, comme les participations dans ST, Sema ou Sprint.

TRANCHER DANS LE CŒUR

Confronté à la nécessité d'accélérer le mouvement, France Télécom doit maintenant trancher dans le cœur de ses activités. C'est ainsi qu'elle a décidé de céder sa filiale Télédiffusion de France (TDF), ses activités satellitaires mais également sa participation dans l'opérateur italien Wind. France Télécom justifie la vente des quelque 30 % qu'elle détient dans l'opérateur italien par une divergence de vues avec son actionnaire principal, l'électricien italien Enel. Celui-ci refuserait de passer ses activités de téléphonie mobile sous la bannière Orange, et souhaite, contre l'avis de son partenaire, se développer dans la téléphonie fixe. France Télécom envisage de faire jouer ce différend, pour forcer Enel à acheter ses parts.

Compte tenu de ce nouveau plan de cession, l'opérateur français prévoit d'ici à 2005 de ramener sa dette de 49 à 33 milliards d'euros, selon la conjoncture. France Télécom mise sur les flux de trésorerie générés par ces activités et en particulier la téléphonie mobile, pour alléger le fardeau de la dette. Car, paradoxalement, les résultats opé-

rationnels de l'entreprise n'ont jamais été aussi bons. En 2001, l'excédent brut d'exploitation avant toute charge (Ebitda) est en croissance de 14 %, à 12,3 milliards d'euros, et le résultat net avant les charges exceptionnelles et l'amortissement des survaleurs

La vente de TDF entérinée

Lors du conseil d'administration de France Télécom qui s'est déroulé mercredi 20 mars dans la soirée, la cession de sa filiale TDF, spécialisée dans la diffusion hertzienne de télévision et de radio, a été entérinée. Dans un premier temps, France Télécom gardera 35 % du capital. Elle cédera 20 % du capital à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), et le solde au fond d'investissement britannique Charterhouse et au fond d'investissement de la CDC. La valorisation de TDF a été fixée à 2,1 milliards d'euros.

De leur côté, les cinq syndicats de TDF (CFDT, CGT, CGC, FO et CFTC) ont déposé un préavis de grève pour le jeudi 28 mars. Ils dénoncent la vente du capital de TDF, le plan de réorganisation de l'entreprise qui s'est traduit par 200 suppressions d'emplois et réclament des négociations sur le changement de convention collective. Les syndicats laissent planer la menace d'une « *couverture des antennes* », une menace qu'ils n'ont jusqu'à présent jamais mise à exécution.

s'établit à 5 milliards d'euros. Pour M. Bon, ces résultats opérationnels et le plan de désendettement permettent d'écartier le recours à une augmentation de capital ou à une vente d'actions Orange, dans des conditions boursières jugées défavorables.

Laurence Girard

10,2 milliards de provisions

Les provisions exceptionnelles se montent à 10,2 milliards d'euros

- **Mobilcom.** Dépréciation totale de l'investissement dans l'opérateur allemand : - 3,19 milliards d'euros
- **NTL.** Dépréciation de la participation dans le câble-opérateur britannique : - 4,58 milliards d'euros
- **Equant.** Provision du certificat de vente garantie octroyé aux actionnaires d'Equant lors de l'acquisition : - 2,08 milliards d'euros
- **Telecom Argentina.** Provision sur le risque de l'investissement dans l'opérateur argentin : - 0,36 milliard d'euros

L'embarras et les mécomptes de Bercy

L'Etat, qui détient 55 % du capital, a donné son aval aux acquisitions

SI L'OPÉRATION vérité sur les comptes de France Télécom est un exercice délicat pour son PDG, Michel Bon, il l'est également pour son autorité de tutelle, Bercy. Et ce d'autant plus que l'ex-opérateur public est contraint d'afficher les premières pertes de son histoire à la veille d'échéances électorales capitales.

Reconnaître que la stratégie d'acquisitions menée par France Télécom s'est soldée par un certain nombre d'erreurs, qu'il lui faut aujourd'hui assumer dans ses comp-

Le choix de l'autorité de tutelle a été guidé par la volonté de ne pas décevoir encore les petits actionnaires

tes, n'est pas l'apanage du seul PDG. Pour chacune de ces décisions majeures, acquisition du câble-opérateur NTL en Grande-Bretagne, de l'opérateur allemand Mobilcom, et achat de l'opérateur mobile britannique Orange pour la coquette somme de 35 milliards d'euros, l'actionnaire majoritaire, l'Etat a donné son aval.

La fièvre de spéculation qui a saisi le monde des télécommunications en 1999 et en 2000, n'a pas épargné Bercy. La meilleure preuve en a été donnée lorsque, dans la foulée de l'acquisition d'Orange, l'Etat, entraîné par l'exemple britannique, décidait en juin 2000 de fixer le prix des quatre licences de téléphonie mobile du futur UMTS à 20 milliards d'euros. Quelques mois plus tard, la bulle spéculative éclatait. Et

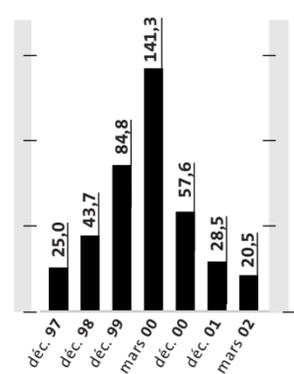
la dette de France Télécom, proche de 60 milliards à la fin de 2000, est apparue au grand jour. Le plan de désendettement conditionné initialement à la bonne tenue de la Bourse s'est trouvé grandement remis en cause.

Depuis, Bercy, qui a vu la valeur de sa participation dans France Télécom décroître inexorablement, surveille de près la santé financière de l'opérateur. Quitte à concéder quelques coups de pouce décisifs. La situation de France Télécom n'a pas été étrangère à la décision prise en octobre 2001 de réduire drastiquement le prix des licences de téléphonie mobile UMTS. Résultat : un allègement de facture immédiat de 619 millions d'euros en 2001 pour France Télécom. A contrario le Trésor, qui a longtemps puisé dans les solides bénéfices de l'opérateur pour abonder ses ressources, lui a versé en 2001 un crédit d'impôt de 1,4 milliard d'euros. Enfin, l'Etat a accepté de recevoir le paiement du dividende en actions, qu'il s'est engagé à garder. Les autres actionnaires auront le choix entre un paiement en liquide ou en actions, le dividende étant maintenu à un euro. France Télécom en espère une économie de trésorerie de 700 à 800 millions d'euros.

Le maintien du dividende a fait l'objet de discussions lors du conseil d'administration qui s'est tenu le 20 mars. Quelques administrateurs ont choisi de voter contre ou de s'abstenir, estimant, au vu de la situation financière de l'entreprise, qu'elle n'avait pas à verser un dividende. Le choix de France Télécom et de son autorité de tutelle a été guidé par la volonté de ne pas décevoir encore les millions de petits actionnaires qui ont acheté des actions France Télécom, Orange ou Wanadoo et qui ont vu leurs

UNE CAGNOTTE S'ENVOLE

Valeur du patrimoine de l'Etat dans France Télécom, en milliards d'€



L'Etat a ramené sa participation de 73 % fin 1997 à 55 % par dilution et par vente d'actions (5 milliards d'euros fin 1998).

Source : France Télécom

espoirs de plus-values fondre comme neige au soleil. Dans le contexte pré-électoral, cette décision prend tout son sens.

De même, Bercy souhaite calmer le jeu et prouver dans cette période sensible qu'il n'y a pas de divergence de vue avec le PDG. Celui-ci balaie d'un revers de main tout recours à une augmentation de capital qui poserait le problème du franchissement de la baisse du seuil des 50 % de l'Etat dans le capital de l'opérateur public. Paradoxalement, les milieux financiers considèrent aujourd'hui la position majoritaire de l'Etat français au capital de France Télécom comme une garantie. Mais la question ne manquera pas de se poser après les élections.

L. Gi.

Le patron de Mobilcom demande à exercer son option de vente sur 33 % du capital

FRANCFORT

de notre correspondant

La situation demeure confuse, mais le conflit entre France Télécom et son turbulent partenaire allemand Mobilcom entre dans une phase décisive. Gerard Schmid n'exclut plus d'abandonner son siège à la tête de l'entreprise qu'il a fondée en 1991. Voilà quelques jours, l'imprévisible patron refusait tout net une telle perspective ; il détient toujours 42 % du capital, contre 28,5 % pour France Télécom, via son opérateur de téléphonie mobile Orange.

Mercredi 20 mars, Mobilcom a pourtant confirmé la décision de son fondateur, prise vendredi 15, d'exercer une option de vente sur 33 % du capital. En principe, M. Schmid peut faire jouer son option dans deux cas de figure : celui d'une rupture des contrats qui lient les deux « associés » ou celui d'un désaccord stratégique.

France Télécom a aussitôt rejeté cette perspective. « *Il n'a aucun droit à exercer son option* », a indiqué le président de son directoire, Michel Bon, jeudi 21 mars, en parlant d'une « *gesticulation* ». Dans l'entourage du président du directoire de Mobilcom, l'on se dit pourtant déterminé à poursuivre dans cette voie. L'on met en avant la possibilité d'une procédure d'arbitrage. « *L'entreprise est fortement perturbée par le conflit actuel ; l'option de vente est possible lorsque les points de vue sont irréconciliables* », dit un porte-parole de Mobilcom. Si M. Schmid parvient à faire valoir son point de vue, la facture risque d'être lourde pour son actionnaire français : la législation allemande le contraindrait à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur l'ensemble des parts qu'il ne détient pas encore.

Trois scénarios sont pour l'instant privilégiés par France Télécom, dont les dirigeants ne cachent plus leur désir de mettre M. Schmid à l'écart. Selon le premier, Orange conserve sa part actuelle, mais la direction de Mobilcom est renouvelée, et la stratégie, adaptée aux conditions du marché allemand de l'UMTS. Le deuxième prévoit un accord avec M. Schmid sur le pacte d'actionnaire signé il y a deux ans. Dans cette hypothèse, France Télécom accepterait l'exercice de l'option de vente, afin de prendre le contrôle pur et simple de Mobil-

« La confiance qu'il y avait entre nous n'existe plus »

MICHEL BON

com. Le troisième scénario évoque la persistance du désaccord sur l'interprétation des contrats : dans ce cas, France Télécom saisirait les tribunaux, en suspendant toute décision sur les investissements.

« *La confiance qu'il y avait entre nous n'existe plus* » a souligné M. Bon lors de la présentation des comptes du groupe, jeudi. Sur le fond, le contentieux demeure entier : M. Schmid continue de penser que l'opérateur français est tenu de soutenir les investissements annoncés lors de l'attribution des licences UMTS, en août 2000. France Télécom plaide au contraire pour une réduction des projets d'investissement afin de tenir compte des perspectives chancelantes du marché.

La réunion du conseil de surveillance de Mobilcom, mercredi,

se serait d'ailleurs déroulée dans une ambiance des plus tendues. La réunion devait entre autres permettre de faire le point sur le rapport préparé par le cabinet BDO, à la demande de France Télécom, à propos de la transaction qui a permis à l'épouse de M. Schmid d'acquiescer quatre millions de titres de Mobilcom. Mais les conclusions du rapport ne sont pas encore disponibles. France Télécom soupçonne Mobilcom d'avoir contribué au financement de l'opération, en toute illégalité. Des accusations rejetées par l'opérateur allemand.

Si aucune décision définitive n'est prise, les spéculations vont bon train. Un consortium bancaire, composé entre autres de la Société générale, de la Deutsche Bank et de la banque néerlandaise ABN Amro, pourrait proposer de racheter les parts de M. Schmid dans Mobilcom dans le but de protéger leurs créances sur le groupe. Cette solution serait bienvenue chez France Télécom : les banques pourraient lui revendre ensuite leur participation, lorsque celui-ci sera en mesure de reprendre ses investissements.

En attendant, Mobilcom a vu sa perte nette croître en 2001 de 130 %, pour atteindre 205,6 millions d'euros, alors qu'elle était de 89 millions d'euro au terme de l'exercice précédent, selon les résultats publiés jeudi. Son chiffre d'affaires a progressé de 10 % à 2,59 milliards d'euro. « *Comme prévu, les coûts liés à l'UMTS et la transformation du groupe d'un prestataire de services en un opérateur de réseau UMTS pèsent sur le résultat* », a estimé l'opérateur, tout en confirmant sa vision optimiste du marché.

Philippe Ricard

Philip Holzmann, le groupe allemand de BTP, est dans une situation désespérée

Les banques refusent d'aider une nouvelle fois cette entreprise en faillite. 23 000 emplois sont menacés. En 1999, le chancelier Schröder était venu à son secours. Il reste cette fois en retrait

FRANCFORT

de notre correspondant

Les jours de Philipp Holzmann sont-ils comptés ? Deux ans après un premier sauvetage spectaculaire, sous l'égide du chancelier Gerhard Schröder (SPD, social-démocrate), le groupe de bâtiment et travaux publics (BTP) semble à nouveau au bord du précipice. Mercredi 20 mars, les principales banques actionnaires n'ont pu se mettre d'accord sur un ultime plan d'assainissement. L'échec a officiellement été annoncé jeudi matin. Le cours de l'action a été suspendu. Le projet de la Deutsche Bank – le premier institut privé allemand détenant près de 20 % du capital – a été rejeté par ses trois rivales : l'HypoVereinsbank, la Dresdner et la Commerzbank. Celles-ci ont tendance à penser qu'il serait désormais « irresponsable » de remettre la main au pot. Un éventuel dépôt de bilan de Holzmann pourrait survenir dès vendredi, selon les plus pessimistes ; 23 000 emplois directs sont menacés.

Si la chute de cette entreprise emblématique se confirme dans les prochains jours, l'événement constituerait un cruel revers pour le chancelier Schröder. Et une forme de revanche pour certains établissements de crédit. Le chef du gouvernement avait mis tout son



poids dans la balance, en novembre 1999, pour inciter les banques à voler au secours du numéro deux allemand du BTP. Prêts, garanties, l'engagement des pouvoirs publics avait permis de débloquer in extremis la situation. D'abord surprises par des pertes inattendues de

1,23 milliard d'euros, les banques avaient accepté de soutenir un plan de redressement. Mais de nombreux banquiers affirmaient qu'on ne les y reprendrait plus.

Deux ans après, la situation a bien changé. Après une année 2001 très délicate, la prudence est de mise parmi les grands instituts de la finance allemande. La Dresdner Bank, passée depuis dans le giron de l'assureur Allianz, se doit d'améliorer ses résultats. Tout comme la Commerzbank, elle aussi engagée dans une profonde restructuration. Bousculés par la récession de l'économie allemande en 2001, les principaux établissements sont eux-mêmes en train de réduire leurs effectifs de plus de 30 000 personnes.

Les intérêts des banques sont sans doute plus divergents que jamais : « Les concurrentes de la Deutsche Bank n'acceptent plus de

lui faire de cadeau, alors qu'elles considèrent que les difficultés de Holzmann ne sont pas de leur fait », indique un banquier, qui rappelle que la première banque allemande est actionnaire de longue date de Holzmann, et qu'un de ses dirigeants a toujours siégé à son conseil de surveillance. Certains estiment aussi que l'attitude de la Deutsche Bank dans l'autre dossier sensible du moment, la débâcle de Kirch, ne facilite pas la recherche d'un compromis : après des déclarations maladroites, son patron, Rolf Breuer, est en froid avec le magnat des médias au moment où la communauté financière s'acharne là aussi à trouver un plan de sauvetage.

« BONNE VOLONTÉ »

Avec des pertes estimées à 240 millions d'euros en 2001, soit très au-dessus des attentes, Holzmann semble avoir définitivement déçu les espoirs placés en lui. Le groupe est surendetté. « Le maximum a déjà été tenté voici deux ans, et sans succès. Beaucoup d'experts sont d'avis que plus rien ne peut plus être fait pour sauver une entreprise moribonde », dit-on auprès d'une petite banque francfortoise impliquée dans l'affaire. Cinq mille suppressions d'emplois, la cession des activités les moins rentables n'ont pas suffi à réduire les surcapacités du groupe, sur un marché du bâtiment en crise chronique.

Par ailleurs, la donne politique a également évolué. S'il n'est pas indifférent, le chancelier Schröder s'est bien gardé pour l'instant de monter au créneau (Le Monde du 14 mars). Ces derniers jours, il a seulement invité les banques « à faire preuve de bonne volonté en vue de parvenir à une solution raisonnable qui puisse permettre d'assurer la continuité de l'entreprise ». Lors de la première crise, l'opinion publique s'était émue de l'éventuel naufrage d'un des fleurons du bâtiment allemand, fondé voici un siècle et demi. Cette fois, même certains syndicalistes semblent résignés, alors qu'ils avaient su persuader les salariés d'accepter une baisse des salaires pour participer au projet de relance en 1999. A l'époque, acclamé par le personnel, M. Schröder avait fait un bond dans les sondages après son intervention ; il aurait beaucoup à perdre aujourd'hui. Les milieux économiques ne lui pardonneraient pas une nouvelle initiative, surtout après le peu de succès du premier plan d'assainissement. Or M. Schröder cherche à ne pas braquer le monde des affaires, afin de battre Edmund Stoiber, le ministre-président (CSU, conservateur) de Bavière, lors des élections législatives de septembre.

Philippe Ricard

La Cour de discipline budgétaire examine des transactions de la SCIC

Des logements HLM ont été cédés à bas prix

LA SCIC HABITAT, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, est sous la menace d'une sanction administrative de la Cour de discipline budgétaire et financière. Cette société, qui est l'un des rares organismes HLM à vendre des logements, avait été épinglée, en 2001, par la Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos) (Le Monde du 27 février).

Le rapport de cette mission, remis en octobre 2001, conclut que, sur 296 ventes analysées entre janvier 1998 et mars 2001, « seulement un tiers ont respecté les dispositions réglementaires ». « Les autres ventes, poursuit-il, sont irrégulières du fait de la caducité de l'évaluation des domaines dans 65 % des cas, de l'insuffisance d'information légale pour les logements vacants, des rabais accordés aux salariés et des prix inférieurs à l'évaluation des domaines. »

Le ministre de l'économie, Laurent Fabius, a décidé il y a quelques semaines de transmettre ce rapport à la Cour de discipline budgétaire, seule habilitée à décider de sanctions administratives.

Au cours des dix dernières années, la SCIC a vendu 3 500 logements sociaux. Bruno Martin, ancien cadre commercial chargé de ces transactions, licencié en février 1999, a révélé, d'abord à sa hiérarchie puis à la presse, que quelques-uns de ses anciens collègues de la cellule de vente avaient pu acquérir dans des conditions privilégiées un certain nombre d'appartements.

Alertée par un article paru dans le quotidien Libération le 14 février, la Miilos estime que « 69 ventes ont été réalisées à des prix inférieurs à l'estimation des domaines... [Elles] se traduisent par une diminution des ressources de 425 000 euros ».

« AVANTAGE INDU »

La Miilos s'est intéressée plus spécialement au cas de « cinq ventes à des salariés du GIE [chargé de la vente de ces appartements] » où « un avantage indu a été accordé ». Trois d'entre elles concernent un immeuble de la rue des Meuniers, dans le 12^e arrondissement de Paris, qui, étant donné sa situation géographique, ne devait pas manquer de candidats acheteurs. Alors que l'article 1596 du code civil interdit à un mandataire de se porter acquéreur du bien qu'il est chargé de vendre, une des responsables de la conduite des opérations a acquis, le 22 septembre 1999, un trois-pièces de 59 mètres carrés au prix de 561 000 francs (85 524 euros), alors que le prix fixé pour les acquéreurs extérieurs était de 779 000 francs. Une candidate à l'achat, locataire dans l'immeuble, s'était entendu répondre

que les trois appartements étaient déjà vendus.

Un immeuble de Verrières-le-Buisson, dans l'Essonne, a, lui aussi, suscité la convoitise. Dans un précédent rapport d'octobre 1999, la Miilos « s'interroge[ait] sur l'intérêt pour la société de se défaire d'un patrimoine aussi attractif ». Le fils d'un cadre de la SCIC y « a acquis en mars 1998 un logement vacant de trois pièces de 60 m² (...) pour 362 000 francs. (...) Ce logement a été revendu en octobre 2000 (...) pour 960 000 francs ».

Un autre salarié en charge des transactions a signé une promesse d'achat le 7 août 2000 pour un quatre-pièces aux Lilas (Seine-Saint-Denis) pour 503 000 francs et, dès

Le logement social sous surveillance

La Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos), qui contrôle les 775 organismes HLM, a, pour la première fois, mis en ligne, sur le site Internet du ministère du logement, son rapport d'activité 2000. La mission a constaté des dérives dans la gestion de certains offices tant publics que privés. Elle a repéré, dans 37 organismes HLM contrôlés, des « coûts de fonctionnement étrangers à leur objet social », comme un emploi fictif, deux embauches de complaisance, des prestations externalisées fictives et des avantages divers, tels que la mise à disposition injustifiée de logements.

Sur l'efficacité en matière de recouvrement des impayés, la Miilos constate de grandes disparités entre organismes, liées selon elle à la volonté des administrateurs plus qu'à un manque de moyens. Les anomalies relevées dans la tenue des comptes sont nombreuses. Enfin, le rapport s'interroge sur la nécessité de maintenir des organismes HLM gérant moins de 1 500 logements et qui en ont construit moins de 500 au cours des dix dernières années.

le 21 septembre, avant même d'être passé devant le notaire, il a fait passer une annonce pour le revendre à un prix de 780 000 francs.

Le directeur de la SCIC Habitat, Michel Delafosse, tient à relativiser le problème : « Seules une quinzaine de ventes ont été conclues avec des salariés, ce qui n'est plus possible depuis juin 2001, sauf, évidemment, s'ils sont locataires », plaide-t-il. La fédération FO des finances a demandé dans un communiqué que soit levé le « discrédit » sur les personnels, répandu par « des rumeurs mettant en cause certains responsables commerciaux et pratiques commerciales de la SCIC ».

Isabelle Rey-Lefebvre

Les pennies irlandais finissent dans des fours espagnols

BILBAO

de notre envoyée spéciale

Plus l'entreprise Elmet, dans la banlieue de Bilbao, au Pays basque espagnol, et son associée Botrade déchiquettent, triturant et fondent des pièces de monnaies, plus elles gagnent de l'argent. A l'heure de l'euro, le glas a sonné pour douze monnaies nationales et un nouveau marché inattendu s'est créé pour les faire disparaître. Selon l'Institut européen du cuivre, basé à Bruxelles, 262 000 tonnes de métaux doivent être recyclées d'ici à 2005. Plus de la moitié serait en cuivre, composant qui entre dans la fabrication de la plupart des anciennes monnaies et aussi de l'euro.

Pour profiter à plein de ce marché éphémère, il fallait mettre les bouchées doubles. C'est ce qu'a fait José Antonio Boveda, le directeur de Elmet qui, avec Botrade, appartient au groupe belge NFI (Non Ferrous International), spécialisé dans le recyclage des métaux, surtout le cuivre.

VENUS PAR BATEAU

En janvier, il a réussi à décrocher aux enchères deux contrats auprès des gouvernements concernés : celui de la démonétisation de la peseta espagnole (35 000 tonnes de monnaie) et des pennies du punt irlandais (6 570 tonnes). L'entreprise reconnaît volontiers que le recyclage des monnaies va lui permettre d'améliorer son bilan de fin d'année, avec 25 % de bénéfice en plus espéré.

L'opération la plus rentable est aussi la plus secrète. Elle concerne les pesetas qui sont traitées à part, avec une sécurité maximum, dans l'usine que Botrade a construite dans la région de Saragosse et dont l'emplacement exact n'est pas révélé.

Pourquoi tant de mystère ? Parce que l'Espagne, à l'instar de quelques pays comme la Grèce, explique un responsable, prolonge la valeur de ses pesetas que l'on peut changer contre des euros sans limite de temps. D'où les risques de vol.

En revanche, le spectacle des pennies irlandais, venus par bateau pour achever leur carrière dans les fours à haute technologie alimentés sans combustible polluant, par seule réaction exothermique de l'oxygène, se renouvelle en permanence. Tout est automatisé et il n'y a pas plus de trois personnes dans la salle de commandes de l'usine basque. Débarrassés, dans une trieuse géante, des enveloppes plastiques ou de tissus colorés qui les maintiennent par sacs de 8,43 kg, les pennies sont concassés et fondus à raison de 2,8 tonnes à l'heure. Tout un complexe processus d'électrolyse permet ensuite de récupérer le cuivre par plaques de 80 kg, avec une pureté presque parfaite de 99,99 %. Il sera recyclé, notamment en nouveaux euros.

Elmet – qui a obtenu, en plus du contrat de démonétisation, un contrat de commercialisation d'une partie des monnaies jaunes transformées, vendues 1 400 euros la tonne – ne cache pas son ambition de conquérir d'autres marchés. Deux entreprises allemandes, dont Eurocoin, ont déjà pris position, partiellement, sur les marchés allemand, belge et italien. Elmet, qui s'estime la plus compétitive, est en pourparlers jugés très positifs avec le Portugal, un marché de 6 750 tonnes de monnaie à recycler, et plus hésitants avec la France (43 000 tonnes), qui préfère stocker ses francs jusque vers 2003.

Marie-Claude Decamps

le nouvel
Observateur
www.nouvelobs.com

IMMOBILIER

Les nouveaux prix dans 60 villes de France et à Paris

OMC : le Japon et la Corée attaquent les États-Unis

LE JAPON et la Corée du Sud ont emboîté le pas à l'Europe en portant plainte devant l'OMC afin de protester contre les mesures américaines de sauvegarde de l'acier importé. Le Japon (1,86 million de tonnes exportées en 2001) et la Corée (2,01 millions de tonnes exportées) figurent parmi les principaux exportateurs d'acier vers les États-Unis. Les mesures de sauvegarde américaines pour protéger son industrie de l'acier sont sans aucune « légitimation économique » et ne répondent qu'à « des motivations politiques », a estimé hier Anne Krueger, la directrice générale adjointe du Fonds monétaire international (FMI). De son côté, le représentant à Genève de l'Union européenne, Carlo Trojan, a averti que l'Europe « utilisera toutes les ressources du système de l'OMC pour minimiser les dégâts et rechercher la réparation appropriée ».

Lagardère céderait EADS pour une opération majeure dans les médias

LE GROUPE de médias et de défense a publié jeudi 21 mars ses comptes 2001 : son résultat net ressort en hausse de 6 %, à 616 millions d'euros pour un chiffre d'affaire de 13,295 milliards d'euros, en progression de 12 %. Le résultat d'exploitation du groupe a augmenté de 8,4 %. Sa croissance a été tirée par le pôle média (résultat d'exploitation en hausse de 9,3 %), dont les perspectives restent incertaines pour 2002, dépendant de la conjoncture publicitaire. Dans cette activité, le groupe confirme son objectif de réaliser 160 millions d'euros d'économie d'ici 2003 en année pleine. Dans ses autres activités, Lagardère compte se désengager de Matra Automobile mais a indiqué qu'une sortie du capital d'EADS n'était pas d'actualité et qu'il ne céderait sa participation de 15,14 % dans EADS « que pour une opération majeure dans le secteur des médias ».

REBOND

Action Groupe Lagardère en euros, à Paris



Le début du procès contre Andersen est fixé au 6 mai

LA DATE de l'ouverture du procès intenté au cabinet d'audit Andersen, commissaire aux comptes du courtier en énergie américain Enron, a été fixée au 6 mai, selon une source judiciaire citée par l'AFP. Le cinquième cabinet d'audit mondial a plaidé mercredi non coupable devant un tribunal fédéral des accusations d'entrave à la justice portées contre lui.

Un grand jury fédéral a inculpé, jeudi 14 mars Arthur Andersen LLP, l'entité américaine du cabinet d'audit, pour avoir détruit des pièces comptables du groupe énergétique (Le Monde du 16 mars). Jamais un cabinet d'audit n'avait été mis en examen aux États-Unis dans une procédure criminelle. Andersen fait aussi l'objet d'enquêtes parlementaires et de poursuites civiles engagées par des centaines d'actionnaires, de salariés et de créanciers d'Enron.

Les prix du gaz vont baisser au 1^{er} mai

« LA BAISSÉ du prix du pétrole depuis l'automne 2001 va permettre de pratiquer une baisse des prix de vente du gaz naturel le 1^{er} mai prochain. Toutefois, il est encore trop tôt pour en préciser le niveau. » En annonçant une prochaine baisse des tarifs du gaz aux particuliers lors de la présentation des comptes, de Gaz de France, mercredi, son président, Pierre Gadonneix, a voulu désamorcer les critiques des syndicats.

Le doublement des résultats 2001 de l'entreprise publique (Le Monde du 21 mars), est « en grande partie la conséquence logique des augmentations successives des tarifs publics », a dénoncé la CGT. Depuis 1999, les prix du gaz pour les particuliers, les commerçants et les artisans, ont été augmentés à trois reprises, pour une hausse totale de près de 32 %. Des augmentations « largement surévaluées », estime le syndicat, qui met en cause le gouvernement, qui « n'a jamais autant prélevé d'argent sur les factures des consommateurs » au moment où il « prône la réduction d'impôts ».

INDUSTRIE

■ **COMPAQ/HP : les actionnaires de Compaq**, réunis mercredi en assemblée extraordinaire ont massivement approuvé le rachat de leur société par Hewlett-Packard. A l'inverse de la polémique qui déchire HP, aucune opposition organisée au projet ne s'est manifestée parmi les actionnaires de Compaq, qui ont approuvé la fusion à plus de 90 % (Le Monde du 21 mars).

■ **WHIRLPOOL : l'américain numéro un mondial de l'électroménager a racheté le numéro un polonais du secteur, Polar**, jusqu'ici filiale du français Brandt, mis en dépôt de bilan. Le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine), chargé du dossier Brandt, a retenu l'offre de l'américain contre celle de l'italien Merloni. Polar compte 3 000 salariés et a accusé une perte nette de 95,3 millions de zlotys (26,25 millions d'euros) en 2001.

FINANCE

■ **DEUSTCHE BANK : la première banque privée allemande**, envisagerait une fusion de ses activités avec le britannique Lloyds TSB, selon le magazine allemand Manager. Les deux banques qui avaient déjà entamé des pourparlers en 2001 se sont refusées à tout commentaire.

RÉSULTATS

■ **GUCCI : le groupe de luxe italien filiale de PPR** a annoncé jeudi un bénéfice net pour l'exercice 2001 (clôturé au 31 janvier 2002) en baisse de 17 % à 278,4 millions de dollars (315 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 2,28 milliards (+1,2 %).

■ **HERMÈS : le groupe français de luxe a réalisé en 2001 un résultat net en hausse** de 15,3 %, à 201,7 millions d'euros. Pour 2002, le groupe estime que les ventes devraient continuer à progresser, bénéficiant du succès de la maison Hermès à Tokyo et de l'extension du réseau. Le chiffre d'affaires 2001 ressort en hausse de 5,9 %, à 1,227 milliard d'euros.

Les ambitions de Mikhaïl Khodorkovsky, le roi du pétrole russe

A 38 ans, ce Moscovite est considéré comme l'homme le plus riche de Russie. Dans un entretien au « Monde », il explique sa stratégie et ses divergences avec l'OPEP

MOSCOU

de notre correspondante

La vie sourit à Mikhaïl Khodorkovsky, 38 ans cette année. L'époque est loin où, habillé de jeans disgracieux, ce jeune Moscovite, membre zélé us Komsomol (Jeunes communistes), concocitait dans une arrière-salle universitaire des plans d'importation d'ordinateurs et d'obscurités opérations de change. C'était l'époque Gorbatchev : les premières coopératives, les tâtonnements du capitalisme en Russie. Avec des contacts bien placés et beaucoup de nerfs, on pouvait faire des miracles. Les fonds du Parti communiste de l'URSS s'évanouissaient dans la nature et d'ambitieux Rastignac surgis de nulle part, le plus souvent liés au KGB, amassaient leurs premiers butins.

C'est dans ce contexte qu'a surgi Mikhaïl Khodorkovsky, ainsi que le relate un rare livre d'enquête sur les fortunes édifiées en Russie ces dix dernières années, écrit par l'Américain David Hoffman. Le magazine *Forbes* a consacré ce mois-ci M. Khodorkovsky « l'homme le plus riche de Russie », avec 3,7 milliards de dollars (4,18 milliards d'euros). Qu'en pense l'intéressé ? La réponse est sobre : « Oui, j'ai des moyens », puis narquois : « L'économie russe n'en est pas à un degré de transparence tel qu'il soit facile de dire combien vaut telle ou telle action, telle ou telle compagnie. »

Un filet de voix au débit lent, un costume sombre, le visage impassible et lisse, M. Khodorkovsky reçoit dans un bureau sans ostentation, au cinquième étage du siège de sa compagnie, Ioukos, le numéro deux du pétrole russe (après



Lukoil). Il a la réputation d'être un travailleur acharné, redoutable en affaires, et d'être désespérément en quête (comme les autres magnats russes de sa génération) de respectabilité.

PRIX DÉRISOIRES

Ioukos est en pleine expansion, après les trois années de cours élevés du pétrole qui ont aidé l'économie ex-soviétique à renouer avec la croissance. Ioukos, c'est aujourd'hui 17 % de la production russe de pétrole. Au milieu des années 1990, le secteur pétrolier du pays a été privatisé (contrairement à celui du gaz) dans le cadre de ventes appelées « prêts contre actions », fortement critiquées. On vit alors une poignée de banquiers russes, dont M. Khodorkovsky, alors âgé de 31 ans, mettre la main sur des fleurons de l'industrie ex-soviétique à des prix dérisoires, en échange d'aides financières destinées à la réélection, en 1996, de Boris Eltsine. Pendant ses années au Komsomol, il créa la banque Menatep, qui prospéra en gérant des budgets étatiques avant de

pouvoir s'emparer de Ioukos. « Je suis issu d'une famille modeste, j'ai dû travailler dès l'enfance, raconte aujourd'hui ce fils d'ingénieurs d'une usine de machines-outils. J'ai été charpentier, concierge. »

Self-made man ou pas, Mikhaïl Khodorkovsky a la particularité, aujourd'hui, de mener la fronde, en Russie, contre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Sur ce sujet, il s'étend volontiers : « La position de la Russie sur le marché est injuste. Elle détient environ 15 % des réserves mondiales mais ne produit aujourd'hui que 9 % du pétrole extrait dans le monde. Nous devrions représenter 15 à 20 % de la production mondiale. » Ioukos, qui a beaucoup investi dans ses infrastructures, veut augmenter sa production de 20 % cette année (après une hausse de 17 % en 2001) et s'accroche mal de la réduction des exportations russes annoncée par le gouvernement à la demande de l'OPEP. « Aucun groupe de pays n'a le droit d'émettre des diktats », dit M. Khodorkovsky à l'encontre de l'OPEP. Le résultat de tout cela, c'est que les prix sur le marché intérieur pétrolier russe se sont affaiblis. Des marchés extérieurs sont convoités par d'autres. Le pétrole russe risque de perdre du terrain face au pétrole d'Azerbaïdjan ou du Kazakhstan. »

Mais Ioukos a-t-il les moyens de sa politique ? Comment tiendrait-il en cas de guerre des prix face à l'OPEP ? « Nous n'avons pas les mêmes obligations fiscales qu'Aramco [la compagnie nationale en Arabie saoudite], répond M. Khodorkovsky, L'Arabie saoudite dépend, beaucoup plus que la Russie, des revenus du pétrole pour son

budget étatique. Sans le soutien financier de banques américaines, ils seraient perdants en cas de sévère guerre des prix. Ioukos, de son côté, est en mesure de résister au moins quatre années avec des prix bas. » Le credo est là : la Russie doit gagner des marchés, Ioukos doit s'étendre. « L'Europe est et restera notre client le plus important. La Russie doit nouer un dialogue énergétique avec l'Europe, sur la base de contrats à long terme », dit ce patron qui, la veille, était reçu devant les caméras au Kremlin par Vladimir Poutine pour parler, précisément, des liens entre la Russie et l'Union européenne.

SANG-FROID

Pendant la crise de 1998 en Russie, quand le rouble s'est effondré, et que Moscou fut en défaut de paiement sur sa dette, M. Khodorkovsky ne remboursa jamais les 230 millions de dollars que sa société devait à des banques occidentales. Il transféra des actifs de Ioukos vers des zones offshore pour les mettre à l'abri des créanciers, raconte le livre de David Hoffman. Son sang-froid glaça alors plus d'un observateur. Aujourd'hui, Ioukos ne manque pas de fonds et s'est mis à acheter à tout va : des champs de gaz en Sibérie, un réseau de pipelines en Slovaquie, une raffinerie en Lituanie, des centrales électriques régionales en Russie. « Nous avons un slogan : nous croyons en la Russie », dit l'entrepreneur, debout devant l'immense carte de la Russie qui occupe tout un mur de son bureau, « pour montrer l'emplacement de tous nos gisements ».

Natalie Nougayrède

Les transports en commun de Lyon perturbés par une grève

LYON

de notre correspondante

Les syndicats des transports en commun de l'agglomération lyonnaise (CGT, FO, CFTC, CFDT, autonomes) ont reconduit, jeudi 21 mars, la grève entamée mardi, perturbant le trafic du réseau qui transporte chaque jour 1,2 million de voyageurs. A 8 h 15, seulement 24 % des bus circulaient, 50 % des lignes de métro A et B, 100 % des lignes C et D, 70 % des deux lignes de tramway, et une ligne de funiculaire sur deux fonctionnait normalement, un trafic légèrement supérieur à celui de la veille.

Cette grève est intervenue le jour de l'ouverture des négociations annuelles sur les salaires entre direction et syndicats. Ces derniers demandent une revalorisation des salaires de 7 % (5 % en raison de l'accroissement du pouvoir d'achat, 2 % au titre de l'inflation), et une évolution de la prime de vacances vers un quatorzième mois.

La direction de la Société lyonnaise de transports en commun (SLTC), qui emploie 4 088 salariés dont 2 567 conducteurs, estime que le coût de ces revendications serait de l'ordre de 10,7 millions d'euros. Elle propose soit une augmentation de 1,6 % des salaires (1,2 % au titre du pouvoir d'achat,

0,4 % au titre des primes de vacances), soit une augmentation de l'attribution des tickets-restaurants, équivalent selon elle à une rémunération supplémentaire de 3 %.

Les propositions formulées mercredi par la direction ont été rejetées par les syndicats et, jeudi matin, aucune nouvelle réunion n'était prévue. A 8 heures, les rues de Lyon étaient investies par les rollers, les vélos et les marcheurs,

Jeudi, les pompiers professionnels du Rhône ont également déposé deux préavis de grève illimitée

alors que la circulation automobile était déjà très dense.

Jeudi, les pompiers professionnels du Rhône ont également déposé deux préavis de grève illimitée. L'un déposé par la CGT, l'autre par la CFDT, pour demander une « garantie des effectifs dans tous les centres de secours ».

Sophie Landrin

Yves Cochet retarde la fermeture d'une usine nucléaire dangereuse

L'USINE Cogema de combustible nucléaire MOX (mélange d'uranium et de plutonium) de Cadarache (Bouches-du-Rhône) devra fermer « fin 2002 ou début 2003 », ont indiqué, mercredi 20 mars, les responsables de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Le site « ne répond pas aux nouvelles normes anti-séisme et le bâtiment pourrait s'effondrer en cas de secousse majeure », dit l'ASN.

La Cogema (groupe Areva) a accepté de fermer Cadarache, sous réserve de pouvoir en transférer la production dans l'usine Melox de Marcoule (Gard). « Cette demande ne pose pas de problème du côté de la sûreté », assure André-Claude Lacoste, directeur général de l'ASN. Le dossier est pourtant bloqué au ministère de l'Environnement, qui n'a toujours pas donné son aval à l'ouverture de l'enquête d'utilité publique que prévoit la procédure. Le regroupement des capacités de production à Marcoule ne peut en effet s'effectuer sans une révision du décret qui limite la production de la société Melox à 115 tonnes de combustibles. Or, avec l'apport de Cadarache, Melox porterait ses capacités à 195 tonnes. Cogema a déposé fin avril 2001 le dossier préalable auprès des ministères concernés.

Les syndicats de Cadarache et de Marcoule ont écrit à Lionel Jospin fin janvier pour dénoncer « l'absence de décision du ministre de l'environnement, bafouant de ce fait les règles élémentaires de la démocratie ». Interpellé à l'Assemblée nationale par le député RPR Renaud Muselier, le 10 septembre 2001, M. Cochet avait rappelé qu'une instruction du dossier a été confiée à la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), et qu'« on ne peut faire dépendre la fermeture d'une installation jugée dangereuse d'une création de capacité ailleurs. »

Mardi 19 mars, M. Jospin a signifié à son ministre de l'environnement son souhait de voir fermer au plus vite Cadarache et transférer la production à Marcoule, mais M. Cochet lui a fait savoir qu'il ne signerait rien avant les élections. Le candidat Verts à l'élection présidentielle, Noël Mamère, devait, jeudi 21 mars, faire une visite de l'usine de Cadarache.

L'ASN, pour sa part, ne veut pas entrer dans la polémique. La fermeture de Cadarache « peut être décidée par voie autoritaire », sous la forme d'un décret, si la Cogema n'en prend pas l'initiative, a rappelé M. Lacoste.

Pascal Galinier

acheter

Et dire qu'à **1 000 km** d'ici, quelqu'un **fabrique le produit** que vous cherchez... et vous ne le saurez jamais !

En quelques années, votre marché s'est élargi à la taille de l'Europe. Et avec les nouveaux outils de communication, la distance n'est plus un obstacle. Dès lors, vous devez pouvoir comparer avant d'acheter, à condition de connaître les meilleurs fournisseurs sur le marché.

EUROPAGES résoud ce problème pour vous : avec ses 500 000 entreprises de tous secteurs d'activités, sélectionnées dans 30 pays pour leur capacité à l'export, vous avez tous les atouts pour mener vos appels d'offres. Et en plus c'est gratuit. Pourquoi vous en priver ?

ACHETEZ MIEUX, VENDEZ PLUS
L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES

annuaire imprimé / CD-Rom / www.europages.com @

EURO PAGES

GRAND PUBLIC

« Loft Story » 2 durera douze semaines sur M6

LA DEUXIÈME saison de « Loft Story » sera à l'antenne de M6 à partir du 11 avril. Le jeu sera aussi diffusé sur Internet et, de façon payante, sur TPS et CanalSatellite.

Pour cette nouvelle édition, « Loft Story » a subi quelques modifications : diffusé 73 fois en avant-soirées à 19 heures et lors de 13 grands shows, le jeudi, à 20 h 50, il durera douze semaines, contre 10 semaines il y a un an. La chaîne privée proposera une émission de « décryptage et de débats » avec intervention des téléspectateurs le samedi à 23 h 50. Cette nouvelle « aventure humaine », selon les termes de Thomas Valentin, directeur des programmes de M6, réunira six garçons et six filles – soit deux locataires de plus que l'an dernier –, qui seront filmés 22 heures sur 24. Le couple vainqueur se partagera, au final, 500 000 euros.

Une des principales nouveautés, selon tetu.com, édition électronique quotidienne du magazine *Têtu*, mise à jour mercredi 20 mars, tiendrait dans la présence de candidats homosexuels. Pour le site, « il devrait y avoir au moins deux candidats gays, une bisexuelle et une lesbienne ». D'après M. Valentin, « le casting du loft n'est pas encore terminé et les préférences sexuelles n'ont pas été un critère de sélection des candidats ». En Grande-Bretagne, la deuxième saison de « Big Brother », nom original de « Loft Story », a rassemblé 4,12 millions de téléspectateurs en moyenne contre 4,03 précédemment, grâce, notamment, à la présence d'un lofteur gay.

Enfin, M6 a précisé que même coupés du monde, les lofteurs pourront voter, par procuration, à l'élection présidentielle et aux législatives.

Les droits pour le football poussent les radios à un double jeu

Le GIE des radios généralistes tente de conserver par une voie juridique le libre accès à l'information pour le championnat de France. Ce qui ne l'empêche pas de participer à l'appel d'offres payant de la Ligue nationale

L'INVITATION à boycotter l'appel d'offres de la Ligue nationale de football (LNF) lancée par la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, aura fait long feu. Plusieurs radios françaises, parmi lesquelles le groupement d'intérêt économique (GIE) Sport libre, composé des principales généralistes, viennent, selon nos informations, de répondre à l'appel d'offres lancé par la LNF pour la retransmission radiophonique des matches du championnat de France de football. « En renonçant à vendre ces droits à un seul acteur, la Ligue a mis de l'eau dans son vin », reconnaissait récemment Jacques Vendroux, chef des sports à France-Inter, chargé avec le directeur général de RTL, Robin Leproux, de mener les discussions pour le GIE. Le président de la Ligue, Gérard Bourgoïn, a été dessaisi du dossier, ses déclarations péremptoires lui ayant valu une hostilité trop franche des responsables de certaines stations.

Le dossier a été placé entre les mains des présidents des clubs de football de Strasbourg et Sochaux, Patrick Proisy et Jean-Claude Plessis, qui se sont lancés dans une opération de séduction auprès des radios. Remodelant l'appel d'offres initial lancé le 22 février, ils ont abandonné l'idée d'exclusivité, principal objet de discorde. Désormais, chaque station de radio peut choisir parmi trois niveaux de partenariat : service à minima gratuit pour faire des interviews et des flashes avant et après le match ; redevance forfaitaire à la Ligue (100 000 à 200 000 euros) pour réaliser un multiplexe (et intervenir à l'antenne pendant les moments forts du match) ; enfin, partenariat sportif incluant un accord marketing. La date-limite des candidatures a été

fixée au 2 avril. « Nous espérons signer ces accords début avril pour les entériner au conseil d'administration de la Ligue du 19 avril », indique M. Proisy, qui déclarait dans *Le Figaro* du 20 mars que la Ligue compte tirer 1,5 million d'euros de l'opération. L'objectif de la LNF est de mettre en place au plus vite un système organisé et placer le législateur devant le fait accompli.

En effet, le GIE ne désespère pas de voir tous ces projets de vente de droits radio annihilés et continue d'explorer les voies judiciaires et législatives, tout en profitant des soutiens qui s'accumulent : le Comité national et olympique du sport français, la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignant... Le 19 mars, le président du GIE, Jean-Marie Cavada, également président de Radio France, a fait du lobbying auprès de Viviane Reding, commissaire européenne à l'éducation et la culture. A l'échel-

le nationale, les principales stations françaises peuvent compter sur le soutien d'élus de tout bord : outre le gouvernement, l'Association des maires de France s'est jointe aux revendications du GIE pour protéger le droit à l'information radiophonique.

« L'AMBIGUÏTÉ » DE LA LOI

Le 18 mars, le Conseil d'Etat a toutefois rejeté une requête en référé du GIE, estimant qu'il ne pouvait se prononcer sur le bien-fondé de l'appel d'offres de la LNF en raison de « l'ambiguïté » de la loi sur le sport de 1984, dont le Conseil n'a pas su clairement dire si elle s'appliquait aux radios. Si elle a quelque peu surpris, y compris à la LNF, l'ordonnance du Conseil d'Etat ne remet pas en cause les ardeurs du groupe de suivi nommé par M^{me} Buffet le 25 février. Plutôt que d'envisager un nouvel article de la loi de 1984, qui ne pourrait pas s'en-

gager avant la prochaine session parlementaire, à l'automne, le comité de suivi devait achever, vendredi, la rédaction d'un projet de décret d'application à cette loi. La première ébauche du texte spécifie qu'« en matière de radiodiffusion sonore, l'information du public comprend notamment l'information consistant en un commentaire oral assuré en direct ». Une façon de dire que le commentaire des matches fait partie du droit à l'information et donc que l'appel d'offres de la LNF ne tiendrait pas. « L'objectif est de faire au plus vite, si possible avant l'été. Tout dépendra du passage devant le Conseil d'Etat », précise-t-on au ministère de la culture et de la communication.

En avançant paradoxalement ses pions sur les deux terrains – en déposant une offre auprès la LNF tout en tentant de dénoncer cet appel à candidatures –, le GIE ne veut pas « passer à côté du cham-

pinat de France », selon un journaliste. « Pour éviter, comme pour la formule 1, de se faire souffler l'épave par RMC Info », poursuit-il. Mercredi, au Mans, lors du congrès de l'Union syndicale des journalistes français (USJF) sur le thème « L'information a-t-elle un prix ? », son président, Jean-Marc Michel, estimait : « Aujourd'hui, la logique commerciale passe en premier. [Dans le dossier radio], nous avons eu des partenaires de circonstance : le GIE, Cavada. Mais ce combat [contre le paiement de droits], nous le défendons depuis quarante ans. »

En décembre 2001, après que RMC Info eut obtenu l'exclusivité des droits pour la prochaine Coupe du monde de football, des représentants du GIE avaient discrètement demandé, en vain, à M. Bourgoïn de leur vendre l'exclusivité des matches du championnat de France.

José Barroso

Un parcours d'obstacles pour les journalistes des sports

CE TEMPS-LÀ est révolu. Le journaliste spécialiste des sports, désormais, ne rentre plus dans les vestiaires ou dans les douches pour discuter avec les joueurs ou les coureurs lors des grandes compétitions. Il attend les conférences de presse ou se rue dans la « zone mixte », une aire réservée aux contacts directs entre journalistes et compétiteurs. Pour obtenir des informations, il faut avoir des coups de pointus, de l'opiniâtreté et un solide sens de l'humour.

« Couvrir » une compétition est devenu un véritable parcours du combattant. Le journaliste doit d'abord demander une accréditation, beaucoup plus facile à obtenir

pour les événements peu médiatisés que, par exemple, pour la Ligue des champions de football.

Une fois adoubé, il prend place dans la tribune de presse, afin de commenter, filmer ou décrire les principaux faits de la rencontre. Au coup de sifflet final, il part, avec ses confrères et consœurs, quérir des réactions des différents acteurs. Les journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision se retrouvent à quelques pas des vestiaires, répartis le plus souvent par type de média, tentant d'obtenir, à tour de rôle, les mêmes confidences des joueurs, entraîneurs ou dirigeants.

LE PRIVILÈGE DE LA TÉLÉVISION

Les télévisions, qui ont payé cher l'acquisition des droits de diffusion, sont placées au bord des pistes et des terrains. Un privilège. L'athlétisme a servi, en ce domaine, de laboratoire. Les chaînes sont ainsi les premières à recueillir les confessions des athlètes, qui, souvent, donnent la primeur à leurs télévisions nationales. Les reporters sont installés, en attendant la fin de l'épreuve, dans des petites « cases » où ils patientent, micro à la main.

Derrière eux, c'est le chaos. Pour regagner leurs vestiaires, les athlètes doivent traverser la « zone mixte ». Les jours d'épreuves reines, comme le 100 mètres ou le saut en hauteur, la cohue règne. La densité de journalistes y est à son



A Roland-Garros, en 2001, le joueur de tennis espagnol Juan Carlos Ferrero répond aux questions des journalistes.

comble. Des micros s'envolent, tandis que certains notent les premières déclarations des vainqueurs. Pour plus de tranquillité, il faut attendre la conférence de presse, qui se tient souvent une heure et demi après le passage de la ligne d'arrivée et, donc, souvent après le bouclage des journaux du matin.

Les rendez-vous d'après match des Internationaux de France de tennis, à Roland-Garros, où trois salles de conférence accueillent les joueurs, sont plus calmes. Les radios doivent cependant se plier à une règle. Lors des conférences de presse, en cas de forte affluence, seules les stations affiliées à l'Union européenne de radiodif-

fusion (UER) peuvent accéder au joueur ou à la joueuse pour recueillir ses propos. Les autres antennes doivent se contenter de récupérer le son, ne pouvant poser aucune question. Si l'athlète est peu pressé par les journalistes, le règlement est suspendu. Ceux-ci peuvent – en obtenant une accréditation spéciale et pour un laps de temps relativement court – se rendre dans le salon des joueurs pour glaner des informations. Dans cette antichambre, cependant, micros et caméras sont interdits, même pour France Télévisions, qui détient les droits de Roland-Garros.

Bénédicte Mathieu

Kirch devra faire des concessions dans le domaine des droits sportifs

FRANCFORT

de notre correspondant

La tempête qui secoue le groupe Kirch devrait s'accompagner d'une petite révolution dans les droits sportifs. Au bord de la faillite, le groupe se débat pour sa survie, sous la houlette des banques créancières. Mercredi 20 mars, il a annoncé l'abandon définitif de la fusion entre son fleuron KirchMedia et sa filiale télévisuelle ProSiebenSat.1, repoussant d'autant la perspective d'une entrée en Bourse. Les activités dans les droits sportifs ne devraient pas non plus échapper au démantèlement qui se profile.

C'est l'engagement de Kirch dans la formule 1 qui semble le plus menacé. La galaxie avait pris l'an dernier 75 % au total de la Slec, l'exploitant des Grands Prix – le reste étant aux mains de son patron, Bernie Ecclestone. Kirch semble désormais prêt à réduire, voire céder, sa participation, en particulier au profit des constructeurs automobiles, qui n'ont jamais accepté cette intrusion sur leur terrain de jeu. Ces derniers se gardent de prendre l'initiative, mais ils sont à l'affût. « Plus les jours passent, moins l'investissement sera coûteux », affirme ainsi le représentant d'un constructeur allemand.

Les difficultés de Kirch pourraient aussi changer la donne en

matière de football. Le groupe n'est plus en position de force, pour revendre les droits audiovisuels des Coupes du monde 2002 et 2006. Il a un besoin vital d'argent frais. Certaines chaînes de télévision pourraient en profiter pour renégocier leurs contrats, à l'instar du pôle public allemand ARD, qui aurait commencé des discussions pour élargir les droits de retransmission acquis pour la prochaine Coupe du monde.

SUR LA SELLETTE

Le sort des droits sportifs de Kirch est étroitement lié à celui de sa chaîne à péage, Première. Celle-ci est l'un des principaux clients de KirchMedia, où sont rassemblées les activités de négoce des droits. Or, Première est sur la sellette : sa

perte brute d'exploitation a atteint 865 millions d'euros en 2001 et sa dette s'élevait à 962 millions fin décembre 2001, selon les chiffres dévoilés mercredi. Le nouveau président du directoire du bouquet à péage, Georg Kofler, a voulu couper court aux spéculations, assurant que le dépôt de bilan « n'est pas un thème d'actualité ». Une vaste restructuration, qui passe par la suppression de plus du quart des effectifs, sur un total de 2 400 salariés, est à l'ordre du jour chez Première. L'objectif est d'économiser 500 millions d'euros par an, pour retrouver l'équilibre en 2004. Première devra donc se serrer la ceinture sur les retransmissions sportives, un de ses produits d'appel.

Philippe Ricard

MOYEN-ORIENT Le troc de Washington : guerre en Irak contre Etat palestinien

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

Vous avez un Bac +2 et 3 années d'expérience professionnelle

Valorisez vos compétences avec ESC Lille

Nous vous proposons le Diplôme ESC Lille (Bac + 5 visé par l'Etat), en formation continue (2 ans, horaires adaptés à l'activité professionnelle), sur les 2 campus de Lille et Paris.

Contact : Annick DUBRAY
e.mail : desc@esc-lille.fr www.esc-lille.fr
Avenue Willy Brandt - 59777 EURALLILLE
Tél : 03 20 21 59 93 - Fax : 03 20 21 59 91
179, rue de Charonne - 75011 PARIS
Tél : 01 44 64 03 64 - Fax : 01 44 64 03 65

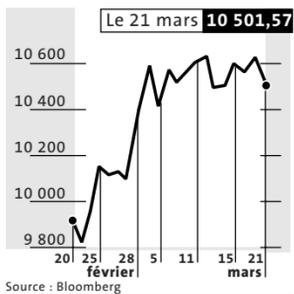
LA TENDANCE FINANCIÈRE

Les opinions d'analystes pèsent sur Wall Street

LES MARCHÉS américains ont clôturé en net recul, mercredi 20 mars, avec une baisse de 1,26 %, à 10 501,57 points, pour le Dow Jones, et de 2,55 %, à 1 832,87 points, pour le Nasdaq. Pour expliquer ce recul, Jean François Cauvet, stratège chez le courtier français ETC, cite « les critiques de Bill Gross (qui gère 75 milliards de dollars de fonds obligataires et monétaires chez Pimco) sur General Electric, et la multiplication de baisses de recommandations à la veille de la publication des résultats trimestriels ». Bill Gross a fait savoir qu'il avait vendu toute son exposition de 1 milliard de dollars d'emprunt à court terme de GE Capital, la branche financière du groupe américain, en raison d'un niveau trop élevé de l'endettement. Il estime que les bénéfices

INDICE DOW JONES

en points, à New York



Source : Bloomberg

de GE ont été jusqu'à présent aidés par les coûts d'endettement très faibles de GE Capital. L'action General Electric a reculé, mercredi, de 2,76 %, à 38,80 dollars.

Bon nombre d'analystes financiers ont réajusté à la baisse, mercredi, leurs recommandations d'investissement. Jonathan Joseph, qui suit la société Intel pour Salomon Smith Barney, a diminué ses prévisions de résultats pour le premier fabricant de microprocesseurs mondial en raison de la baisse saisonnière des achats et de réductions prévisibles des prix du microprocesseur Pentium 4. L'action a reculé de 3,75 %, à 30,53 dollars.

Les analystes de JP Morgan ont, de leur côté, abaissé leur opinion sur Goodyear, qui a chuté de 9,12 %, à 25,40 dollars. Le fabricant de pneumatiques a réaffirmé, mercredi, que son bénéfice d'exploitation en Amérique du Nord sera amputé de 80 millions de dollars au 1^{er} trimestre 2002, en raison des réductions de production du 4^e trimestre 2001.

L'action du groupe pharmaceutique Bristol-Myers Squibb a perdu 15,56 %, à 41,08 dollars, après la baisse de recommandation des analystes de Merrill Lynch, à la suite d'une étude montrant des résultats décevants pour un des futurs médicaments vedette du groupe, le Vanlev, contre les problèmes cardio-vasculaires et l'hypertension.

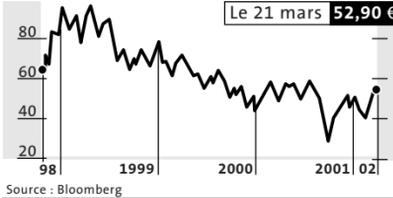
Cécile Prudhomme

Les fusions transatlantiques sont les plus profitables aux actionnaires

CRHONIQUE DES MARCHÉS

L'ACTION DAIMLERCHRYSLER

en euros, à Francfort



Source : Bloomberg

LES OPÉRATIONS de fusions-acquisitions entre l'Europe et les Etats-Unis sont les plus rentables pour les actionnaires, révèle une étude du cabinet de conseil Mercer. Parmi les principales raisons : la pression des marchés financiers.

PROMESSES NON TENUES

Les fusions et les acquisitions d'entreprises ont, du moins en théorie, un but : créer de la « valeur boursière ». Le nouvel ensemble doit réaliser plus de bénéfices que les deux entités précédentes. Ce nouveau groupe doit être mieux valorisé par la Bourse, puisqu'il est plus rentable. Lors des mariages d'entreprises et des rachats, de nombreuses synergies sont d'ailleurs évoquées pour justifier des opérations, ainsi que des objectifs de réduction de coûts.

Ce type d'opération est aujourd'hui sur la sellette, les « survaleurs » (dépréciations d'actifs) liées aux prix d'acquisitions pesant massivement sur les comptes des sociétés, surtout lorsqu'elles passent, à l'image de Vivendi Universal, aux normes comptables américaines. En outre, les fusions-acquisitions ne tiennent majoritairement pas leurs promesses de gain, même quand elles ont occasionné de cruelles restructurations. Selon une étude du cabinet de conseil AT Kearney en 2001, « les analyses montrent que 56 % des fusions ne réussissent pas à créer de la valeur pour l'actionnaire ». Les douze plus grosses opérations de fusion mondiales réalisées ces trois dernières années ont aussi débouché sur une destruction de valeur boursière estimée, pendant l'été 2001, à 800 milliards de dollars (900 milliards d'euros) par Le Monde (21 août 2001).

L'EXCEPTION SURPRISE

Sur cent opérations de fusions et acquisitions réalisées dans le monde, 69 interviennent entre

deux entreprises du même pays, et 31 sont internationales, indique une étude de Mercer Management Consulting. Parmi celles-ci, 15 concernent le rachat d'une entreprise américaine par une société européenne, ou l'inverse. Ces dernières opérations sont motivées par une stratégie d'expansion transatlantique, où les bénéfices sont d'abord attendus de la croissance du chiffre d'affaires et non de la réduction des coûts.

Ces fusions et les acquisitions transatlantiques feraient-elles exception ? C'est ce que constate – sans parvenir à l'expliquer – le cabinet de conseil Mercer, après avoir analysé les 152 plus grosses opérations de fusions-acquisitions entre l'Europe et les Etats-Unis entre 1994 et 1999. Dans cet univers – qui concerne toutes les transactions de plus de 500 millions de dollars (565 millions d'euros) au cours de la période –, 54 % des entreprises, soit 61 % de l'échantillon en valeur, affichent, deux ans après l'opération, une performance boursière supérieure à la moyenne de leur secteur. En moyenne, leur gain est supérieur de 46 % à celui du secteur.

Adrien de Tricornot

LES BOURSES DANS LE MONDE

21/3, 10h06

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	5333,34 21/3	-0,58	5467,31 19/3	4706,00 20/2	26,30
	Euro Neu Markt Price IX	1017,85 21/3	0,05	1212,43 4/1	913,75 20/2	
AUTRICHE	Austria traded	1236,04 21/3	-0,36	1250,48 11/3	1109,88 9/1	14,00
BELGIQUE	Bel 20	2719,72 21/3	-0,24	2815,18 28/1	2609,61 15/1	13,20
DANEMARK	Horsens Bnex	275,54 21/3	0,40	277,69 19/3	254,91 30/1	
ESPAGNE	Ibex 35	8301,80 21/3	-1,05	8608,50 4/1	7628,00 22/2	19,10
FINLANDE	Hex General	8032,99 21/3	-0,93	9224,38 4/1	4,30 19/2	20,00
FRANCE	CAC 40	4572,37 21/3	-0,68	4720,04 4/1	4210,29 20/2	21,20
	Mid CAC	2134,00 20/3	0,05	2138,37 20/3	1929,16 2/1	15,20
	SBF 120	3184,73 21/3	-0,65	3248,59 4/1	2924,73 20/2	21,40
	SBF 250	3032,02 20/3	-0,72	3053,98 19/3	2782,54 20/2	21,20
	Indice second marché	2465,56 20/3	-0,07	2470,39 20/3	2287,72 2/1	14,40
	Indice nouveau marché	1085,18 21/3	-0,58	1175,41 7/1	980,76 22/2	
GRÈCE	ASE General	2333,16 21/3	-0,40	2655,07 3/1	2321,35 28/2	14,40
IRLANDE	Irish Overall	5117,23 21/3	-0,33	6085,02 18/1	4611,79 20/3	12,70
ITALIE	Milan Mib 30	32796,00 21/3	-0,28	33218,00 18/3	29542,00 20/2	20,40
LUXEMBOURG	Lux Index	1160,55 20/3	0,58	1169,47 14/1	1103,43 6/3	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	519,37 21/3	-0,48	527,73 20/3	475,19 22/2	18,10
PORTUGAL	PSI 20	7803,67 21/3	-0,14	7998,50 4/1	7161,66 25/2	18,20

EUROPE Jeudi 21 mars 10h06

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTOMOBILE	241,48	-0,69
BANQUES	283,69	-0,88
PRODUIT DE BASE	209,28	-0,53
CHIMIE	369,31	-0,33
TÉLÉCOMMUNICATIONS	425,83	-0,24
CONSTRUCTION	239,00	-0,35
CONSOMMATION CYCLIQUE	134,74	-0,72
PHARMACIE	481,25	-0,36
ÉNERGIE	355,70	-0,83
SERVICES FINANCIERS	239,72	-0,64
ALIMENTATION ET BOISSON	239,63	-0,28
BIENS D'ÉQUIPEMENT	374,66	-0,24
ASSURANCES	331,13	-0,84
MÉDIAS	285,12	-0,74
BIENS DE CONSOMMATION	385,78	-0,17
COMMERCE ET DISTRIBUTION	281,63	-0,93
HAUTE TECHNOLOGIE	478,30	-0,84
SERVICES COLLECTIFS	291,47	-0,34

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	21,32	-1,02
AEGON NV	27,54	-0,79
AIR LIQUIDE	165,20	-0,36
ALCATEL A	15,63	-0,45
ALLIANZ N	277,14	-0,92
AVENTIS	78,35	-0,82
AXA	24,93	-1,07
BASF AG	46,74	-0,28
BAYER	39,70	-0,60
BAYR.HYP.U.VERBK	38,00	-2,66
BBVA	13,75	-1,08
BNP PARIBAS	54,85	-1,17
BSCH	9,71	-1,82
CARREFOUR	51,95	-1,42
DAIMLERCHRYSLER N	51,95	-1,80

DANONE	135,30	-0,37
DEUTSCHE BANK AG	71,60	-1,45
DEUTSCHE TELEKOM	16,56	-0,24
E.ON	57,86	-0,40
ENDESA	17,18	-0,81
ENEL	6,31	-0,16
ENI SPA	16,42	-0,42
FORTIS	25,15	-0,79
FRANCE TELECOM	33,27	-1,43
GENERALI ASS.	28,70	-0,17
ING GROEP CVA	30,20	-0,66
KONINKLIJKE AHOLD	29,28	-0,03
L'OREAL	82,30	-0,12
LVMH	59,35	-0,75
MUENCHENER RUECKV	290,10	-1,43
NOKIA OYJ	23,65	-1,46
PINAULT PRINTEMPS	130,70	-0,98
REPSOL YPF	15,34	-1,03
ROY.PHILIPS ELECTR	32,55	-0,94
ROYAL DUTCH PETROL	61,85	-0,80
RWE	42,14	-0,24
SAINT GOBAIN	187,60	-0,27
SANOFI-SYNHELABO	71,35	-0,70
SANPAOLO IMI	13,08	-0,46
SIEMENS	73,73	-0,09
SOIETE GENERALE A	70,25	-0,71
SUEZ	31,94	-0,34
TELECOM ITALIA	9,73	-0,61
TELEFONICA	13,22	-1,20
TIM	5,42	-0,37
TOTAL FINA ELF	171,00	-1,04
UNICREDITO ITALIAN	4,79	-0,21
UNILEVER CVA	66,85	-0,45
VIVENDI UNIVERSAL	43,60	-1,47
VOLKSWAGEN	60,00	-0,28
ZONE EURO - FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).		
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).		

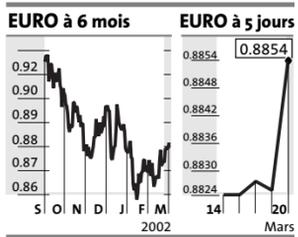
MARCHÉ DES CHANGES

21/3, 10h06

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,76065	0,88390	1,42820	0,60295
TOKYO (¥)	131,48000		116,20000	187,75230	79,27045
PARIS (€)	1,13185	0,86090		1,61605	0,68245
LONDRES (£)	0,70025	0,53265	0,61885		0,42220
ZURICH (FR. S.)	1,65740	1,26060	1,46495	2,36755	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4346	7,4432
COURONNE NORVÉGE	7,7204	7,7292
COURONNE SUÉDOISE	9,0109	9,0203
COURONNE TCHÈQUE	31,0655	31,5253
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6652	1,6675
DOLLAR CANADIEN	1,3970	1,3980
DOLLAR HONGKONG	6,8945	6,8993
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0005	2,0043
FORINT HONGROIS	244,1078	244,9092
LEU ROUMAIN	28805,0000	28863,0000
ROUBLE	27,5560	27,5809



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
EUROPE						
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5246,30 21/3	-0,39	5362,29 4/1	5015,50 20/2	17,70
	FTSE techMark 100 index	1214,60 21/3	-0,73	1569,61 4/1	1176,70 22/2	124,80
SUÈDE	OMX	785,78 21/3	-0,44	878,88 4/1	741,84 20/2	25,50
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	407,58 19/3	2,93	471,33 6/2	323,69 2/1	
BRÉSIL	Bovespa	14089,77 20/3	-0,20	14495,28 18/3	12300,70 30/1	10,20
CANADA	TSE 300	7915,44 20/3	-0,27	7992,70 7/3	7402,70 20/2	21,50
CHILI	Ipsa	99,63 20/3	-0,20	102,37 4/1	94,80 20/2	
ÉTATS-UNIS						
	Dow Jones ind.	10501,57 20/3	-1,26	10673,09 19/3	9529,45 30/1	23,00
	Nasdaq composite	1832,87 20/3	-2,55	2098,87 9/1	1696,55 22/2	48,60
	Nasdaq 100	1451,02 20/3	-3,57	1710,22 9/1	1329,93 22/2	46,20
	Wilshire 5000	10790,94 20/3	-1,49	10983,40 19/3	10040,54 20/2	
	Standards & Poors 500	1151,85 20/3	-1,58	1176,96 7/1	1074,35 20/2	21,90
MEXIQUE	IPC	7384,13 20/3	-0,59	7438,54 19/3	6365,72 14/1	13,50

FRANCFORT

20/3 : 152 millions de titres échangés			
Valeur	Cours de clôture (€)	% var.	
Meilleures performances			
PROSIEBEN SAT 1	11,55	21,58	
KNORR CAPITAL PART.	1,80	12,50	
TELE ATLAS	3,42	9,27	
SCHOLZ & FRIENDS	3,51	9,01	
CPU SOFTWAREHOUSE	1,44	8,27	
AGFA-GEVAERT N.V.	16,90	7,64	
WIZCOM TECHNOL.	0,48	6,67	
Plus mauvaises performances			
ARNDT	1,81	-27,60	
MUEHL PRODUCT&SERV	1,97	-21,20	
WESTAG & GETAL VZ	4,70	-20,61	
EDEL MUSIC	0,70	-17,65	
TISON AG	1,85	-15,91	
SOFTMATIC AG	0,17	-15,00	
VISIONIX	1,80	-14,29	

LONDRES

20/3 : 1300 millions de titres échangés				
Valeur	Cours de clôture (€)	% var.		
Meilleures performances				
NATIONAL EXP GRP	6,34	10,77		
THUS	0,19	10,18		
EDOS PLC	1,41	9,09		
FIRSTGROUP	2,87	7,69		
SCOOT.COM	0,01	7,69		
NORTHERN FOODS PLC	1,75	5,76		
TRAFFICMASTER	0,32	5,00		
Plus mauvaises performances				
BATM ADVANCED COMM	0,28	-5,83		
VALEUR	1,34	-4,96		
SCHROEDERS NON VTG	8,26	-4,90		
PRUDENTIAL	7,05	-4,66		
COLT TELECOM GROUP	0,60	-4,35		
SCHROEDERS LTD	9,01	-4,15		
HSBC HOLDINGS	8,12	-3,56		

TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 21/3

	Taux 3 mois	Taux 6 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,12	3,38	5,24	5,60
ROYAUME-UNI	4,70	4,15	5,34	5,17
ITALIE	3,12	3,38	5,46	5,77
ALLEMAGNE	3,12	3,38	5,17	5,54
JAPON	0,05	0,10	1,43	2,09

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 21 mars 9h57

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	45,96	46,00	-0,09	12,56	47,71	38,03	1,00	12040
AFFINE	39,99	40,00	-0,03	8,37	40,05	30,34	1,20	3610
AGF	56,35	56,50	-0,27	4,54	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	20,60	20,79	-0,91	25,30	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	165,30	165,80	-0,30	5,01	171,40	149,80	3,00	12007
ALCATEL A	15,68	15,70	-0,13	18,33	21,62	14,62	0,48	13000
ALCATEL O	6,05	6,06	-0,17	21,63	9,62	5,00	1,10	13015
ALSTOM	15,44	15,30	0,92	23,61	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. #	61,30	61,35	-0,08	20,78	62,90	48,50	0,14	3463
ARBEL	5,70	5,70	n/d	83,87	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	188,30	187,00	-0,70	18,05	192,00	160,00	22,85	4524
ATOS ORIGIN	89,50	90,50	-1,10	21,68	94,40	71,15	n/d	5173
AVENTIS	78,40	79,00	-0,76	1,69	85,95	74,10	0,50	13046
AXA	24,95	25,20	-0,99	6,30	26,06	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	109,90	107,50	2,23	24,88	118,80	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA.	134,90	134,90	n/d	11,39	135,50	122,50	7,16	12018
BAZAR HOT. VILLE	n/d	130,20	n/d	1,08	152,80	124,50	3,00	12547
BEGHIN SAY	43,88	44,00	-0,27	7,54	44,50	39,20	n/d	4455
BIC	38,20	38,45	-0,65	-0,41	40,98	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS	54,85	55,50	-1,17	9,15	58,30	49,77	2,25	13110
BOLLORE	247,00	241,80	2,15	2,83	259,00	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	52,00	52,00	n/d	1,26	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAND	45,15	46,00	-1,85	-0,33	46,00	41,70	1,40	12010
BOUYGUES	37,45	37,89	-1,16	1,76	38,95	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	44,20	44,63	-0,96	10,36	45,30	38,60	1,10	13070
B T P (LA CIE)	n/d	1,16	n/d	n/d	n/d	0,46	3360	
BULL	1,10	1,06	3,77	-10,56	1,36	0,83	n/d	5260
BURELLE (LY)	54,50	54,50	n/d	9,81	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	47,45	48,05	-1,25	26,36	51,00	37,01	n/d	12074
CANAL +	3,70	3,71	-0,27	3,35	3,79	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI	84,05	85,55	-1,75	-3,63	90,70	70,40	1,20	12533
CARBONE-LORRAINE	33,15	33,30	-0,45	10,50	35,80	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	52,00	52,70	-1,33	-10,95	58,80	49,23	0,50	12017
CASINO GUICH.ADP	60,65	60,50	0,25	-2,96	63,95	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD	82,00	82,50	-0,61	-5,36	87,30	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(L)	60,00	59,80	0,33	3,71	61,90	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	80,90	81,00	-0,12	3,25	90,50	70,00	2,00	12470
CEREO	29,20	29,02	0,62	2,63	30,49	28,00	n/d	4456
CERESTAR	32,70	32,70	n/d	6,16	32,77	30,70	n/d	4457
CFR.RECYCLING	47,60	47,50	0,21	19,00	48,30	38,50	1,30	3905
CGF	36,70	37,49	-2,11	n/d	38,30	34,80	n/d	12102
CHARGEURS	78,60	78,55	0,06	4,86	79,90	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	44,28	44,24	0,09	28,45	45,55	32,50	0,28	13040
CIC - ACTIONS A	121,50	122,50	-0,82	0,82	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTIS FRANCAIS	51,80	51,35	0,88	7,91	52,50	46,20	1,40	12098
CLARINS	70,30	71,80	-2,09	10,88	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	53,50	54,30	-1,47	30,48	56,40	41,52	1,10	12156
CNP ASSURANCES	38,00	37,99	0,03	6,44	38,94	33,60	1,08	12022
COFFACE SVN CA	57,20	57,60	-0,69	20,67	61,90	46,40	1,75	12099
COFLEXIP	n/d	166,60	n/d	4,77	168,20	145,00	n/d	13064
COLAS	70,70	71,00	-0,42	11,60	71,80	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.	46,05	46,05	n/d	3,02	46,90	41,50	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE	19,73	19,99	-1,30	10,90	20,18	17,58	n/d	4507
CRED.FON.FRANCE	15,01	15,01	n/d	3,23	15,19	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	42,64	42,70	-0,14	13,70	43,29	36,14	0,65	18420
CS COM.ET SYSTEMES	10,44	10,46	-0,19	25,78	11,90	7,60	n/d	7896
DAMART	94,20	94,35	-0,16	16,87	98,00	79,50	3,80	12049
DANONE	135,70	135,80	-0,07	-0,94	139,40	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	342,00	345,00	-0,87	7,88	348,50	284,90	6,20	12172
DASSAULT SYSTEMES	53,45	53,60	-0,28	-1,01	59,40	47,60	0,31	13065
DEVA.R.N.P.CAL LI #	14,55	14,25	2,11	1,04	15,00	14,25	0,55	12423
DEVEXOL(LY)#	74,30	74,15	0,20	-7,70	75,00	66,90	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	70,00	n/d	14,75	70,50	61,10	2,74	3747
DMC (DOLLFUS MI)	10,74	10,70	0,37	43,39	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACTON	31,00	31,50	-1,59	15,24	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	82,45	82,50	-0,06	20,54	86,00	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR	n/d	22,75	n/d	1,11	24,90	22,40	n/d	3571
ELIOR	8,90	8,89	0,11	10,42	9,74	8,05	0,07	12127
ENTENAL(EX CDE)	32,71	32,40	0,96	29,03	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	38,70	37,51	3,17	11,84	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	39,27	39,70	-1,08	15,67	39,90	31,20	3,90	12166
ESSO	94,85	93,35	1,61	18,26	95,50	79,50	2,75	12066
EULER	41,01	41,65	-1,54	-3,50	47,40	40,60	1,40	12130

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
EURAZEO	62,00	62,00	n/d	-3,04	63,85	57,60	0,48	12112
EURO DISNEY SCA	1,00	1,00	n/d	13,63	1,21	0,89	n/d	12587
EUROTUNNEL	0,97	0,96	1,04	-14,15	1,18	0,90	n/d	12537
FAURECIA	55,90	55,90	n/d	-5,25	61,40	51,60	0,91	12114
F.F.P. (NV)	112,80	112,50	0,27	16,22	114,70	94,20	1,80	6478
FIMALAC	48,00	48,00	n/d	19,10	49,45	40,01	0,90	3794
FINAXA	107,50	107,50	n/d	35,81	107,50	68,00	2,20	3313
FONCLYON.#	29,74	29,70	0,13	11,38	30,50	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM	33,34	32,80	1,65	-25,74	48,16	28,15	1,00	13330
FROMAGERIES BEL	100,60	103,50	-2,80	0,65	110,00	91,00	0,57	12185
GALERIES LAFAYETTE	147,50	149,00	-1,01	-3,53	168,90	125,10	0,60	12124
GAMMONT #	48,99	48,98	0,02	18,90	53,00	39,00	0,57	3489
GECINA	95,20	95,20	n/d	4,04	95,75	90,00	3,34	13151
GENERALE DE SANTE	17,25	17,24	0,06	20,12	17,70	13,71	n/d	4447
GEOPIYSIQUE	43,41	43,29	0,28	23,14	44,69	33,16	1,22	12016
GFI INFORMATIQUE	12,64	12,75	-0,86	4,89	13,34	10,05	0,15	6337
GRANDVISION CAF	18,13	18,15	-0,11	18,88	20,10	15,05	0,25	5297
GROUPE GASCOGNE	73,95	73,50	0,61	-0,33	80,40	67,75	3,00	12441
GROUPE PARTOUCHE #	79,00	79,85	-1,06	6,39	79,90	63,00	1,68	5354
GRZANNIER (LY) #	77,00	77,00	n/d	-2,03	83,50	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE	85,35	84,50	1,01	-0,41	87,50	84,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING	10,40	10,30	0,97	27,92	11,00	7,82	0,17	12188
IMMORTEL	124,60	126,20	-1,27	15,58	132,50	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE	n/d	21,00	n/d	-4,54	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.	123,80	127,00	-2,52	n/d	128,20	118,00	n/d	5793
IM.MARSEILLAISE	n/d	3470,00	n/d	-2,11	3700,00	3150,00	22,26	3770
INFOGRAMMES ENTER.	12,05	12,22	-1,39	-6,94	15,98	9,95	n/d	5275
INGENICO	28,30	27,35	3,47	25,22	28,38	22,50	0,10	12534
ISIS	n/d	163,40	n/d	3,41	166,60	137,00	n/d	12000
JC DECAUX	13,70	13,75	-0,36	9,16	13,80	10,20	n/d	7791
KAUFMAN ET BROAD	21,38	21,35	0,14	29,57	21,67	16,21	0,82	12105
KLEIPER	118,00	118,10	-0,08	9,97	119,50	108,20	2,75	12196
L'ORÉAL	82,45	82,20	0,30	1,91	85,25	75,15	0,44	12032
LAFARE	103,40	104,00	-0,58	-1,42	107,00	96,85	2,20	12053
LACARDERE	51,55	51,00	1,08	9,68	52,85	41,92	0,78	13021
LAPEYRE	60,05	60,05	n/d	35,67	62,50	44,10	1,08	13051
LEBRON (CIE)	52,55	52,60	-0,10	4,68	54,70	48,75	2,30	12129
LEGAND ORD.	174,00	173,50	0,29	20,28	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRIS INDUSTRY	22,15	22,15	n/d	0,68	25,39	18,20	1,20	12590
LEPTIS SURF	3,60	3,60	n/d	26,31	3,80	2,90	n/d	7508
LOCINDUS	133,10	132,60	0,38	5,63	133,10	126,00	10,18	12135
LOUVERE #	70,00	71,45	-2,03	11,46	75,80	60,00	1,24	3311
LUCIA	11,58	11,60	-0,17	-10,92	12,00	10,42	1,83	3630
LVHM MOET HEN.	59,50	59,80	-0,50	30,19	61,60	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL	70,70	70,75	-0,07	n/d	72,80	66,50	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM	52,90	53,25	-0,66	-2,75	57,60	48,55	n/d	6494
MAUSSIERE FOREST.	9,10	9,36	-2,78	2,36	9,85	8,15	0,10	6057
MAUREL ET PROM.	19,35	19,39	-0,21	24,83	19,50	15,10	0,91	5107
METALEUROPE	3,96	4,00	-1,00	28,57	4,90	3,15	0,61	12038
MICHELIN	43,96	44,59	-1,41	18,65	45,05	36,36	0,80	12126
MONTEPULSA S.A.	15,40	15,50	-0,65	47,65	15,97	10,50	0,17	3704
NATEXIS BQ POP	90,60	90,95	-0,38	-6,50	97,50	80,30	2,50	12068
NEOPOST	36,00	36,20	-0,55	10,22	38,45	32,31	n/d	12056
NEOXANS	21,51	21,50	0,05	32,69	21,90	16,25	n/d	4444
NORBERT DENTRES.#	27,65	27,64	0,04	23,71	27,90	21,52	0,40	5287
NORD-EST	27,00	26,95	0,19	-0,33	27,90	25,20	0,94	12025
NRJ GROUP	23,98	24,44	-1,88	-14,51	25,00	17,90	0,28	12169
OBERTHUR CARD SVY	7,21	7,30	-1,23	-19,44	9,40	5,62	n/d	12413
ORANGE	7,85	7,70	1,95	-22,88	10			

AUJOURD'HUI

SCIENCES

D'alternances politiques en cohabitations, la recherche a connu depuis vingt ans des hauts et des bas. Elle marque aujourd'hui le pas. **LES PRÉTENDANTS À L'ÉLYSÉE** ont-ils des solutions ? Lionel Jospin et Jacques

Chirac se prononcent, le premier en faveur d'« un effort national accru », le second pour « un plan national de mobilisation ». Mais **LA SCIENCE RESTE PEU PRÉSENTE** dans la campagne. Le premier mini-

tre-candidat a promis une « **LOI-CADRE** », la création d'un « grand ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la technologie », et des mesures en faveur des jeunes chercheurs. M. Chirac devrait pré-

sender prochainement son projet, qui prévoit « **DES MOYENS FINANCIERS RENFORCÉS** », le lancement de « **grands programmes pluriannuels** » et un soutien aux entreprises innovantes.

Ce que les candidats à la présidentielle veulent pour la recherche

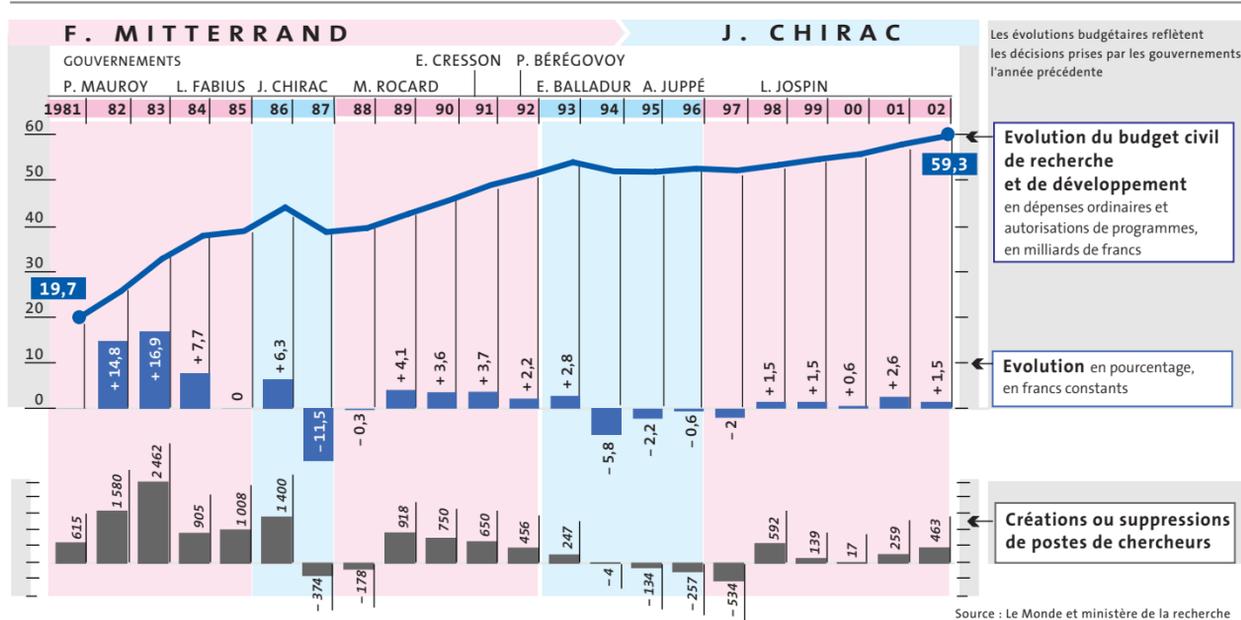
Tandis que Lionel Jospin propose une « loi-cadre » pour relancer l'activité scientifique, Jacques Chirac prône un « plan national de mobilisation » pour ce secteur. Mais la science reste peu présente dans la campagne électorale

PROJET contre projet. Dans un grand magazine scientifique, les candidats à la magistrature suprême confrontent leurs propositions. Ils défendent, longuement et avec conviction, leurs choix en matière de recherche et d'innovation. Nous sommes en octobre 2000, le magazine est l'hebdomadaire *Science* et les deux débatteurs sont les postulants à la Maison Blanche, le républicain George W. Bush et son rival démocrate Al Gore.

Une telle confrontation paraît aujourd'hui irréaliste en France, où la science a bien du mal à trouver sa place dans le débat politique. Le ministre en charge de ce secteur, le radical Roger-Gérard Schwartzberg, a beau rappeler que « Jaurès, Mendès France ou de Gaulle parlaient de la science » et exhorte les responsables politiques à « inscrire les enjeux scientifiques et technologiques dans leurs programmes », il n'est que peu entendu. Sur les vingt-quatre pages de son « engagement pour la France », Jacques Chirac consacre en tout et pour tout quatre lignes à la recherche et à l'innovation, pour lesquelles il prône – dans un chapitre traitant de la « libération » des entreprises – « un plan national de mobilisation ». Lionel Jospin fait un peu mieux en proportion : les quarante pages de son programme réservent un paragraphe de treize lignes à ce secteur, pour lequel le candidat juge que « l'effort national doit être accru », mais font aussi plusieurs références à la recherche, au titre des « dépenses d'avenir », de la santé, de l'éducation ou de l'environnement. Voilà pour les programmes officiels des deux principaux candidats à l'élection présidentielle. Pas de quoi nourrir un échange approfondi, ni permettre aux électeurs de se forger vraiment une opinion.

Lionel Jospin s'est cependant montré plus explicite en prononçant, le 13 mars, devant une assemblée de chercheurs réunis au Gépole d'Evry, un long discours entièrement dédié à la recherche. L'objectif était clair : adresser un signal fort à une communauté scientifique encore

L'ÉVOLUTION DES BUDGETS ET DES EMPLOIS SCIENTIFIQUES AU GRÉ DES ALTERNANCES POLITIQUES



Source : Le Monde et ministère de la recherche

meurtrie par le passage dévastateur de Claude Allègre rue de Grenelle, mais aussi déçue par la faiblesse des moyens affectés à ce secteur. « Nous devons affirmer haut et fort la priorité à la recherche. (...) Un nouvel élan est nécessaire », a martelé le candidat, en prenant plusieurs engagements.

UN EXCELLENT SOUVENIR

D'abord, une « loi-cadre garantissant l'augmentation progressive de notre budget de recherche publique » : « Comment admettre que la France et les pays d'Europe ne consacrent aujourd'hui qu'environ 2 % de leur PIB à la recherche, quand les États-Unis ou le Japon sont à plus de 3 % ? », a-t-il lancé, sans préciser à quelle hauteur lui-même fixait la barre. Ensuite, la création d'un « grand ministère réunissant l'enseignement supérieur, la recherche et la technologie ». La mise sur pied, encore, d'une « grande agence de l'innovation ». Enfin, une série de mesures visant à « inciter les jeunes à rejoindre les métiers de la recherche ».

Une plate-forme largement inspirée du rapport sur l'avenir de la recherche française commandé en 1999 aux députés socialistes Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) et Pierre Cohen (Haute-Garonne).

Le message a été largement occulté par les échos de la détresse qu'étaient venus exprimer, au premier ministre-candidat, des ouvriers de LU menacés de licenciement (*Le Monde* du 15 mars). Il

n'en a pas moins été « extrêmement bien reçu par le milieu », assure le mathématicien Michel Broué. Celui-ci, qui peinait quelque peu à animer un comité de soutien d'universitaires et de chercheurs à la candidature de Lionel Jospin, dit avoir enregistré, ces derniers jours, plusieurs dizaines d'adhésions de scientifiques jusqu'alors hésitants. Les biologistes et les représentants des sciences humaines, qui formaient le pre-

mier cercle de signataires, ont été rejoints par des physiciens, des mathématiciens et même des spécialistes des sciences de la Terre, la discipline de Claude Allègre... qui ne figure pas dans le comité. Pas de « star » toutefois : le seul Prix Nobel officiellement engagé dans la campagne, le physicien Pierre-Gilles de Gennes, a rallié le camp de Jean-Pierre Chevènement, dont le passage au ministère de la recherche, en 1981 et 1982, a laissé un excellent souvenir, toujours vivace chez les chercheurs.

PRIORITÉ AUX ENTREPRISES

Pour connaître les propositions du candidat Chirac dans le secteur de la recherche, il faut, en revanche, aller grappiller dans des propos tenus ici ou là. En particulier dans un discours prononcé, le 27 février, à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire). Le chef de l'Etat y déclare que « pour rester dans la course internationale, les montants consacrés à la recherche et au développement devront passer à 3 % du

PIB en dix ans ». Il souhaite « aider en priorité les entreprises qui s'engagent dans les nouvelles technologies » et propose de créer « un statut de la jeune entreprise innovante ». Il promet, encore, que « les relations entre les chercheurs publics et les entreprises seront facilitées » et veut faire de la France « le premier pays en Europe pour l'innovation ».

UN REVIREMENT SOUDAIN

Dans l'entourage du président, on indiquait, tout récemment encore, qu'il n'était « pas prévu d'intervention spécifiquement consacrée à la recherche ». Revirement soudain, « le principe de cette intervention est acquis, la date restant à fixer », annonce son directeur de campagne, Antoine Ruffenacht. Le secrétaire national à la recherche du RPR, Gérard Tobelem, professeur de biologie et de médecine à l'université Paris-VII, a été « habilité » à en dévoiler les principales propositions. M. Chirac devrait exprimer une « nouvelle ambition pour la recherche scientifique et l'innovation », passant par « des moyens financiers renforcés » – l'objectif de 3 % du PIB sera réaffirmé –, un ministère de la recherche et de la technologie – n'englobant donc pas l'enseignement supérieur – impulsant de « grands programmes pluriannuels », un « renforcement des liens entre la recherche publique et la recherche industrielle » ou une amélioration des carrières des chercheurs.

Les promesses, chiffrées ou non, des deux principaux postulants à l'Élysée ne remplacent cependant pas un véritable débat sur les enjeux de la science. La situation de la recherche européenne – menacée d'être marginalisée par l'effort financier colossal des États-Unis dans ce domaine – et celle de la recherche française en particulier – celle-ci devra renouveler près de la moitié de ses effectifs dans les dix années à venir – pourraient pourtant leur donner une matière et des arguments qui ne dépareraient pas une campagne présidentielle.

Jean-François Augereau et Pierre Le Hir

L'enfant chéri de la République, de l'abondance à la précarité

Les crédits alloués à la recherche ont connu des hauts et des bas selon les gouvernements. Aujourd'hui la France plafonne

« SI LA FRANCE veut réussir, la recherche doit devenir l'enfant chéri de la République. » Cette profession de foi n'émane d'aucun des candidats à la présidence. Elle est de François Mitterrand. Lui qui, dès avril 1981, s'interrogeait déjà, avec des accents presque gaulliens, sur la place que la France devait avoir dans le concert des grandes nations scientifiques. « A la tête ou à la traîne ? Au cinquième rang, après les États-Unis, l'URSS, le Japon, la RFA, ou au premier rang ? Vassal ou éclairé ? Mon choix est fait. Je veux qu'au cours du prochain septennat la France de la science soit à la tête du peloton. Et j'en prendrai les moyens. »

Promesses sans lendemain ? A peine installé, le président n'oublie pas le candidat et s'engage. Avec naïveté lorsqu'il pare la recherche, cette « clef du renouveau », de toutes les vertus pour faire sortir le pays de la crise. Avec une candeur désarmante lorsque, devant un parterre de scientifiques, d'industriels et de décideurs, il confond astronomie et... astrologie. Avec raison lorsqu'il s'emploie à redonner vie à un domaine que Laurent Schwartz, auteur d'un rapport sévère sur l'enseignement et le développement scientifiques, estime « menacé de mort par asphyxie » du fait de « l'effondrement du recrutement des jeunes chercheurs à partir de 1970 ». Avec pragmatisme enfin lorsqu'il poursuit « l'effort tardif » engagé à la fin des années 1980 par Raymond Barre, premier ministre du

président Valéry Giscard d'Estaing. Le message est clair. A Pierre Mauroy, son premier ministre, de le mettre en œuvre. En créant d'abord un ministère de la recherche autonome. En installant à sa tête un ministre d'Etat. En choisissant un politique plus qu'un technicien, Jean-Pierre Chevènement, homme convaincu de l'importance d'une bonne recherche et d'une technologie de pointe. En accordant enfin des moyens sans commune mesure avec le passé – un budget de 19,7 milliards de francs, soit une augmentation de 17,6 % en francs courants ! – et en laissant à son ministre une entière liberté.

« Un îlot de prospérité dans un océan de rigueur »

L'homme veut réussir. Il a de l'ambition et des idées. En particulier celle, géniale et toujours enviée, de monter, en janvier 1982, des Etats généraux de la recherche. Une grand-messe qui rassemble à Paris, au Palais des congrès, scientifiques, industriels, décideurs, syndicalistes et responsables de l'administration.

Le succès est total. Les liens entre des communautés historiquement méfiantes et trop souvent dis-

tantes sont renoués. Jean-Pierre Chevènement, il est vrai, n'a pas lésiné sur les moyens. De fait, les propositions du ministre – une loi d'orientation et de programmation pour la recherche, le développement de l'emploi scientifique à un rythme annuel de 4,5 %, la mise en place d'un véritable statut des personnels de recherche, et un objectif de dépenses de recherche de 2,5 % du PIB en 1985 contre 1,83 % en 1980 – sont de nature à remobiliser les plus récalcitrants. Ils ne seront pas déçus.

Quatre ans durant, même si Jean-Pierre Chevènement, devenu entre-temps ministre de la recherche et de l'industrie, cède la place à Laurent Fabius, les créations de postes se multiplient et les budgets connaissent des taux de croissance à deux chiffres. On prépare l'avenir et la recherche devient un « îlot de prospérité dans un océan de rigueur ». Mais à l'heure des bilans, les objectifs ne seront pas complètement atteints : la part du PIB dans les dépenses de recherche sera de 2,3 % en 1984, presque en accord avec les chiffres de loi d'orientation, mais les emplois ne progresseront que de 2,6 % alors qu'on avait envisagé 4,5 %.

Pragmatisme économique ou premiers nuages ? Un peu des deux. Lorsque, en juillet 1984, Laurent Fabius, alors premier ministre, appelle Hubert Curien à diriger la recherche, « l'enfant chéri de la République » subit de plein fouet les mesures d'économies appli-

quées « sans discernement » par les services du ministre de l'économie, des finances et du budget, Jacques Delors. Pour 1985, le budget civil de la recherche et du développement affiche une croissance zéro en francs constants. Fort de sa bonne image dans les milieux de la recherche, de l'industrie, des affaires internationales et de l'administration, Hubert Curien obtient l'année suivante des crédits en légère augmentation. L'éclaircie sera de courte durée.

L'arrivée de la droite aux affaires en 1986 a raison de toutes les espérances. Les crédits affectés à la recherche baissent de 4 %. Ceux du CNRS, bête noire – avec l'INSERM – de la frange dure du RPR, qui appelle à son démantèlement contre l'avis du ministre de la recherche en place, Alain Devaquet, aussi. Michel Prigent, président des Cercles universitaires, ne mâche pas ses mots et critique « la boulimie administrative du CNRS, qui n'a d'égal que son anorexie scientifique ». Certes, les deux organismes ne sont pas exempts de critiques, mais pas au point de « renvoyer les laboratoires qui les composent dans les universités ».

Alain Devaquet s'oppose donc à ses amis politiques convaincus que « la recherche, c'est cher, c'est de gauche et c'est à long terme ». De justesse il évite « le dépeçage » et tente d'expliquer que la recherche, « même si elle n'est pas prioritaire ab initio, et même si elle doit justifier de sa priorité », est une activité

« adolescente » qui réclame une « certaine stabilité ». Il a raison. Comme d'autres avant lui qui martelaient qu'il fallait éviter les coups d'accordéon dans les budgets, cibler les secteurs prioritaires et stratégiques, faire preuve de constance dans ses choix et doper la recherche privée. Sans moyens, inutile d'y songer.

De retour au pouvoir en 1988,

« La recherche c'est cher, c'est de gauche et c'est à long terme »

les socialistes et le gouvernement de Michel Rocard ont beau jeu après ce douloureux intermède de dépêcher une nouvelle fois Hubert Curien au chevet de la recherche française. « D'importantes facilités budgétaires » lui sont consenties avant que les crédits de la recherche ne baissent à nouveau. La France plafonne même si, en dix ans, elle a gagné une place (2,42 % du PIB) dans le concert des grandes nations aux dépens de la Grande-Bretagne.

Le pire est à venir avec la deuxième cohabitation. En mars 1993, le mot d'ordre du gouvernement d'Edouard Balladur est « rigueur ».

François Fillon devient l'artisan de cette politique pour la recherche et le procureur de ces comptes « en trompe-l'œil » du CNRS dont les responsables ont trop souvent confondu autorisations de programme et crédits de paiement. Le trou est abyssal. La reprise en main est sévère et nécessaire, même si le ministre dispose pour sa première année d'exercice de crédits en légère progression.

L'embellie sera courte. Les budgets à venir du gouvernement Balladur et du gouvernement Juppé sont tous affectés d'un indice négatif. Jusqu'en 1998, année de l'arrivée au pouvoir de Lionel Jospin, qui renverse, modestement (+1,5 %), la tendance. La présence du scientifique Claude Allègre, un ami de plus de trente ans, à la tête de la recherche, ne suffit pas alors à privilégier la science, malgré une forte relance de l'emploi scientifique. 2000 marque un tassement des crédits (0,6 % de hausse). Une situation qui ne sera corrigée – préparation de la présidentielle oblige – qu'en 2001 et 2002 avec plus de 2,2 % de croissance – pour la plus grande satisfaction de Roger-Gérard Schwartzberg.

Mais demain, qu'en sera-t-il ? La France aura-t-elle les moyens de financer sa recherche à hauteur de 3 % de son PIB ? Un chiffre magique auquel tout le monde se réfère... et que Raymond Barre avait avancé dès la fin des années 1970.

J.-F. A. et P. L.H.

LA FRANCE MAL CLASSÉE

Augmentation des dépenses* de recherche, moy. annuelle, en %	Effort de recherche**, en % du PIB
13,02	3,70
4,65	3,30
4,13	2,91
5,55	2,62
3,54	2,46
0,62	2,17
5,72	2,07
6,07	1,98
2,81	1,94
3,03	1,92
1,23	1,87
5,31	1,78
10,92	1,39
2,56	1,04
6,32	0,90
10,01	0,78
5,09	0,51

Source : Commission européenne

* Période 1995-1999, ** Année 1999 ou 2000

Des faiblesses inquiétantes à corriger rapidement

LES MILLÉSIMES 2001 et 2002 suffisent-ils à replacer la France dans le peloton de tête des grandes nations ? On peut en douter. Sans un effort soutenu sur plusieurs années, la recherche française, dont la qualité est pourtant reconnue dans de nombreux domaines, ne pourra répondre efficacement aux défis qui lui sont lancés dans des secteurs aussi stratégiques que les sciences du vivant, les technologies de l'information, les nanotechnologies, l'énergie ou l'environnement. A l'heure où l'administration Bush, dont ce n'était certainement pas la première des priorités, relance vigoureusement sa recherche, la France est à la peine.

Il y a moins d'un an, la Commission européenne a publié une série d'indicateurs sur les politiques de recherche des Quinze, des Etats-Unis et du Japon. Le tableau n'est guère réjouissant (*Le Monde* du 22 septembre 2001). Il est même alarmant pour la France, dont le potentiel scientifique apparaît en perte de vitesse.

UN CONSTAT MOROSE

Sur la période 1995-1998 souligne Bruxelles, notre pays est l'un de ceux dont le nombre des chercheurs a connu l'une des plus faibles progressions : à peine 1,2 % contre 2,9 % pour la moyenne européenne, 2,5 % pour le Japon et 6,2 % pour les Etats-Unis ! Et ce à un moment où l'on aurait dû déjà s'inquiéter du renouvellement des effectifs en pré-

vision des départs massifs à la retraite des personnels à partir des années 2000. Depuis, la situation a évolué avec l'adoption l'an dernier d'un plan pluriannuel de recrutement pour l'emploi scientifique.

Même constat morose de Bruxelles pour les dépenses de recherche et développement. Si la France, disent ses experts, se situe honorablement dans le palmarès, sa dépense de recherche entre 1995 et 1999 n'a, soulignent-ils, augmenté que de 0,6 % contre 3 % pour l'ensemble de l'Union européenne, 4,1 % pour le Japon et 5,5 % pour les Etats-Unis. Une analyse que l'Observatoire français des sciences et des techniques (OST), peu complaisant en la matière, fait sien depuis des années.

Cet organisme pointe avec plaisir que la production scientifique française connaît une croissance significative depuis 1992.

Mais, dans le même temps, l'OST déplore que le rapport des dépenses intérieures de recherche financées par l'Etat sur le produit intérieur brut soit en 1999 au même niveau qu'en 1970, que les crédits consacrés à la recherche – financement des entreprises inclus – ne dépassent pas 2,17 % du PIB et que la position technologique de la France mesurée par sa part mondiale de brevets tant dans le système européen que dans le système américain ait chuté de 24 % en dix ans.

J.-F. A. et P. L.H.

Les propositions de Jean-Pierre Chevènement et de Noël Mamère

PARMI les prétendants à l'élection présidentielle auxquels *Le Monde* a demandé leurs propositions en matière de recherche (Jean-Pierre Chevènement, Robert Hue, Arlette Laguiller, Jean-Marie Le Pen et Noël Mamère), deux ont répondu.

Pour Jean-Pierre Chevènement, « la recherche représente un atout fondamental pour la France dans la compétition mondiale ». Or, « l'Etat s'est désengagé au point que l'investissement des entreprises en recherche et développement dépasse celui de l'Etat ». L'ancien ministre de la recherche juge « vital que l'Etat retrouve son rôle de pionnier dans des domaines stratégiques », à commencer par « l'indépendance et la sécurité énergétiques ». Hostile à une sortie du nucléaire, notamment par « cohérence » avec le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre, il prône le développement des recherches sur « des réacteurs nucléaires de nouvelle génération, plus sûrs et plus performants », en même temps que sur « les énergies renouvelables et la pile à combustible ». Autres domaines dans lesquels l'Etat doit à ses yeux jouer un rôle pilote, « les technologies de l'information et de la communication, la génétique et la climatologie ».

Pour l'animateur du Pôle républicain, « la France devra rechercher des partenaires pour partager les coûts, sans se laisser ligoter par la bureaucratie bruxelloise ». Afin de contourner ses « oukases », il propose « de relancer la procédure Eurêka et de l'étendre à certains pays en développement ». Comme d'autres candidats, M. Chevène-

ment préconise que l'effort national de recherche et développement soit porté à 3 % du PIB, dans un délai de cinq ans seulement.

DES DÉBATS NATIONAUX

De son côté, Noël Mamère souhaite que la recherche « contribue à construire un développement durable pour l'ensemble de la planète » et s'inquiète d'une « course effrénée à la mise sur le marché de nouveaux produits, avant que l'étude de leurs éventuels risques à long terme ait pu être menée à bien ». Aussi propose-t-il que « les citoyens aient les moyens de s'impliquer dans la politique de la recherche », à travers des débats nationaux sur des sujets tels que le clonage du vivant ou les OGM. Il se prononce aussi en faveur d'« expertises indépendantes de l'Etat et des industriels ».

Le représentant des Verts est partisan d'un renforcement des moyens de la recherche dans plusieurs secteurs : « l'environnement, la santé, les énergies renouvelables, les transports, la génétique – en encadrant fortement les aspects éthiques et en évitant que la recherche n'engendre des risques irréversibles (pas d'expérimentation d'OGM de plein champ) – ou les sciences humaines et sociales ». Pour financer ces études, il est favorable à « une réduction des crédits à la recherche militaire », ainsi qu'à une « réorientation des crédits du secteur nucléaire vers la sécurité des installations, la gestion des déchets et le démantèlement ».

J.-F. A. et P. L.H.

Un bloc de glace de 720 milliards de tonnes s'est détaché en un mois du glacier de Larsen

Ce record de vitesse a stupéfié les scientifiques. Il s'inscrit dans l'augmentation du nombre des icebergs géants à l'ouest de l'Antarctique, qui semble liée au réchauffement climatique

UNE PLAQUE de glace de 3 275 km² (un peu moins de la moitié de la Corse), épaisse de 200 mètres, s'est détachée, le 7 mars, de la calotte polaire connue sous le nom de Larsen, un glacier gigantesque à l'extrémité de la péninsule Antarctique. Le début de la rupture a été détecté par l'un des satellites d'observation de la Terre début février. Ensuite, la séparation totale avec la langue de glace continentale s'est effectuée en environ un mois. Depuis, elle s'est disloquée en plusieurs milliers d'icebergs plus petits qui dérivent dans la mer de Weddell.

Les chercheurs du British Antarctic Survey, qui surveillent la plate-forme de Larsen depuis 1998 en raison d'une montée des températures qui accélère la naissance des icebergs géants, ont été stupéfaits de voir un bloc de « 720 milliards de tonnes de glace se désintégrer en moins d'un mois ». Même réaction de la part des équipes du National Ice Center, qui observent l'évolution des icebergs dans l'ouest de l'Antarctique pour des raisons militaires et civiles : « C'est l'événement le plus important de ces trente dernières années dans la péninsule, qui

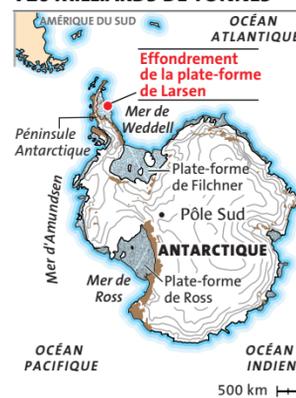
a pourtant déjà connu une série d'effondrements ». Selon eux, cette accélération est liée au réchauffement notable de 2,5 °C observé dans la région depuis cinquante ans et à un hiver très doux.

Le continent antarctique est recouvert d'une immense calotte de glace qui a commencé à se former lors de l'isolement de la région il y a 30 millions d'années, à l'occasion d'une très forte glaciation. Cette calotte représente 90 % de la glace permanente existant sur Terre. Elle forme un volume de 30 millions de km³ avec une épaisseur de 3 km au centre du continent. Alimentée chaque année par des chutes de neige, cette glace continentale bouge et avance lentement vers la mer. En bordure du continent, d'immenses plates-formes de glace (en anglais *ice-shelfs*) se décollent progressivement du socle rocheux et viennent flotter sur la mer.

50 CM PAR SIÈCLE

Ce sont ces plates-formes qui libèrent, par rupture mécanique, d'énormes blocs de glace qui constituent de véritables îles flottantes. Les trois principales zones qui alimentent les océans cernant l'An-

720 MILLIARDS DE TONNES

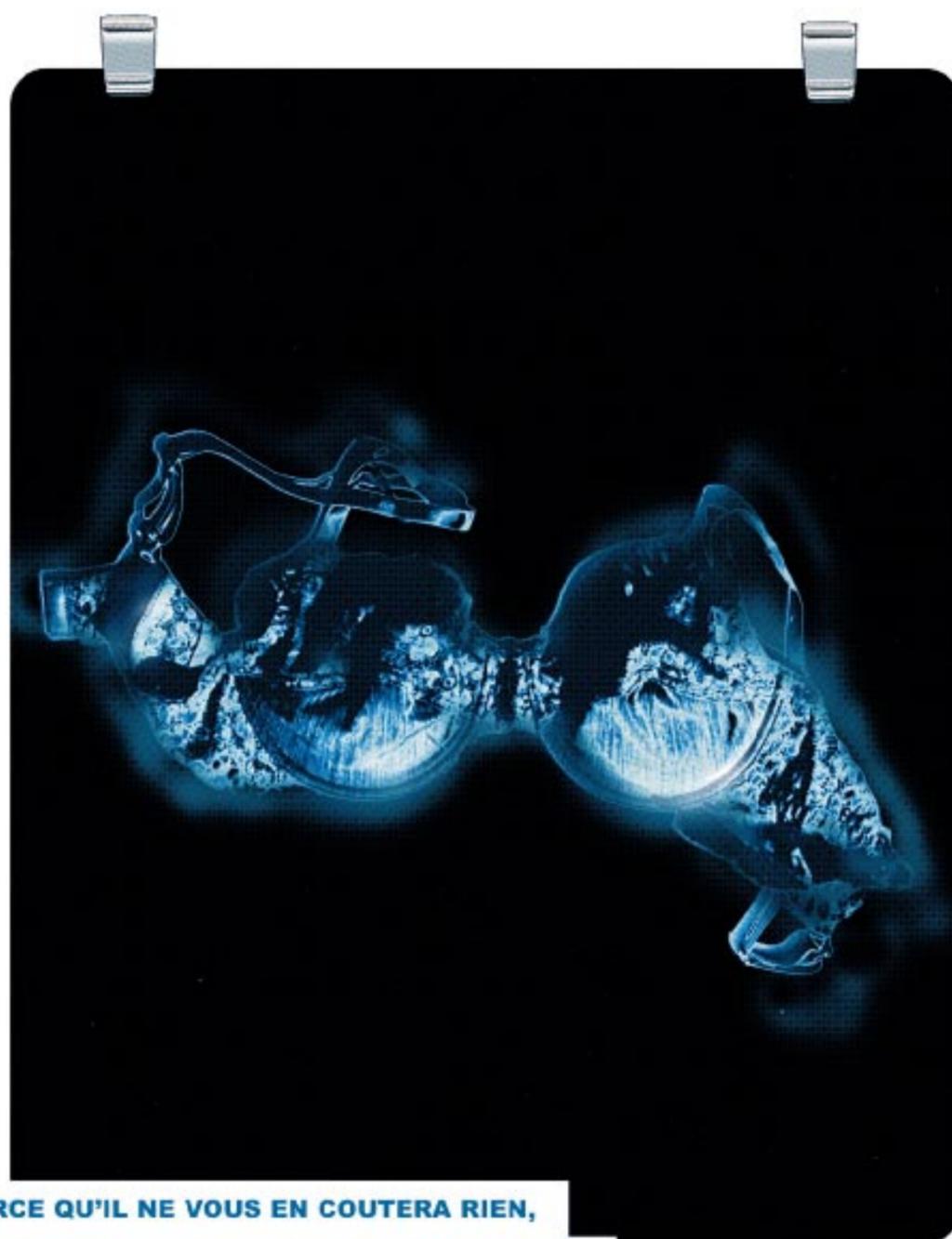


tarctique en icebergs sont les plates-formes de Filchner et de Larsen, à l'ouest, et celle de Ross au sud. « On ne connaît pas le rythme des ruptures d'icebergs au cours du XIX^e siècle. Mais l'accélération de la naissance des icebergs du côté de la péninsule Antarctique semble effectivement liée au réchauffement climatique. Il y a eu six ou sept événements de ce type depuis dix ans dans cette zone, et la plate-forme de

Larsen diminue », confirme Jean Jouzel, président de l'Institut polaire Paul-Emile Victor.

A court terme, la fonte des glaces rejetées en mer par le glacier Larsen ne devrait pas avoir d'influence sur le niveau des mers, affirment les experts. Cependant, à plus long terme, si les grandes plates-formes de glace de l'Antarctique venaient à fondre massivement sous l'effet du réchauffement climatique, le rythme des libérations d'icebergs s'accélérerait. Ce qui aurait pour effet d'élever réellement le niveau des mers. Les experts du groupe international de réflexion sur l'évolution du climat (GIEC) estiment que, même si on stabilise le climat, le niveau des océans augmentera de toute façon de 50 cm par siècle (*Le Monde* du 21 février 2001). Un processus accéléré de fonte des glaces de l'Antarctique et du Groenland (qui représente un volume de 6 millions de km³ de glace) engendrerait une élévation du niveau des mers, à l'horizon de l'année 2500, qui atteindrait pas moins de cinq mètres...

Christiane Galus



PARCE QU'IL NE VOUS EN COUTERA RIEN,

SOYEZ ATTENTIVE A L'AVENIR DE VOS SEINS.

LE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN, L'ASSURANCE MALADIE INVITE TOUTES LES FEMMES À PARTIR DE 50 ANS À LE PRATIQUER RÉGULIÈREMENT ET GRATUITEMENT. Le rôle de l'Assurance Maladie est de vous en faciliter l'accès et de vous assurer la qualité du diagnostic. Parlez-en avec votre médecin.



l'Assurance Maladie

PLUS ON EN FAIT POUR LA SANTÉ. MIEUX VOUS VOUS PORTEZ.

PREVENIR
CONSEILLER
FACILITER
FINANCER

Éliminée en Ligue des champions, ignorée des tifosi, la Juve veut chercher son réconfort loin de Turin

Football • Les dirigeants laissent entendre que l'équipe turinoise pourrait désertier l'enceinte glaciale et déserte du stadio delle Alpi pour rejoindre Monza ou Reggjo Emilie

MILAN

correspondance

La Juventus Turin deviendra-t-elle bientôt la Juventus Monza ou la Juventus Reggjo Emilie ? Lassés de voir leur équipe de stars jouer dans un stade quasiment vidé de son public, déçu par les prestations de l'équipe, éliminée de la Ligue des champions, malgré sa victoire (1-0), mercredi 20 mars, contre les Anglais d'Arsenal, les dirigeants de la Vieille Dame, propriété de la famille Agnelli, envisagent d'envoyer la Juve disputer ses rencontres à domicile à l'extérieur, et ce dès la saison 2002-2003. En championnat, et pas seulement.

Monza et Reggjo Emilie sont citées comme possibles points de chute si leurs stades devaient être reconnus conformes aux normes en vigueur. L'équipe la plus titrée d'Italie (25 titres de champion, 9 coupes, 6 titres en coupes d'Europe, 2 super-coupes d'Europe et 2 Coupes intercontinentales) subit de plein fouet le rejet de la part des Turinois, qui, en grande majorité, lui préfèrent le Torino, le club rival.

La fracture entre le club bianconero et ses tifosi trouve confirmation dans les chiffres : en 14 rencontres disputées à domicile au cours de la saison 2001-2002, la Juventus a rassemblé 84 000 spectateurs payants, moins que le minuscule Chievo, club de quartier de Vérone sans histoire ni vedettes. Avec une moyenne de 39 000 spectateurs par match, abonnés compris, elle se classe dernière des grands clubs italiens puisque l'Inter Milan, l'AS Rome ou le Milan AC frôlent les 60 000 spectateurs. Cet

important manque à gagner sur la vente de billets préoccupe les financiers, plus que jamais soucieux de l'évolution du cours du titre Juventus FC en Bourse.

« RARE ET EXIGEANT »

En outre, le club souffre d'un retour d'image négatif lorsque les télévisions du monde entier diffusent les rencontres avec comme seul décor des gradins dépeuplés. Lors de certaines parties, Alex Del Piero, David Trezeguet et leurs coéquipiers ont carrément joué dans un stade vide : les 114 spectateurs qui avaient acheté un billet pour le match de championnat contre Venise ont eu loisir de choisir leur place parmi les 69 000 restantes. Contre Plaisance, en Coupe d'Italie, ils étaient 237.

Le stadio delle Alpi, projeté par Sergio Hutter et inauguré pour le Mondial 1990, a souvent été l'objet de critiques. Sa piste d'athlétisme

éloigne le spectacle du spectateur et l'air froid qui descend des sommets alpins voisins le transforme en congélateur l'hiver. Mais ces caractéristiques ne suffisent toutefois pas à expliquer une situation qui tranche avec les années de succès populaire que la Juve de Michel Platini a connues.

« Notre public est rare et exigeant, je ne sais pas s'il mérite une grande équipe », a récemment déclaré, irrité, Umberto Agnelli. Il faut reconnaître que le jeu pratiqué par l'équipe de Marcello Lippi n'incite pas au déplacement. Peu spectaculaire, sans émotions, la Juventus reflète la philosophie minimaliste du Calcio d'aujourd'hui : gagner en prenant un but de moins que l'adversaire et non en marquer un de plus. Cela pourrait expliquer le choix d'une large frange des tifosi de rester chez eux et d'acheter la partie sur une chaîne à péage : la Juventus est

l'équipe la plus suivie sur le petit écran.

Les dirigeants ont tenté d'endiguer cette prise de distance du public en renforçant l'effectif grâce à la spectaculaire campagne de recrutement de l'été 2001. Toutefois, les 150 millions d'euros dépensés pour enrôler Gigi Buffon, Pavel Nedved et Lilian Thuram n'ont engendré qu'une centaine d'abonnés en plus sur un total de 35 803 fidèles. La Juventus recherche désespérément des supporters pour remplir son stade et ses caisses. Un paradoxe lorsque l'on sait qu'elle attire les sympathies d'un Italien sur trois et compte 11 millions de fans en Europe.

Par huit fois déjà en coupes d'Europe, la Juventus a « trahi » Turin pour trouver public et applaudissements à Milan (demi-finale et finale de la Coupe UEFA, en 1995), à Palerme (Coupe UEFA, en 1999, Super Coupe d'Europe, en 1997, contre le PSG) et à Cesena (Intertoto, en 1999). Certains affirment que la menace des dirigeants de la Juventus est destinée à intimider le maire de Turin, qui refuse de vendre le stade que le club souhaite acquérir pour le moderniser et l'entourer d'un vaste centre commercial voué aux produits dérivés sur le modèle de celui existant à Old Trafford, où évolue Manchester United. En attendant, la Juventus a déjà demandé, et obtenu, de disputer la finale de la Coupe d'Italie, le 25 avril, au stade San Siro de Milan.

Guillaume Prébois

Résultats et classements

Ligue des champions – 2^e phase (6^e journée)

● Groupe C :

Panathinaïkos (Grè)-Real Madrid (Esp) 2 - 2 ; Sparta Prague (Tch)-FC Porto (Por) 2 - 0.

Classement : 1. Real Madrid,

16 pts ; 2. Panathinaïkos, 8 ;

3. Sparta Prague, 6 ; 4. FC Porto, 4.

● Groupe D :

Deportivo La Corogne (Esp)-Bayer Leverkusen (All) 1 - 3 ; Juventus (Ita)-Arsenal (Ang) 1 - 0.

Classement : 1. Bayer Leverkusen,

10 pts ; 2. Deportivo La Corogne,

10 ; 3. Arsenal, 7 ; 4. Juventus, 7.

Les équipes qualifiées pour les quarts de finale :

● Groupe A : Manchester United (Ang), Bayern Munich (All).

● Groupe B : Barcelone (Esp), Liverpool (Ang).

● Groupe C : Real Madrid (Esp), Panathinaïkos (Grè).

● Groupe D : Bayer Leverkusen (All), La Corogne (Esp). Les quarts de finale aller auront lieu les 2 et 3 avril (tirage au sort vendredi 22 mars).

Moins de la moitié des sportifs français de haut niveau se plient au suivi médical

Dopage • Des fédérations n'appliquent pas la loi

VOICI TROIS ANS, lors de la présentation de la nouvelle loi française relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage, le suivi médical longitudinal avait été présenté comme l'un des éléments-clés du chapitre prévention. Aujourd'hui, entre difficulté et complexité de mise en œuvre et peine à exploiter les résultats, ce dispositif – des examens médicaux approfondis et plusieurs bilans sanguins annuels visant à mettre en évidence des éventuelles « anomalies » ou « manipulations » – semble s'enliser.

« Il traverse une crise », assure Michel Boyon, le président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD), qui pointe le retard pris dans la généralisation du dispositif à tous les athlètes classés « haut niveau » : « On n'en est pas à la moitié des athlètes théoriquement concernés, ce qui pose problème. » « Le suivi n'est pas mis en œuvre totalement », convient-on au ministère de la jeunesse et des sports, où l'on évalue à « 3 000 seulement sur 6 500 » le nombre de sportifs et sportives de haut niveau ayant satisfait à ce suivi fin 2001.

« Ce n'est pas surprenant », relativise-t-on auprès de Marie-George Buffet, où l'on évoque l'apparition de « problèmes juridiques » qu'il a fallu régler : « Nous faisons référence à la surveillance de sportifs de haut niveau et des pôles France et pôles Espoirs. Le Conseil d'Etat nous a demandé de préciser ces notions. Nous avons dû rédiger un décret. Nous avons dû aussi replancher sur la communication des données, y compris entre médecins, car cela entraine en collision avec un décret sur le secret médical. »

Si toutes les fédérations se sont engagées dans ce suivi, toutes ne l'appliquent pas sur tous leurs athlètes et toutes ne le réalisent pas non plus en intégralité : « Certaines ne font faire que deux analyses de sang par an, au lieu des trois à quatre prévues » relève Michel Boyon. « Il y a des problèmes de disponibilité de plateaux techniques médicaux pour les examens, ainsi que de médecins compétents à trouver », fait-on valoir au ministère de la jeunesse et des sports.

Michel Boyon assure que le déploiement du suivi se heurte également à « un problème de

financement » : « Le ministère donne de l'argent aux fédérations mais certaines déclarent que cela ne couvre pas le coût total du suivi. » « En 2001, nous n'avons pas eu les moyens de couvrir la totalité du dispositif », admet-on au ministère de la jeunesse et des sports. Aux yeux de Michel Boyon, c'est l'intérêt du suivi qui serait aussi sujet à interrogation : « J'ai l'impression qu'il ne suscite plus le même enthousiasme, qu'il y a même un doute. »

« Aujourd'hui, cela ne sert pas à grand-chose, poursuit-il, en cas de détection d'une anomalie, le médecin fédéral en parle au médecin d'équipe. Et après que se passe-t-il ? On voit de plus en plus de gens qui pensent que cela ne sert à rien. » Même si le suivi médical avait été distingué des+++ contrôles antidopage, il avait été présenté comme un instrument permettant de cerner l'éventuelle prise de produits interdits pour lesquels les analyses urinaires étaient inopérantes. Il devait alors pouvoir déboucher sur des arrêts de travail.

CRÉATION D'UNE AUTORITÉ

Le cyclisme, premier à mettre en œuvre le suivi, début 1999, s'est vite heurté au problème de l'efficacité. Ce qui a conduit les instances dirigeantes de la discipline à réclamer la création d'« une autorité » commune aux différents sports qui aurait « la capacité non discutée à faire appliquer les décisions, c'est-à-dire à faire observer réellement les arrêts de travail en cas de constatation d'anomalies » (Le Monde du 24 janvier). « Il faut permettre à un œil indépendant d'intervenir », considère Michel Boyon, selon qui il conviendrait, pour relancer le suivi, de « dégager des moyens financiers suffisants », tout en « redéfinissant peut-être l'étendue du contenu des examens. »

« Et puis il serait bien que l'on suive tous les professionnels », ajoute le président du CPLD, rappelant que ces derniers ne figurent pas nécessairement dans la liste des sportifs de haut niveau, pour lesquels la loi oblige les fédérations à un suivi centralisé. Si le cyclisme et le rugby ont mis en place un suivi pour leurs professionnels, ce n'est pas le cas du football.

Philippe Le Cœur

En mal de reconnaissance, Ladislav Lozano fuit le Maroc

Un des héros de l'épopée calaisienne de la Coupe de France 2000 rejoint le club de Créteil (D 2)

IL VOULAIT profiter de son « exil » marocain pour se faire oublier. C'est raté. Ladislav Lozano, réputé pour son verbe haut depuis qu'il a conduit les amateurs de Calais en finale de la Coupe de France en 2000, vient de se rappeler, bien malgré lui, à notre bon souvenir. L'entraîneur Français a démissionné, mardi 19 mars, du Widad Athletic Club de Casablanca, le club marocain le plus titré, qu'il avait rejoint en juin 2001 pour deux saisons. Une décision consécutive à la suspension de banc d'un an – du jamais vu au Maroc – qui lui a été infligée par la Commission de discipline du Groupement national marocain (Ligue marocaine) pour « propos injurieux portant atteinte à l'honneur du football national et aux instances dirigeantes ».

Rentré en France mercredi 20 mars, il devait officialiser, jeudi 21 mars, son arrivée à la tête du club de Créteil, 18^e du championnat de France de division 2. Un départ précipité pour l'un des héros de

l'épopée calaisienne. Ladislav Lozano regrette de ne pas avoir pu « achever [son] œuvre » dans un club où, dit-il, « tout se passait merveilleusement bien, avec les joueurs comme avec le président ». Alors, pourquoi être parti ?

L'affaire remonte au 6 mars, lors du match de championnat opposant le WAC à Settat (banlieue de Casablanca). Après vingt minutes de jeu, l'un des joueurs du WAC est expulsé. Décision « totalement injuste », selon l'entraîneur français, qui ne se prive pas de le dire à l'arbitre. Enjoint de regagner son banc, Ladislav Lozano lâche alors : « Le football marocain est pourri. »

« Je me parlais à moi-même, explique-t-il aujourd'hui. Il ne s'agissait aucunement d'une déclaration. J'étais très énervé par l'arbitrage et j'ai parlé dans ma barbe. D'ailleurs, l'arbitre a été reconnu coupable de partialité, puisqu'il a ensuite été rétrogradé dans les divisions inférieures et suspendu un mois. » Malheureusement pour

Ladislav Lozano, un micro de la télévision marocaine capte la scène, qui n'échappe pas aux arbitres marocains réunis devant leur écran (ils sont alors en stage). A la mi-temps, le patron des hommes en noir rapporte aussitôt à l'arbitre de la rencontre les mots entendus. Ladislav Lozano passera la seconde mi-temps dans les tribunes.

« C'EST TOTALEMENT INJUSTE »

C'est une semaine plus tard qu'il apprendra, par fax, sa suspension d'un an. « C'est totalement injuste et disproportionné. D'abord, on m'a volé mon intimité. Je n'ai même pas été entendu. Si la commission ne me blanchit pas en appel, je quitte le Maroc », confiait-il la semaine dernière. Il n'attendra pas cette réunion. « Ca fait des jours qu'on me fait lanterner. Ca devenait insupportable pour moi et pour les joueurs. Ma décision de partir était prise. Et, comme par hasard, la Commission annonce après ma démission qu'elle statuera

sur mon cas et que la sanction pourrait être ramenée à un mois. »

« Je n'ai fait que penser tout haut ce que tout le monde pense tout bas », dit-il aujourd'hui. Corrompu, le football marocain ? « C'est notoire », lâche Ladislav Lozano. « Nous avons fini champions d'Afrique. Cette réussite gêne beaucoup de monde dans le football marocain », ajoute-t-il. Surtout le RAJA, club de Casablanca, éternel rival du WAC, dont le président du directoire se trouve être également celui de la Ligue marocaine.

Ladislav Lozano, qui peut se satisfaire de l'issue finalement heureuse de cette histoire, craint qu'elle ne ternisse tout de même son image. D'autant que sa réputation de grande gueule et de donneur de leçons ne plaide pas pour lui. Il s'en défend : « Au Maroc, je suis toujours resté sur la réserve du fait de ma position d'étranger, et aussi parce que j'ai appris à me taire. »

Charlotte Kafrouny



Michael Schumacher, champion de l'Académie des sports

L'ALLEMAND Michael Schumacher, quadruple champion du monde de Formule 1, et le navigateur Yves Parlier ont fait partie des dix-huit personnes récompensées par l'Académie des sports pour leurs performances réalisées en 2001, mercredi 21 mars, à Paris. Invité d'honneur, le pilote allemand, accompagné du patron de l'écurie Ferrari Jean Todt, a reçu

en fin de cérémonie le Grand Prix de l'association. Avant la remise des trophées, le président de l'Académie des sports, Alain Danet, a tenu à souligner que les lauréats étaient « porteurs d'un message de compréhension, d'éthique, de loyauté, la preuve que, dans chaque individu, il y a une part d'exceptionnel ».

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME** : la Fédération internationale (FIA) a décidé, mercredi 20 mars, que les pilotes de F1 1 ne pourraient utiliser, à compter du 1^{er} janvier 2004, qu'un seul moteur par week-end de grand prix, interdisant les « mulets » (voitures de secours).

■ **BOXE** : l'Américain Virgil Hill a été contrôlé positif après qu'un anabolisant et un diurétique ont été retrouvés lors d'un test pratiqué à l'issue du combat qui l'a vu perdre son titre WBA des lourds légers (abandon), le 23 février, à Marseille, face au Français Jean-Marc Mormeck.

■ **CYCLISME** : le Néerlandais Erik Dekker (Rabobank) a remporté, mercredi 20 mars, Tirreno-Adriatico, dont la dernière étape a été gagnée, au sprint, par l'Italien Mario Cipollini (Acqua et Sapone).

■ **FOOTBALL** : huit clubs professionnels devaient être reçus, vendredi 22 mars, à Bruxelles, par Jean-François Pons, le directeur général chargé de la concurrence au sein de la Commission européenne, dans le cadre d'une plainte contre l'Etat français, la Fédération française de football (FFF) et la Ligue nationale de football (LNF). Les Girondins de Bordeaux, le RC Lens, l'Olympique lyonnais, le RC Strasbourg, l'AS Saint-Etienne, le Lille OSC, l'Olympique de Marseille et l'ES Troyes AC ont déposé plainte, voilà plusieurs semaines, pour dénoncer une distorsion de concurrence : ils estiment que la loi française, qui interdit aux clubs de pouvoir entrer en Bourse ou d'être propriétaires de leurs droits télévisuels, ne leur permet pas de rivaliser, sur le plan économique, avec leurs voisins européens, où ces interdictions n'existent pas. La Commission européenne semble prendre au sérieux la démarche de ces huit clubs qui pourraient d'ailleurs être plus nombreux d'ici quelque temps : Bruxelles a lancé une « demande de renseignements » auprès de l'Etat français, de la FFF et de la LNF.

■ **VOILE** : le maxi-catamaran Orange de Bruno Peyron a passé le cap de Bonne-Espérance, jeudi 21 mars, après 18 jours 18 h 40 min de course. Parti le 2 mars, il s'attribue ainsi le record d'Ouessant-Bonne-Espérance détenu par Peter Blake sur Enza (19 jours 17 heures 53 min en 1994). Bruno Peyron passe ce premier cap sur le parcours du Trophée Jules-Verne avec 3 jours 14 h 15 min d'avance sur Olivier de Ker-sauson et Sport-Elec en 1997.

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 23 effectués mercredi 20 mars. Premier tirage : 14, 16, 17, 27, 37, 39 ; numéro complémentaire : 8. Rappports pour 6 numéros : pas de gagnant ; 5 numéros et le complémentaire : 100 269,80 € ; 5 numéros : 781,50 € ; 4 numéros et le complémentaire : 52,40 € ; 4 numéros : 26,20 € ; 3 numéros et le complémentaire : 5 € ; 3 numéros : 2,50 €. Second tirage : 14, 21, 38, 43, 48, 49, complémentaire : 9. Rappports pour 6 numéros : 1 912 117 € ; 5 numéros et le complémentaire : 7 757,70 € ; 5 numéros : 1 456,40 € ; 4 numéros et le complémentaire : 55,80 € ; 4 numéros : 27,90 € ; 3 numéros et le complémentaire : 5,20 € ; 3 numéros : 2,60 €.

AUJOURD'HUI

Pluies à l'Est, temps sec ailleurs

VENDREDI 22 MARS
 Lever du soleil à Paris : 6 h 51
 Couché du soleil à Paris : 19 h 5

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le ciel, voilé en matinée, se charge davantage l'après-midi, mais le temps reste sec. Le thermomètre indique de 13 à 15 degrés, localement 16 degrés le long de la Loire.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le temps est nuageux près de la frontière belge et luxembourgeoise avec quelques gouttes possibles sur les Ardennes. Les températures maximales varient de 12 à 13 degrés de la Haute-Normandie aux Ardennes, de 13 à 15 degrés en Ile-de-France, et de 14 à 17 degrés de la Touraine au Berry.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. De belles éclaircies se développent sur le Nivernais, alors que les nuages sont plus nombreux de la Lorraine à la Franche-Comté ; des pluies faibles sont attendues principalement sur les reliefs. Les températures maximales s'échelonnent de 13 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. La journée est agréable avec de belles apparitions du soleil ; le ciel est plus nuageux en cours de journée sur les Charentes, puis le Poitou et les côtes aquitaines dans l'après-midi. Les températures affichent au meilleur moment de la journée de 15 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les nuages restent abondants sur les Alpes du Nord, où quelques précipitations peuvent se produire. Le thermomètre atteint dans l'après-midi de 14 à 17 degrés du Limousin au Dauphiné ; on peut espérer 17 à 20 degrés sur le sud de Rhône-Alpes.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.

C'est une belle journée qui s'annonce avec un ciel de temps à autre voilé. Le mistral souffle à 80 km/h le matin et 90 km/h l'après-midi ; la tramontane est également sensible avec des pointes à 70 km/h. Le vent souffle avec vigueur sur le sud de la Corse. Les températures maximales s'étagent de 20 à 27 degrés.

22 MAR. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; *: neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Madrid		6/24 S	
Ajaccio	10/20 S	Milan	13/20 S
Biarritz	10/18 S	Moscou	2/8 N
Bordeaux	10/17 N	Munich	3/8 N
Bourges	9/16 S	Naples	11/19 S
Brest	8/13 N	Oslo	-1/6 N
Caen	9/11 N	Palma de M.	9/20 S
Cherbourg	7/13 N	Prague	3/8 P
Clermont-F.	10/16 N	Rome	8/20 S
Dijon	8/15 N	Séville	13/28 S
Grenoble	10/14 N	Sofia	6/12 N
Lille	7/12 N	St-Petersb.	-2/5 N
Limoges	8/14 N	Stockholm	0/4 P
Lyon	10/16 N	Ténérife	19/27 S
Marseille	13/22 S	Varsovie	1/4 N
Nancy	7/12 P	Venise	10/18 S
Nantes	8/15 N	Vienne	4/11 N
Nice	14/18 S		
Paris	9/14 S		
Pau	9/18 S		
Perpignan	14/21 S		
Rennes	8/15 N		
St-Etienne	9/15 N		
Strasbourg	8/12 P		
Toulouse	11/19 N		
Tours	8/15 S		

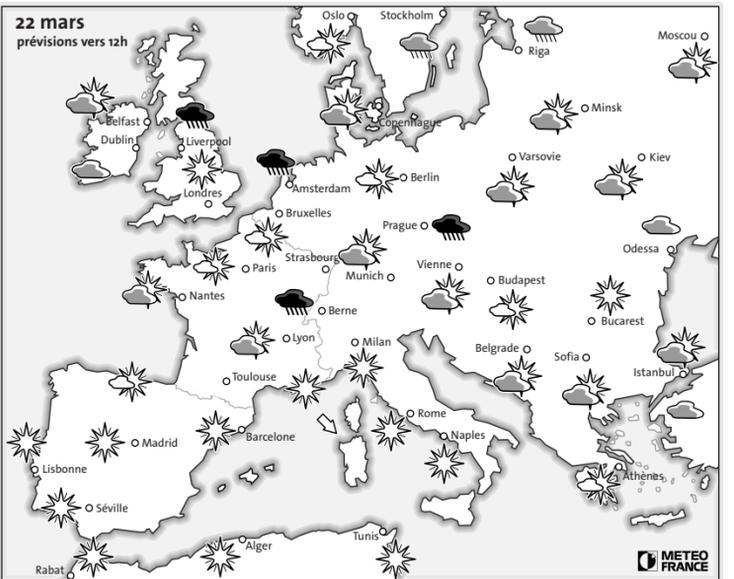
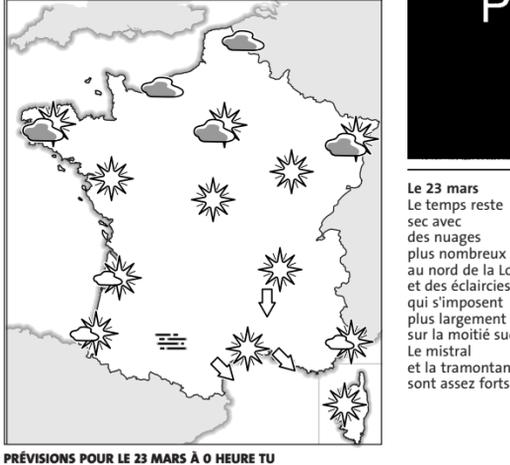
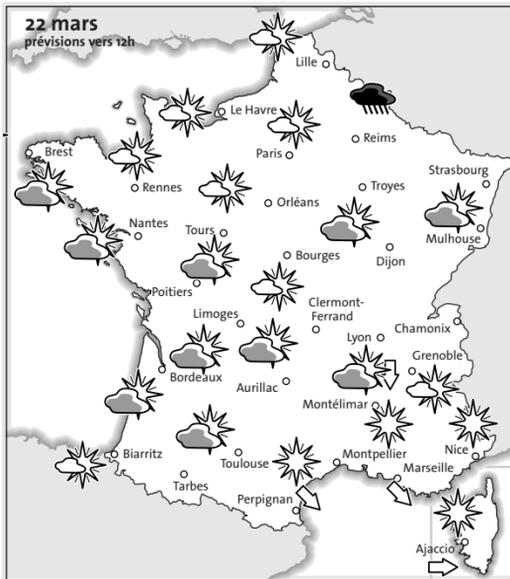
AMÉRIQUES		
Brasilia		20/25 P
Buenos Aires		19/26 C
Caracas		23/29 C
Chicago		-10/0 S
Lima		22/29 P
Los Angeles		10/17 S
Mexico		10/22 S
Montréal		-13/-6 *
New York		-5/4 S
San Francisco		10/13 P
Santiago Ch.		13/29 S
Toronto		-8/-3 *
Washington DC		-4/5 S

FRANCE OUTRE-MER		
Cayenne	24/28 P	
Fort-de-Fr.	27/29 S	
Nouméa	23/28 P	
Papeete	24/30 S	
Pointe-à-P.	21/30 S	
St Denis Réu.	25/30 P	

AFRIQUE		
Alger		8/22 S
Dakar		18/23 S
Kinshasa		23/32 P
Le Caire		16/24 S
Nairobi		16/27 S
Pretoria		18/31 S
Rabat		11/26 S
Tunis		14/22 S

EUROPE		
Amsterdam	5/10 P	
Athènes	11/20 S	
Barcelone	11/18 S	
Belfast	8/11 N	
Berlin	7/14 N	
Berne	2/8 N	
Bruxelles	5/11 P	
Bucarest	7/12 N	
Budapest	2/17 S	
Bombay	6/12 N	
Copenhague	3/6 N	
Dubai	8/12 C	
Dubai	6/11 N	
Hanoï	8/13 C	
Hongkong	-1/5 N	
Jérusalem	7/16 P	
New Delhi	8/15 N	
Pékin	1/9 N	
Séoul	11/24 S	
Singapour	9/15 C	
Sydney	8/14 S	
Tokyo	7/11 N	

ASIE-Océanie		
Bangkok		27/35 S
Beyrouth		15/19 S
Bombay		25/33 S
Djakarta		24/31 P
Dubai		24/31 S
Hanoï		22/30 S
Hongkong		19/25 S
Jérusalem		7/16 P
New Delhi		17/33 S
Pékin		3/10 S
Séoul		5/10 P
Singapour		25/31 P
Sydney		18/23 S
Tokyo		16/21 P



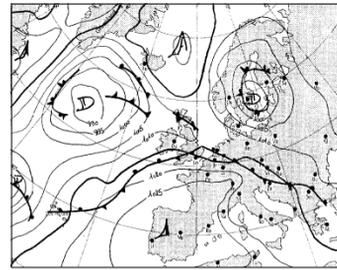
Partez là où il fait toujours beau.

AIR FRANCE

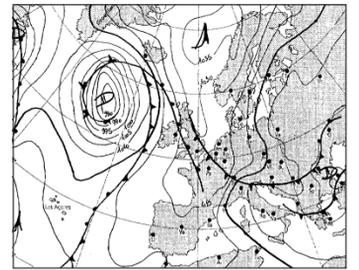
faire du ciel le plus bel endroit de la terre

Le 23 mars

Le temps reste sec avec des nuages plus nombreux au nord de la Loire et des éclaircies qui s'imposent plus largement sur la moitié sud. Le mistral et la tramontane sont assez forts.



SITUATION LE 21 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 MARS À 0 HEURE TU

Des dessins dans tout Paris

Otto Wagner (1803-1861), un paysagiste qui a beaucoup travaillé pour le théâtre. Tout à fait dans le goût de l'Europe centrale, cette aquarelle rehaussée de gouache représente une vue d'intérieur meublée dans le style Biedermeier (13 000 €).

Dans la gamme des petits prix, cette galerie propose des dessins français du XIX^e siècle à partir de 3 000 €. Toujours au Salon du dessin, Eric Coatalem, spécialiste de la peinture d'histoire des XVII^e et

XVIII^e siècles, expose quatre dessins de Watteau, des études de personnages à la sanguine (de 30 000 à 35 000 €), un lavis d'encre de Guardi figurant une vue de Venise (135 000 €) et une aquarelle du Français Louis François Cassas (1756-1827), un des premiers peintres voyageurs qui arpenta le Moyen-Orient au tout début du XIX^e siècle. Peinte au Liban, dont on aperçoit les cimes enneigées au deuxième plan, cette œuvre figure

un dessinateur, peut-être Cassas lui-même, devant des stèles égyptiennes à l'embouchure d'un fleuve (75 000 €).

Du côté des galeries, Antoine Laurentin a choisi la cohésion d'une époque et d'un style, proposant sous le titre « De Vuillard à Manesier » des dessins datés entre 1890 et 1910. Trois aquarelles sur fond jaune du caricaturiste Sem (1863-1934) étaient des projets de décoration pour la façade d'un théâ-

tre d'ombres chinoises de Bordeaux, le Vanity Fair. Tout en ombres chinoises, ces dessins étonnants montrent les quais de Bordeaux sous la pluie, animés de personnages, de bateaux et de voitures à chevaux (8 000 €, 9 000 €, 13 000 €). Vers 1888, après un séjour à Pont-Aven, le peintre Emile Bernard (1868-1941) s'essaya à une simplification des formes qui est alors nouvelle, le synthétisme. En quelques traits de fusain, il maté-

rialise un paysan breton d'une formidable simplicité (6 000 €).

Dans le quartier Drouot, Alexis Bordes a rassemblé des œuvres des XVIII^e et XIX^e siècles. *Le Vin*, figurant Bacchus, est un dessin préparatoire pour une fresque destinée à son hôtel particulier par Henri Lehmann (1814-1882), un artiste d'origine allemande, élève d'Ingres, qui, naturalisé français, est devenu un des champions de la tradition académique (3 400 €).

Catherine Bedel

VENTES
 Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

UNE VÉRITABLE folie du dessin s'est emparée de la capitale : musées, galeries et maisons de vente se sont entendus pour présenter la Semaine du dessin, qui se déroule en même temps que le Salon du même nom, une manifestation dont le succès a déclenché tous ces satellites. Amateurs et collectionneurs auront donc l'embarras du choix pour admirer des œuvres de toutes époques, et à tous les prix.

Le Salon du dessin, qui se tient avenue Hoche, réunit 25 exposants, dont plus de la moitié sont venus de l'étranger, d'Europe et des Etats-Unis. Leur vocation est de présenter des œuvres sélectionnées pour leur qualité, en essayant de proposer une gamme de prix étendue. Parmi les Parisiens, Gabriel Terrades a notamment choisi une aquarelle d'un peintre dresdois,

Calendrier

BROCANTES-ANTIQUITES

- **Bordeaux-Lac (Gironde)**, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, tél. : 05-56-81-80-88.
- **Albi (Tarn)**, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, tél. : 05-63-49-28-40.
- **Nice (Alpes-Maritimes)**, samedi 23 et dimanche 24 mars, tél. : 04-93-83-08-22.
- **Châlons-en-Champagne (Marne)**, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, tél. :

03-26-68-20-44.

- **Alençon (Orne)**, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, tél. : 02-33-36-83-98.
- **Chantilly (Oise)**, samedi 23 et dimanche 24 mars, tél. : 02-37-43-58-26.
- **Paris (Jardin des Tuileries)**, du samedi 23 mars au lundi 1^{er} avril, tél. : 01-53-30-85-20.
- **Paris (avenue des Gobelins)**, samedi 23 et dimanche 24 mars, tél. : 01-40-71-07-63.

- **Orange (Vaucluse)**, samedi 23 et dimanche 24 mars, tél. : 04-90-59-95-20.
- **Auxerre (Yonne)**, samedi 23 et dimanche 24 mars, tél. : 02-37-25-70-70.
- **Limoges (Vienne)** samedi 23 et dimanche 24 mars, tél. : 02-43-86-66-25.
- **COLLECTIONS**
- **Nîmes (Gard)**, minéraux et fossiles, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, tél. :

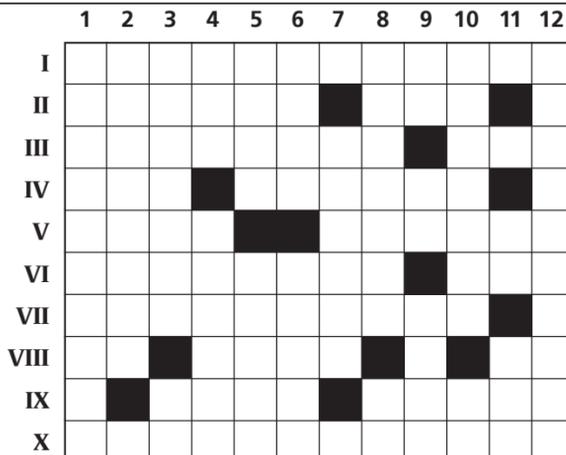
- 04-66-02-40-22.
- **Paris (boulevard Auguste-Blanqui)**, livres, du 21 mars au 1^{er} avril, tél. : 01-46-15-66-30.
- **Paris (Espace Champerret)**, estampes, du samedi 23 au lundi 25 mars, tél. : 01-42-60-70-10.
- **Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine)**, minéraux et fossiles, samedi 23 et dimanche 24 mars, tél. : 02-99-53-92-17.
- **Cambrai (Nord)**, modélisme, 23 et 24 mars, tél. : 03-27-83-65-91.

- ★ Salon du dessin, du 20 au 25 mars, de 12 heures à 20 h 30. Nocturnes les 23 et 25 mars, jusqu'à 22 heures. Salons Hoche, 9, avenue Hoche, 75008. Entrée : 10 € (catalogue inclus).
- ★ Galerie Antoine Laurentin, 65, rue Sainte-Anne, 75002. Tél. : 01-42-97-43-42. Du lundi au vendredi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; le samedi, de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 6 avril.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 070

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALLEMENT

I. Une fois acceptées, c'est la grande aventure qui commence. - II. Fait du propre partout, sauf en tête. Pour faire un petit tour dans les airs. - III. Sans domicile connu. Pièce rapportée. - IV. Sans bavure. Perd tout contrôle. - V. Poussés bien haut. Précède le lendemain. - VI. Ferait mieux de rester chez lui que d'aller au stade. Le plus gros est le premier. - VII. Complètement blanchie. -

VIII. Bouts de saucisses. Le relever, c'est prendre des risques. Article. - IX. Préparé en cuisine. Est à l'écoute des profondeurs. - X. Celles de votre percepteur sont particulièrement appréciées.

VERTICALEMENT

1. Amateur d'eau et de vent. - 2. Réduisons. - 3. Ce n'est pas un triomphe, mais c'est déjà un grand succès. Le plus long dans

la Botte. - 4. Fait nul. Plus il est court, plus il frappera fort. - 5. A toujours le mauvais rôle dans l'histoire. Prit l'air avant de prendre l'eau. - 6. Donné à l'arrivée. Mettre des obstacles. - 7. En face. - 8. Descendirent brutalement. Petit patron quotidien. - 9. Personnel. Romains. Etait heureusement là pour retourner la situation. - 10. S'ouvre comme un parasol. Drame. - 11. Saint. Cran dans la ceinture. - 12. Apportent un peu d'espoir quand ils arrivent à temps.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 069

Horizontalement

I. Bonification. - II. Imagination. - III. Sb. Nef. Té. Dé. - IV. Trio. Adipeux. - V. Regret. Foule. - VI. Naturel. AG. - VII. Tien. Eh. Opte. - VIII. Ie. Tueur. Ait. - IX. Entes. Monroe. - X. Rais. Recoins.

Verticalement

1. Bistrotier. - 2. Ombre. Iéna. - 3. Na. Igné. Ti. - 4. Ignorantes. - 5. Fie. Et. Us. - 6. Infatuée. - 7. CA. Rhume. - 8. Attifé. Roc. - 9. Tiepolo. No. - 10. Io. Eu. Pari. - 11. Ondulation. - 12. Exégètes.

L'ART EN QUESTION

N° 266

En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

Le maître de l'estampe

TOULOUSE-LAUTREC collabore à la revue *Le Mirliton*, fondée, ainsi que le cabaret du même nom, par Aristide Bruant (1851-1925). Dissident du Chat noir, le chansonnier anarchiste publie le texte de ses chansons dans la revue et les fait illustrer par Lautrec. En 1893, Aristide Bruant a déjà acquis la célébrité, le chapeau noir à larges bords, l'écharpe rouge et la canne suffisent à l'identifier.

Toulouse-Lautrec choisit pour cette affiche un cadrage audacieux, présente son modèle de dos, et réduit à l'essentiel les traits du visage vu de profil. Amitié et collaboration se prolongeront entre les deux hommes puisque, lorsque le chanteur se produira en 1892 au très chic café Les Ambassadeurs, situé sur les Champs-Élysées, il fera à nouveau appel à Lautrec pour l'affiche de son spectacle. Dans *Le Mirliton*, Lautrec utilise un pseudonyme : ● Princeteau ? ● Tapié de Celeyran ? ● Treclau ?



Henri de Toulouse-Lautrec (1864-1901). Aristide Bruant dans son cabaret (1893) 2^e état avec la lettre (127 x 92,5 cm), collection particulière. A Paris, au Musée Maillol-Fondation Dina-Vierny, pour l'exposition « Toulouse-Lautrec et l'affiche » jusqu'au 6 mai 2002.

Réponse du jeu n° 265 paru dans *Le Monde* du 15 mars.

Suivant la légende provençale qui raconte que Marthe aurait apprivoisé la tarasque du pays de Tarascon, la sainte est accompagnée d'un dragon.

DISPARITIONS

Pierre Lévy

Collectionneur et mécène

L'INDUSTRIEL Pierre Lévy est mort lundi 25 février à son domicile de Bréviandes (Aube) à l'âge de 94 ans. Amateur d'art, il avait donné une partie importante de sa collection à l'Etat en novembre 1976. Évaluée à l'époque entre 130 millions et 150 millions de francs, aujourd'hui inestimable, elle est conservée depuis 1982 à Troyes, dans l'ancien évêché, rénové pour l'occasion, et devenu Musée d'art moderne.

Né le 11 avril 1907 à Guebwiller (Haut-Rhin), fondateur de la société textile Devanlay, grand officier de la Légion d'honneur, Pierre Lévy avait été membre du conseil artistique de la Réunion des musées nationaux pendant trente ans, de 1969 à 1999. Auteur de plusieurs ouvrages, il avait raconté en 1976 l'histoire de sa passion, qu'il partageait avec son épouse Denise, dans un livre de souvenirs, *Des artistes et un collectionneur* (Flammariion). Des artistes, certes, puisque sa donation comportait près de 1 600 peintures, sculptures et dessins. Mais l'un se détache nettement du lot : André Derain était en effet, depuis leur rencontre en 1946, devenu son ami. Sur les 338 tableaux du Musée de Troyes, 79 sont de Derain, comme 77 des 100 sculptures. Un ensemble sans équivalent dans un musée français.

Derain l'ami aimait aussi le conseiller dans ses achats. Il lui fit ainsi partager son goût des arts premiers. Il fut aussi, d'une certaine façon, son mauvais génie. Car Derain n'aimait guère d'autres artistes que Derain. Il méprisait, entre autres, Matisse. Pierre Lévy l'écoula et, si le point fort de sa collection est la peinture fauve, elle pêche par l'absence d'œuvres majeures du fondateur du mouvement. C'était, avouait Pierre Lévy repentant devant les prix de Matisse devenus inaccessibles, un de ses regrets. Car, si l'industriel en bonneterie ne manquait pas de moyens et s'il consacrait de 15 % à 20 % de ses revenus annuels à la constitution de sa collection, il se refusait à suivre la course à la cote.

LE GARDIEN DE SES TABLEAUX

Ses acquisitions étaient réfléchies, même s'il reconnaissait qu'un achat pouvait l'emplit « d'une espèce de fièvre ». Fièvre inspiratrice parfois, comme lorsqu'il rafla aux enchères, en 1946, les plus beaux fleurons de la collection du critique d'art Félix Fénéon. Fièvre acheteuse, qui le prenait toutes les semaines, parfois tous les jours : au début des années 1950, l'art était bon marché. Cette décennie borne curieuse-

ment la collection Pierre-Lévy, qui ne va guère au-delà de Lansky ou Nicolas de Staël.

Mais pour le reste, une liste rapide peut laisser rêveur : des Courbet, un Daumier, deux Seurat, dont *Les Pêcheurs à la ligne*, un tableau préparatoire pour *La Grande Jatte*, des nabis, des fauves en pagaille, un rare ensemble de La Fresnaye, mais aussi Soutine, Modigliani, Balthus. Et des sculptures de Rodin, Degas, Maillol, sans oublier *Le Fou*, célébrissime buste réalisé par Picasso qui s'inspirait de Max Jacob. Longtemps, la collection fut abritée dans une cave spécialement aménagée, creusée dans le jardin de sa propriété proche de Troyes. Il en accrochait aussi dans les locaux de son entreprise pour l'édification de ses employés et semblait se considérer plus comme le gardien de ses tableaux que comme le propriétaire. C'est ainsi que, dix ans avant sa donation, il confiait au « Figaro littéraire » son projet de bâtir un musée : « *Je ne suis pas de ceux qui pensent que les œuvres d'art leur appartiennent en propre, exclusivement. Qu'elles profitent au plus grand nombre, c'est bien le fin mot de l'histoire, non ?* »

Harry Bellet

Patrick Schulmann

Le réalisateur de « Et la tendresse... bordel ! »

LE CINÉASTE Patrick Schulmann est mort à l'âge de 53 ans, dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mars, des suites d'un accident de voiture. L'accident est survenu mardi en fin d'après-midi, à Neauphle-le-Vieux (Yvelines), où il résidait, après qu'il eut perdu le contrôle de son véhicule dans un virage et percuté un car venant en sens inverse. Grièvement blessé, il a été hospitalisé à Versailles, où il est mort dans la nuit.

Né le 2 janvier 1949, Patrick Schulmann est entré très tôt dans la carrière cinématographique, en décrochant un rôle à l'âge de 14 ans dans *La Foire aux cancrs*, de Louis Daquin. Titre sans doute prémonitoire pour un cinéaste destiné à marquer d'une empreinte potache et irrévérencieuse la comédie française des années 1980. Après avoir touché à tous les métiers du cinéma et réalisé quelques courts métrages durant les années 1970, il signe, en 1979, son premier long métrage, *Et la tendresse... bordel !*, qui restera son coup de maître, avec plus de trois millions de spectateurs.

Film à sketches sur l'amour, annoncé par une campagne d'affi-

chage émoustillante, celui-ci, notamment interprété par Jean-Luc Bideau, Evelyn Dress et Bernard Giraudeau, mêle l'esprit gaulois à celui de la bande dessinée, et la vocation sociologique à l'anarchisme bon enfant. Patrick Schulmann ne connaît plus semblable fortune par la suite, ni avec *Rendez-moi ma peau* (1980), un échec, ni avec *Zig Zag Story* (1983), qui tente en vain de retrouver l'élan de son premier long métrage, ni avec *Aldo et Junior* (1984), qui se met au service du comique Aldo Maccione. Il faut attendre *P.R.O.F.S.*, en 1985, pour que le cinéaste renoue avec le succès en moquant gentiment des enseignants, avec le concours de Patrick Bruel, Fabrice Luchini et Christophe Bourseiller.

Mais l'esprit incarné par le cinéma de Patrick Schulmann connaît, dans les années 1980, la désaffection grandissante du public. Après *Les Oreilles entre les dents* (1987), il se tourne vers la télévision, puis revient au cinéma en 1998, pour ce qui demeurera son dernier film, *Comme une bête* – où il dirige notamment Richard Bohringer, Jean-Yves Lafesse et Sagamore Stévenin –, toujours fidèle à un type d'humour qui a désormais déserté le cinéma français. Patrick Schulmann, qui signalait la musique de ses films, avait également écrit des chansons pour Georges Moustaki, Serge Reggiani et Jean-Michel Caradec.

Jacques Mandelbaum

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Isabelle JARRY, William WILSON et Aglaé sont heureux d'annoncer la naissance de

Balthazar,

le 14 mars 2002.

153, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Les familles MERMILLOD-BLARDET et MESCHERIAKOFF sont heureuses de faire part de la naissance de

Domitille,

au foyer de

Carine et Cyril MESCHERIAKOFF,

le 6 mars 2002.

Evelyne DUHAUT, Laurent COURPRON sont heureux d'annoncer la naissance de

Hadrien,

le 8 mars 2002, à 16 h 23.

35, place Louise-de-Bettignies, 59800 Lille.

– Du printemps pour

Hortense.

Merci à tous ceux qui y ont contribué.

Anne-Sophie Perriaux, 23, rue Dulong, 75017 Paris.

Catherine RIBOT et Olivier IUNG annoncent la naissance de

Juliette,

à Grenoble, le 27 février 2002.

De Montpellier, Claude RIBOT et Hugnette, Cécile et Nicolas se réjouissent d'en faire part à leurs amis.

Décès

– Xavier Chapuisat, président de l'université Paris-Sud-XI, Jean-Claude Roynette, doyen de la faculté des sciences, Geneviève Lemaire, présidente du département de biologie, Michel Jacquet, son prédécesseur, Le personnel de son ancien laboratoire biologie cellulaire 4, ont appris avec une très grande émotion le décès de

André ADOUTTE,

professeur de l'université Paris-Sud-XI, membre de l'Académie des sciences, directeur du Centre de génétique moléculaire du CNRS, à Gif-sur-Yvette.

Ils saluent la mémoire d'un éminent chercheur en biologie unanimement reconnu par ses pairs et pourvu d'un sens exceptionnel des relations humaines.

Au nom de tous ses collègues de l'établissement, ils présentent à son épouse et à sa famille leurs plus sincères condoléances.

– L'université Pierre-et-Marie-Curie a la tristesse de faire part du décès de

M. André ADOUTTE,

professeur à l'université Paris-Sud - Orsay, membre de l'Académie des sciences, directeur du Centre de génétique moléculaire, unité propre du CNRS, en collaboration avec les universités Pierre-et-Marie-Curie et Paris-Sud - Orsay.

Directeur du Centre de génétique moléculaire, André Adoutte a toujours su promouvoir la recherche d'excellence et la qualité de l'enseignement. Professeur talentueux, et d'une grande distinction intellectuelle, il demeurera un modèle pour toute la communauté des universitaires.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Louis-Noël LATOUR,

née Yvonne RIBOUD, survenu le 19 mars 2002, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 23 mars, à 11 h 30, en l'église Notre-Dame de Beauce (Côte-d'Or).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Aloxe-Corton.

année 2001-2002
TARIF ÉTUDIANTS
SOUTENANCES DE THÈSE
13,35 € - 87,55 F TTC la ligne

– M^{me} Bertrand Denis, née Francine Gaubert, son épouse, Clémentine et Alexandre, ses enfants, Marion Denis, sa sœur, Franck et Micheline Denis, son frère et sa belle-sœur, Gilles et Martine Arnulf, Roland Gaubert, Janine Lebègue, ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bertrand DENIS,

survenu le 18 mars 2002, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Augustin, 46, boulevard Maiesherbes, Paris-8^e, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Murillo, 75008 Paris.

– M. Michaël Grunelius, président du conseil de surveillance, M. Jean-Pierre Lemonnier, vice-président du directoire, Les membres du directoire, Et tous les collaborateurs de Manpower France, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bertrand DENIS,

président du directoire,

et s'associent à la douleur de sa famille et de ses amis.

M. Jeffrey Joerres, Chairman et CEO du groupe Manpower Inc., Et les membres de son conseil d'administration, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bertrand DENIS,

président du directoire de Manpower France,

et s'associent à la douleur de sa famille, de ses amis et de tous ses collaborateurs.

– Le président de l'université Paris-XII - Val-de-Marne, Les membres du conseil de gestion, Le personnel enseignant, Et le doyen de la faculté de médecine, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 17 mars 2002, de

M^{me} Anne-Marie LORINO,

maître de conférences des Universités, praticien hospitalier dans le service de physiologie à l'hôpital Henri-Mondor.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 mars, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marguerite, 36, rue Saint-Bernard, Paris-11^e.

– Le département de physiologie de la faculté de médecine de Créteil, Le service de physiologie-explorations fonctionnelles de l'hôpital Henri-Mondor, L'unité Inserm U492, ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de

Anne-Marie LORINO,

maître de conférences des Universités, praticien hospitalier.

Nous n'oublions pas son intelligence, sa compétence et sa gentillesse, qui l'ont fait unanimement apprécier de tous ses collègues et amis.

– Jean-Claude et Yvette Moissonnier, son fils et sa belle-fille, Hélène et Valérie Moissonnier, ses petites-filles, ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Gabrielle MOISSONNIER,

survenu dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 mars 2002, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Vertus, à Aubervilliers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Rieux-Minervois. Montpellier.

M. et M^{me} Raymond Rouayroux, ses parents, Ses frères, belles-sœurs, nièces et neveux, Ses collaborateurs, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre ROUAYROUX.

Les obsèques auront lieu à Rieux-Minervois, ce vendredi 22 mars 2002, dans l'intimité.

Selon la volonté de Jean-Pierre, une messe solennelle sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Tables, à Montpellier, le samedi 6 avril, à 11 heures.

Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, dans la nuit du 21 au 22 mars 1992,

Timothée BLATIN

nous quittait, à l'âge de vingt-cinq ans.

Pour ceux qui l'ont connu et aimé, il est toujours extraordinairement présent.

Léna PEROT,

présente dans nos pensées chaque jour.

Septième anniversaire de son décès.

– Le 20 mars 1989, disparaissait

France POUMIRAU.

Nous pensons à elle.

« Tu vis sans bruit, de sorte que la vie souvent s'adresse aux choses pour savoir. »
Rainer Maria Rilke.

Colloques

Centre culturel Calouste Gulbenkian LES ARTS PREMIERS

Colloque international
Jeudi 28 et vendredi 29 mars 2002, de 9 h 30 à 18 heures.
Entrée libre.
51, avenue d'Iéna, Paris-16^e.
Tél. : 01-53-23-93-93.
Fax : 01-53-23-93-99.
e-mail : calouste@gulbenkian-paris.org

Conférences

– Centre communautaire de Paris : **lundi 25 mars 2002, à 20 heures**, Jean-Pierre Pierre-Bloch, ancien député, conseiller de Paris, et Jack-Yves Bohbot, conseiller de Paris, conseiller régional, vous invitent à une conférence sur le thème : « **La banalisation de l'acte anti-juifs** ». 119, rue La Fayette, Paris-10^e. Tél. : 01-53-20-52-52.

Conférences

à la Fondation franco-japonaise Sasakawa
27, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, 2^e étage gauche.
Tél. : 01-44-39-30-40.
Fax : 01-44-39-30-45.
Entrée libre et gratuite.

Dominique Lavigne-Kurihara : « **Démons et fantômes dans les histoires qui sont maintenant du passé** ».

Jeudi 21 mars 2002, à 17 h 30.
Jean-Christian Bouvier : « **La publicité japonaise : un certain Japon vu de biais** ».
Jeudi 28 mars, à 17 h 30.
Bernard Jeannel : « **Les jardins zen au Japon : espace et sérénité** ».
Jeudi 4 avril, à 17 h 30.

Dans le cadre de son cycle de réflexion « **Penser les Amériques** », l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) reçoit **Edgar Morin** sur le thème « **En deçà et au-delà du développement** » et **Alain Touraine** sur le thème « **Le mangeur sera-t-il mangé ?** », le mardi 26 mars 2002, de 18 h 15 à 20 heures. IHEAL, 28, rue Saint-Guillaume, Paris-7^e, amphithéâtre, 1^{er} étage.

Vendredi 22 mars, 20 h 15 à 21 h 30, « **Méditation et vie quotidienne** ». Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16^e. Entrée libre et gratuite. Tél. : 01-47-20-42-87. www.theosophie.asso.fr

Cours

PHOTOGRAPHIE
Cours technique et théorique. Labo NB, l'art du tirage NB, analyse de l'image, réflexion. **Atelier recherche et création, pH. Neutre.**
Tél. : 01-43-61-47-60.

– Normaliennne agrégée donne **cours de français et de culture généraux tous niveaux**.
Tél. : 06-17-96-71-26.

Communications diverses

– Compagnie théâtrale ne pouvant assurer financièrement son prochain spectacle sur l'histoire de l'art cherche mécènes. Tél. : 06-13-39-07-51.

Salon du livre à la Catho. Les 2, 3 et 4 avril 2002, de 17 heures à 20 heures. Entretiens sur : *La littérature française du XX^e siècle ; L'Évangile et le Web ; Les années pionnières ; Dieu, le singe et le big-bang ; Le Buisson ardent et les lumières de la Raison*. Le 4 avril, à 18 heures, grand débat : « **Traduire encore la Bible** ». Vente de livres, stand des revues avec La Procure, *La Croix*. Institut catholique de Paris, 21, rue d'Assas, Paris-6^e. Entrée libre. Tél. : 01-44-39-52-62.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. M^{me} Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

201MQPAE

Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031 Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER
Nom
Prénom
N°rue
Code postal [] [] [] [] Ville

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)
N°rue
Code postal [] [] [] [] Ville

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER
Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

CULTURE

DANSE

Depuis qu'elle a donné une représentation de l'Holocauste au Musée juif de Berlin en 1999, la chorégraphe épure sa scénographie et se concentre sur le seul corps. Avant de s'attaquer à l'âme, en juillet, à Avignon

Les démons de la chair libèrent Sasha Waltz

À VOIR les affiches qui annoncent les spectacles *S* et *Körper* de l'Allemande Sasha Waltz sur les murs de Paris, envahies de corps nus, soit emboîtés les uns dans les autres, soit bizarrement empilés derrière une vitre, on se dit que la chorégraphe est obsédée. Et, à sa manière, elle l'est. Son ascension, en moins de dix ans, est une *success story*, de celles qui déclenchent admiration et jalousie. Courte vie artistique, déjà riche de deux périodes qui s'articulent, tout en s'opposant, autour d'un événement clé : une commande en 1999 pour l'inauguration du Musée juif de Berlin, dans l'architecture impressionnante de sens de l'Américain Daniel Libeskind.

Que s'est-il passé au Musée juif qui a poussé Sasha Waltz, codirectrice de la Schaubühne de Berlin, à opérer une rupture dans sa création ? Le courage, et la décision qu'elle prend – ou qui la domine –, de ne pas se dérober à la mémoire, d'affronter l'histoire. Elle enferme dans un espace étroit des corps nus, grimpés les uns sur les autres, et qui bougent avec une effroyable lenteur : « Je me demandais pourquoi j'avais accepté, tant c'était dur de trouver des états du corps qui transmettent l'émotion en même temps que la douleur physique », s'étonne encore Sasha Waltz.

« Je sais le débat sur l'impossible représentation de l'Holocauste, mais j'ai senti qu'il me fallait avec des corps trouver l'abstraction paradoxale qui incarnerait les images avec lesquelles nous avons grandi, avec lesquelles nous continuons à grandir, ces amas de corps découverts à l'ouverture des camps. J'avais très peur de blesser quelqu'un. Il y avait environ 150 personnes à suivre ce parcours que nous avions défini à travers le Musée. A la fin, le public, presque unanime, est venu me parler. Une femme belge, rescapée d'un camp de concentration, m'a dit que c'était justement la manière de ce

que j'avais osé montrer qui l'avait touchée. »

On rencontre Sasha Waltz à Paris, au Théâtre de la Ville, juste après qu'elle a joué *S*, et avant qu'elle ne danse *Körper*, une pièce fortement inspirée de l'expérience du Musée juif. Sous ses allures de jeune femme rangée, que dément un rouge à lèvres carmin, extrêmement intentionnel dans un visage net de tout maquillage, bouillonne

Dans « Körper », la chorégraphe tente un inventaire du corps, soupesé, malmené, voire supplicé, réduit à ses organes, son fonctionnement. « S » est la représentation de l'Eden, une approche troublante et régressive de la sexualité

une généreuse ardeur à vivre et à créer. « Dans *Körper*, je me risquais à continuer à explorer la matérialité du corps, explique-t-elle. Je me suis aperçue que ce que nous avions réalisé, non sans trembler, au Jewish Museum pouvait être une matrice. » Un acte fondateur, de toute façon.

Dans cette création, elle tente un inventaire du corps qui rapproche son travail des démarches des néo-conceptuels de sa génération. On pense surtout au Français Jérôme Bel – corps marchandise, soupesé, malmené, voire supplicé, tra-

fié, réduit à ses bourrelets, ses organes, son fonctionnement.

Le spectacle *Körper*, en janvier 2000, aura, lui aussi, une fonction inaugurale : il marque la prise de fonctions de la chorégraphe à la Schaubühne de Berlin, temple du théâtre allemand et politique, dans lequel, pour la première fois, la danse fait son entrée. Le poste a été créé exprès pour elle. Elle codirige avec le metteur en scène Thomas Ostermeier (*Le Monde* du 7 février 2000). Sasha Waltz n'a que 36 ans, et vient d'avoir un garçon, Lazlo. Elle est la seule, en Allemagne, à avoir réussi à imposer son nom auprès de celui de Pina Bausch, tout en créant des œuvres qui n'ont que très peu à voir avec le théâtre dansé de son illustre aînée.

Elle dit combien la naissance de son fils et, dans un tout autre registre, ce qu'elle a créé au Musée juif, a été pour elle une double délivrance. « Quand j'ai été enceinte, explique-t-elle, je n'ai plus cherché ma danse uniquement dans ma propre physicalité, mais à partir des propositions de mes danseurs, d'improvisations menées en commun, et cela a été un soulagement extrême de ne plus être sur scène, de voir tout de l'extérieur. J'ai compris combien j'avais davantage envie de partager aussi avec le public. Combien je souhaitais toucher son cerveau, mais aussi chaque centimètre de sa peau. »

Désir quasi cannibale dans la voix. Sasha Waltz se détache totalement des conceptuels, et c'est là sa force, par une foi absolue dans la mise en scène et ses artifices. Une confiance jamais démentie dans la puissance de la danse à tout exprimer. L'amour du public. Le refus de toute dérision.

Oser aborder le sujet de l'Holocauste a été pour elle une autre délivrance, relevant du symbolisme. Elle s'est sentie libérée de la responsabilité envers l'histoire qui

taraudait son œuvre, avec des thèmes puisés dans l'actualité. *Allee der Kosmonauten*, en 1996, analysait la vie archétypale, au canapé près, d'une famille habitant une cité de Berlin-Est. *Zweiland*, en 1997, mettait en mouvement les problèmes et les peurs de la réunification des deux Allemagne, vus à travers l'étude des comportements quotidiens. *Na Zemlje*, créé en 1998 en Russie, avec des danseurs moscovites, montrait la violence de la nature, la vie collective d'une communauté paysanne, à la fois acharnée au labeur, pétrie de religiosité et monstrueuse.

Après *Na Zemlje*, la boue, le fumier, le symbolisme touillé dans le réalisme et les citations surréalistes, la chorégraphe comprend qu'elle est arrivée à une sorte de surcharge qui étouffe le sens. Le Musée juif, avec ses hautes parois de béton brut, l'oblige à débarrasser sa scénographie de son trop plein de réel. C'est avec le corps, et

le corps seul, qu'elle va réinventer l'espace de la scène. « Il y avait cependant dans *Körper*, dit-elle, tant de choses qui me manquaient, parce que je n'avais pas osé les abandonner. Comme, par exemple, la sexualité. C'est pourquoi j'ai fait *S*. Mais après *S*, j'ai tout de suite senti qu'il me fallait parler d'un au-delà du corps, que certains appellent l'âme. C'est le thème de *noBody*, que je viens de créer en février à la Schaubühne, et qui sera en juillet dans la Cour d'honneur du Palais des papes au Festival d'Avignon. »

Dans cette trilogie, créée au pas de charge – car la compagnie de Sasha Waltz tourne beaucoup –, *S* est la représentation de l'Eden et des origines du monde. Sur un écran défilent le paradis terrestre et sa ménagerie. Les danseurs – une équipe superbe, cosmopolite, qui cosigne la chorégraphie – baignent dans l'eau de mer. Les corps ruissellent de lait, de sperme ou de liquide amniotique. Au choix.

Parcours

- **Sasha Waltz** est née en 1963, à Karlsruhe, en Allemagne.
- **Elle étudie** avec Waltraud Kornhass, une élève de Mary Wigman, puis va se former aux Pays-Bas et à New York.
- **De 1993 à 1995**, elle crée *Travelogue* en hommage à Merce Cunningham. Cette pièce comprend : *Twenty to Eight*, *Tears Break Fast* et *All Ways Six Steps*.
- **1996** : *Allee der Kosmonauten*.
- **1997** : *Zweiland*.
- **1998** : *Na Zemlje*.
- **Depuis janvier 2000**, elle codirige la Schaubühne de Berlin.

Dominique Fréard

Körper sera joué jusqu'au 23 mars, à 20 h 30, le 24, à 15 heures. Théâtre de la Ville, place du Châtelet, Paris-1^{er}. Tél. : 01-42-74-22-77. De 16 € à 25 €.

La pièce sera également les 24 et 25 mai, à La Filature, à Mulhouse. Un débat avec Sasha Waltz sera animé par Jean-Marc Adolphe, directeur de la revue *Mouvement*, samedi 23 mars, à 11 heures, au sujet de *Körper*. Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, Paris-16^e. Tél. : 01-44-43-92-30. Entrée libre.

noBody sera créée au Festival d'Avignon, dans la Cour d'honneur du Palais des Papes, du 19 au 27 juillet.

La Schaubühne, carrefour de l'avant-garde

SASHA WALTZ veut accueillir en résidence de création des artistes auxquels seront proposés argent, espace et danseurs. Son premier choix s'était porté sur Jérôme Bel, qui au dernier moment lui a fait faux bond. « Je n'ai pas apprécié ce manque de courage, dit Sasha Waltz. Pour moi, une parole est une parole. » Interrogé par mail – Jérôme Bel fuit les interviews –, le chorégraphe, chef de file des conceptuels, refusant tout spectaculaire, nous fait savoir : « J'ai dû en effet me rétracter juste au moment de la signature du contrat, ce qui était inadmissible de ma part, écrit-il. Je n'étais pas conscient des responsabilités que je prenais dans le contexte de la Schaubühne. Je suis en effet très critique quant au travail des deux

directeurs artistiques, Sasha Waltz et Thomas Ostermeier, et d'un point de vue éthique il m'était impossible de leur donner une pièce. C'eût été collaborer avec tout ce que mes propres spectacles essaient de combattre, à savoir l'idéologie, la spectacularisation et l'absence de pensée. »

Si l'on cite ici Jérôme Bel, ce n'est pas pour faire de la peine à la chorégraphe, qui a déjà tout compris, mais parce que le Français exprime tout haut ce que certains pensent au sujet du travail de Sasha Waltz. Ce que nous-mêmes pensions après avoir vu *Zweiland* : qu'elle était trop branchée, qu'elle ne proposait rien qu'on n'ait pas déjà vu ailleurs. Mais que l'emballage était impeccable.

Erreur de jugement sur laquelle nous sommes revenus, tant son art est ailleurs. Dans la récupération, dans les emprunts, sûrement (dans *Körper*, il y a du Bel), mais aussi dans sa force à tout réintégrer dans des univers qui lui sont personnels. Sasha Waltz n'est pas à la Schaubühne parce qu'elle est d'avant-garde, mais parce qu'elle propose une danse qui tient compte du public, désireuse de se faire comprendre. Généreuse, en un mot. En phase avec le monde.

FORSYTHE COMME REPÈRE

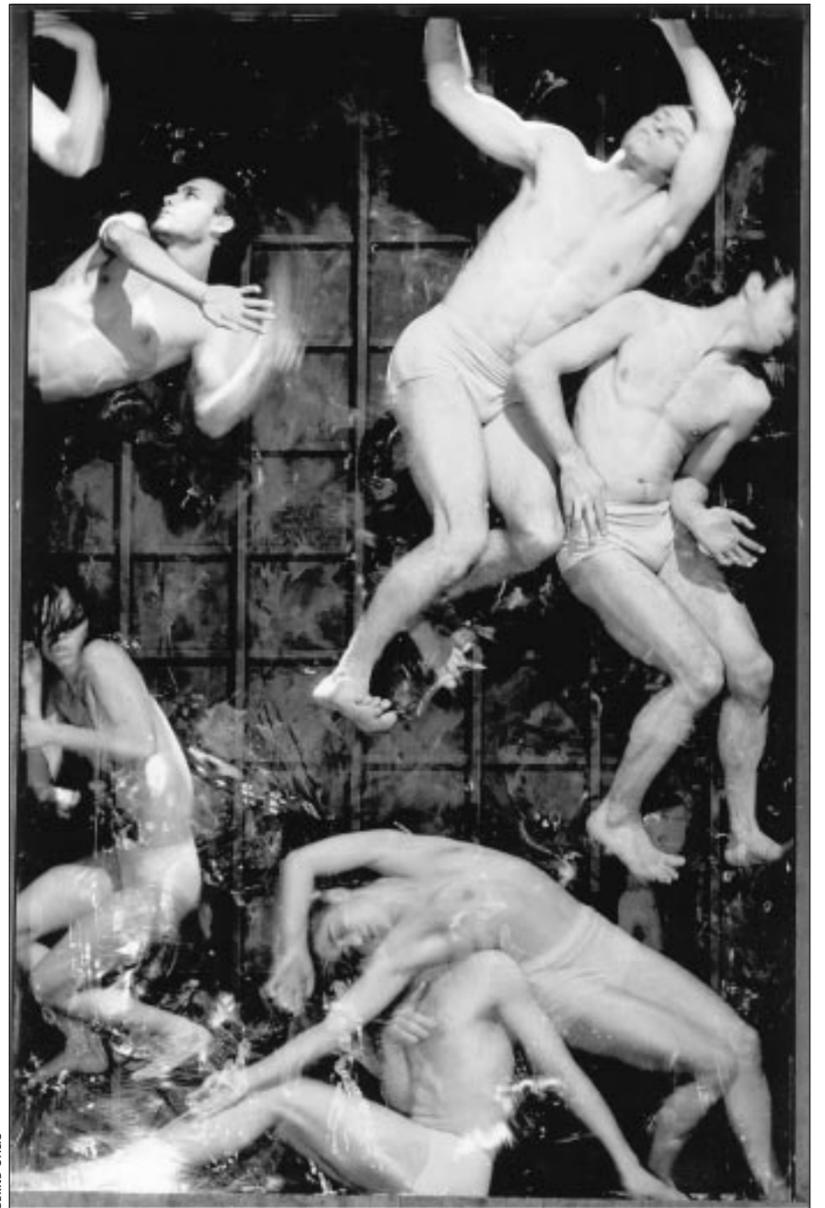
Son intelligence est vive. Et son souci de créer un réseau assez rare chez les artistes ayant sa position. Ses danseurs Luc Denberry, Laurie Young, Juan Kruz Diaz de Garaio Esnaola et Joakim NaBi Olsson ont déjà créé des chorégraphies qui ont été données à la Schaubühne. Bientôt, le chorégraphe Ennio Greco devrait être convié à créer. De même qu'Anna Huber, qu'elle admire. Tout comme Meg Stuart, John Jasperse ou Lloyd Newson.

Sasha Waltz a bâti un pont avec William Forsythe, qui travaille à Francfort : « Sa compagnie est

construite sur un modèle unique qui me sert de repère. Forsythe vient de jouer chez nous sa dernière création, Kammer, Kammer. Il n'était pas venu à Berlin depuis dix ans. Pour Pina Bausch, tout le monde pense que le public se rend à Wuppertal pour voir son travail, mais ce n'est pas vrai. Elle non plus ne vient pas assez souvent à Berlin. » Sasha Waltz, elle, a déjà été invitée à Wuppertal avec *Travelogue/Twenty to eight*.

La chorégraphe de Berlin n'a pas choisi de se former à Essen, siège historique de l'enseignement du théâtre dansé expressionniste allemand, mais aux Pays-Bas, puis à New York. Son travail, brillant mélange d'une danse essentiellement fondée sur le contact-improvisation (technique américaine) et d'images coulissantes, est encore loin de la maturité. Consciente que la Schaubühne et le succès pourraient la pousser à créer trop vite, trop souvent (elle vient d'en faire l'expérience avec *S*), Sasha Waltz reste confiante, mais vigilante.

D. F.



« Körper » poursuit la réflexion sur l'Holocauste commencée au Musée juif de Berlin.

Galerie
Louis Carré
& Cie

Jean
Bazaine
Hommage

10 avenue de Messine, Paris 8
Tél. 01 45 62 57 07

jusqu'au 6 avril 2002

À l'initiative d'Insula, la librairie galerie des éditions Amok

LITTÉRATURES PIRATES
DU 19 AU 27 MARS 2002

À LA MAROQUINERIE
23 rue Boyer, Paris 20^e
Métro Gambetta
ENTRÉE LIBRE
www.litteraturespirates.net

POÉSIE / LIVRE D'ARTISTE / BANDE DESSINÉE / PHOTOGRAPHIE / LITTÉRATURE / ENFANCE...

EXPOSITION • Treize artistes européens, israéliens et américains sont invités à exprimer leur vision de l'Holocauste. Certaines œuvres ont choqué une partie de la communauté juive new-yorkaise

L'entrée de l'art contemporain au Jewish Museum de New York fait scandale

NEW YORK

de notre correspondant
« Honte à vous. » « N'entrez pas. » « Vous méprisez la peine des survivants de l'Holocauste. » Plus d'une centaine de personnes bravaient le froid, dimanche 17 mars dans la matinée à New York, à l'appel d'organisations juives pour manifester devant... le Musée juif (Jewish Museum) de la ville. Ce jour-là ouvrait l'exposition intitulée « Mirroring Evil » (le Reflet du mal). Son objet consiste à montrer comment de jeunes artistes utilisent et récupèrent l'imagerie et la symbolique du nazisme et de l'Holocauste.

« Les treize créateurs choisis, européens, israéliens, américains, sont les descendants des bourreaux et des victimes. Obsédés par une histoire qu'ils ne parviennent pas à dépasser et à surmonter, ils nous demandent de comprendre ce que les images de l'horreur nazie signifient aujourd'hui dans nos vies », explique Joan Rosenbaum, la directrice du musée. « Nous savons que tout le monde n'a pas forcément envie de se confronter à ce genre de réflexions, mais nous pensons qu'il est du devoir du Jewish Museum de montrer et d'encourager une discussion informée sur ces sujets », ajoute-t-elle. « J'étais là, je peux témoigner, le génocide ce n'est pas de l'art », s'insurgeait parmi les manifestants Isaac Léo Kram, 81 ans.

RÉPÉTITION OBSÉDANTE

Depuis deux mois, la polémique prend de l'ampleur. Certaines œuvres jugées gratuitement choquantes ont suscité la colère d'une partie de la communauté juive de New York. Dans une première salle, 147 photographies alignées d'acteurs vêtus des uniformes de l'armée allemande et de la SS se succèdent, obsédantes, le long des murs. Pour le Polonais Piotr Uklanski, la seconde guerre mondiale et l'Holocauste sont entrés dans sa vie par l'intermédiaire du cinéma et de la télévision. Une autre pièce est recouverte du sol au plafond des deux mêmes portraits en noir et blanc d'Adolf Hitler et de l'artiste d'avant-garde Marcel Duchamp réalisés par le même photographe, Heinrich Hoffmann. Deux hommes si différents et dont les images sont si proches. Une vidéo illustre en boucle la proximité de la technique utilisée par Leni Riefenstahl dans ses films de propagande nazie et du publicitaire lambda pour vendre un vêtement.

Dans une autre salle, six bustes du tortionnaire Joseph Mengele réalisés par l'Écossaise Christine Bolland. Ils cherchent à souligner la contradiction entre la beauté plastique du médecin et ce qu'il était. Plus insupportable encore, les boîtes de Lego détournées par le Polonais Zbi-



« Enfants gâtés » (détail), d'Alain Séchas, 1997.

gniew Libera. L'une montre un camp de concentration à construire en briquettes, l'autre un four crématoire, la troisième une chambre à gaz et pour finir de plus petites avec les figurines de bourreaux et de prisonniers torturés. Tom Sachs, un Américain, a reproduit la maquette du crématoire IV d'Auschwitz, « la Porte de la mort », avec le carton d'une boîte à chapeau Prada. On y voit la marque en gros. « Comme le fascisme, la mode est une perte d'identité », affirme M. Sachs.

Alan Schechner, un Britannique, expose plusieurs photomontages

dont un autoportrait, une canette de Diet Coke à la main sur fond de prisonniers squelettiques de Buchenwald. Le Français Alain Séchas a créé des figures de chats blancs comme des jouets ou des personnages de bandes dessinées, mais ils ont les moustaches de Hitler et jouent dans leurs cages avec des croix gammées et des corps de prisonniers vêtus de costumes rayés.

« Il n'est pas question de censure, mais de sensibilité. Un camp de concentration en Lego, pour moi, c'est ramener Auschwitz à un jeu. On ajoute une chambre à gaz en Lego ?

TROIS QUESTIONS À... NORMAN L. KLEBLATT

1 En tant que conservateur au Jewish Museum, vous êtes responsable de l'exposition « Mirroring Evil » (le reflet du mal). Pourquoi avoir décidé de créer une manifestation aussi dérangeante ?

Cela fait plusieurs années que nous voyons changer la vision des artistes sur l'Holocauste. Il ne s'agit plus de présenter les victimes et leurs souffrances mais les bourreaux. Cela bouleverse la distance et la position du spectateur par rapport aux œuvres. La question du mal et de sa représentation devient la sienne. Les artistes nous demandent d'être vigilants sur la façon dont nous recevons les informations. Ils nous montrent comme le beau, l'ordinaire, l'élégant, le commercial peuvent mentir et cacher le mal. Plus d'un demi-siècle est passé depuis l'Holocauste. C'est loin. Il est temps de nous interroger sur nos souvenirs, comment nous les fabriquons, à partir de quels matériaux. Qui pourra parler de l'Holocauste quand il n'y aura plus aucun survivant ?

2 Imaginez-vous soulever autant d'oppositions et de critiques ?

Nous travaillons sur cette exposition depuis des années. Elle fait partie d'un ensemble plus vaste associant des organisations et des écoles juives et l'université de Columbia sur la mémoire. Nous avons rencontré beaucoup de sur-

vivants. Nous savions qu'il y aurait des réactions. L'exposition est faite pour cela. Mais souvent, les critiques viennent de personnes qui ne l'ont pas vu. Les gens doivent comprendre que les images doivent être remises dans leur contexte avec les commentaires écrits et parlés dans les salles. Des œuvres traitant du même sujet et aujourd'hui considérées comme des icônes ont été très mal accueillies et contestées à leur première présentation. Les artistes soigneusement sélectionnés véhiculent la mémoire de l'horreur et les stratégies de la société qui a créé l'extermination en masse.

3 Vous êtes le fils de réfugiés qui ont fui l'Allemagne avant la seconde guerre mondiale. Deux de vos grands-parents ont été assassinés par les nazis. Cette sensibilité à toute représentation de l'Holocauste ne peut vous étonner.

J'ai 53 ans. Dans ma famille, la question a toujours été : est-il approprié d'en parler ? Depuis l'ouverture de l'exposition, tous les jours nous avons au musée des discussions à ce sujet entre différentes générations. C'est une très bonne chose. Utilisons l'exposition et l'art pour cela. Les artistes nous amènent souvent là où nous n'imaginons même pas aller.

Propos recueillis par E. L.

EMI va supprimer 1 800 emplois

LE GROUPE BRITANNIQUE d'édition musicale EMI, numéro trois mondial, a annoncé la suppression de 1 800 emplois d'ici à septembre au sein de sa branche principale, Recorded Music. Ces mesures visent « à replacer EMI sur les rails de la croissance », a déclaré, mercredi 20 mars, Eric Nicoli, le président du groupe, dans un communiqué. Recorded Music emploie actuellement 9 000 personnes environ. Les suppressions de postes seront réparties au sein des 50 pays où EMI a des bureaux. Le groupe veut économiser 13 millions de livres (21,3 millions d'euros) de coûts fixes. Recorded Music souffre du ralentissement économique en Amérique latine et en Asie, du report de la sortie d'albums au Japon et surtout de la faiblesse de ses résultats aux États-Unis. Les suppressions d'emplois entraîneront un coût exceptionnel de 110 millions de livres qui s'ajoutera aux charges exceptionnelles passées après la rupture du contrat avec la chanteuse américaine Mariah Carey (38 millions de livres) et à 92 millions de livres de dépréciation d'actifs ou d'investissement. — (AFP.)

Le conseil des ministres a examiné un projet de loi pour résoudre le conflit sur le prêt payant

Les auteurs toucheront des droits dans les bibliothèques

LE PROJET de loi sur le droit de prêt en bibliothèques a enfin été présenté au conseil des ministres, mercredi 20 mars. Le texte de la ministre de la culture et de la communication, Catherine Tasca, met fin, in extremis, à un long feuilleton qui a agité et déchiré la république des lettres, pendant plusieurs années. Bibliothécaires, auteurs et éditeurs se sont affrontés à coups de pétitions et de tribunes libres, frisant parfois l'injure. A la veille de l'inauguration du Salon du livre de Paris qui a lieu du 22 au 27 mars, Catherine Tasca a présenté son projet qui reprend les grandes lignes de la communication qu'elle avait faite, lors d'un précédent conseil des ministres (« Le Monde des livres » du 12 octobre 2001). Ce dispositif compliqué a un quadruple objectif : rémunérer le droit d'auteur, assurer un régime de retraite complémentaire pour les écrivains, renforcer le rôle des libraires et ne pas faire payer les lecteurs.

Conformément à la législation européenne, les auteurs – et leurs éditeurs – percevront des droits sur les livres empruntés dans les bibliothèques. Le ministère met en place un double système de financement. L'Etat assure un « prêt payé forfaitaire » de 1,5 euro par inscrit dans les bibliothèques publiques ou de comité d'entreprise (et 1 euro pour les bibliothèques universitaires). D'autre part, les libraires et les grossistes verseront 6 % du prix d'achat des livres qu'ils vendent aux bibliothèques, à des sociétés de gestion collective, chargées du reversement. L'ensemble représentera 22,26 millions d'euros. Une partie de ces recettes permettra le financement

d'un régime de retraite complémentaire pour les auteurs et les traducteurs.

Le dernier objectif du ministère de la culture est de permettre aux libraires de redevenir des interlocuteurs privilégiés des bibliothèques. En 1981, la loi Lang imposant un prix unique du livre excluait les ventes aux bibliothèques, afin de ne pas entraver leur développement. Vingt ans après, le nombre de bibliothèques, d'inscrits et de livres empruntés a triplé, mais surtout la pression des grossistes a entraîné une guerre des rabais pour les ventes aux collectivités. Les libraires avaient deux solutions : vendre quasiment à perte ou renoncer à ces marchés. Le projet de loi prévoit donc de plafonner les remises aux collectivités à 9 %. Cela devrait permettre aux libraires de reprendre pied sur un marché qui assure des volumes importants.

Le texte a été déposé au Sénat, mercredi. Ce qui devrait lui permettre d'être examiné, lors de la reprise de la session parlementaire, après la formation d'un nouveau gouvernement, sans repasser en conseil des ministres. Jacques Chirac a pris position à plusieurs reprises en faveur d'un règlement de ce dossier. Commentant les mesures du gouvernement, le président du Syndicat national de l'édition, Serge Eyrolles, s'est félicité que le texte ait été présenté, même s'il ne correspond pas aux demandes des éditeurs qui voulaient un paiement par les usagers des bibliothèques. Mais personne n'a envie de rouvrir les hostilités.

Alain Salles

Le Monde au Salon du livre

Des conférences au forum des auteurs :

Vendredi 22 mars

Prix *Le Monde* de la recherche universitaire

- de 16 h 30 à 18 h 30 : « Les enjeux politiques de la recherche »

- 18 h 30 : Jean-Marie Colombani et Edgar Morin dévoileront le nom des cinq lauréats de l'édition 2002 du Prix *Le Monde* de la recherche universitaire

Mercredi 27 mars

- de 14 heures à 15 heures : « L'écrivain face à l'actualité ».

Dans un contexte politique troublé, quelle parole pour l'écrivain ?

Avec Bernard Comment, Vincenzo Consolo, Sandrone Dazieri,

Erri de Luca, Elisabetta Rasy et Jean Rolin.

Débat animé par Raphaëlle Rérolle, journaliste au *Monde*.

Le Monde

STAND A40/B41

dédicaces sur le stand :

- Florence Noiville
La Mythologie grecque
23 mars de 14 heures à 15 h 30

- Edwy Plenel
Secrets de jeunesse
23 mars de 16 heures à 17 heures

- Denis Pessin
24 mars de 14 heures à 15 h 30

- Sergueï
24 mars de 15 h 45 à 17 heures

- Jean-Marie Colombani
Tous américains ?
24 mars de 17 heures à 18 heures

- Jean Plantu
26 mars de 16 h 30 à 17 h 30

LE MONDE
diplomatique

STAND B47

Cooper
INTERNATIONAL

STAND A56/B59

CAHIERS
GINEMA

STAND D89

23 mars à 15 heures
rencontre-signature avec
Jean-François Stévenin
(sous réserve)

CONCERTS

ensemble
inter
contemporain

Judi 28 mars - 20 h
salle des concerts

Concert à deux orchestres

Ivan Fedele

De li duo soli et infiniti univerti, pour deux pianos et trois groupes d'orchestre création mondiale

Elliott Carter

Concerto pour clarinette

Henri Dutilleul

Deuxième Symphonie « Le Double »

Marc-André Dalbavie

Concertata il Suono, pour orchestre

Ensemble
Intercontemporain
Orchestre de Paris

direction Christoph Eschenbach

cité de la musique
01 44 84 44 84

Opéra Les jeux de masques libertins de « Zémire et Azor »



PARIS « La reine n'aimait pas uniquement le grand genre des opéras français et italiens ; notre opéra-comique lui plaisait aussi infiniment ; elle appréciait beaucoup la musique de Grétry, si analogue à l'esprit et au sentiment des paroles que le temps n'a pu en diminuer le charme. » Ainsi que le rapporte M^{me} Campan dans ses *Mémoires*, Marie-Antoinette s'était prise d'une vive admiration pour le compositeur natif de Liège. Non contente de lui commander deux opéras pour les festivités de son mariage avec le futur Louis XVI en 1770, elle le fera nommer quatre ans plus tard directeur musical de ses appartements.

C'est donc dans la salle de la Belle Cheminée au château de Fontainebleau, où *Zémire et Azor* fut créé le 9 novembre 1771 en présence de la reine, que les comparses de la Péniche-Opéra et de l'ensemble Carpe Diem ont décidé de rejouer

l'édifiante histoire de la jeune fille sacrifiée et du monstre au grand cœur. *Zémire et Azor*, ou *L'Art et la manière de jouer à la Belle et la Bête chez M^{me} de Beaumont*. Le sous-titre de l'opéra de Grétry est éloquent, qui signale certes que le livret conçu par l'encyclopédiste Jean-François Marmontel est une adaptation de l'histoire *La Belle et la Bête* imaginée par Jeanne-Marie Leprince de Beaumont dans son *Magasin des enfants*, mais laisse également percevoir des implications plus larges. Car l'œuvre aux accents libertins s'inscrit dans la veine érotique des contes de fées, lieu

d'apprentissage de la vie, où s'affrontent morale, philosophie, voire critique sociale.

Dans un charmant décor d'orangerie avec musiciens et personnages en costumes, Mireille Laroche a recréé le tableau d'une représentation de salon, mêlant trois actions simultanées : les invités qui assistent au spectacle, les protagonistes de l'opéra qui le jouent, les marionnettes qui les doublent aux scènes stratégiques dans le lieu clos d'un castelet central. « *Jeu de masques, jeu de travestissement, jeu des illusions, jeu de miroirs... autant d'univers de prédilection pour cette époque postbaroque qui se meurt dans les derniers soubresauts de l'Ancien Régime.* » Il se dégage de tout cela une impression poétique et raffinée, entre masques et réalité, onirisme et pragmatisme, féerie et libertinage.

Mais c'est la musique, maître de céans, qui

détient le plus grand pouvoir de séduction. La distribution vocale est d'une belle homogénéité avec des ensembles particulièrement réussis, et l'on ne peut que saluer la performance de ces chanteurs qui savent aussi bien dire un texte que se tenir en scène. Chantal Perraud en Zémire nous livrera même un *Air de la fauvette* avec flûte solo, virtuose et colorature, aux confins du délirium érotique. Quant aux arrangements réalisés par Jean-Pierre Arnaud pour ses musiciens de Carpe Diem, ils forcent une fois de plus l'admiration. De même que la dextérité avec laquelle flûte, hautbois, violon, alto et contrebasse (plus un cor épisodique joué par le baryton Lionel Peintre) se font tour à tour solistes, musiciens de chambre ou même orchestre symphonique. Un spectacle emblématique du travail de la Péniche-Opéra, qui fête cette année ses 20 ans.

Marie-Aude Roux

Zémire et Azor, opéra féérique d'André Modeste Grétry. Avec Chantal Perraud (Zémire), Christophe Crapez (Azor et Ali), Lionel Peintre (Sander), Claire Geoffroy-Dechaume (Lisbé), Isabelle Obadia (Fatimé), Ensemble Carpe Diem, Jean-Pierre Arnaud (direction musicale et transcriptions), Karin Oberdorfer et Omblin de Benque (marionnettistes), Danièle Barraud (costumes), Marc Pracca (lumières), Mireille Laroche (metteur en scène).

Château de Fontainebleau, le 9 mars. Prochaines représentations au bord de la Péniche-Opéra, canal Saint-Martin, face au 46, quai de la Loire, Paris-19^e. Tél. : 01-53-35-07-77. De 8 € à 23 €. Les jeudis, vendredis et samedis (sauf le 23 mars) à 20 h 30, jusqu'au 13 avril.

Photo : Ramon Senera/agence Bernard/Enguerand.

Le succès de la comédie musicale « Taboo » illustre la fascination pour le néoromantisme

Ranimées par Boy George, les « Swinging Eighties » font un tabac à Londres

LONDRES

de notre correspondant

En soi, *Taboo*, comédie musicale donnée dans un café-théâtre près de Leicester square, ne vaut pas trippette. A première vue, le livret signé Boy George, les costumes et maquillages extravagants ou la satire très « cage aux folles » participant des mêmes conventions désuètes. Les critiques ont fort justement éreinté le show, riche en clichés échangés par des personnages de caricature. Cette comédie musicale est de loin inférieure au *Mama Mia* qui met en scène les tubes d'Abba dans un théâtre d'Old Compton Street, pour comparer le comparable.

Comment expliquer dans ces conditions son succès commercial ? L'engouement du public relève de la même fascination pour le temps retrouvé, les « swinging eighties », les folles années 1980. A travers le personnage de Billy, prolo de banlieue rêvant de devenir photographe de célébrités, on voit ainsi défiler les figures emblématiques de l'ère néoromantique et leurs lieux expérimentaux sur tous les plans, musicaux, vestimentaires, sexuels.

Les « New Romantics » avaient bouleversé la nuit londonienne, d'où n'émergeait aucun style défini, mais où tous les déguisements étaient permis. C'était, il y a vingt ans, l'époque hautement décadente où tout était apparemment possible. Les nouveaux temples de la nuit affirmaient tout simplement le droit à la fuite. Leur vraie folie, c'était dans le costume ou la coupe de coiffure qu'ils la mettaient, ces chômeurs, standardistes ou dactylos qui étaient pour un soir les stars de la fête...

A tout seigneur tout honneur, le personnage central de *Taboo* est l'ancien garçon-boucher Steve Strange, le maître de cérémonie qui à l'entrée des endroits branchés, privilégiés et étincelants, assurait une sélection sans faille. Car n'entrait pas qui voulait au Blitz ou au Camden Palace. Il fallait avoir la dégaîne du corsaire peinturluré ou de Nina Hagen, jeune culture anglaise oblige. Les autres personnages-clés du néoromantisme furent le grand guignol Leigh Bowery, l'homme orchestre de cette vague immortalisée par le peintre Freud, tout à la fois styliste, artiste, et animateur de boîte ; Adam Ant, le leader de Spandau Ballet ; Boy George et le Culture Club ; Marilyn, le garçon-fille à la sensualité irrésistible.

Qui ne connaît pas l'illustre *Karma Chameleon*, le tube du Culture Club, que l'assistance applaudit à grands cris enthousiastes ? Avec en prime ce clin d'œil de George, interprété par l'époustouflant Euan Morton, affublé de son gigantesque chapeau, qui affirme à propos de cette mélodie indienne longtemps en tête de tous les hit-parades internationaux, « *Bon Dieu, combien je hais cette chanson !* »

Donner les paillettes du show business à une pièce en fait très politique, il fallait y penser. « *Marilyn, Steve Strange et moi étions des marginaux. Nous avons fui des milieux familiaux ouvriers, suf-*

focants et philistins pour monter à Londres dans l'espoir de devenir riches et célèbres. Nous avons symbolisé la revanche sociale des dadais dont personne à l'école ne voulait dans l'équipe de foot. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont aucune idée du climat répressif de l'époque. Il a fallu nous battre contre tant de préjugés. Le dandyisme était ce qui nous restait dans une Angleterre en dépression », a confié Boy George au Guardian.

LA PATRIE DE L'EXTRAVAGANCE

A l'écouter, toutes ces attitudes étaient dues à la crise économique, à la faillite du consensus social et à l'imposition d'une chape morale qui avaient marqué les premières années du gouvernement de la « Dame de fer ». Le mouvement plongeait avec autant de rudesse que le punk ou le style froid dans l'inconscient d'un royaume alors à la dérive. Un univers baroque qui nous rappelle que cette terre des paradoxes reste la patrie de l'extravagance. Londres est un théâtre que le monde entier regarde, fasciné...

Que sont-ils devenus, les héros du nightclubbing ? La reconversion n'a pas été facile pour les croisés du style. C'est pourquoi la comédie *Taboo* mêle l'innocence et le tragique, le flegme et la violence.



Boy George lors d'un défilé Versace, en janvier.

Photo : © Olympia / Sipa.

Bowery a été emporté par le sida en 1993. Après avoir dilapidé ses milliards de droits d'auteur en doses d'héroïne, Boy-George s'est reconverti en disc jockey et a repris le chemin des studios d'enregistrement. Mais son nouveau disque, *Stranger in the Wild*, paru chez Universal, a fait un bide. Désargenté après une faillite retentissante, Steve Strange est à nouveau portier dans une boîte branchée. Après avoir échoué dans une nouvelle carrière d'acteur, le chanteur Adam Ant a été récemment interné dans un asile psychiatrique après avoir menacé les clients d'un pub avec un pistolet. La réalité se confond avec la fiction...

Marc Roche

« *Taboo* », de Boy George. The Venue, 5, Leicester Place, Leicester Square, Londres. Tél. : +44-870-899-3335. 35 £ et 25 £. Du lundi au mardi, à 20 heures. Samedi à 15 heures et 20 heures. Jusqu'au 14 septembre.

Musique

PARIS Roudoudou

Pourvoud de grooves relaxants et d'humeurs exotiques dans des albums remarquables (*Tout l'univers et Just a Place in the Sun*), Roudoudou quitte son laboratoire d'enregistrement pour tenter l'aventure des concerts. Jouant de la basse et des claviers, le DJ parisien se risquera aussi au chant, accompagné par Disco Hammerjack à la harpe et à la contrebasse et Mako à la guitare, au ukulélé et au mélodica.

360, Chapiteau-cirque, 68, quai de Seine, Paris-19^e. M^e Crimée. Tél. : 01-40-96-00-09. Le 22 mars, à 20 h 30. 8 € et 12 €.

Afro-jazz

PARIS Mario Canonge

Pianiste en ébullition, tempérament des îles, Antillais dans les rythmes, jazzman par culture, chaleureux et

communicatif, Mario Canonge est aux fourneaux. Outre les raisons précitées, deux motifs impérieux d'y aller : le fait qu'il se soit entouré des violons de la Orquesta Aragon avec Orlande Poleo, et les dates : Mario au New Morning un samedi soir, c'est le luxe. Le New Morning, ouvert un dimanche pour un tel programme, c'est une bénédiction.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^e Château-d'Eau. Tél. : 01-45-23-51-41. Les 22, 23, 24, à 21 heures.

Exposition

PARIS Mémoires de l'eau

Ancien marin, ingénieur, le Russe Alexandre Ponomarev fait disparaître des îles en mer de Barents, repeint en jaune vif un sous-marin de l'ex-flotte soviétique et, plus généralement, joue avec l'eau. Avec *Mémoires de l'eau*, sa première grande exposition en France, il va montrer aux visiteurs de La Villette que le liquide ne coule pas toujours dans le sens qu'on imagine, et jouer au yo-yo

avec la silhouette de l'île de la Cité, transformée en île flottante. Une performance technologique d'une extrême poésie.

Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou, Paris-19^e. M^e Porte-de-la-Villette. Tél. : 01-40-05-70-00. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 28 avril. Fermé lundi, 5,5 € et 7,5 €.

Cinéma

PARIS Cinéma et littérature

Le Cinéma des cinéastes et l'équipe des Mots parleurs proposent, durant trois jours, un duo cinéma et littérature. Au programme, la projection du film documentaire de Laurent Hébert, *Les Mots parlés*, suivie d'un débat en présence du réalisateur (le 22, à 18 heures) ; la lecture à haute voix de *L'impossibilité d'établir une carte de l'Empire à l'échelle 1/1*, d'Umberto Eco par Lucien Marchal (le 23, à 18 heures). Enfin, Cercle ouvert, cycle de rencontres culturelles et littéraires, invite à un débat sur le thème « Fiction, littérature et cinéma » (le 24, à 11 heures).

Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris-7^e. M^e Place-de-Clichy. Tél. : 01-53-42-40-20. Studio des Cinéastes-Les Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris-5^e. RER : Luxembourg. Tél. : 01-53-42-40-20. De 3,96 € à 6,10 €.

Théâtre

PARIS Un Jour en été

Créé par Jacques Lassalle au Théâtre Vidy (*Le Monde* du 15 janvier 2001), *Un Jour en été* conte l'attente d'une femme (Marianne Basler) au bord d'un fjord. Une pièce tissée de mots simples, qui se répètent comme un ressac. L'auteur, le Norvégien Jon Fosse, écrit en noir et blanc, dessine des paysages intérieurs d'une force inouïe. Ses personnages sont postés sur un bout de monde, habités par une tragédie irradiante. Ce sont des passeurs, qui nous emmènent là où le sentiment n'a plus cours, entre rêve et vision.

Bastille, 76, rue de la Roquette, Tél. : 01-43-57-42-14. M^e Bastille. Du mardi au samedi à 19 h 30 ; dimanche à 15 h 30. Jusqu'au 13 avril. De 12,50 € à 19 €.

Sélection disques blues

CHARLEY PATTON The Definitive



« La voix du Delta », rien de moins, comme cela est inscrit sur sa pierre tombale. Date (1887 ou 1891) et lieu (Edwards ou Bolton, Mississippi) de naissance incertains, vie envahie par la légende. Mort en 1934, Charley Patton fut une énigme et la première star du blues. Buveur, coureur de jupons, il en jeta les bases avec sa voix ravagée par la nicotine, son jeu de guitare syncopé, ses compléments sur lesquelles plane la Camarde. Son influence auprès des plus grands (Robert Johnson, Son House, Howlin' Wolf, John Lee Hooker) est sans limite. En trois CD, cette intégrale réunit la soixantaine de titres qu'il grava pour Paramount à partir de 1929, accompagnés d'un livret passionnant rédigé par des historiens du blues. Ces galettes usées par les ans ont fait l'objet d'une restauration miraculeuse. Une somme fondatrice et bouleversante. — B. Lt 1 coffret de 3 CD Catfish. Distribué par Socradisc.

ASIE PAYTON

Just Do Me Right

Du blues moderne, mais du brut, du rugueux, du poisseux. Le label Fat Possum poursuit son entreprise de sauvetage de l'oubli du chanteur et guitariste Asia Payton avec ce deuxième album posthume, après *Worried* (1999). Avant de succomber à une attaque cardiaque, en 1997, à bord de son tracteur, ce fermier refusa de faire fructifier son talent en ne

quittant pratiquement jamais son Mississippi. Heureusement, le patron de Fat Possum le convainquit d'enregistrer en 1993 et 1994, dans le club du bluesman Junior Kimbrough. A ces sessions ont été ajoutées ici deux prises captées par un ami au domicile d'Asia Payton en 1980. Ce recueil d'une vigoureuse rusticité alterne blues acoustique façon Lightnin' Hopkins, éruptions électriques hendrixiennes et quelques titres soul parés de cuivres. Jouée à l'écart du monde, cette musique devient involontairement un acte de résistance à l'uniformisation du blues. — B. Lt 1 CD Fat Possum Records/Epitaph. Distribué par PIAS.

BIG ED SULLIVAN

Run the Border

Dans un tout autre registre, celui de l'école blanche new-yorkaise, le deuxième album d'un protégé de Pops Chubby. Big Ed Sullivan aura sans doute toutes les peines du monde à s'extraire de l'ombre envahissante du bibendum du blues, qui produit d'ailleurs ce disque. Cet excellent guitariste (le minimum exigé dans cette discipline) est pourtant loin de n'être qu'un clone. Le meilleur de *Run the Border* est concentré au début, cinq premiers titres emballants de boogie (le riff furieux de *Stray Dawg*) et de rockabilly joué pied au plancher. L'effet retombe malheureusement sur la durée et on n'évite pas quelques paresseuses, tandis que pointent des chœurs amateurs et une espagnolade incongrue (*Run the Border*). La dextérité et le feeling sont présents, à défaut de la folie et de la sauvagerie. — B. Lt 1 CD Dixiefrog. Distribué par Night & Day.

CLASSIQUE AFFAIRES MATIN

VENDREDI 22 MARS

SÉRIE SPÉCIALE

Reprise économique, mythe ou réalité ?

6h30
Situation et perspectives aux U.S.A.
par Thierry ARNAUD

7h00
L'économie en France
par Cédric DECCEUR

7h30
Les secteurs précurseurs
par Muriel WEISS

8h00
L'emploi en France
par Arnaud FLEURY

DANS PLUS DE 100 VILLES
PARIS-ILE-DE-FRANCE 101.1 • BASTIA 93.1 • BORDEAUX 92.2 • BREST 106.6
DIJON 105.8 • GRENOBLE 102.4 • LILLE 88.2 • LYON 96.5 • MARSEILLE 100.9
NANCY 88.2 • NANTES 99.9 • RENNES 92.3 • ROUEN 106.1 • TOULOUSE 103.1
TOUTES LES FRÉQUENCES : www.radioclassique.com ou 0 892 68 12 80 (0,34 € / mn).

Platonov

Anton Tchekhov
Jean-Louis Martinelli

THEATRE NANTERRE AMANDIERS

DU 9 MARS AU 13 AVRIL 2002

01 46 14 70 00

ET MAGASINS FNAC, 0 892 68 36 22 (0,34 € l.mn) WWW.FNAC.COM

Ricky Ford, passé maître en jazz

Le saxophoniste américain partage son temps entre la France, où il vit depuis 1996, et la Turquie, où il enseigne et a fondé un big band de jazz

« **DONC** vos collègues ont trouvé rigolo qu'il existe un big band de jazz à Istanbul ? » Ricky Ford accompagne sa question d'un « hum » dubitatif. Bon, ce n'était peut-être pas le terme exact, disons amusant, inhabituel. Le saxophoniste bostonien, installé en France depuis plusieurs années, reprend : « Amusant, inhabituel. » Silence. « Eh bien, qu'ils sachent que ce big band compte d'excellents musiciens, très sérieux, que l'un des plus fameux labels de jazz, Atlantic, a été fondé par les frères Ertegun, des Turcs, et qu'ici le jazz est connu et apprécié par beaucoup de gens. » Calmement, Ricky Ford réaffirme le caractère universel du jazz, sa capacité à dépasser les origines culturelles et sociales. Il reprend une gorgée de son chocolat chaud. Le café proche des studios L'Avant-scène à Montreuil où il vient régulièrement répéter est presque désert. « Bien, alors, Istanbul... »

Il y a deux ans, Ricky Ford a été invité à l'Istanbul Bilgi University pour participer à une conférence et jouer. Le courant passe entre lui et les responsables de l'institution. On lui propose un poste d'enseignant et de monter un big band. A la Bilgi University, le jazz est considéré avec la même attention que les mathématiques, la littérature, l'économie. Cela convient à Ricky Ford, qui a toujours mis la transmission du savoir au cœur de ses préoccupations. « La mémoire du jazz autant que son avenir passent par l'enseignement. Contrairement à beaucoup de musiciens, je ne pense pas que cela fige le jazz. Nous avons des réflexes, un vécu professionnel, au-delà de la technique, à mettre à la disposition des élèves. Notre responsabilité est d'indiquer la bonne direction pour que cela débouche sur une démarche créative et non la simple reproduction. »

Apprendre à bien apprendre, telle est sa démarche, lui qui à ses débuts a été idéalement pris en mains. A peine sorti du lycée et admis, à l'âge de 17 ans, au New England Conservatory de Boston, Ricky Ford intègre la section de saxophones de l'orchestre de l'école, menée par le pianiste Jaki Byard. Ce dernier lui présentera le contrebassiste Charles Mingus. « Il voulait me prendre tout de suite dans son orchestre. Jaki Byard l'a convaincu de me laisser le temps d'obtenir un diplôme. Il connaissait bien la vie de musicien en tournée et savait que c'était trop tôt pour moi. »

Ricky Ford perfectionne l'instrument avec le clarinetiste Joe Allan, issu du milieu classique. « Il était très attentif à nous amener à avoir un bon son. Ensuite il ne nous restait plus qu'à trouver quoi en faire. » Aujourd'hui, Ricky Ford est l'un des saxophonistes ténors les plus justes et précis ; il a la puissance, le phrasé, aborde toutes les émotions avec une singulière

BIOGRAPHIE

► **4 mars 1954**
Naissance à Boston de Richard Allen Ford.

► **1974-1980**
Débuts dans les orchestres d'Ellington, Mingus, Russell, Richmond...

► **1991**
Parution d'« American-African Blues ».

► **1996**
Installation en France.

► **2001**
Parution de « Songs For My Mother ».

re expressivité. La virtuosité dépassée pour n'être que musique.

Les pianistes Ran Blake, Gunther Schuller, tenants de l'abstraction, et George Russell, vont ouvrir Ricky Ford aux théories harmoniques, à l'arrangement. Chez un autre pianiste, Abdullah Ibrahim, avec lequel il jouera dans les années 1980, il trouve la richesse d'approche en matière rythmique. Ford est un bosseur. A l'âge de 20 ans, c'est le grand départ. L'orchestre de Duke Ellington, dirigé par son fils Mercer, lui offre le poste tenu durant près de vingt-cinq ans par Paul Gonsalves. Beaucoup de parties solistes, l'histoire du jazz dans les doigts, qu'il faut assimiler vite et bien. Puis c'est Mingus, de 1976 à 1978. « Il avait une oreille très critique et lorsqu'il n'entendait pas ce qu'il avait décidé qu'il entendrait, il piquait des colères terribles. J'ai compris plus tard qu'il y avait énormément d'amour dans cela. Il voulait que l'on retire le maximum de ce qu'il nous apprenait. »

LES RICHESSES FONDATRICES DU BLUES

Le big band a permis à Ricky Ford de vérifier que si l'on parvient à écrire un bon arrangement, bien structuré pour une grande formation, il pourra être adapté aisément à une petite formation. Le contraire est nettement moins évident. Il rejoint ensuite Lionel Hampton,

enregistre avec McCoy Tyner, Dannie Richmond, ancien batteur de Mingus, Mal Waldron tout en menant ses propres formations, généralement du quartet au septet, où il explore toutes les richesses fondatrices du blues.

Ricky Ford est de ces musiciens qui prononcent avec fierté le mot « jazz », une musique qu'il considère comme loin d'être moribonde ou dépassée, sans qu'il soit besoin de l'habiller des atours de l'air du temps. « Il y a eu les orchestres swing, le be-bop où le soliste était au premier plan, le free jazz, l'arrivée de l'électricité et le jazz-rock, maintenant l'électro-jazz. Mais fondamentalement, le défi immense, c'est d'écrire un blues, de l'ancre dans les codes qui permettent de l'identifier tout en évitant les stéréotypes. Se montrer créatif en partant de cette base nécessite de grandes connaissances, beaucoup de travail. »

A Istanbul, où il réside depuis septembre 2000 durant la période scolaire, avec retour en famille, en région parisienne, le temps de quelques week-ends, Ricky Ford a aussi amené son expérience de directeur musical de l'orchestre de la Brandeis University (Massachusetts) où il a été artiste en résidence de 1985 à 1996. Plus d'une centaine d'arrangements à partir de ses propres compositions, celles de ses premiers maîtres, des standards, le patrimoine laissé par Mary Lou Williams... « Cha-

que arrangement, chaque nouvelle partition est un moyen d'approfondir mes connaissances. Les éditeurs, les compagnies phonographiques voudraient que le jazz se résume à des chansons, pas trop longues. Ici j'ai un formidable outil pour leur donner tort. L'orchestre tourne, nous allons bientôt enregistrer. Le jazz permet toutes les inventions. »

Sa quinzaine d'enregistrements en leader le démontre magistralement. Généralement blues et hard-bop pour la forme, emporté par des compositions sophistiquées, le jazz de Ricky Ford se révèle familier, assumé dans son ancrage historique autant qu'il est un acte d'audace et de renouvellement constant. La marque des grands. Pour résumer son engagement de tous les instants, il reprend, en la détournant légèrement, une phrase de Daniel Steiner, ancien responsable d'Harvard et président du New England Conservatory : « Plutôt que de me demander ce que la musique a pu m'offrir, je préfère me demander ce que j'ai pu lui apporter chaque jour. »

Sylvain Siclier

Concert en sextet au Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet, Les Halles. Tél. : 01-40-26-21-25. Les 22 et 23 mars, à 21 heures. De 15 € à 18 €.



LUCILLE REYNOZ

LES GENS DU MONDE

■ Le Canadien **Jeff Wall**, 46 ans, vient d'obtenir le prix international de la photographie 2002 de la Fondation Hasselblad, doté de 500 000 couronnes suédoises (55 380 euros), distinction la plus prestigieuse en matière d'image fixe dans le monde. **Robert Frank**, **William Eggleston**, **Richard Avedon**, **William Klein** ou **Cindy Sherman** sont parmi les précédents lauréats. Cette fondation suédoise, liée au fabricant d'appareils photo du même nom, consacrera une exposition à Jeff Wall en novembre 2002. Le photographe qualifie son travail de « presque documentaire » (entre réalité et fiction).

■ La chanteuse **Madonna** et **J.K. Rowling**, la créatrice de Harry Potter, figurent parmi les 350 nouvelles entrées de la nouvelle édition de l'Encyclopedia Britannica. « L'intérêt grandissant pour la culture populaire chez les universitaires nous a poussés à donner une plus grande couverture aux icônes pop », a expliqué la porte-parole des éditions.

■ Les parents de **Tamara Bunke**, qui accompagnait **Che Guevara** en Bolivie et qui a été tuée par l'armée bolivienne en 1967 six semaines avant la mort du Che, veulent empêcher la Warner Bros de tourner un film les présentant comme amants. **Antonio Banderas** doit être le Che et **Nicole Kidman**, Tamara.

■ Deux célèbres magazines people britanniques se battent afin d'obtenir les droits exclusifs pour « couvrir » la naissance et peut-être même les deux premières années du bébé d'**Elizabeth Hurley**. On parle déjà de la somme de 1,5 million de livres (2,42 millions d'euros) que l'un des deux journaux **OK !** ou **Hello !** serait prêt à lui payer. La naissance de l'enfant est prévue pour le mois de mai.

■ Le cabinet français d'architectes **Atelier Jean Nouvel** a remporté un concours international pour la construction de la nouvelle salle de concert de la radio publique danoise, **Danmark Radio**, à Orestaden, dans la banlieue est de Copenhague. Le projet prévoit une salle de 21 000 m² qui doit renfermer tous les services de la production musicale de la radio.

■ **Catherine Diverres**, à la tête du centre chorégraphique de Bretagne, vient de signer une collaboration avec le Teatro Massimo de Palerme. Elle s'installera en avril et en mai au cœur de la ville aux Cantiari culturali alla Zisa. Il s'agit pour elle et sa compagnie de donner des cours et de vitaliser le travail des danseurs et des chorégraphes siciliens. Dans le contexte politique italien, la chorégraphe insiste sur « la nécessité de donner des visages, des corps, des voix à cette Europe culturelle du Sud, non seulement à partir des idées mais des lieux physiques, concrets, sensibles ». Le projet a un titre : « Etre debout ».

DOMINIQUE DHOMBRES

Chirac et son double

EN PRIVÉ, il a un langage direct, dru, souvent drôle. En public, c'est autre chose. Jacques Chirac était mercredi soir l'invité du 19-20 de France 3. Elise Lucet lui demandait ce qu'il pensait des regrets exprimés la veille, sur le même plateau, par Lionel Jospin, pour avoir tenu des propos blessants sur son âge et son « usure » supposée. La réponse était étonnamment générale, abstraite. On n'y sentait pas l'homme Chirac. « Les attaques personnelles n'ont pas leur place dans un débat démocratique et dans une grande nation civilisée comme la nôtre. » Certes. Mais lui, qu'est-ce qu'il en pense ? Et comment réagit-il aux excuses de son adversaire ? On ne le saura pas. Jospin avait eu, pour clore cet épisode, cette formule : « Ce n'est pas moi, ça ne me ressemble pas. » Hier soir, ce n'était pas Chirac non plus.

C'était son double officiel et mécanique, celui qui fait campagne à sa place, et qui a parfois l'air de s'ennuyer ferme. Souriant éperdument et en permanence, Elise Lucet paraissait ravie de chacune des reparties de son hôte. Elle était bien la seule. Pour tout dire, on avait un peu de mal à fixer son attention sur ce discours déjà souvent entendu. Du coup, on exami-

nait le costume printanier gris clair de l'orateur, à la boutonnière duquel l'insigne de la Légion d'honneur faisait une jolie tache de couleur. Est-ce sa fille Claude qui l'avait choisi ? On dit qu'elle s'occupe de tout, dans cette campagne, y compris ce genre de détail. La communication, voilà la grande affaire, décidément.

Il n'y a donc rien de commun, en matière de lutte contre l'insécurité, entre les projets du président sortant et ceux de son premier ministre, même s'ils emploient quasiment les mêmes termes. Et le reste à l'avenant. Dans ce ronronnement, soudain, un adjectif se détachait. Jacques Chirac parlait du quarantième anniversaire des accords d'Évian. A propos du sort des harkis, ces supplétifs algériens de l'armée française, désarmés puis abandonnés en rase campagne, dont beaucoup ont été massacrés au printemps 1962, il disait qu'il s'agissait d'une page « honteuse » de « notre histoire commune ». Comme pour la rafle du Vél d'Hiv, lorsqu'il avait été le premier président de la République, en 1995, à reconnaître la responsabilité de la France, qui, ce jour-là, avait commis « l'irréparable », il trouvait le mot juste. A ce moment, il redevenait lui-même. Et convaincant.

TÉLÉVISION

Rattrapé par l'histoire

Bojko Blavic, ex-footballeur de haut niveau, est l'entraîneur comblé d'un club du nord de la France. Son équipe est sur le point de passer de National en D2. Seule ombre au tableau, un conflit avec le président du club à propos d'un « tocard » qu'il refuse de faire jouer, un Russe acheté à prix d'or avec dessous de table à la clé. La mafia russe s'en mêle... Sa femme française et leur jeune fils devraient bientôt le rejoindre. S'il n'y avait son accent, Bojko aurait presque oublié d'où il vient. En ce printemps 1999, il vit pour sa famille et son équipe et n'entend pas les nouvelles alarmantes en provenance de Yougoslavie – Albanais chassés du Kosovo, rupture des négociations entre Serbes et Kosovars, exactions des soldats serbes... Les frappes de l'OTAN sur Belgrade rappellent brutalement à Bojko Blavic ses origines serbes et sa ville natale, Novi-Sad, où vivent encore son ex-femme et sa fille de 19 ans. Il est brusquement rattrapé par l'histoire et doit répondre à des questions qu'il avait refoulées. Tout Serbe est-il complice des forces spéciales de Milosevic ? *La Surface de réparation* commence comme une fiction très documentée sur le monde du football pour devenir une sorte de thriller intégrant la mémoire et l'identité communautaire. Signé Bernard Favre et Michel Deusch, ce téléfilm efficace, crédible de bout en bout, est remarquablement interprété par Remo Girone. – Th.-M. D.

« La Surface de réparation », vendredi 22 mars, 20 h 45, Arte.

RADIO

VENDREDI 22 MARS

► Revival 80's

De 6 h 00 à 9 h 00, *Fun Radio*
Ambiance musicale et souvenirs des années 1980, avec Desireless, Chantal Goya, Patrick Hernandez, l'Orchestre du Splendid et autres artistes, en direct et en live. En prolongement, à partir de minuit, une soirée spéciale pour réentendre titres légendaires et

génériques des dessins animés et des séries cultes de l'époque.
► **Carnet nomade : E l'Italia va...**
15 h 00, *France-Culture*
Colette Fellous accueille des écrivains italiens de différentes générations – Niccolò Ammaniti, Andrea Camilleri, Vincenzo Consolo, Elisabetta Rasy, Tiziano Scarpa... – pour raconter l'Italie d'aujourd'hui, ses contradictions et ses inquiétudes, mais aussi l'Italie de Moravia, de Pasolini, d'Elsa Morante.

VENDREDI 22 MARS

► Le Silence du Koursk

20 h 55, *France 2*
« Thalassa » revient sur la tragédie du sous-marin nucléaire russe disparu le 12 août 2000 dans les eaux glacées de la mer de Barentz avec 118 marins à bord. Cinq reportages et le témoignage émouvant de la veuve d'un officier.

► Site 2

21 h 00, *Histoire*
C'était le plus peuplé des camps de réfugiés cambodgiens en Thaïlande. En 1989, le jeune cinéaste cambodgien Rithy Panh, dont c'était le premier film, y a tourné ce documentaire sobre et bouleversant, centré sur Yim On,

son mari et leurs enfants, une famille à bout d'espoir, condamnée à vivre, dans cet endroit clos, la vie des gens déplacés au « pays des autres ».

► Antonio Tabucchi, géographie d'un écrivain

23 h 25, *Arte*
Diffusé le jour de l'ouverture du Salon du livre dédié à l'Italie, ce portrait d'Antonio Tabucchi dessine les contours d'une géographie personnelle faite de souvenirs et de rêveries. Italien de naissance, Portugais d'adoption, Parisien de passage... Pour l'écrivain itinérant, « vivre et écrire, écrire et vivre, c'est un peu la même chose... » Un portrait signé Miroslav Sebestik et Jean-Michel Mariou.

Paul Claudel

L'Otage / Le Pain dur

mises en scène Bernard Sobel

14 mars - 13 avril

en alternance - intégrales samedis et dimanches



Théâtre de Gennevilliers

Centre Dramatique National - Location 01 41 32 26 26

télérama

scope

France Inter

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 21 MARS

TF1

11.45 Une jeune fille trop parfaite Téléfilm. C. R. Baxley. Avec Daniel Baldwin (EU, 1997).
16.30 et **2.10** Exclusif **17.05** Melrose Place Série **17.55** 7 à la maison L'étudiant étranger. Série **18.55** Le Bigdil **20.00** Journal, Météo.



20.55 FEMMES DE LOI Une occasion en or. Série. Avec Natacha Amal, Ingrid Chauvin, Michel Duchaussoy, Olivier Sitruk, Eric Savin. 6366150
Le procureur Brochère est appelé à traiter le dossier d'un mafraït du milieu. Sûre de son témoin, elle attend le procès avec sérénité. Mais, le témoin numéro un va être exécuté.

22.45 AU CŒUR DE LA FOURNAISE Téléfilm. Dusty Nelson. Avec Jeff Fahey, Janet Gunn, Dean Stockwell, Richard Danielson, Lukas Behnken (EU, 2001). 727570
0.25 Les Coulisses de l'économie Magazine.

1.10 Mode in France Prêt-à-porter automne-hiver 2002-2003 [6/6] **2.45** Vis ma vie Magazine **4.20** Reportages Quand je serai grand, je serai flic **4.50** Musique (10 min).

CÂBLE ET SATELLITE

17.25 La Fille de Ryan ■■ David Lean (Grande-Bretagne, 1970, v.m., 200 min) ◊ TCM
18.15 La Collectionneuse ■■ Eric Rohmer (France, 1967, 85 min) ◊ Cinétoilette
20.45 Strictement personnel ■■ Pierre Jolivet (France, 1985, 85 min) ◊ CineCinemas 2
20.45 Le Hussard sur le toit ■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1995, 125 min) ◊ TPS Star
20.45 Whisky à gogo ■■ Alexander Mackendrick (GB, 1949, N., v.o., 80 min) ◊ CineClassics
21.00 L'espion qui venait du froid ■■ Martin Ritt (GB, 1965, N., v.o., 110 min) ◊ Cinétoilette
21.00 Descente aux enfers ■■ Francis Girod (France, 1986, 90 min) ◊ Paris Première
22.25 La Soif du mal ■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1958, N., v.o., 95 min). 13^{ème} Rue
22.40 Sur la route de Madison ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1995, v.m., 135 min). TCM
22.50 Trahison sur commande ■■ George Seaton (Etats-Unis, 1961, v.o., 140 min) ◊ Cinétoilette
23.05 La Grande Lessive ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1968, 95 min) ◊ CineClassics
23.35 Virgin Suicides ■■ Sofia Coppola (Etats-Unis, 1998, v.m., 95 min) ◊ Canal + Vert
23.55 La Tour infernale ■■ John Guillermin (Etats-Unis, 1974, v.m., 160 min) ◊ CineCinemas 2

FRANCE 2

16.00 En quête de preuves Série **16.55** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Noël Mamère **20.50** Météo.



21.05 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Françoise Joly. Au sommaire : Les tueurs rentrent au bercail ; Jeux interdits ; P.S. : Céline Dion. 5715976
Dans ce reportage sur le pénitencier de Pollmooir en Afrique du Sud, les criminels d'une violence extrême, sèment la terreur au sein même de l'établissement.

23.10 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Le Salon du livre : spéciale Italie. Magazine présenté par Guillaume Durand. 6323247
0.45 Journal de la nuit **1.00** Météo.

1.10 Nikita Adieu au passé. Série ◊ **1.50** Falait y penser ! Magazine **3.55** 24 heures d'info **4.15** Oh ! Les Villes d'eau ! Documentaire **4.50** Dites-le en vidéo Documentaire (65 min).

FRANCE 3

16.35 MNK **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** 2.20 C'est mon choix... ce soir.



20.55 LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS Film. Peter Weir. Avec Robin Williams, Robert Sean Leonard, Ethan Hawke, Josh Charles, Gale Hansen. *Drame* (Etats-Unis, 1989) ◊. 2244995
Un professeur de lettres (Robin Williams), aimé de ses étudiants, apprend à ceux-ci à s'émanciper, au risque de catastrophes familiales.

23.05 NOS ENFANTS À L'ÉCOLE, ÉCHEC OU RÉUSSITE ? Réussir à l'école. Débats en régions. 5710353
0.00 Météo **0.05** Soir 3 Interview du secrétaire d'Etat américain Colin Powell.

0.35 La Case de l'oncle Doc **1.25** Espace francophone Cheikh Hamidou Kane, une aventure ambiguë. *Magazine* **1.55** Ombre et lumière Invité : Daniel Prévoz **2.45** Soir 3 **3.10** Des racines et des ailes Magazine (115 min).

CANAL+

17.05 Belle arnaqueuse Téléfilm. Steven Schachter (EU - All, 1998). ▶ *En clair jusqu'à 20.45*
18.40 Futurama Série **19.05** Le Journal **19.25** + de cinéma, + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz.



20.45 MON CHIEN SKIP Film. Jay Russell. Avec Frankie Muniz, Diane Lane, Luke Wilson, Kevin Bacon, Bradley Corryell. *Comédie* (Etats-Unis, 2000) ◊. 434570
En 1942, au Mississippi, un petit garçon, enfant unique d'une modeste famille, apprend à grandir grâce à un chien. Un océan de guimauve.

22.20 UN BRIN DE MEURTRE Téléfilm. Steven Schachter. Avec William H. Macy, Adam Arkin, Felicity Huffman, James Cromwell, Julia Campbell (EU, 1999) ◊. 6881686
23.50 Minutes en + Spécial Y. Saint Laurent.

0.05 Yves Saint Laurent Le temps retrouvé **1.25** Yves Saint Laurent 5 avenue Marceau 75116 Paris **2.50** Hockey NHL Dallas Stars - Saint Louis Blues **4.50** L'Experte Téléfilm. Graham Theakston (GB, 2001, 135 min) ◊.

FRANCE 5 / ARTE

17.05 Fenêtre sur La Mauritanie **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages Ile de Ré **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton Et plus si affinités. [9/10]. Seules au bout du monde.



20.45 PREMIÈRE SÉANCE - L'EXAMEN DE MINUIT ■■ Film. Danièle Dubroux. Avec François Cluzet, Serge Riaboukine, Julie Depardieu, Danièle Dubroux. *Comédie* (France, 1998) ◊. 717315
Dans une petite ville de campagne, une jeune femme qui a répondu à une annonce matrimoniale rencontre un paysan braqueur de banque.

22.25 COMEDIA - TOUS DES INDIENS Pièce d'Alain Platel. Mise en scène d'Alain Platel et Arne Sierens. Avec Vanessa, Lies Pauwels, Johan Heldenbergh, Clara Van den Broek, Natacha Nicora. 7082773

0.00 La dolce vita ■■ Film. F. Fellini. Avec Marcello Mastroianni, Anita Ekberg. *Chronique* (Italie, 1959, N., v.o., 85 min) 5876648.
Un portrait cruel et exubérant, un grand conte moral.

M6

17.05 M6 Music **17.30** Gundam Wing Face à son destin. Série **18.00** Sept Jours Pour Agir Série **18.55** The Sentinel Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série **20.40** Caméra Café.



20.50 LE RÉVEIL DU VOLCAN Téléfilm. Graeme Campbell. Avec Dan Cortese, Cynthia Gibb, Don Davis, Lynda Boyd, Colin Cunningham (Etats-Unis, 1997) ◊. 816686
Un géologue pressentant l'éruption imminente d'un volcan endormi sous les installations d'une station de sports d'hiver, se heurte au scepticisme du maire et de ses comparses.

22.35 HANTÉE Téléfilm. Larry Shaw. Avec Beau Bridges, Sharon Lawrence, Shirley Knight, Alex D. Linz, Lawrence Pressman (Etat-Unis, 1996) ◊. 8761624

0.15 Ça me révolte ! Beauté : attention aux arnaques. Magazine 5118464 **2.09** Météo **2.10** M6 Music Emission musicale (290 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction 30.
21.00 Le Gai Savaioir. Avec Elisabeth Lemire.
22.00 Journal.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Pascal Rophé, Sandra Zeltzer et Maryline Fallot, sopranos : Œuvres de Salonen, Schmitt.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème. Without a Song.
0.00 Extérieur nuit. Séquence de musique traditionnelle, avec Christian Poché.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de J.S. Bach, Fasch, C.P.E. Bach, Pisen del. 20.40 La Série piano. Alfred Brendel, piano : Œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven.
22.22 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Debussy, Fauré, Dukas.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

DÉBATS

22.30 Forum public. Spécial Proche-Orient. Invités : Michel Pelchat ; Dominique Moisi. Public Sénat

MAGAZINES

18.45 Rive droite, rive gauche. Spécial James Tobin. Avec Philippe Manière ; Pierre Tartakowski. Paris Première
19.00 Explorer. Courses sous-marines. La folie du hareng. Le flamenco. National Geographic
22.05 Open club. Jorge Semprun. CineClassics
22.30 Recto Verso. Invité : Claude Brasseur. Paris Première
22.35 Boléro. Invité : Robin Renucci. Monte-Carlo TMC
0.05 Pendant la pub. Invitée : Zazie. Monte-Carlo TMC

DOCUMENTAIRES

18.20 Du rugby et des hommes. [1/5].
19.00 L'Espoir pour mémoire. [2/3].
19.00 Biographie. Pythagore.
19.05 A la recherche des mondes perdus.
19.45 Balade en vidéo mineure. [18/8].
20.00 Trahis par l'ONU.
20.00 Les Crocs du serpent.
20.00 Oran, un été algérien.
20.10 Le Cinéma des effets spéciaux.
20.15 Hollywood Stories. Robert Duvall.
20.45 La Guerre d'Algérie. [4/5]. Planète
20.00 Histoire
20.00 La Chaîne Histoire
20.00 Odysée
20.00 Histoire
20.00 National Geographic
20.00 Voyage
20.00 CineCinemas 1
20.00 Paris Première
20.00 La Chaîne Histoire

21.00 Au fil des inventions humaines. National Geographic
21.00 Le Refus. Histoire
21.00 Routes oubliées. Paroles d'Algérie. Voyage
21.05 Assassins politiques. Martin Luther King. TV 5
21.55 Fidel Castro, et commandante. La Chaîne Histoire
22.15 Le Dernier Jour. Jacques Mesrine. Histoire
22.15 L'Île aux enfants esclaves. Odysée
23.00 Les Vagabonds de l'océan. National Geographic
23.00 La Corne de l'Afrique. [3/3]. Histoire
23.35 La Délation sous l'Occupation. La Chaîne Histoire
0.00 Mammifères marins. National Geographic
0.30 California Visions. [7° volet]. Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

14.15 Biathlon. Coupe du monde. 10 km sprint messieurs. Finale. Eurosport
18.00 Basket-ball. Euroligue féminine (quart de finale retour) : Pécs - Valenciennes. Pathé Sport
21.45 Football. Coupe de l'UEFA (quart de finale retour) : FC Valence (Esp.) - Inter Milan (It.). Pathé Sport

DANSE

19.00 La Fille mal gardée. Chorégraphie de Heinz Spoerli. Musique de Hérold. Par le Corps de ballet de Bâle et l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. John Lanchberry. Avec Valentina Kozlova (Lise), Chris Jensen (Colas). Mezzo

MUSIQUE

20.35 Et 23.30 Chopin. *Scherzo* n° 2, opus 31. Avec Brigitte Engerer (piano). Mezzo
21.00 Musique de chambre au New Morning 99. Avec Renaud Capuçon, violon ; H. Demarquette, violoncelle, J. Hurel, flûte, D. Collot, soprano ; Olivier Greif, piano ; Georges Pludermacher, piano. Muzikk
21.30 Claudio Arrau. Au Lincoln Center de New York, en 1983. Œuvres de Beethoven, Debussy, Liszt, Chopin. Mezzo
23.05 Tribute to Bill Evans. En 1991. Avec Kenny Wheeler (trompette), Gordon Beck (piano), Stan Sulzmann (saxophone), Dieter Ilg (basse), Tony Oxley (batterie). Muzikk
23.45 Haendel. *Samson*. Oratorio en 3 actes. Mise en scène de Jean Lacomberie. Par l'Orchestre baroque de l'Union européenne et le Chœur de l'Académie baroque européenne, dir. Ton Koopman. Mezzo
0.00 John Pizzarelli chante les Beatles. En 1998. Muzikk

TÉLÉFILMS

20.40 Le Bal. Jean-Louis Benoit. Festival
20.50 La Marque du serpent. Tibor Takacs ◊ TF 6
22.10 Cinq-Mars. Jean-Claude Brialy. Festival

SÉRIES

20.50 Roswell. Le festival. Rendez-vous galant. Série Club
22.25 Murder One, l'affaire Jessica. Chapitre VII. Série Club

VENDREDI 22 MARS

TF1

12.05 Attention à la marche ! **12.50** A vrai dire **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'amour Feuilleton **14.45** Jalousie meurtrière Téléfilm. Kenneth Fink. Avec Jack Scalia, Kim Delaney (EU, 1995) ◊ **16.30** Exclusif **17.05** Melrose Place Cauchemar bénéfique. Série **17.55** 7 à la maison L'oiseau quitte le nid. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo **20.45** Trafic infos.



20.50 SPÉCIALE « SANS AUCUN DOUTE » Les sept péchés capitaux. Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de M' Didier Bergès. Invité : Jean-Marie Bigard. 96656822

23.10 C'EST QUOI L'AMOUR ? Magazine présenté par Carole Rousseau ◊. 1038071

0.35 Les Coups d'humour Invités : Patrick Adler, Eric Massot, Elliot, Marie Lepaux, Ary 7350120 **1.10** Exclusif Magazine.

1.45 Reportages Le combat du Père Pedro **2.15** Très chasse Belles chasses aux cervidés **3.10** Histoires naturelles Insolites. Documentaire **4.00** Musique **4.20** Confessions intimes Magazine (90 min).

CÂBLE ET SATELLITE

13.15 Le Roman de Marguerite Gautier ■■■ George Cukor (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 115 min) ◊ TCM
14.00 Le Hussard sur le toit ■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1995, 130 min) ◊ Cinéstar 2
14.35 Je vous aime ■■ Claude Berri (France, 1980, 100 min) ◊ CineCinemas 1
15.00 Force majeure ■■ Pierre Jolivet (France, 1988, 85 min) ◊ CineCinemas 3
15.10 Whisky à gogo ■■ Alexander Mackendrick (GB, 1949, N., v.o., 80 min) ◊ CineClassics
16.30 Les Misérables ■■ Raymond Bernard [3/3] (France, 1933, N., 85 min) ◊ CineClassics
20.45 Les Affranchis ■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1990, v.m., 145 min) ◊ TCM
21.00 Le Narcisse noir ■■ Michael Powell et Emeric Pressburger (GB, 1947, v.o., 100 min) ◊ Cinétoilette
21.00 Nuestro culpable ■■ Fernando Mignoni (Espagne, 1937, v.o., 85 min) ◊ CineClassics
22.25 Par cœur ■■ Benoît Jacquot (France, 1998, 75 min) ◊ Cinéfaz
23.15 Barrios bajos ■■ Pedro Puche (Espagne, 1937, N., v.o., 95 min) ◊ CineClassics
23.55 Laisse aller, c'est une valse ■■ Georges Lautner (France, 1971, 100 min) ◊ Canal + Vert
0.05 Sept ans de réflexion ■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1955, v.o., 105 min) ◊ Cinétoilette
0.35 Révolution ■■ Hugh Hudson (EU - GB, 1985, v.m., 115 min) ◊ CineCinemas 2

FRANCE 2

13.55 Patinage artistique Championnats du monde. Programme libre danse. A Nagano (Japon) **15.00** Un cas pour deux Jusqu'à ce que la mort nous sépare. Série **16.05** En quête de preuves Liberté de courte durée. Série **16.55** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Délit d'innocence. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



20.55 UNE SOIRÉE, DEUX POLARS **20.55** La Crim' L'envers du décor. 8415483 Série. Avec Isabel Otero, Jean-François Garreaud, Dominique Guillo, André-Marcon, Didier Cauchy. 2125
21.55 Groupe Flag Mac macadam. 7613984 Série. Avec Sophie de la Rochefoucauld, Patrick Fierry.
22.50 Bouche à oreille Magazine.

22.55 NEW YORK 911 Trop de souffrance ◊ 9793464. Suivre sa voie ◊ 543464. Série. Avec Skip Sudduth, Anthony Ruivivar, Molly Price, Michael Beach, Coby Bell. *Dans Trop de souffrance, pour stopper une série d'overdoses à l'héroïne, un dealer notoire doit être convaincu de cesser ses activités.*

0.30 Journal de la nuit, Météo **0.50** CD'aujourd'hui.

0.55 Histoires courtes *Mi-temps*. Mathias Gokalp ◊. 110 *Du vent dans les cannes*. Isabelle Morin ◊ **1.30** Envoyé spécial **3.30** 24 heures d'info **3.50** Campus, le magazine de l'écrit Le Salon du livre : spécial Italie (90 min).

FRANCE 3

13.50 Keno **13.55** C'est mon choix Magazine **15.00** Le Pirate Téléfilm. Ken Annakin. Avec Franco Nero, Christopher Lee (Etats-Unis, 1978) **16.35** MNK Magazine **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport Magazine **20.20** C'est mon choix... ce soir.



20.55 THALASSA Le silence du « Koursk ». Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Le « Koursk » ne répond plus ; Mourmansk, poubelle nucléaire ; Le spleen de la nuit polaire ; Kirkenes, port russe en Norvège ; Le Sedov. 4605071

22.30 Météo **22.35** Soir 3.

22.55 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet, Alexis Trégarot. 2765700

1.00 Ombre et lumière Invité : Jean-Pierre Foucault **1.30** Toute la musique qu'ils aiment Magazine. Invité : Claude Chabrol.

2.25 C'est mon choix... ce soir Magazine **2.50** Soir 3 **3.10** Culture et dépendances Nos hommes politiques sont-ils à la hauteur ? Magazine **4.55** Un jour en France Magazine. Invitée : Isabelle Lacamp (30 min).

CANAL+

14.00 Selon Matthieu ■■ Film. Xavier Beauvois. *Drame* (Fr., 2000) ◊ **15.40** Surprises **15.55** H Série **16.15** Un crime au paradis Film. Jean Becker. *Comédie dramatique* (Fr., 2000) ◊ **17.50** Star Hunter Opération Black Light. Série ▶ *En clair jusqu'à 20.55* **18.40** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.25** + de cinéma, + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma.



21.00 LES MORSURES DE L'AUBE Film. Antoine de Caunes. Avec Guillaume Canet, Gérard Lanvin, Asia Argento, Orazio Massaro. *Policier* (France, 2000) ◊. 25822
Un savant découvre le secret de l'invincibilité. Il en ressent une volonté de puissance qui le rend fou. Une relative déception toutefois par rapport au précédent film de Verhoeven, Starship Troopers...

23.00 L'HOMME SANS OMBRE ■■ Film. Paul Verhoeven. Avec Elisabeth Shue, Kevin Bacon, Josh Brolin, Kim Dickens. *Fantastique* (Etats-Unis, 2000) ◊. 9223700
Un savant découvre le secret de l'invincibilité. Il en ressent une volonté de puissance qui le rend fou. Une relative déception toutefois par rapport au précédent film de Verhoeven, Starship Troopers...

0.50 Volavérunt ■■ Film. Bigas Luna. *Drame* (Fr. - Esp., 2000, v.o.) ◊ **2.20** Stick *Le Gendarme à la retraite* **2.40** Loft et love à New York Téléfilm. David Sneider (EU, 1999) ◊ **4.25** Partir avec National Geographic (55 min) ◊.

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé Magazine **14.05** La Guerre d'Algérie dans les actualités filmées de Pathé **15.05** Les Trésors de l'humanité Trésors des Amériques **16.05** Si Guériki, la reine mère **17.05** Les Refrains de la mémoire **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Tracks Magazine **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton Et plus si affinités.



20.45 LA SURFACE DE RÉPARATION Téléfilm. Bernard Favre. Avec Remo Giron, Patrick Raynal, Jean-Philippe Delpech, Marie Payen, Gabriella Jonas (France, 2001). 252735
L'entraîneur d'un club de football français sur le point d'accéder à la D2 est un homme comblé. La guerre au Kosovo va lui raperuler qu'il est Serbe. Une fiction qui colle au réel.

22.20 LA VIE EN FACE - LA FEMME DE MON MARI Documentaire. Timna Goldstein et Hadar Kleinman (2000). 9843280
La résignation d'une épouse face au second mariage de son mari dans une communauté israélienne afro-américaine où la polygamie est de règle.
23.25 Profils Antonio Tabucchi. Géographie d'un écrivain. Documentaire. Miroslav Sebestik ◊ 5902990.

0.35 Lola, une femme allemande ■■■ Film. Rainer Werner Fassbinder. Avec Barbara Sukowa, Armin Mueller-Stahl. *Drame* (All., 1981, v.o.) 1095149 **2.30** Ils dansent avec les loups Documentaire (All., 2001, 25 min).

M6

13.35 Vengeance à double face Téléfilm

ALAIN LOMPECH

Horizon chimérique

IL HABITE dans le quartier, souvent il s'y promène, parfois accompagné de jeunes enfants, détendu, discret. Ce soir, Charles Berling est assis à la terrasse du café-tabac du coin, et l'on croise son regard souriant. Et l'on sourit à notre tour, sans ralentir notre marche, histoire de lui montrer qu'il a été reconnu mais que pour rien au monde il ne faut le lui montrer autrement que par un plissement des yeux.

Les images viennent à la mémoire, le son de sa voix surtout, riche en harmoniques, timbrée jusque dans le murmure, sa façon de ne jamais surjouer, d'intérioriser ses rôles, énergie et emportements domptés. Et l'on entend la voix de Charles Panzera recouvrir la sienne, ce grand baryton disparu il y a longtemps déjà, chanter *L'Horizon chimérique*, le dernier recueil de mélodies composées par Gabriel Fauré, au soir de sa vie. Les poèmes sont de Jean de la Villette de Mirmont, jeune poète mort pendant la Grande Guerre, ami de Mauriac. « *Il y a de grands départs inassouvis en moi !* », cette dernière phrase lancée, abrupte, qui se referme sur elle-même, qui sent l'ode. Sur Panzera, Roland Barthes a écrit des choses définitives dans ses *Mythologies*, sur cette présence qui s'impose jusque dans l'effacement. Elles valent pour Berling.

Et l'on revoit un jeune pianiste russe, entendu la veille dans un Théâtre des Champs-Élysées plein jusqu'au paradis d'un public qui ne veut plus partir, fêtant Nikolai Lugansky qui joue Schumann, Brahms, Chopin, *Jésus que ma joie demeure*, de Bach, comme Charles Berling sourit, comme il dit son texte, désarmant par avance tout commentaire, toute analyse. Un poète parle, impose le silence et ce grand sourire étonné devant l'ovation qui explose.

On marche et les pensées affluent. Le théâtre, la musique... Qu'est devenue la culture, grand enjeu de la présidentielle de 1981 ? Et les artistes embarqués par Jack Lang, parfait sergent recruteur haranguant les milieux culturels ? Que sont devenus ce grand dessein, cette grande idée, ce slogan : « *La culture, le savoir accessibles à tous* » ? Il y a vingt ans déjà.

Il n'en reste qu'un mot, une insulte presque : élitisme. Le désespoir, le soir des Victoires de la musique classique à la télévision, face aux efforts désespérés des présentateurs pour dire à chaque instant : ne partez pas !, ce n'est pas emmerdant la grande musique, ça peut même être drôle. Pourrait-on chanter les huit minutes de *L'Horizon chimérique* à la télévision, un soir de Victoires de la musique ? Trop emmerdatoire, répondront des responsables de programmes qui ne savent même pas que Fauré a composé la musique qui a accompagné le retour des cendres de Napoléon.

Lang, son 1% du budget de l'Etat, Jacques Toubon, sérieux et bûcheur, connaissant ses dossiers sur le bout des doigts, Douste-Blazy dont le sourire et l'affabilité ne masquaient pas la méconnaissance totale des enjeux et le désintérêt pour un ministère qu'il a laissé tel que Catherine Trautmann l'a trouvé : en déshérence. Catherine Tasca qui gère, maussade. Jospin qui s'en fiche, semble-t-il.

De ce projet républicain, égalitaire, qu'était la culture pour tous, on est passé à un ministère empêtré dans une gestion d'épicerie, incapable du moindre grand projet, incapable même d'achever la Cité de la musique. Cette pauvre culture absente de la campagne présidentielle.

M. Vouzémoi et les gentils « Guignols » du candidat Jospin

22 HEURES, rue de Solferino. Le siège du Parti socialiste s'est vidé de la plupart de ses permanents. Au rez-de-chaussée, dans la salle réquisitionnée par l'équipe du site Internet de Lionel Jospin, quelques courageux s'affairaient encore pour mettre en ligne le dernier meeting de leur candidat. Sur le coin d'une table jonchée de parts de pizza, quatre militants, la trentaine fringante, griffonnent sur des bouts de papier.

Ils discutent bruyamment. « *L'idée à faire passer, c'est que Chirac envoie Roselyne Bachelot – la plus avenante des RPR – en bonbon rose, pour présenter un projet qui n'est pas avenant du tout* », insiste l'un d'eux. « *Attention à ne pas tomber dans le sexisme !* », avertit un autre entre deux gorgées de Coca.

« *Pourquoi ne pas commencer comme ça ?* », propose un troisième larron avant de se lancer, à la manière de la voix off du *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, dans une narration haletante et saccadée : « *Jeudi. 13 h 15. M. Vouzémoi regarde Roselyne Bachelot tout de rose vêtue. M. Vouzémoi aime bien Roselyne Bachelot. Car Roselyne Bachelot aime Debré et les pacés, le RPR et la parité...* »

Les quatre compères sont un peu à l'équipe de campagne de Lionel Jospin ce que les « Guignols » sont à Canal+ : un regard caustique et décalé. Tous les soirs, ils se retrouvent au siège du PS pour mettre la touche finale à M. Vouzémoi. Tous les jours, sur le site de Lionel Jospin, cette marionnette de carton-pâte livre son billet d'humeur, photographiée devant les lieux symboles de la campagne, de Toulouse jusqu'au Mont-Saint-Michel. Il brocarde gentiment et quotidiennement Jacques Chirac avec ses commentaires faussement naïfs. « *Nous ne sommes pas des professionnels, ce que nous faisons est sans commune mesure avec le Supermarché des "Guignols"* », tempère Stéphane Frendo, documentariste de métier et comédien amateur, qui prête sa voix au personnage. Pour faire vivre les chroniques de M. Vouzé-



« Parfois, on aimerait bien se lâcher, mais il faut se retenir, on est sur un site officiel. »

moi, « *il fallait des gens drôles dans la vie et qui soient aussi des politiques* », explique Olivier Faure, directeur adjoint du cabinet de François Hollande, responsable avec Patrick Bloche du site de campagne de Jospin. Pour former sa joyeuse équipe, outre Stéphane Frendo, il a recruté parmi ses amis : François Blouvac, qui travaille à la mairie de Paris, et Olivier Girardin, de l'administration du ministère de l'économie et des finances, rencontrés il y a une dizaine d'années au Mouvement des jeunes socialistes.

Pour préparer leurs textes, les quatre compères se retrouvent parfois à l'heure du déjeuner ou, plus généralement, communiquent dans la journée par courriers électro-



ques interposés. Avant d'enregistrer la chronique, tard, entre 23 heures et minuit, dans les locaux du PS. Les pères de M. Vouzémoi pratiquent beaucoup plus l'autocensure que leurs maîtres des « Guignols ». « *Parfois, on aimerait bien se lâcher, reconnaît Stéphane, mais il faut se retenir, on est sur un site officiel.* » Ils privilégient donc un « *humour tendre* », sans jamais se priver d'égratigner Jacques Chirac, l'invitant par exemple à ne pas se tromper de prompteur quand il passe au journal de 20 heures. Le jour du discours sur l'environnement du président-candidat, M. Vouzémoi pose devant un magnifique coucher de soleil sur le Mont-Saint-Michel avec en fond sonore *L'Été indien* de Joe Dassin, et rappelle avec ironie le rôle de Chirac dans la reprise des essais nucléaires à Mururoa. Ont-ils parfois la peur de la page blanche ? Pas vraiment. « *Depuis le début de la campagne, il faut dire qu'on est extrêmement bien servi par la droite* », rigole Olivier Faure, satisfait d'avoir, avec M. Vouzémoi, créé « *un rendez-vous quotidien, humoristique.* »

Comment Lionel Jospin juge-t-il les facéties de Vouzémoi ? « *Il n'a jamais demandé à valider quoi que ce soit* », assure le bras droit de François Hollande. Même indulgence de la part du directeur de campagne : « *Glavany est un peu le de Greef ou le Lescure du PS : il nous laisse faire ce qu'on veut.* » « *Il a même parlé de Vouzémoi en comité de campagne* », se félicite le responsable du site, qui enregistre entre 10 000 et 20 000 visites par jour. Mais ce dont les quatre apprentis humoristes sont le plus fiers, c'est que leur création ait été reprise sur France-Info, LCI ou France 2. En espérant, consécration suprême, que leur marionnette ait un jour... sa marionnette aux « Guignols » !

Stéphane Mandard
(Le Monde interactif)

★ www.lioneljospin.net

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Un mémorandum du sultan du Maroc

LE SULTAN DU MAROC a fait tenir au président de la République un mémorandum dans lequel il réclame de nouveau une révision profonde du traité de protectorat et un renforcement de l'exécutif qui permettrait l'ouverture de négociations franco-marocaines en vue d'une définition nouvelle du statut de l'empire chérifien. Lors de son voyage de l'automne 1950, Sidi Mohammed Ben Youssef avait remis deux notes assez différentes de ton : la pre-

mière, le 11 octobre, à l'occasion d'un entretien à l'Élysée, ne postulait pas expressément l'abrogation du traité de protectorat ; mais dans la conversation le souverain s'était montré plus hardi, comme il le fut dans la rédaction d'un second texte remis le 2 novembre au Quai d'Orsay, avant son départ, et qui demandait, lui, une révision radicale du statut du Maroc. Le Quai d'Orsay ne pouvait que constater l'évolution de l'attitude chérifienne, tandis que le

cabinet impérial publiait un communiqué proclamant le « *désaccord* » entre les thèses française et marocaine. Le nouveau texte chérifien reprend l'essentiel des revendications formulées par le souverain à l'automne de 1950. Rédigé sur un ton très ferme et même pressant, il réclame la modification du traité de protectorat, non sans rappeler la sagesse et la patience dont a fait preuve depuis deux ans le Maroc.

(22 mars 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



<http://www.lemonde.fr/utls>

■ **Révisions.** Plus de 500 sujets corrigés pour s'entraîner dans toutes les matières et pour toutes les séries du baccalauréat.

www.lemonde.fr/education/bac_amales/

■ **Semaine de la presse à l'école.** Les spécialistes de l'image du *Monde* et du monde.fr vous répondent sur <http://forums.lemonde.fr>

CONTACTS

► **RÉDACTION**

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;
téléc : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**

Par téléphone : 01-42-17-32-90

Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>

Par courrier : bulletin p. 32

Changement d'adresse et suspension :
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**

Site d'information : www.lemonde.fr

Site finances : <http://finances.lemonde.fr>

Site nouvelles technologies :

<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► **TÉLÉMATIQUE**

3615 lemonde

► **DOCUMENTATION**

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► **COLLECTION**

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► **LE MONDE 2**

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : *L'Amérique guerrière*.

■ Tirage du *Monde* daté jeudi 21 mars 2002 : 536 582 exemplaires.

1-3

Chaque week-end, retrouvez le grand dossier du Monde

Cette semaine :

L'Italie du refus

8 pages à explorer et à conserver

samedi 23 mars dans *Le Monde* daté dimanche 24 - lundi 25 mars

DES LIVRES

VENREDI 22 MARS 2002

LITTÉRATURE

Vitalité linguistique, les cannibales, « Les Fiancés » de Manzoni, chef d'œuvre fondateur du roman italien, les rebelles...

pages II à VI



HISTOIRE
pages VIII et IX

RÉFLEXIONS D'INTELLECTUELS SOUS L'ÈRE BERLUSCONI

Paolo Fabbri, Remo Bodei, Gloria Origgi, Gianni Vattimo, Ugo Volli

pages X et XI



L'ÉDITION
pages XII et XIII

PORTRAIT



Jean-Noël Schifano
page XIV

Dans le conflit

Et vinrent les années du conflit. Vinrent des guerres voisines, d'abord, les guerres dans l'ex-Yougoslavie, ensuite des guerres lointaines, sans frontières, ou plutôt « sans limites », comme les guerres asymétriques – des armées conventionnelles, contre d'autres formes, inédites, de belligérance –, décrites et prévues par les deux colonels chinois Qiao Liang et Wang Xiangsui. Le monde des nouvelles guerres et des guerres « anciennes », comme l'israélo-palestinienne, occupe à chaque instant notre esprit et nos émotions, c'est le paysage mental et sentimental dans lequel nous vivons.

La guerre, qu'elle soit symétrique ou asymétrique, demeure toujours un conflit désastreux, tout comme le terrorisme, violence irresponsable contre des innocents, tel Marco Biagi, assassiné le 19 mars, à Bologne. Alors que le conflit entre des parties légitimes et sociales est fructueux et nécessaire dans une démocratie ayant atteint un bon niveau de maturité et d'accomplissement.

Aujourd'hui, un citoyen italien peut ouvrir un compte dans les banques du chef du gouvernement. Contracter une assurance-vie dans des compagnies du chef du gouvernement. Acquérir une maison dans les sociétés immobilières du chef du gouvernement. Payer sa maison avec un crédit du chef du gouvernement. Se constituer une retraite complémentaire avec le programme d'épargne du chef du gouvernement. S'abonner aux chaînes payantes du chef du gouvernement. Se procurer en kiosque les journaux du

■ Daniele Del Giudice

chef du gouvernement et en librairie les livres des maisons d'édition du chef du gouvernement Il y a peu encore, il pouvait acheter des fruits, des légumes et de quoi se nourrir dans les supermarchés du chef du gouvernement, et s'habiller dans les grands magasins du chef du gouvernement. En outre, aujourd'hui encore, le citoyen peut suivre dans les tribunaux les procès contre le chef du gouvernement.

Il le peut, il n'y est pas contraint. Cette distinction entre libre choix et contrainte sépare le fascisme de la démocratie, fût-ce une démocratie atypique. La constitution italienne ne prévoit aucune norme qui interdise au citoyen un éventail aussi large de possibilités d'achat par une seule personne et qui empêche une seule personne de vendre tant de produits et de services quand il est, lui-même, au service de la communauté, en qualité de chef du gouvernement. D'autres démocraties, sou-

Nous avons demandé à l'auteur du « Stade de Wimbledon » de s'exprimer sur sa conception du rôle de l'écrivain.

La situation de l'Italie ne pouvait donner à son intervention qu'un caractère politique, justifié par un large mouvement d'écrivains et d'intellectuels, comme l'illustrera le dossier « L'Italie du refus » (« Le Monde » daté 24-25 mars)

vent citées en modèle, comme celle des Etats-Unis, ont tracé, depuis longtemps, des limites et des frontières entre les différents pouvoirs.

Il n'existe pas en Italie de norme constitutionnelle qui empêche tout cela, et là où il n'y a pas norme, il y a anomalie. C'est une anomalie de la démocratie, car la valeur et le sens de la démocratie consistent dans la multiplicité des sujets et dans la distinction des pouvoirs : économique, politique, juridique, médiatique et ainsi de suite. Le conflit est vitalité, et il est plus que légitime, car c'est la confrontation entre des sujets pluriels qui représentent des intérêts divers, avec des rôles divers : en revanche, il se dénature et devient paradoxal quand une seule personne réunit en elle des subjectivités multiples. Comment Berlusconi, obligé d'être partie et contrepartie de lui-même, peut-il chaque fois trancher dans le conflit qu'il renferme en lui-même ? Même si nous voulions croire nous aussi dans sa bonne foi, comment dissiper le soupçon que certaines de ses initiatives soient à son avantage avant d'être à l'avantage de la communauté ? Ce n'est pas le moment de faire de la propagande ni de jouer les *J'accuse*. Je veux simplement dire ici que le cas Berlusconi non seulement est complexe et dangereux par son anomalie, mais me paraît une absurdité de la démocratie.

Le manque, à ce jour, d'une norme dans le conflit d'intérêts, le manque d'un conflit « normé » et normalement démocratique, est, en



Rome

grande partie, de la responsabilité de la gauche italienne qui a gouverné pendant cinq ans sans jamais parvenir à une solution définitive de ce problème. C'était la première chose à faire pour conjurer, aujourd'hui, une étrange forme d'endogamie parlementaire : la majorité de centre-droit propose une loi sur le conflit d'intérêts, loi dont Berlusconi, leader de la majorité même et chef du gouvernement, est le premier destinataire.

Les cinq années de gouvernement de centre-gauche ont produit beaucoup sur le plan de la chose publique : elles ont conduit le déficit de l'Etat, l'inflation et le chômage dans les paramètres de Maastricht, c'est-à-dire l'Italie en Europe, et ont permis d'importantes réformes. Toutefois, le centre-gauche a échoué dans nombre de ses objectifs politiques, et nombreuses ont été les erreurs qui ont amené à la défaite électorale. Les réformes institutionnelles doivent être faites avec toutes les forces en présence, tous les joueurs doivent établir ensemble les règles du jeu : mais était-ce vraiment la seule solution, de choisir pour interlocuteur privilégié Berlusconi, sur lequel pesaient le problème du conflit d'intérêt et une charge de poursuites pénales, plus graves encore que celles qui demeurent d'actualité ? Dans une législation qui expérimentait pleinement l'« alternance », le centre-gauche a employé un vieux modèle, démodé, celui de l'implication de l'adversaire.

Aujourd'hui, où les Démocrates de gauche demandent de l'aide et des « idées nouvelles », j'estime que la tâche la plus urgente serait de restaurer un rapport avec le corps social. Dès le lendemain de la défaite aux élections, ils auraient dû sortir de leurs bureaux ou des sections du parti, faire du porte-à-porte chez les électeurs et leur demander : « Pourquoi n'avez-vous pas voté pour nous ? » Il n'est pas trop tard pour le faire.

On sent chez tous le désir de participer, de descendre dans la rue et

surtout d'être solidaires, même si l'on sait bien que tout ne peut pas se résoudre par un « à chacun de se débrouiller » et que la démocratie est représentative. Le problème, c'est que la représentativité doit trouver et mériter un nouveau crédit. Depuis longtemps, en Italie, cette question de la politique solidaire a trouvé une réponse dans les mouvements spontanés et autogérés, dans les centres sociaux, dans le volontariat sur le terrain, dans les mouvements d'antimondialisation. A l'époque de « l'individualisme accompli », on voit naître le désir de participer à une communauté partagée.

D'autres ethnies, d'autres cultures sont entrées dans cette communauté. Ce n'est pas difficile pour nous, Italiens, avec nos visages sémites et nos corps levantins, avec nos mots d'origine latine et grecque, mais aussi arabe, germanique, espagnole, legs et patrimoine sur notre peau et dans le lexique des immigrations naturelles et des dominations, pour nous, émigrants du XX^e siècle en Amérique, en Amérique du Sud, en Allemagne, en Belgique et dans les nombreux « ailleurs » du vaste monde, pour nous il n'est pas difficile de reconnaître nos pères et les pères de nos pères parmi tous ceux qui abordent sur nos côtes, avant-garde infime des milliards de ceux qui ont besoin de survivre. Ni de savoir qu'on ne peut demander aux Pakistanais, aux Maghrébins, aux Sénégalais qui se noient dans le canal d'Otrante ou dans le canal de Sicile s'ils ont en poche un contrat de travail. Là aussi, il y a un conflit, entre vocation d'accueil et nécessité d'une réglementation juridique, entre évaluation de la richesse qu'on en retire et défense des biens jusque-là conquis. Et, naturellement, conflit entre la loi sur l'immigration approuvée par le précédent gouvernement de centre-gauche, fortement avancée et libérale, et celle à laquelle travaille aujourd'hui le centre-droit, fortement restrictive.

Si j'ai parlé du conflit, c'est parce

que tel est l'horizon mental et sentimental dans lequel nous vivons. Peut-être le journal qui m'a offert l'espace de cette intervention attendait-il un article sur la littérature. Mais il y a des urgences qui exigent d'être aussitôt exprimées, avec

clarté, et, en tant qu'écrivain, je sais que la littérature ne se réduit jamais à l'actualité immédiate, elle anticipe ou encore se souvient, elle est toujours avant ou toujours après.

★ Traduction : René de Ceccatty

MARCEL
PROUST

Carnets

ÉDITION ÉTABLIE ET PRÉSENTÉE PAR
FLORENCE CALLU ET ANTOINE COMPAGNON

Tout lecteur de la Recherche s'est demandé comment Proust avait commencé, comment, après des années de désirs et de faux départs, il s'était mis pour de bon à écrire son grand roman. Ces quatre petits carnets constituent le meilleur témoignage des débuts hésitants de l'œuvre, puis de son prodigieux accroissement.

GALLIMARD

Vitalité linguistique des polyphonies italiennes

L'usage des dialectes n'est pas une nouveauté. Il suffit de songer, par exemple, au Vénitien Carlo Goldoni, ou, plus près de nous, à Pasolini, Gadda ou Zanzotto pour mesurer l'ampleur des résultats poétiques auxquels ce foisonnement des langues a donné lieu

C'est à travers le néoréalisme que la puissance expressive littéraire change en Italie, vers 1945, et ce changement investit toutes les aires de la création. Il s'agit au départ d'une affaire de cinéma : *Ossessione*, de Visconti, *Rome, ville ouverte* et *Paisà*, de Rossellini, déterminent, avec une force incomparable, des lignes nouvelles de remise en question et d'élaboration. Mais à vrai dire, qu'invente le néoréalisme ? Si on relit le texte très actuel d'ouverture programmatique de Vittorini dans sa revue *Il Politecnico*, nous sommes d'emblée sensibilisés par la revendication d'une lecture concrète de la réalité et du réel qui parvienne à faire taire ou à donner un corps nouveau à des « fureurs » jusque-là abstraites.

Ce projet passe par deux expérimentations préalables : d'une part, découvrir quelles sont les lignes et les possibilités nouvelles ; de l'autre, reprendre historiquement un discours critique que la littérature de l'époque fasciste a mis de côté. Visconti et Rossellini, sans doute avec une part fortement inconsciente, reflètent dès leurs premières œuvres cette double instance : et si *Ossessione* retravaille dans un climat méridionaliste la trame d'un roman américain, *Le facteur sonne toujours deux fois* de James Cain, il est vrai aussi que *La terre tremble* reprend le discours déjà tracé par le « vérisme » de Giovanni Verga à travers l'histoire des *Mala-voglia*. Rossellini, quant à lui – évitant fiévreusement toute idéalisation symbolique ou métaphorique –, est encore plus explicite, grâce à une nouvelle utilisation de l'image : et si avec Anna Magnani il exprime la puissance d'une continuité de son époque avec un passé traditionnel et miraculeux, il n'hésite pas à arracher à l'Amérique, en la personne d'Ingrid Bergman, les séductions qu'il va redéployer dans une remise



Bologne

en question et en forme des clichés expressifs.

Cette liaison étroite avec le cinéma est importante parce qu'elle force la création littéraire à reconsidérer son lexique et sa syntaxe : ce sont de nouvelles modalités langagières qui vont être utilisées, à partir de la grande influence que le cinéma, en même temps qu'une massification des journaux, détermine. À côté d'une langue moyenne contre laquelle vont bientôt se déchaîner les foudres de Pasolini, précédé en cela par Carlo Emilio Gadda, la langue non officielle, la langue de création, cherche à se frayer ses propres chemins. Pour cela, elle puise dans ce vaste réservoir d'identités non nationales qui tracent le territoire géographique et historique d'une Italie, tout compte fait, très jeune, si

l'on considère que son unité date de 1861-1871, et que le passage de la monarchie à la République n'a eu lieu qu'en 1946. Ce sont donc, alors, les dialectes qui fournissent l'apport majeur pour ce renouveau.

L'instance dialectale n'est pourtant pas un fait nouveau dans l'histoire de la littérature italienne et il suffirait de citer les exemples majeurs, et désormais classiques, du Vénitien Goldoni, du Romain Belli ou du Milanais Porta pour se rendre compte de l'ampleur des résultats poétiques auxquels ces auteurs étaient parvenus à d'autres époques ; même si, dans leur cas, le dialecte ne s'élaborait qu'extérieurement à la langue italienne.

C'est la leçon de Verga qui s'impose à la nouvelle littérature comme étant la plus profondément réfléchie, se situant loin de tout marquage pictural, et réalisant la nécessité d'une véritable unité d'intentions et de résultats qui passe par les modalités intérieures du discours indirect libre. Mais c'est aussi à partir de la grande réflexion de Gadda sur la polyphonie plurilinguistique et sur l'expressionnisme dialectal, travaillant le corps même de la langue – dans des textes comme *L'Adalgisa* ou *L'Affreux Pastis de la rue des Merles* –, que s'élaborent la plupart des nouvelles formes stylistiques. On assiste ainsi à une lente décadence du dialecte en tant que forme traditionnelle de création – comme dans le théâtre

d'Eduardo De Filippo –, mais en même temps à sa revitalisation par d'importantes infiltrations dans les tissus de l'italien.

Ces expériences seront nombreuses, même si leur caractère commun reste souvent secret. Le cas le plus explicite, et sans doute l'un des plus connus, est l'expérience poétique dialectale de Pasolini, *Poesie a Casarsa*, qui s'inscrit dans un classicisme particulier, excluant toute formulation d'avant-gardisme pour confirmer les valeurs les plus immédiates de la perception, laissant filtrer les caractères intacts d'un monde clos où tout apparaît dans les couleurs étincelantes de la révélation immédiate. Se prépare ainsi le dessein lexical et expressif des romans des bourgeois romaines, *Ragazzi di vita* et *Una vita violenta*, où le dialecte se charge des déformations et des bouleversements aptes à rendre compte de la complexité des vies et de leur force vitale face à la réalité et à la vérité implacables d'un no man's land, ni ville ni campagne, la banlieue.

Un autre poète du nord de l'Italie, Andrea Zanzotto, est attentif aux effets et au foisonnement des langages : le dialecte particulier qu'il utilise fait ressortir comme une magie incantatoire et prophétique, et parvient aussi souvent à se glisser à l'intérieur d'autres formes complexes d'oralité – celle de quelques films de Fellini, par exemple, *Casanova* ou *E la nave va*, pour les-

quels le poète a offert sa contribution. Il s'agit, à chaque fois, surtout pour la poésie, de défaire les marques des dialectes pour en faire un langage propre.

La prose n'échappe pas à cette tentation très déterminée dans l'aire historiquement culturelle de l'italien, et parmi les auteurs qui ont largement utilisé le dialecte et dont l'expérimentation est très liée aux recherches du néoréalisme, ressortent deux noms, l'un Lombard, Giovanni Testori, l'autre Sicilien, Stefano D'Arrigo. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une prose aux tonalités fortement poétiques, où le lyrisme naît d'une utilisation obsessionnelle des formes dialectales, qui travaillent la langue jusqu'au paroxysme. C'est à travers des formes qui se situent dans le monologue ou le dialogue de scène que Testori parvient à exprimer le maximum de puissance de fulguration d'une réalité dégradée et que la langue va résorber dans l'ascèse de ses rites ; le renouveau d'un christianisme exacerbé passe par un baroque puissant et emprunte la violence des chemins aux perspectives dualistes, faisant ressortir les anciennes architectures du bien et du mal que seul un dialecte complexe et provocateur parvient à absorber : la violence du scénario de *Rocco e ses frères*, auquel Testori offre une collaboration essentielle, ne reflète que

continuité historique et géographique. Encore une fois, c'est la leçon de Verga qui a déterminé un champ constant de réflexion et d'inspiration : sans parler des premières pièces théâtrales de Pirandello, entièrement rédigées en dialecte sicilien et traduites ensuite par l'auteur lui-même pour la scène nationale italienne, où la consonance dialectale marque très fortement l'ensemble des structures narratives. Dans ce sens, Pirandello, surtout à travers ses nouvelles, est l'auteur qui centralise des modalités expressives dialectales comme condition nécessaire d'une littérature surgie du « lieu », et raccorde celle-ci à une histoire qui ne cesse de retracer ce « lieu ».

C'est sur cette ligne constante de confrontation linguistique avec l'essence même du dialecte que surgit la grande prose de deux auteurs siciliens tels que Leonardo Sciascia et Vincenzo Consolo – et cela, malgré leurs différences importantes –, où le réseau des trames narratives retraçant le monde particulier des vérités et des mensonges est indissociable de la profondeur de la saisie expressive. Le modèle mental que ces deux auteurs revendiquent est celui d'une pensée fortement illustrée par le siècle des Lumières et le positivisme, incluant aussi leurs dérives : et pourtant, cela est insuffisant pour expliquer la puissance de leurs écritures respectives si on ne les filtre pas à travers la violence de l'inspiration dos-

toievskienne dans le cas de Sciascia, de la violence lyrique de l'inspiration à partir du symbolisme français dans le cas de Consolo. Pour l'un comme pour l'autre, l'expression redéfinit en fin de compte un geste et un acte de « suspension » : suspension de la trame et du jugement sur la réalité qui n'est dite qu'à travers sa description extérieure, mais aussi suspension linguistique entre langue commune et particularismes dialectaux : seul acte capable de revitaliser l'épuisement propre aux langues assujetties, elles aussi, à la mondialisation. Et toujours, sur cette grande scène de l'Italie, s'étale l'ombre puissante de la vibration plurilinguistique de C. E. Gadda.

★ Jean-Paul Manganaro est universitaire, essayiste et traducteur, notamment de Carlo Emilio Gadda, d'Italo Calvino et de Roberto Calasso – dont paraît, chez Gallimard, un essai, *La Littérature et les Dieux* (190 p., 15,50 €). La critique de cet ouvrage paraîtra dans un prochain « Monde des livres ».

Jean-Paul Manganaro

modérément la violence verbale de l'ensemble de ses œuvres. Stefano D'Arrigo, quant à lui, soutenu par Vittorini et par l'éditeur Mondadori, publié en 1975 *Horcynus Orca* – qui n'a jamais été traduit en français –, 1 200 pages élaborées en vingt ans de travail, immense épopée du pêcheur sicilien 'Ndria qui, en 1943, revient chez lui en traversant le détroit de Messine et plonge dans les visions d'une mythologie païenne monstrueuse et hallucinatoire. Là aussi, la masse expressive est obsédée par une invention linguistique déchaînée.

À côté de ces singularités expressives qui surgissent comme des îles dans le vaste archipel de la littérature italienne contemporaine, les dialectes exprimant une forte vitalité linguistique demeurent le romain, affecté pourtant presque uniquement à l'aire cinématographique, et le napolitain, qui a vu un grand renouveau littéraire avec les textes pour la scène d'Enzo Moscato. C'est le dialecte sicilien qui l'emporte néanmoins dans une pratique littéraire s'inscrivant dans sa

L'aigle à deux têtes

Carmine Abate rend hommage à une langue antique pour retracer

la vie somnolente d'une communauté albanaise en Calabre. Fidèle à la nostalgie des rhapsodes

LA RONDE DE COSTANTINO (Il Ballo tondo)
de Carmine Abate.
Traduit par Nathalie Bauer,
Seuil, 224 p., 19 €.

Vision de majesté hautaine, d'autorité imperméable au doute, l'aigle bichéphale serait presque l'emblème d'une pérennité suprême, alors même que les blasons qui s'en parèlent ont cessé d'impressionner, renvoyés au musée des nostalgies politiques.

Partout, sauf sur le drapeau albanais. Et à Hora, petit bourg calabrais, partagé entre un passé mythique – des réfugiés albanais se fixèrent là cinq siècles plus tôt pour fuir le joug turc – et un monde contemporain qui peine à mordre sur la torpeur ambiante, les hommes s'exilent dans le Nord, jusqu'en Allemagne, pour que les anciens vivent dans cette parenthèse oubliée du temps où les châteaux sont minuscules comme des jouets, vertiges arriérés à la vie par les relents de cuisine qu'on y mijote, ail, friture et crème de fèves.

À Hora, la légende se confond avec le réel. Les époux partent pour le Nouveau Monde sans

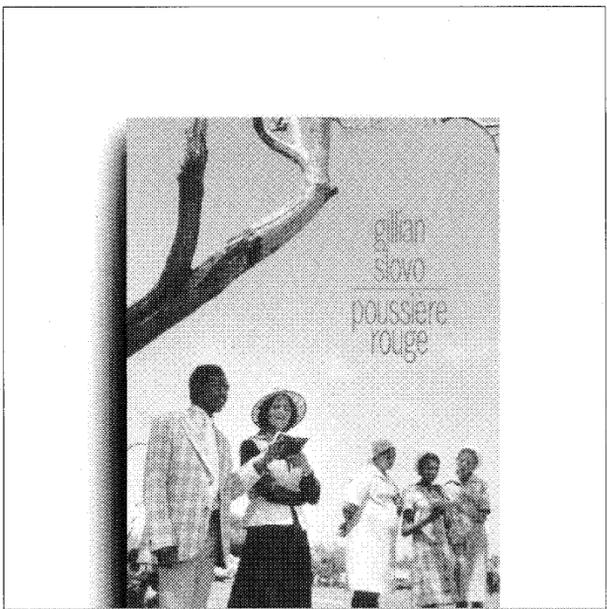
jamais s'embarquer, « *Méricains* » d'imposture, les fiancés séduisent et s'évaporent, semant le déshonneur sur d'honorables foyers, les vengeances se font fulgurantes, anonymes et couvertes par un voisinage qui ne commente que tacitement la fièvre souterraine de la communauté. La curiosité d'un maître d'école, soucieux de comprendre et d'intégrer cette enclave somnolente en en listant l'inventaire sur son petit agenda, tente bien d'en réveiller la mémoire à coups de commémorations et de projets muséographiques. Mais c'est Costantino, grâce aux récits de son grand-père Nanni Lissandro, qui peut seul faire le lien entre deux réalités qui se complètent sans dialoguer. L'enfant a vu le Nanni baiser rituellement la berge où les premiers Arbëreshë arrivèrent ; l'enfant a mieux perçu les rythmes de la *vallja* ou du *vajtim* funèbre qu'il n'a saisi le « dialecte "africain" » de son beau-frère le Trentin, lui qui n'a appris le *litisht*, c'est-à-dire l'italien, qu'en fréquentant l'école. Lui seul donc voit l'aigle à deux têtes comme une créature vivante. Autrement réelle que le spécimen empaillé exhibé par le maître, fier de com-

menter la suture des deux cous. Même si l'enfant finit par admettre qu'à ceux qui ne voient que le monde ordinaire il vaut mieux ne plus raconter le prodige, magnifique, qui se reproduit pour lui seul lorsque les rayures faites par les serres de l'oiseau sur le capot de la voiture paternelle sont imputées aux enfants de Corone (« *Incroyable, les fils de pute qu'il y a dans ce village* », maugrée le « Méricain » en découvrant la Mercedes outragée).

Pour Costantino, ces leçons définissent une mission secrète, destin des fils (« *comprendre les pères, qui sont incapables de vous le rendre* ») et plus largement des hommes, si « *la vie est comme une feuille* », résumé de la philosophie existentielle du vieux Lissandro.

Acte d'amour à une langue antique oubliée au cœur de la Calabre, le roman d'Abate dit une dette dont il sait ne pouvoir s'affranchir. Superbe lucidité.

Ph.-J. C.



découvrir

quand l'écriture nous donne à comprendre l'information.

Le prix rfi témoin du monde a été attribué cette année à Gillian Slovo, écrivain d'Afrique du Sud, pour son livre *Poussière Rouge* (éditions Christian Bourgois), qui traite des Commissions Vérité et Réconciliation mises en place en Afrique du Sud par Nelson Mandela.

Rfi organise sur ce thème à la Sorbonne, un colloque en présence de l'auteur et de nombreuses personnalités internationales.

Vous pouvez participer en vous exprimant sur le site www.rfi.fr rubrique forum.

rfi
paris 89fm www.rfi.fr

COLLOQUE : 22 ET 23 MARS, 18H30
GRANDE SALLE

Centre
Pompidou

L'INTERDIT (DE VOIR...), L'OBLIGATION (DE REGARDER)

DES ANCIENNES CENSURES AUX NOUVEAUX CONFORMISMES
Avec : Catherine Borgella, Jean François Chevrier, Jean-Louis Comolli, Jean Paul Cornier, Jean-Jacques Delfour, Jean Luc Douin, Arlette Farge, Claude de Givray, Jean-Jacques Lebel, Ruwen Ogien, Emmanuel Pierrat, Christian Salmon, André Schiffrin, Michel Surya, Sarah Wilson

renseignements 01 44 78 46 52 cbolron@cnac-gp.fr

SALON DU LIVRE

LITTÉRATURE

Jeunesse cannibale

En révolte contre les conventions, une nouvelle génération de romanciers s'est imposée au cours de la dernière décennie. Leurs provocations oubliées, quelques auteurs confirment leur talent et troublent le paysage littéraire

Au cours de la décennie passée, une nouvelle génération d'écrivains s'est imposée en Italie, auprès de la critique et du public. Agés de 25 à 35 ans, plus désabusés et désinvoltes que leurs aînés, ces auteurs proposent une littérature moins élitiste et raffinée, se voulant plus en prise avec la réalité et les langages des jeunes nés avec les nouveaux médias. Pour eux, l'écriture est à la fois un acte ludique et un geste de révolte. Peu soucieux de postérité, ils veulent être lus ici et maintenant, surprendre

les lecteurs, les séduire, les effrayer, les amuser. Dans leur attitude effrontée et leur énergie débordante entrait un mélange de provocation et de roulerdise qui déconcerta la critique conventionnelle, prise à contre-pied par leur style, nourri de stéréotypes et d'images issues de la télévision, du cinéma, de la bande dessinée. Et lorsqu'en 1996 certains d'entre eux ont rassemblé des récits dans une étonnante anthologie – dont le titre, *Jeunesse cannibale*, est par la suite devenu une sorte d'étiquette collective –, la péninsule fut

secouée par une querelle des Anciens et des Modernes.

A l'occasion de ces polémiques, des auteurs comme Enrico Brizzi, Isabella Santacroce, Aldo Nove, Matteo Giallizzo ou Tiziano Scarpa (dont on publie *Venise est un poisson*, un très personnel guide aux couleurs et aux parfums de la ville vénitienne – traduit par Guillaume Schpaltine, éd. Christian Bourgois, 160 p., 15 €), ont pu se faire connaître du public. Aujourd'hui le groupe des « cannibales » n'existe plus. Provocations et excès sont oubliés et, dans les

ouvrages de ces auteurs, la nostalgie des sentiments perce derrière le vernis nihiliste. Parmi les nombreux jeunes romanciers qui ont débuté au cours des années 1990, quelques-uns sont désormais des écrivains confirmés, certaines aspérités de leurs romans étant désormais derrière eux. Mais s'ils ne sont plus « affreux, sales et méchants », comme l'avait affectueusement souligné le critique Edoardo Sanguineti, ils sont certainement plus mûrs et, l'âge aidant, plus conscients de leurs moyens expressifs.

C'est le cas de Niccolò Ammaniti, le plus doué du groupe, qui avec son troisième roman, *Je n'ai pas peur* (1), confirme son extraordinaire talent de narrateur, capable d'exploiter les ressorts romanesques les plus traditionnels pour une reconstitution détaillée du réel, à laquelle il superpose des atmosphères alliant horreur et merveilleux. Ce qui rend ce mélange possible, c'est l'adoption du point de vue du jeune protagoniste et narrateur du roman, Michele, un enfant de neuf ans d'un petit village du sud de l'Italie. C'est là, pendant l'été le plus chaud du XX^e siècle, entre une course à bicyclette et un match de foot, qu'il découvre le secret effroyable qui bouleversera à jamais sa vie et lui apprendra que le monde des adultes et des parents n'est pas tel qu'il l'avait idéalisé, dans son imaginaire d'enfant. Pour ce roman d'initiation à l'horreur du monde, Ammaniti a su évoquer avec précision l'univers des enfants, leurs langages, leurs codes et leurs rites. L'intrigue à l'allure de thriller lui servant surtout à montrer le parcours douloureux de Michele pour s'affranchir des fables de l'enfance et ouvrir les yeux sur la réalité.

L'accompagne caractérisent aussi les sept nouvelles composant *Les Ours* (3), où, tout en exploitant des thématiques et des genres différents, la romancière aborde plusieurs facettes de l'univers culturel des jeunes.

Une jeune femme qui refuse de grandir et d'accepter les contraintes de l'âge adulte est l'héroïne de *La folie* (4), le septième roman de Rossana Campo. Comme la plupart de ces jeunes narrateurs, elle a opté pour un langage éloigné de tout esthétisme littéraire, entièrement tourné vers la langue parlée, ses tics et ses obscénités. Avec l'impertinence et l'ironie qui lui sont habituelles, Rossana Campo raconte les retrouvailles imprévisibles et explosives entre sa jeune héroïne – une Italienne résidant à Paris – et son père, qui avait disparu dix-sept ans auparavant. C'est l'occasion, pour la romancière, d'aborder les difficultés des relations familiales et, de manière plus générale, de mettre en lumière les préoccupations d'une jeunesse déboussolée qui refuse les conventions de la société au nom d'une liberté plus facile à déclarer qu'à pratiquer.

Le besoin de liberté traverse également les pages de *Sandrino et le chant céleste* de Robert Plant, premier roman d'Andrea Demarchi (5), qui résonne comme un hymne à l'amitié *on the road* aux tonalités rock-sentimentales. A travers les lettres que le protagoniste envoie à une amie, le lecteur suit le voyage de deux jeunes garçons sur les routes italiennes à la poursuite d'un singulier projet théâtral. En revisitant le genre du roman épistolaire, l'écrivain piémontais a voulu explorer les mythes des jeunes générations, avec en bande-son quelques figures historiques de l'épopée du rock. Avec d'autres auteurs de leur génération qui se sont engagés dans des voies différentes, Ammaniti, Ballestra, Campo et Demarchi contribuent à faire bouger un paysage littéraire italien dont la richesse n'est plus à démontrer.

Fabio Gambaro

- (1) Traduit par Myriem Bouzahr, Grasset, 324 p., 19,80 €.
 (2) Traduit par Nathalie Bauer, Seuil, 188 p., 18 €.
 (3) Traduit par Jean-Paul Manganaro, Seuil, 266 p., 19,50 €.
 (4) Traduit par Michel Plon, Fayard, 234 p., 17 €.
 (5) Traduit par Nathalie Bauer, Le Serpent à plumes, 156 p., 16 €.

Le brassage verbal de Camilleri

Les fictions du créateur du détective Montalbano mêlent italien et dialecte sicilien

L'histoire progresse par saccades, chez Andrea Camilleri. Après avoir consacré la plus grande partie de son existence à la mise en scène et à la production de pièces ou de films, ce vieux monsieur (il est né en 1925 dans la ville d'Agrigente, en Sicile) s'est taillé un succès brusque et tardif dans le domaine littéraire. Tardif, mais considérable : l'engouement des Italiens ne se dément pas pour les récits de cet écrivain savoureux, drôle et singulier, dont la langue mêlée de dialecte sicilien a réussi à séduire aussi les lecteurs français. En témoigne l'avalanche de livres portant son nom. Le créateur du détective Montalbano devient l'un des héros de la littérature italienne en France. Et le héros d'une langue vivante, sonore, emblématique de la diversité linguistique italienne.

Homme de plusieurs talents,

Camilleri s'est fait connaître pour sa fiction, lieu privilégié du formidable brassage verbal qu'il pratique depuis ses débuts. Mais son intérêt pour la Sicile, sa patrie, l'a naturellement poussé vers l'histoire de l'île (qu'il a quittée très jeune pour aller étudier le théâtre à Rome) et de ses habitants. Parmi lesquels, évidemment, le dramaturge Luigi Pirandello, né comme Camilleri à Agrigente.

En plus de la biographie que Camilleri consacre à cet illustre concitoyen, deux délicieux petits livres nous rapportent des épisodes du passé sicilien. Le premier, *Un massacre oublié*, retrace la fin tragique de cent quatorze bagnards exécutés dans le sillage de 1848. Le deuxième, *Indulgences à la carte*, s'insinue dans les méandres les plus surréalistes de l'Eglise sicilienne, à l'époque où elle trafiquait – avec profit – des laissez-passer pour le paradis.

Dans ce livre, qui contient un court chapitre de fiction, mais également dans tous ses romans, Camilleri se livre à sa passion du dialecte. Une habitude ancrée dans l'idée que « le dialecte (...) est l'essence même des personnages », comme le déclare l'auteur dans un livre d'entretiens avec Marcello Sorgi, directeur du quotidien *La Stampa*. La difficulté consiste ensuite, pour les traducteurs français, à rendre le parfum de cette langue, sans équivaler dans un pays jacobin. « Traduire Camilleri revient à traduire une langue qui fait des écarts, observe Dominique Vittoz, traductrice des romans publiés par Fayard. Ce qui signifie qu'il faut faire des écarts dans la langue d'arrivée. » A chacun, donc, de trouver ses propres solutions. Louis Bonalumi s'efforce « de suggérer au lecteur, par des formes imaginaires, le même effet que celui que [les mots siciliens]

produisent dans le contexte italien. »

JEUX DE LANGUES

De son côté, Dominique Vittoz a mis au point une stratégie originale, dont le résultat « fonctionne » parfaitement. Originaire de Lyon, où elle enseigne l'italien, cette universitaire a puisé dans le patois de sa ville natale pour infiltrer de l'intérieur le texte de Camilleri. Sans verser dans la couleur locale, elle a choisi des mots morphologiquement proches du français (Camilleri employant lui-même des stratégies phonétiques de rapprochement entre le sicilien et l'italien). « Le jeu de Camilleri avec la langue amuse les gens, indique-t-elle. Il a libéré les Italiens dans leurs rapports avec le dialecte, qui est aussi la langue de la famille. D'où leur amour pour cet auteur. » Il suffit de voir le nombre de romans italiens récents qui ont recours au dialecte pour s'en convaincre.

Raphaëlle Rérolle

- ★ – *Un filet de fumée* (*Un filo di fumo*), traduit par Dominique Vittoz, Fayard, 144 p., 15 €.
 – *La Disparition de Judas* (*La scomparsa di Pato*), traduit par Serge Quadrupani et Maruzza Loria, éd. Métailié, 248 p., 16,5 €.
 – *L'Excursion à Tindari* (*La Gita a Tindari*), traduit par Serge Quadrupani, Fleuve noir, 228 p., 16,50 €.
 – *Indulgences à la carte* (*La Bolla di componenda*), traduit par Louis Bonalumi, Gallimard « Le Promeneur », 126 p., 15 €.
 – *Un massacre oublié* (*La Strage dimenticata*), traduit par Louis Bonalumi, Gallimard « Le Promeneur », 84 p., 14 €.
 – *Pirandello : Biographie d'un fils échangé*, traduit par François Rosso, Flammarion, 300 p., 21 €.
 – *Quelque chose me dit que... entretiens avec Andrea Camilleri*, de Marcello Sorgi (*La Testa ci fa dire*), traduit par Alain Sarraïbayrouse, Fayard, 160 p., 15 €.



Naples

■ DERNIÈRE FRONTIÈRE de Bruno Arpaia

Comme son titre français l'indique, ce quatrième roman de Bruno Arpaia (né en 1957), qui lui a valu le prix Campiello, est un livre de frontière. Un jeune Italien se rend au Mexique pour interroger un vieux républicain espagnol sur sa rencontre, en Espagne – sur la route des Pyrénées à la frontière entre l'Espagne et la France – avec Walter Benjamin, pendant la deuxième guerre mondiale, juste avant le suicide de celui-ci. « *La malchance* », commente le vieil Espagnol. « Sauf que la malchance ne s'est pas contentée de ça, elle l'a poursuivi après sa mort. » Alternativement, de chapitre en chapitre, Arpaia reconstitue magnifiquement le destin de ces deux hommes, au cœur de la pire période du XX^e siècle, traversée par la haine et le désastre, de Guernica à Auschwitz, mais aussi par les figures de Benjamin, Adorno, Arendt... (*L'Angelo della storia*, traduit par Fanchita Gonzalez Battle, éd. Liana Levi, 314 p., 18 €). Jo. S.



■ MATRIOCHKA de Cristina Comencini

Antonia est une femme de 75 ans au riche et lourd passé. Chiara, une jeune romancière, camoufle sa frustration de la fiction en publiant des biographies. Chargée d'écrire un livre sur Antonia, elle en devient l'interlocutrice privilégiée. Cristina Comencini a construit son roman au plus intense du dialogue et de l'intimité. La rencontre entre les deux femmes se transforme en une alchimie où s'affrontent, s'emboîtent et se dévident deux destins. Antonia revit son passé et voit surgir les fantômes des hommes qu'elle a aimés ou cru aimer. Chiara regarde différemment son avenir. Cristina Comencini est une fabuleuse romancière. Elle nous immerge dans une écriture précise, charnelle et ombrée d'humour. Elle manipule avec brio la temporalité du récit, présent et passé, enfance et vieillesse, exaltations et contraintes du corps. Elle recompose ainsi la totalité fragile et victorieuse d'une vie, à partir du rêve, des souvenirs, des fantômes (traduit par Carole Walter, éd. Verdier, 188 p., 15 €). H. Ma.

■ RÉPONDS-MOI de Susanna Tamaro

Comme ses précédents, le dernier livre de Susanna Tamaro s'adresse d'abord au cœur – c'est d'ailleurs un roman intitulé *Va où ton cœur te porte* (Plon, 1995) qui la rendit vraiment célèbre, en Italie puis en France. Sans oublier *Un cœur en chemin*, chez Desclée de Brouwer (1998) et *Au cœur des choses* (Plon/Desclée de Brouwer, 2001). Au fil des trois grosses nouvelles qui composent ce dernier recueil, il est donc question d'être confrontés au malheur : une orpheline dont la mère était prostituée, par exemple, ou la mère d'un enfant anormal face à la vindicte de son époux. Les ressorts littéraires de ces récits ne sont pas évidents, la langue paraissant moins primordiale que le besoin de jouer sur la corde sensible. Mais la violence des sentiments laisse parfois place à des formules ou à des réflexions qui échappent à la banalité (*Rispondimi*, traduit de l'italien par Marguerite Pozzoli, Plon, 218 p., 13 €). R. R.



■ UNE BRÈVE PROMENADE d'Alberto Vigevani

Une rapide évocation du destin d'un juif italien, pendant la deuxième guerre mondiale. Vigevani (1918-1999) fait notamment le récit minutieux du moment où Giorgetto, à Milan, en 1943, s'évade de la prison où le détiennent les fascistes. Pendant cette éphémère escapade, Giorgetto, conscient de la fragilité de sa liberté – le temps de trois cigarettes –, regarde le monde autrement (*La Breve Passeggiata*, traduit par Maurice Actis-Grosso, Arléa, 90 p., 13 €).

JOSÉ SARNEY

SARAMINDA

Roman traduit du portugais (Brésil) par Monique Le Moing

QUAI VOLTAIRE

Crédit photo : © DR

La Société des Écrivains

édite chaque mois 10 nouveaux auteurs Découvrez-les...

Catalogue sur simple demande

Tél : 01 39 08 05 38 fax : 01 39 75 60 11

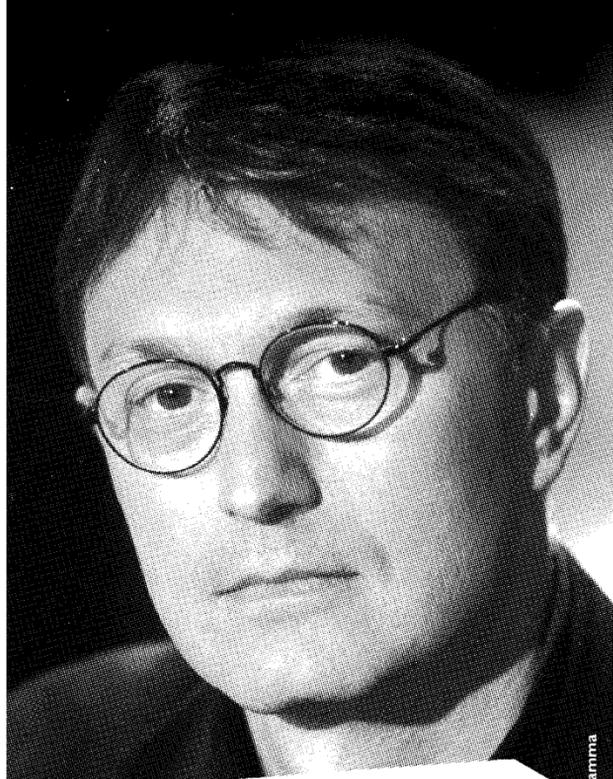
147-149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS

(tableau posté par tous correspondants ou courriel)

Le roman de la destruction du monde

Une lecture décapante des « Fiancés » de Manzoni, chef-d'œuvre fondateur du roman italien, par Salvatore S. Nigro, responsable de son édition critique

Patrick BESSON



I PROMESSI SPOSI (Les Fiancés) d'Alessandro Manzoni. Édition établie par Salvatore S. Nigro, avec la collaboration d'Ermanno Paccagnini, 3 volumes, Mondadori, « Meridiani », 1 400 p., 990 p., 1 250 p., 95 € chaque volume.

Voici un roman, *Les Fiancés*, qui aura marqué toute la littérature narrative italienne depuis sa première parution en 1827. Unique roman du XIX^e siècle, il a la charge impressionnante de représenter à lui seul le modèle d'un genre, dans une culture qui possède par ailleurs de lourdes références poétiques. On est à la charnière de l'illuminisme et du romantisme, on suit les guerres napoléoniennes, on assiste de loin à l'effervescence française. Alessandro Manzoni, né quelques années avant la chute de l'Ancien Régime (en France), est, par son sang même, lié à deux monuments du XVIII^e siècle : son grand-père maternel est Cesare Beccaria, juriste éclairé, auteur du fameux *Dei delitti e delle pene* (*Des crimes et des châtements*) où il promulgue l'abolition de la peine de mort, et son père naturel (qui ne le reconnaît pas) est Giovanni Verri, frère cadet de Pietro Verri, autre illuministe, auteur des *Observations sur la torture*. Manzoni, à son tour, devient un monument. Et pourtant son roman ne marquera réellement que l'Italie

Pourquoi tant de difficultés à traverser les frontières et pourquoi autant d'influence sur deux siècles de littérature ? Alessandro Manzoni était de culture française. Il suivit sa mère à Paris, y vécut, épousa une Suisse francophone et fut fortement influencé par l'historien médiéviste français Claude Fauriel. Le dialogue avec la France ne s'arrêtera pas là. Son plus célèbre poème, *5 mai*, il l'écrivit peu après la mort de Napoléon à Sainte-Hélène. Stendhal l'Italien aura eu plus de chance avec la traversée des Alpes. Il faut dire que l'énorme pavé de Manzoni n'a guère d'attraits pour le lecteur étranger. Du moins en surface.

L'action est située au XVIII^e siècle. L'intrigue ? Un couple de deux jeunes amoureux, deux villageois, est l'enjeu de forces contraires. Un mariage empêché, non pas dans le style de *Roméo et Juliette*, mais sous l'emprise de forces du mal, incarnées par une sorte de démon. Simple prétexte pour une réflexion sur le bien et le mal, sur la religion, la foi, l'hypocrisie ? Est-ce un roman édifiant ? On l'a souvent lu ainsi en Italie quand, peu à peu, il s'est imposé comme un ouvrage destiné aux écoles.

Salvatore S. Nigro, spécialiste de la Renaissance, a créé un événement en Italie en proposant une relecture décapante de ce classique souvent mal compris dans son pays lui-même. Cet ami de Pasolini et de Manganelli, qui lit avec

autant de passion ses contemporains que les manuscrits précieux et oubliés du XVI^e siècle, avait déjà, il y a six ans, consacré un essai, presque romanesque par son style et ses références, à Manzoni : *La Tabacchiera di Don Lisander* (Einaudi, 1996). Essayiste-conteur qui s'amuse à brouiller les pistes trop longtemps balisées par l'académisme, il avait également bouleversé l'image de Pontormo en livrant dans *L'Orologio di Pontormo, Invenzione di un pittore manierista* (Rizzoli, 1998) des clés d'interprétation nouvelles de la vie, de la carrière et de l'esthétique du peintre qui inspira beaucoup le regard cinématographique de Pasolini. Soucieux de retrouver la modernité des classiques, de dépoussiérer les bibliothèques, de redonner vie, hors de toute exégèse sclérosée, à des chefs-d'œuvre du passé, mais aussi à des raretés, Salvatore Nigro est proche du Bar-

italienne, c'est parce qu'il s'agit, au-delà du tableau historique et de l'intrigue sentimentalo-psychologique, d'un plaidoyer (ambigu) pour le roman contre les moralistes français qui condamnaient les romanciers comme « empoisonneurs publics ». Manzoni tente, en guise de réponse, de proposer un « roman moralisé ». Selon Salvatore Nigro, il faut lire *Les Fiancés* comme un dialogue constant avec les modèles qui l'ont précédé, en Angleterre et en France. Tom Jones, de Fielding, ou *La Religieuse*, de Diderot, dont il reprend des thèmes (le viol pour le premier, la vie de couvent pour le second), en les modifiant et en insistant toujours sur la « responsabilité individuelle » de ses personnages.

Mais, surtout, l'originalité, déconcertante pour les lecteurs habitués au sentimentalisme romanesque du XVIII^e siècle, est la disparition pure et simple de

Mort d'Ivan Ilitch, d'un mot du prêtre Don Abbondio, personnage central du roman : « *Il est mort, mais nous sommes vivants.* »

Mais, parmi les contemporains, c'est certainement Giorgio Manganelli qui retint des *Fiancés* la thèse la plus proche de sa propre conception du monde : l'idée d'une « théologie négative », qu'en effet il développa dans ses proses poétiques. L'absence de Dieu ou plutôt la présence d'un Dieu de la destruction, du refus, de la fuite. C'est, bien entendu, cette lecture que privilégie Nigro contre des interprétations plus superficielles, notamment à l'époque néoréaliste, où les lecteurs, frappés par le fait que les deux héros, Lucia et Renzo, étaient « fils d'ouvriers », voyaient dans les *Fiancés* un roman précurseur de la conscience sociale en littérature...

L'autre grand thème des *Fiancés* est le traitement de la peste à Milan. Rappel d'un autre chef-d'œuvre classique, *Le Décaméron* de Boccace. Mais, selon Salvatore Nigro, si Boccace commence par annoncer la peste pour « reconstruire le monde à partir d'un mal qui a détruit la société », Manzoni place l'épidémie à la fin de son livre, c'est-à-dire selon une démarche exactement inverse : « *Il ne veut pas recomposer, mais détruire le monde.* » La force subversive de ce livre tient précisément à cette conception d'un « cheminement vers la destruction ». « *La grandeur de Manzoni, grand lecteur de Machiavel, tient à sa manière de fonder la société moderne sur une blessure qui aurait sa source au XVII^e siècle. Il a assisté aux conséquences de la Révolution française, mais, pour les décrire, préfère recourir au XVII^e siècle. Ce grand penseur, tout imprégné de la philosophie des idéologues, ne supportait pas que la philosophie se soit conclue sur les barricades.* »

Pour quelle raison, se demande tristement Nigro, un tel chef-d'œuvre, « si profondément européen », a-t-il été méconnu en Europe ? Faiblesse des traductions ? Sans doute. Les nuances d'une « écriture intrinsèquement sournoise », aux sous-entendus retors, ont été négligées. Et surtout son « caractère essentiellement littéraire » a été incompris : « *C'est un roman qui ne décrit pas la réalité, mais la littérature elle-même.* » Nigro n'hésite pas à mettre Manzoni sur le même plan que les génies qui ont inventé, chacun, une langue révolutionnant la conception même du style et de la fonction de la littérature : Rabelais, Joyce et, en Italie, Gadda. C'est là sa vraie famille et non celle des romanciers édifiants. « *L'école a essayé de masquer Manzoni, soupire Nigro, j'ai tenté de le sauver du massacre...* »

René de Ceccatty

Salvatore S. Nigro

Né en 1946 à Carlentini (province de Syracuse) de père sicilien et de mère américaine, il est professeur de littérature italienne à l'université de Catane et régulièrement invité aux universités de New York, Yale (Etats-Unis) et à la Sorbonne. Spécialiste du baroque et du maniérisme, il a consacré des essais à Pontormo (*L'Orologio di Pontormo*, chez Rizzoli et deux albums chez Schirmer & Mosel). Ses éditions critiques de Torquato Accetto (*De l'honnête dissimulation*, Verdier) et Masuccio Salernitano font référence. Il est l'auteur, notamment, de *Le Brache di San Grifone* (Laterza), *La Tabacchiera di Don Lisander* (Einaudi). Il collabore au supplément littéraire du *Sole 24 ore*.

thes de S/Z et du Foucault des *Mots et les choses* ou d'*Histoire de la folie*. Comme ses homologues français, il croit certes à la nécessité de l'érudition, mais aussi à l'importance essentielle du style et s'amuse qu'à l'Université il soit de bon ton, pour décrier un chercheur de le traiter d'« artiste, poète, écrivain ». « *C'est tout de même un comble !* » proteste-t-il en riant.

La particularité des analyses de Salvatore Nigro tient d'abord à la précision de ses recherches sur les références théoriques de Manzoni, tout nourri de la lecture des moralistes du XVII^e siècle français : Bossuet, Bourdaloue, Massillon, Nicole. Son édition critique propose les trois versions intégrales successives du roman : *Fermo e Lucia*, *I Promessi Sposi* (version de 1827) et *I Promessi Sposi* (version illustrée de 1840, reproduite en fac-similé). La première version, selon lui, est un « corps-à-corps avec le roman européen » : le modèle est Walter Scott. L'auteur est prétendument anonyme, et le livre est donné pour un manuscrit retrouvé. Dans la version de 1827, le modèle, selon Salvatore Nigro, n'est plus le roman anglais du XVIII^e siècle, mais Cervantès. Le narrateur n'est plus anonyme, c'est le héros lui-même, Renzo, qui se confie. Et seule la dernière version introduit une « dimension métaphysique ».

Si les *Fiancés* ont joué un tel rôle dans l'histoire de la littérature

l'amour. Sur les traces de M^{me} de Staël, Manzoni refuse l'utilisation abusive du sentiment amoureux et lui préfère la description du pouvoir. Il s'en justifie dans une digression de *Fermo e Lucia*, la « version princeps » du roman : dans un dialogue imaginaire, il anticipe les reproches qui lui seront faits : « *Votre histoire ne rappelle rien de ce que les malheureux jeunes gens ont ressenti, elle ne décrit pas les débuts, la montée, les communications de leur sentiment, bref, elle ne les montre pas amoureux.* – Pardonnez-moi : elle déborde au contraire de tout cela, et je dois avouer que c'est même la partie la plus élaborée, mais dans ma transcription et dans ma réélaboration je saute tous les passages de ce genre. » C'est ce dernier point qui a suscité l'intérêt passionné de Leonardo Sciascia, d'Italo Calvino, d'Andrea Zanzotto et de Pasolini pour ce roman qui, comme le rappelle Nigro, « *devrait être lu de manière beaucoup plus négative que didactique.* » Dieu lui-même, n'intervient jamais à titre de providence, mais comme « *un pouvoir d'embrouiller le destin des hommes.* »

BALZAC, GOETHE, TOLSTOÏ

On est certain que Balzac lut le livre, tout comme Goethe, et que, lors de sa visite à Milan, en 1837, il vint voir Manzoni. Il jugea un peu sommairement son chef-d'œuvre, dont il trouvait « *l'intrigue faible.* » Tolstoï lui-même se serait souvenu, pour *La*

■ **LE LAC DE CÔME**, Sur les traces de Stendhal texte de Philippe Berthier, photographies de Patricia Bellei

« *A quoi bon chercher le bonheur, il est sous mes yeux* », écrivait Stendhal dans *La Chartreuse de Parme*. C'est dans ses pas que Philippe Berthier nous entraîne sur les rives d'un des plus beaux lacs italiens. Un lieu à la géographie singulière et tourmentée qui inspira nombre d'artistes : Taine, Ruskin, Flaubert ou Morand que l'on croiserait avec bonheur (*La Renaissance du livre*, 136 p., 39,95 €).

■ **STENDHAL** de Giuseppe Tomasi di Lampedusa

Auteur d'un unique et inoubliable roman, *Le Guépard*, publié deux ans seulement avant sa mort, Lampedusa (1896-1957) donnait dans son palais sicilien, deux fois par semaine, devant un public de jeunes gens, des « leçons », des conférences privées sur la littérature, dont les textes ont été retrouvés après sa mort et figurent dans l'édition italienne de ses œuvres établie par Nicoletta Polo (Mondadori, 1995). Après Byron (Allia, 1999) et Shakespeare (Allia, 2000), Allia édite ce passionnant Stendhal, une visite toute stendhalienne d'une œuvre dont Lampedusa, amateur érudit, se sent proche, admirant sa « *miraculeuse sobriété qui atteint les plus hauts sommets artistiques* » et sa manière de résoudre la question du narrateur, « *la voie la plus courte et la plus orgueilleuse : celle qui peut se définir, en simplifiant, comme la méthode consistant à faire raconter l'histoire par Dieu* » (traduit par Monique Baccelli, éd. Allia, 96 p., 6,10 €).

■ **LES ÉDITIONS ALLIA** continuent aussi leur contribution à la connaissance de l'œuvre et de la personnalité de Giacomo Leopardi (1798-1837) en publiant ou en remettant en vente plusieurs textes. En premier lieu la correspondance de Leopardi avec sa sœur Paolina (1812-1935). Sous le titre *Tu ne sais donc pas que je suis un grand homme*, elle permet de découvrir un Leopardi intime, plein d'humour, moins sombre que la vision habituelle qu'on a de lui, mais aussi Paolina, une femme de culture et d'esprit (traduit par Monique Baccelli, 160 p., 6,10 €). On continuera avec *Journal du premier amour*, suivi de quatre autres textes illustrant un projet de roman autobiographique (traduit par Joël Gayraud, 80 p., 6,10 €) et *Huit petites œuvres morales inédites* (traduit par Eva Cantanavera, 112 p., 6,10 €), en attendant *Le Zibaldone*, à paraître à l'automne. Enfin signalons *Des liens*, de Giordano Bruno (1584-1600), (traduit du latin par Danielle Sonnier et Boris Donné, 128 p., 6,10 €).

■ **LES PLAISIRS et autres textes** de Vitaliano Brancati

C'est le neuvième livre de Brancati (1907-1954) traduit en français. Rassemblant *Les Plaisirs* (délicieuses considérations désenchantées sur la vie comme elle va), *Petit dictionnaire bourgeois* (dont le titre se suffit à lui-même), *Les Deux Dictatures* (réflexions sur la culture) et sept brèves nouvelles (qui peuvent illustrer les trois textes), il est une sorte de concentré de « l'esprit Brancati ». On y passe de l'ironie et de « *la dérision subtile* » qu'on lui connaît, comme l'explique son traducteur dans son excellente préface, à une tentative de « *philosophie politique* », avec *Les Deux Dictatures*, un discours prononcé en 1952 sur « *les causes de l'apparition du totalitarisme et sur les moyens de leur faire obstacle* ». Plaisir du désespoir, de la médisance... plaisir avant tout d'écrire... et plaisir du lecteur de lire un très bon écrivain (traduit et préfacé par Alain Sarrabayrouse, Fayard, 252 p., 18,60 €). Jo. S.



Allez-y voir. Un état d'esprit est un très bon Besson...

François Nourissier
Le Figaro magazine

Peut-être même n'a-t-il jamais été aussi talentueux...

Bernard Pivot
Le Journal du Dimanche

Un sale état d'esprit, évidemment. Mais c'est toujours drôlement bien.

Jean d'Ormesson
de l'Académie française

FAYARD

www.editions-fayard.fr

L'ARBRE A LETTRES
4, rue Bachaumont, Paris 2^e
(Quartier Montorgueil)
tél. 01 45 08 05 44
rencontre avec
MARTIN WINCKLER
à l'occasion de la parution de
Légendes
(Éd. P.O.L.)
le jeudi 28 mars à 19 h.

SALON DU LIVRE

LITTÉRATURE



Venise

L'ingénieur enchanteur Le bouffon grimaçant

Les promenades de Gadda en Lombardie sont le reflet d'un paysage intérieur

LES ANNÉES. VERS LA CHARTREUSE (Gli anni. Verso la certosa) de Carlo Emilio Gadda. Traduit par Jean-Paul Manganaro, préfacé par Gérard-Georges Lemaire, éd. Christian Bourgois, « Les derniers mots », 290 p., 23 €.

La traduction progressive des œuvres complètes de Gadda révèle un écrivain qui a toujours été érudit et obsédé par la question de la langue, du style, de la « machine littéraire », comme l'a très bien souligné son traducteur, Jean-Paul Manganaro, dans son essai *Le Baroque et l'Ingénieur* (Seuil, 1994). Mais le relativement « jeune » Gadda qui est ici présenté est tout de même un écrivain plus classique. Les textes rassemblés sous le titre *Les Années* avaient paru une première fois en Italie dans les années 1940-1941. Or, on s'aperçoit facilement que le paysage, si minutieusement décrit soit-il, avec cette manie de la précision scientifique qu'a toujours eue Gadda, n'est que le reflet d'un paysage intérieur.

La Lombardie qu'il traverse est une carte de signes sociaux, historiques, économiques, littéraires. Aucun paysage n'est entièrement naturel : il porte la marque des rapports humains, du temps historique. C'est peut-être ce que l'on appelle aussi le sentiment poéti-

que. Ainsi cette vision des fermes dans la plaine lombarde : « Chaque fois que nous apercevons la fumée et puis les tuiles brunes et le toit lointain d'une ferme, voilà qu'un rêve est éveillé dans l'âme : une idée de vigueur, de sagesse laborieuse, tenacement fidèle aux travaux nécessaires. »

Dans ses autres analyses (« Technique et poésie », rapide et étourdissante étude de l'émotion esthétique, « L'homme et la machine », une réflexion sur certains thèmes futuristes) et ses descriptions (« Anastomose », spectacle d'une intervention chirurgicale), Gadda met à l'épreuve son propre style, teste la résistance des mots à la violence de l'objet à décrire : si bien que chaque texte devient une mise en cause de l'acte même d'écrire et du regard de l'écrivain. Probablement peu d'écrivains seront allés aussi loin pour traquer les limites de l'écriture et de son pouvoir : sur le sujet d'un corps offert à la chirurgie, l'écrivain interroge non seulement la médecine, mais la perception et la faculté littéraire. Jusqu'ou va la pénétration du regard littéraire face à la technique médicale ? On sera tout aussi stupéfait de l'hommage que Gadda rend à la plage de la Versilia à Forte dei Marmi et à ses illustres visiteurs, et de son analyse inspirée du *Mariage secret* de Cimara, nostalgique d'un enchantement qui ne reviendra plus.

R. de C.

Quand Manganelli transforme une lettre ouverte à l'éditeur en bréviaire pour une littérature de l'impossible

ÉLOGE DU TYRAN (Encomio del tiranno scritto all'unico scopo di fare dei soldi) de Giorgio Manganelli. Traduit par Dominique Féralut, Gallimard, « Le Promeneur », 140 p., 18, 50 €.

Si l'on devait trouver un équivalent français de Manganelli, il faudrait faire appel à deux modèles assez disparates : Blanchot, sans doute, pour ce qui est de l'inépuisable quête du sens de l'écriture... et Ionesco, pour un goût inhabituel du saugrenu et du désespoir sarcastique. Mais peut-être que ces références ne suffiraient pas encore, car il y a aussi chez cet écrivain, mort en 1990, une noblesse, un lyrisme, un panache, qui font que chacun de ses livres est comme une déclamation très forte, solitaire, théâtrale, d'un combat contre des fantômes, devenu rapidement revendication du néant.

Il se crée sa petite mythologie, son panthéon de dieux négatifs, son enfer (comme dans l'angoissant *Maréage définitif*) et son système linguistique et imaginaire, fait de murmures intérieurs, de sons indistincts, de visions cauchemardesques, de rires de sorcières et de longues plages de silence incompréhensible et étouffant.

Il s'agit ici d'un texte publié l'année de sa mort. Une lettre ouverte à l'éditeur se transforme en dialogue avec le lecteur, en manuel de l'écriture vaine, en bréviaire de lecture. Le narrateur lui-même se

présente comme un bouffon, dont le rire grimaçant permet de lâcher quelques vérités grinçantes sur l'acte même d'écrire et la question du néant. A partir de quelques paradoxes sur le vide, Manganelli en arrive à une vraie réflexion sur le fonctionnement de l'imaginaire chez un écrivain et son lecteur. Que sont ces signes qui ne sont, à proprement parler, rien ? L'essence même de la littérature ne serait-elle pas de se dérober à tout réel et même à toute idée ? « En somme, je suis ici, non pas pour améliorer quelqu'un, mais pour faire des choses idiotes, des jeux futiles, et célébrer cette douceur éphémère propre à toute malice du souffle. Non, monsieur, je n'ai pas d'idées ; et je ne veux pas en avoir, parce que rien n'est plus aisé – permettez-moi de le dire – ni plus vulgaire que d'avoir des idées. Oh, ça ne me coûte rien d'avoir des idées : combien coûte un journal ? »

Le tyran supposé (l'éditeur) se mue en fantôme. Le dialogue entre le bouffon et le tyran (l'écrivain et l'éditeur) se métamorphose alors en séance spirite. Et tout tend vers une abstraction, une désincarnation, une mystérieuse désagrégation de la matière. Mais Manganelli est aussi un visionnaire : il met en place un décor lugubre, effrayant, gothique, c'est alors son vrai monde intérieur, tel qu'il apparaît dans la plupart de ses livres. Qu'on n'espère pas toutefois qu'une trame romanesque se mette en place. Son impossibilité même est le sujet du livre.

R. de C.

L'art de la prophétie

Plus de dix ans après sa mort, la relecture des œuvres de Leonardo Sciascia permet de mesurer leur importance

ŒUVRES COMPLÈTES (tome III, 1983-1989) de Leonardo Sciascia. Edition établie, préfacée et annotée par Mario Fusco, Fayard, 1 360 p., 59,50 €.

Il aura fallu trois ans pour que les éditions Fayard, sous la direction de Mario Fusco, réunissent les œuvres complètes de Leonardo Sciascia, mort en 1989 à l'âge de 78 ans. Le troisième et dernier tome paraît ces jours-ci : cela tombe bien, à un moment où les intellectuels italiens prennent violemment la parole pour contester la politique de leurs dirigeants. Assurément, la voix de Sciascia, comme celle de Pasolini, est l'une de celles qui manquent le plus. Cette génération des années 1920 a joué un rôle exceptionnel dans la vie littéraire italienne. Figures civiles et contestataires, profondément attachées aux régions de leur enfance ou de leur jeunesse, leur donnant, chacun à sa manière, une dimension poétique et mythique, Pasolini et Sciascia ne concevaient pas la littérature comme scindée entre une part intime et une part publique. Chaque livre était l'occasion d'intervenir dans la vie sociale et commune.

Sciascia, qui vécut quatorze ans de plus, eut la possibilité d'observer la dégradation de la société italienne, annoncée par Pasolini. Ce sont précisément les textes de la dernière période qui sont ici rassemblés. C'est avec plaisir qu'on relira *Le Chevalier et la Mort* (1988), qui est, selon Mario Fusco, un « condensé de la vision qu'avait Sciascia de la société, menée par des conflits d'intérêts que rien ne semble plus pouvoir contrôler, d'un monde où, à la différence de la gravure de Dürer qui lui a donné son titre, le diable n'est même plus mentionné, puisque l'homme, à lui seul, est désormais capable d'assurer sa destruction ». Mais c'est surtout le Sciascia critique et observateur politique que l'on a envie de redécouvrir. Ce fut un lecteur exceptionnel d'Alessandro Manzoni, qu'il compare à Cervantès, et un grand connaisseur des Siciliens Verga, Lampedusa et Pirandello, mais aussi de Stendhal qui ne s'aventura jamais jusqu'en Sicile, dont pourtant il parlait souvent.

Mais ce sont les articles publiés dans le *Corriere della sera* et réunis sous le titre *En future mémoire* qu'on a passionnément envie de lire. Tout fait divers ou politique, toute lecture est le prétexte d'une

réflexion approfondie. Bien des phrases pourraient être mises en exergue d'articles politiques. Et d'autres mêmes pourraient être publiées dans les journaux actuels sans qu'on change une ligne. Ainsi cette défense d'Adriano Sofri, pour la libération duquel se battent encore les écrivains, quatorze ans plus tard : « J'ai eu un ami (ami aussi de Vitaliano Brancati, qui en parle dans un récit en changeant son nom) dont l'idée et le sentiment qu'il se faisait de la révolution l'aurait poussé à incendier le monde, surtout dans la période fasciste, mais il n'y avait pas une personne, quoi qu'il en pensât, qui ne fût digne de son respect. C'est l'impression que me donne Sofri, davantage par son caractère que par une désillusion idéologique et des réflexions sur cette désillusion : et je peux imaginer ses excès d'autrefois, mais entre les excès et le meurtre – à froid, par-dessus le marché, et commandité à d'autres –, il y a une grande différence. »

Le troisième tome propose enfin une série d'inédits en français et certains textes devenus introuvables comme *Fables de la dictature* et *La Sicile, son cœur* (des poèmes). Le recueil se termine par des « interviews impossibles » : le comique de l'absurde y est utilisé par Sciascia, qui y a eu souvent recours dans ses romans, même les plus désespérés, et, bien entendu, dans certaines de ses chroniques, notamment l'une sur « l'inexistence de Borges » (dans les *Petites Chroniques*, 1985) : Borges, selon un article (paru dans nos colonnes...), serait un personnage imaginaire inventé par un groupe d'écrivains (dont Bioy Casares) et incarné par un acteur de second ordre. Sciascia récupère la nouvelle farfelue par un merveilleux résumé de l'œuvre même de Borges : « La nouvelle de l'inexistence de Borges est une invention qui se situe dans l'ordre des inventions de Borges, un produit et un complément de l'univers borgésien, le point de soudure de la circularité borgésienne, du système borgésien. » Et pour conclure par une modeste réflexion sur la notion d'auteur : « Un livre n'est que la somme des points de vue sur le livre, des interprétations. La somme des livres, totalisant ces points de vue, ces interprétations, sera le livre. Qu'importe donc qu'un homme nommé Jorge Luis Borges en ait écrit dix ou vingt ou aucun, si, par ailleurs, on ne sait ce qu'il a vraiment écrit ? Et ainsi en soit-il de nous. »

R. de C.

■ **LE PENDU** de Claudio Piersanti

Deuxième roman de cet écrivain de la génération des « années de plomb » à être traduit (sans compter deux œuvres pour la jeunesse), *Le Pendu* se réfère au jeu de tarots : figure de l'incertitude. « Certains, par le passé, l'avaient trouvé intelligent, se reprocha Cane, mais ils se trompaient. Ils ne connaissaient pas ses brusques vides mentaux, sa paresse répugnante, ses temps de réactions trop longs. Depuis quelques heures, par exemple, il n'arrivait pas à trouver son spray nasal, il avait dû le ranger quelque part et ne se souvenait pas où. Parfois, il attribuait ces défauts aux longues attentes de sa vie (...). » Il y a comme dans tous les livres de ce romancier désenchanté et intérieur un mélange d'action violente (c'est l'histoire d'un tueur) et de sentiment poétique, de réserve, de suspense de l'émotion. Il est typique de toute une famille d'écrivains politisés qui ont dépassé la quarantaine (Enrico Palandrì, Rocco Carbone, Paolo Di Stefano), encore hantés par le tumulte des années 1970 (*L'Appeso*, traduit par Marguerite Pozzoli, Actes Sud, 290 p., 21,90 €). R. de C.

■ **LE SPECTRE DE MACHIAVEL** de Bernard Simeone

Mort en juillet 2001 à l'âge de quarante-quatre ans, Bernard Simeone aura été le principal artisan de notre connaissance de la littérature italienne. Traducteur infatigable, éditeur exigeant, il avait fondé et dirigé (avec Philippe Renard, lui aussi trop tôt disparu) la collection « Terra d'altri », chez Verdier, où il publia les meilleurs prosateurs et poètes italiens du XX^e siècle. Mais Simeone était aussi écrivain et critique sûr. Un premier volume de ses chroniques italiennes a été publié en 1998 (éd. Paroles d'Aube). Les éditions La Passe du vent ont rassemblé les critiques parues de septembre 1997 à sa mort. La plupart de ces textes ont été publiés dans *La Quinzaine littéraire* et embrasse une large part de la littérature italienne contemporaine (éd. *La Passe du vent*, « La Callonne », 01090 Genouilleux, 254 p., 11 €). La même maison propose un roman de Claudio Pozzani, *Kate et Moi*, roman sombre qui raconte une quête amoureuse conduisant le héros jusqu'en Argentine (traduit par Marc Porcu, 286 p., 12 €). P. K.

■ **NÉS DEUX FOIS** de Giuseppe Pontiggia

La voix du narrateur, forte, sarcastique. La voix d'un homme habitué à séduire, à commander... et à être obéi. La voix d'un professeur habitué à être écouté, par ses élèves comme par ses collègues ou les parents d'élèves. La voix d'un amant exigeant, d'un pater familias, d'un genre sérieux, d'un fils volontiers agacé. La voix d'un homme obligé par sa nature et sa culture à faire face.

Confronté à ce qui ne pouvait pas lui arriver – un enfant handicapé, à la suite d'une erreur médicale –, il se bat, à marche forcée, porté par un sens aigu de l'observation. Dans une succession de scènes courtes, vives, absurdes, violentes, drôles, tragiques, il va vers la vérité, vers l'absolue vérité : rien ne fera de son fils un enfant comme les autres, rien ne fera de lui un père comme les autres. L'un comme l'autre ne peuvent qu'une chose : être qui ils sont (*Nati due volti*, traduit de l'italien par François Bouchard, Seuil, 234 p., 17,50 €). M. Si.



Rencontre avec **GÉRARD GENETTE**

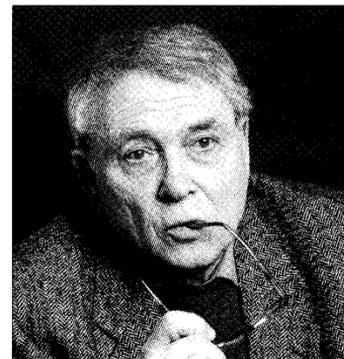
à l'occasion de la parution de **FIGURES V** (éd. du Seuil)

Mercredi 3 avril à 18h

LA LIBRAIRIE DES **puf**

49, Blvd St Michel PARIS 5^e-tél 01 44 41 81 20

JACQUES REDA



Aller au diable

roman

Quand on s'est fait trop jeune une idée sublime de l'amour, il est fatal qu'on se retrouve, à mesure qu'on approche de vingt ans, tout étourdi par la ronde pressante des jeunes filles. Comment choisir ? Y en a-t-il une qu'on aime, et n'est-ce pas justement celle qu'on croit (ou qu'on veut) ne pas aimer ?

GALLIMARD

SALON DU LIVRE

LITTÉRATURE

Du déchiffrement à la rébellion

Depuis Dante, la passion politique habite les écrivains italiens. Devant la dégradation de la culture et son asservissement par un pouvoir médiatique étendu, ils remplissent leurs fonctions d'éveil et de révolte

Oui, peut-être le temps vient-il maintenant de dénoncer la subordination, l'attitude asservie, avec quoi la vie humaine est incompatible... Il importe, je crois, de définir ce que met en jeu la littérature, qui ne peut être réduite à un maître. *NON SERVIAM* est, dit-on, la devise du démon. En ce cas la littérature est diabolique. » En 1950, dans *Botteghe Oscure*, la revue internationale que Marguerite Caetani avait fondée à Rome, après *Commerce*, à Paris, Georges Bataille publie la flamboyante *Lettre à René Char sur les incompatibilités de l'écrivain*, où il en vient à poser ceci : « L'incompatibilité de la littérature et de l'engagement, qui oblige, est précisément celle de contraires. »

En effet, si la liberté est l'essence de la littérature, elle exclut l'engagement comme prédétermination, comme programme, comme mot d'ordre au nom d'une cause qu'on approuve. Mais, comme activité naissant d'une liberté fondamentale, elle exclut aussi la soumission passive aux régimes où s'observe une réduction de la démocratie, aux régimes totalitaires, tendant comme tels à asservir la littérature, perpétuel repaire de pensées irréductibles. Il est normal, et même inévitable, que les écrivains et les intellectuels se rebellent, là où la liberté se trouve menacée. Ainsi, en 1935, André Breton et Georges Bataille, brouillés depuis 1930, s'étaient retrouvés pour mener une action commune contre la montée du fascisme en France : ils fondent alors le mouvement Contre-Attaque, rédigent des tracts et les distribuent ensemble dans la rue à Paris. Un tel type d'action impétueuse, qui n'a pas à être choisie, qui ne répond pas à un programme imposé du dehors, surgit de ce que Maurice Blanchot, dans un texte récent, appelle « injonction » : action et littérature ne sont plus alors « incompatibles ».

■ Jacqueline Risset

Le gouvernement italien d'aujourd'hui, appuyé qu'il est sur un pouvoir médiatique si étendu qu'il permet de contrôler tous les autres pouvoirs, et sur une majorité à toute épreuve, à la fois à la Chambre et au Sénat, commence à se révéler comme un système de propagande et donc d'asservissement des écrivains et des intellectuels, et de la culture en général. L'un des plus récents symptômes en est la révocation annoncée dans les derniers jours de plusieurs directeurs d'instituts culturels à l'étranger (Londres, Paris, Berlin, Bruxelles). Et partout, on le voit à de nombreux symptômes, la barbarie menace.

« Il est impressionnant pour un citoyen élevé dans un Etat de droit d'assister à la dégradation de la culture et de la politique, à la chute du langage, et même des gestes de la culture. Une telle déqualification occulte l'image du pays, humilie les



Rome

caractéristiques qui ont distingué l'Italie sur le plan juridique, historique, et même politique. » Le grand poète Mario Luzi s'exprime ainsi dans *L'Unità* du 10 mars. Il poursuit : « Je comprends dès lors pourquoi beaucoup des invités au Salon international du livre de Paris se demandent s'ils doivent ou non y participer. » Qu'il participe, mais qu'il parle !

Et en effet, au moment même où la société civile italienne, ébranlée par l'intervention inspirée de Nanni Moretti et par la constitution du mouvement des professeurs de Florence (qui s'étend progressivement à tout le pays), se réveille du sommeil léthargique qui a suivi l'élection de Berlusconi en mai 2001, réanimant les partis de gauche en état de choc, il serait paradoxal que les écrivains appelés à parler dans un lieu d'échanges européen se limitent pour leur part à causer aimablement de leurs propres

écrits, sans percevoir que les lecteurs qui s'intéressent depuis longtemps à la littérature italienne attendent d'eux, aujourd'hui, quelque chose de plus : une lecture lucide, profonde, politique de la situation de leur pays, qui touche directement l'Europe entière.

Par ailleurs, les grands écrivains italiens nous ont habitués à ce type de lecture – qui est déchiffrement et rébellion tout à la fois. Déjà Dante, en qui la passion politique était aussi puissante que l'amour de la poésie et que la tension métaphysique... L'homme est pour lui, reprenant la formule magnifique d'Aristote, « animal compagnon », et le péché le plus grave, le plus gravement puni en Enfer est la trahison, destructrice du lien social. L'invective – à ses concitoyens, à Florence, à l'Italie (« *Ahi serva Italia, di dolore ostello...* ») – a pour fonction de réveiller ses lecteurs, ses concitoyens, car la *Divine Comédie*

est œuvre terrestre, et l'un de ses grands buts est celui d'aider à l'installation de la paix sur la terre, grâce à la séparation des pouvoirs – Pape et Empereur ont chacun leur royaume, sans hiérarchie aucune (le livre où il l'écrit, le *De Monarchia*, sera brûlé par l'Eglise).

Quant au grand roman de la littéra-

ture italienne, *I Promessi Sposi* (*Les Fiancés*, voir page IV), il fait surgir, grâce à une méthode qui rappelle à la fois Voltaire et l'Ecole des Annales, l'histoire secrète d'un siècle, celle que les historiens négligent d'habitude. Il s'agit de l'histoire du XVII^e siècle, mais Manzoni déchiffre du même coup celle du

XIX^e, qui est le sien, et encore celle du XX^e – détectant dans l'histoire d'Italie la part d'ombre, « *l'ombre du mal* » qui l'accompagne et qu'un lecteur d'aujourd'hui retrouve par exemple dans les trames secrètes, dans les affaires ténébreuses des dernières décennies.

MORAVIA, SCIASCIA, BIAMONTI...

Au XX^e siècle, le solitaire Gadda s'indigne contre la colossale bêtise du régime fasciste, et la narration est pour lui « instrument, dans l'absolu, du rachat et de la vengeance ». « *J'aurais voulu être*, note-t-il dans une lettre à un ami, *le Robespierre de la bourgeoisie milanaise ; mais cela ne vaut pas la peine.* » Cependant, dans ses nouvelles, il exerce une dérision minutieuse sur le dynamisme économique de la métropole du Nord, sur ses banquiers frauduleux, ses entrepreneurs bornés, ses hardis constructeurs de ponts qui s'écroulent. Et dans *Eros et Priape* il déroule une fresque au comique impitoyable : la dévotion sexuelle des foules féminines pour le Chef à la forte mâchoire. Dans son premier roman, Moravia dénonce l'« *indifférence* » radicale et, quelques années plus tard, le « *conformisme* » qui s'emparent des âmes soumises à l'abâtissement du régime et à la lâcheté qu'elles provoquent dans les sujets asservis...

Leonardo Sciascia, pour qui la littérature est « *la forme la plus absolue*

de la vérité », et dont l'œuvre ne cesse de poser une série de questions qu'on peut appeler « *pirandelliennes* » : qu'est-ce que le réel ? où est la frontière entre mensonge et vérité ? etc., dévoile « *la face ignoble d'une complexité italienne jusqu'alors souvent analysée avec complaisance* ». C'est ce qu'indique Bernard Simeone, ce remarquable poète et critique disparu prématurément l'été dernier, dont vient de sortir *Le Spectre de Machiavel*, précieux panorama de la littérature italienne des toutes dernières années. Panorama pessimiste quant à l'idée qui se dégage, à travers les textes, de l'Italie contemporaine. Texte qui aurait pu s'intituler, écrit l'auteur dans sa préface, *En des temps marqués par Sofri* (c'est-à-dire par le tragique désespérant de l'absurde affaire Sofri). Des romanciers comme Vincenzo Consolo et Francesco Biamonti évoquent un crépuscule désolé, un naufrage irrémédiable. Et dans cette dernière période, la plus terrible, la plus inquiétante depuis longtemps de l'histoire italienne, c'est encore à un écrivain que l'on pense, aux analyses prophétiques de Pier Paolo Pasolini, qui annonçait, peu avant sa mort, en 1975, les futurs ravages du « *nouveau pouvoir* » de la consommation. « *Je sais*, écrivait-il, dans l'article intitulé *Le Roman des masses* (14 novembre 1974), *je sais parce que je suis un écrivain.* »

Les liaisons dangereuses

Dans ses nouvelles inédites, on retrouve les obsessions d'Alberto Moravia : le fascisme, qui mue les hommes en porcs, les femmes, qu'il soupçonne d'engendrer trouble et terreur

HISTOIRES DE GUERRE ET D'INTIMITÉ
d'Alberto Moravia.
Traduit et préfacé
par René de Ceccatty,
Flammarion, 478 p., 21 €.

Réunies par Simone Casa et Francesca Serra, à ce jour inédites en France, ces soixante-huit « nouvelles dispersées » (selon le propre terme de l'écrivain, qui les abandonna après leur première parution dans tel ou tel quotidien ou magazine), ont été rédigées entre 1928 et 1951, en partie sous le pseudonyme de « Pseudo », entre juin 1941 et juin 1943 : juif, opposant au régime de Mussolini, exilé, Alberto Moravia s'était alors vu interdire par les autorités d'user de son propre nom.

Comme le rappelle René de Ceccatty, l'antifascisme baigne toute l'œuvre romanesque d'un Moravia acharné à dénoncer « *tous les comportements veules ou grégaires, l'expression obtuse de tous les conformismes de masse, l'emploi de la force aveugle, la défense d'intérêts nationaux étroits, l'intolérance en général* ». Il est omniprésent dans cette sélection. De façon frontale comme

dans « *La famille Vert-de-Gris* » dont père, mère et fils « *se donnaient la main pour construire des édifices de mensonges* », ou dans « *Le médisant* » où il brosse le portrait d'un pilier de salon habile à colporter sur les gens des méchancetés qu'il est le premier à penser mais qu'il attribue à d'autres. Mais aussi de façon cryptée, comme dans « *Souvenir de Circé* » où la transformation des compagnons d'Ulysse en porcs est une évidente métaphore de la mutation de citoyens en bêtes ivres de pourriture ; ou dans « *Le lion* », histoire d'un couple abritant dans son foyer un fauve rugissant qu'il nourrit de chair humaine.

En 1943, Alberto Moravia s'enfuit en direction de Naples avec sa compagne Elsa Morante et trouve refuge pendant neuf mois en Ciociaria. A cette période correspond un besoin de témoigner, des nouvelles « *à forte nécessité autobiographique* ». Il y dépeint sa cavale dans la montagne pour éviter les rafles allemandes, son lieu de retraite, les meurs de ses compagnons paysans, et, dans « *Plaisanteries de la guerre* », le personnage de Petit Singe, le fasciste républicain type,

voleur scélérat, héros dérisoire d'une vendetta médiévale « *faite d'inconscience et de bestialité* ».

On savait Moravia (qui passa sa jeunesse dans un sanatorium) obsédé par les lieux clos, l'enfermement, la possession, la perversion, la manipulation des êtres humains entre eux. Thèmes que l'on retrouve à travers sa description d'un asile de fous (« *La maison à trois étages* »), d'une prison (« *La grille fermée* »), d'un prisonnier évadé (« *Le chant du coucou* »)... Comme celui du voyeurisme : un cambrioleur témoin d'une agonie et d'un adultère (« *Le voleur curieux* »), un passant fasciné par un couple en rupture (« *Les femmes font dormir* »), un homme se retrouvant dans l'autobus avec une ancienne maîtresse, qu'il suit, épique (« *La rencontre* »).

Les couples guettés par la mésestante ou l'indifférence abondent chez ce romancier des *Ambitions déçues*, de *L'Ennui*, du désenchantement, le romancier du malaise qu'engendrent inauthenticité et dichotomie entre l'idéalisme et la crainte du non-sens, la conscience et le corps, l'amour et le sexe, le romantisme et les pulsions. « *Le Peintre Evandro* » conte l'errance

désespérée d'un chômeur intoxiqué par une femme fantasmée, bourgeoise, putain de luxe, futile, paresseuse, bonne à rien, « *faite pour la chose, rien que la chose* ». Il trouve un job : repeindre une pièce de l'appartement d'une vamp de vingt-cinq ans qui le reçoit en peignoir de soie rouge et jarretières, et qui l'embrasse sur la bouche. La locataire de la maison sur l'Aventin est le modèle de ces femmes prédateurs, séductrices et manipulatrices, devant lesquelles succombent les héros de Moravia, rendus passifs, inertes, aveuglés par une dépendance érotique, un trouble sexuel, un désir qui « *se mue en terreur* ».

Terreur est d'ailleurs le maître mot de ce recueil qui se clôt sur l'histoire d'un adolescent passionné de romans policiers et que sa lecture plonge dans un cauchemar. Victime de son imagination, il se retrouve dans un appartement inconnu avec un cadavre de femme : en réalité une poupée grandeur nature. « *Une illusion comme quand on marche dans le noir et que l'on croit voir un fantôme alors qu'il n'y a qu'un drap étendu à sécher.* »

Jean-Luc Douin

PRESSES DE SCIENCES PO

LA BIBLIOTHÈQUE DU CITOYEN

Sylvie Brunel

FAMINES ET POLITIQUE

136 p. 12 €

PRESSES DE SCIENCES PO

LA BIBLIOTHÈQUE DU CITOYEN

Gilbert Etienne

IMPRÉVISIBLE AFGHANISTAN

138 p. 12 €

PRESSES DE SCIENCES PO

LA BIBLIOTHÈQUE DU CITOYEN

Dominique David

SÉCURITÉ : L'APRÈS-NEW YORK

136 p. 12 €

PRESSES DE SCIENCES PO

LA BIBLIOTHÈQUE DU CITOYEN

Marie-Françoise Durand
Roberto Gimeno
Patrice Mitrano, Marie Tôrnquist

L'espace mondial en 50 cartes

128 p. 15,50 €

Une plume insolente dans le style des écrivains du XVIII^e siècle. Un parcours initiatique à travers les Mythes Fondateurs de l'Humanité. Sirius

2^e ÉDITION

Jeanne Gaillard

La Girofle et le Gorille

12 € 96

22 € 50

« Un second « Petit Prince » »

ISBN 2-913543-03-0

Éditions de l'Orme

Distribution ALTERDIS (ex. Alterna)

28600 Luisant - Tél. : 02.37.30.57.00 - Fax : 02.37.30.57.12

SALON DU LIVRE

LITTÉRATURE

L'art du roman mystère

Deux romanciers secrets, Mario Soldati (1906-1999) et Sergio Ferrero (né en 1926) donnent des exemples assez contraires de la fiction conçue comme énigme

L'ACTEUR (L'Attore)
de Mario Soldati.
Traduit par Nathalie Bauer, Gallimard, « Le Promeneur », 250 p., 22,90 €.

LES YEUX DU PÈRE (Gli occhi del padre)
de Sergio Ferrero.
Traduit par Danièle Valin, Rivages, 180 p., 13,95 €.

En lisant un roman de Sergio Ferrero, on se dit parfois qu'il est profondément italien et l'on cherche une tradition latente, non explicite. On pense à Bassani, on pense à Umberto Saba, on pense à ces écrivains en même temps experts en atmosphère et en précision. A Mario Soldati, à un certain Soldati, du moins.

Les hasards éditoriaux réunissant la publication en français d'un roman de l'un et d'un roman de l'autre, la tentation est forte de les comparer. Malheureusement, ce n'est pas le bon Soldati qui sort cette année. Les éditions du Promeneur ayant entrepris la traduction ou republication d'anciennes traductions des œuvres de Soldati (parallèlement à Autrement), on tombe parfois sur une merveille. Ici ce n'est pas le cas : ce gros livre, paru pour la première fois il y a trente ans, ne faisait pas partie d'une période inspirée de l'écrivain-cinéaste. Pourquoi ? Parce que c'est un roman faussement mystérieux, faussement allusif, un roman si bavard, si digressif, si

cumulatif que les détails censés frapper le lecteur sont submergés par un afflux d'informations secondaires qui en dissipent tout le mystère. Ce qui aurait dû être une nouvelle élégante (comme il sut en écrire dans un style presque jameisien) devient un lourd pavé psychologique, où çà et là apparaît une grâce (telle page sur Rome, telle autre sur le jeu), mais immédiatement encombrée par des dialogues invraisemblables de longueur et des remarques référentielles à la vie de l'écrivain et non plus au narrateur.

On est surpris par les maladresses d'écriture et de structure d'un écrivain pourtant extraordinairement expérimenté. On est déçu qu'il n'en profite pas pour éclairer un autre mystère que celui qu'il met en scène dans son livre (et qui, du reste, est défloré en quatrième de couverture par l'éditeur) : le mystère de la double écriture romanesque et cinématographique. Son narrateur est cinéaste et du cinéma rien n'est dit, sinon quelques ennuyeuses conversations avec des producteurs capricieux et une série de stéréotypes sur les comédiens, puisque ce sont deux comédiens qui se trouvent au centre de l'intrigue, jouant sur une substitution d'identité. Et, malheureusement aussi, on comprend qu'il n'y a pas de véritable injustice littéraire : Soldati reste un romancier mineur, en dépit de ses réussites ponctuelles.

Le cas de Sergio Ferrero est tout autre. Pourra-t-il sortir de son statut d'écrivain secret ? Bien que,

comme Francesca Sanvitale, il ait été « oublié » par les organisateurs du salon du livre, les vrais lecteurs (italiens ou français), les lecteurs curieux savent qu'ils sont en présence d'un écrivain profondément exigeant, dont, de livre en livre, la singularité s'affirme, jusqu'au seuil de la grande maturité (puisque l'auteur a maintenant 76 ans). Il arrive à une sorte d'épure élégante, totalement dépourvue de toute surcharge, où n'agit que l'émotion, selon un choix instinctif de scènes et une temporalité elliptique qui, en l'occurrence, est le sujet même du livre : l'ellipse, l'amnésie, la résurgence des souvenirs constituent le fond des *Yeux du père* (comme, en partie chez Soldati, mais ici traitées avec une totale maîtrise).

Si le livre de Soldati est écrit sur le principe de l'addition, le roman de Ferrero est le résultat de soustractions successives. Il s'agit d'un jeune garçon, Bruno, dont le père, Mario, est doreur sur bois. Ils demeurent, avec la mère de l'enfant, à trois dans un entresol de palais à Turin. En réalité, plutôt à quatre. Car Bruno vit, comme certains enfants, une amitié étrange et impérieuse avec une adulte, Lena, la concierge de l'immeuble. Apparemment, l'amitié de Lena est amenée par son fils Pino, qui devrait être l'ami de Bruno. Mais en réalité, la véritable relation est vécue entre l'enfant et l'adulte. Le roman raconte très peu d'événements anecdotiques et cependant il serait beaucoup plus long de résumer ce livre que celui de Sol-

dati. L'action a lieu peu avant la guerre. Le père de l'enfant est arrêté une première fois pour un motif inconnu, puis disparaît. Devenu adulte, Bruno est enrôlé. Gravement blessé, il est soigné par une mère et sa fille en Sicile. De retour, il ne retrouve qu'un palais dévasté, qui n'est plus habité que par Lena.

Les trois phases du roman – l'enfance de Bruno, la guerre, le retour – tourment, chacune, autour de scènes clés et quasiment muettes. La première autour de scènes de baignades au bord d'une rivière. Bruno y découvre la sensualité de son père et la sienne propre grâce à la présence étrange d'une petite fille délurée et de sa mère plaintive. La deuxième, autour d'une scène d'amour muette en Sicile entre le soldat devenu presque autiste et ses protectrices. La troisième, autour d'un dialogue apparemment anodin dans un magasin, entre Bruno et un apprenti. Et ce n'est que dans les dernières pages qu'est donné le sens du livre : dans l'explication émouvante du mystère du regard du père disparu, ce regard d'or, comme celui du soldat Williams dans *Reflets dans un œil d'or*, le roman de Carson McCullers. Les deux textes, de Soldati et de Ferrero, sont construits comme le dévoilement d'une énigme. Mais Ferrero a été visité par une véritable inspiration de romancier : rien n'y est affecté et le contrôle puissant des émotions tient moins à la volonté d'un habile fabricant qu'à la nature insaisissable de l'auteur.

R. de C.

Demeures poétiques

Giorgio Caproni, Giuseppe Conte, Giovanni Raboni et Patrizia Cavalli :

quatre poètes qui témoignent de la diversité des inspirations et des formes prosodiques

La vague des traductions de l'italien bénéficie surtout au roman. Peu de poètes figurent au catalogue des éditeurs en cette fin d'hiver. Il est vrai que les noms marquants de la poésie italienne du XX^e siècle, de Mario Luzi à Andrea Zanzotto, pour ne citer que deux grands vivants, sont déjà connus en France, grâce à quelques traducteurs émérites.

Giorgio Caproni, mort en janvier 1990, appartient, comme Luzi, à la mouvance des poètes métaphysiques. Appartenance qui ne nuit en rien à sa parfaite singularité. Né à Livourne en 1912, mais ayant vécu surtout à Gênes, il insère les questions existentielles, et l'angoisse (ou l'humour) qui en naît, dans des paysages surtout urbains. Son lyrisme est celui du dévouement et de l'expression lapidaire. Une première édition anthologique du *Mur de la terre* avait été traduite (par Philippe

Renard et Bernard Simeone) en 1986 chez Maurice Nadeau (*Le Mur de la terre*, traduit par Philippe Di Meo, Atelier de la Feugraie, 204 p., 20 €).

LIGNES LIGURE ET...

Giuseppe Conte fait également partie de la « ligne ligure ». Né en 1945, il manie les mythes qui, dit-il, « transforment toute image, tout nom ou événements de ma vie en universaux ». Pour lui, la poésie demeure « l'unique moyen de maintenir vivantes les dernières visions des dieux parmi les hommes ». Le volume traduit et présenté par Jean-Baptiste Para donne à lire un choix de poèmes animés par le souffle et habitant les grands espaces – ceux de la Ligurie notamment dans les dernières œuvres : « Comme tu es rêche, aride, hostile/dans ta verticalité qui depuis des millénaires/oblige à dresser des murets, à subir/l'éclat abrupt du soleil/allié à ta mer ven-

teuse... » (*Villa Hanbury et autres poèmes*, éd. L'Escampette, 118 p., 17 €).

... LOMBARDE

Giovanni Raboni, né en 1932 à Milan, illustre la « ligne lombarde ». Critique littéraire et théâtral, il est aussi traducteur notamment de Baudelaire et de Proust (l'intégralité de *La Recherche*). Bernard Simeone avait traduit un premier recueil chez Circé en 1995. Avant sa mort, il écrivait la préface de ce *libretto* comportant onze sonnets traduits ici, en vers, par Philippe Jaccottet. C'est une poésie haute et digne, chargée de références livresques (Dante, dès le titre) qui ne l'alourdissent cependant pas. Fidélité aux morts, méditation de l'histoire, interpellation à la cité des hommes, nourrissent de l'intérieur ces strophes vibrantes : «... Si nombreux/que soient les vivants que j'aime, ils ne seront/jamais nombreux comme eux, les expulsés/du temps, les

clandestins, les abonnés hors annuaires... » (*Au livre de l'esprit*, éd. La Dogana, bilingue, 44 p., 15,24€).

Romaine, Patrizia Cavalli a commencé à publier en 1974 ; elle a rassemblé ses poèmes en 1998. C'est une sorte d'*Art d'aimer* qu'elle a composé avec ce curieux et convaincant recueil, paru il y a trois ans. L'envoi dit ceci : « *Amours – vraies ou fausses/Soyez amours, jouez heureuses/Dans le vide que je vous offre.* » Ironique ou pathétique, toujours véloce, le poète parcourt la gamme des sentiments et des pensées et les fait résonner sur une scène invisible (*Toujours ouvert théâtre*, Rivages poche, « Petite Bibliothèque », 248 p., bilingue, traduit et présenté par René de Ceccatty).

Patrick Kéchichian

★ Signalons également un recueil d'Erri De Luca, *Œuvre sur l'eau*, chez Seghers (bilingue, traduit par Danièle Valin, 126 p., 13,60 €).

■ AINSI PARLAIT BELLAVISTA

Luciano de Crescenzo

Le professeur Bellavista est le Socrate d'un groupe d'amis qui se réunissent pour commenter les affaires du monde et plus particulièrement de Naples, la ville qui est au cœur du livre. Entre ces entretiens d'une bonhomie truculente s'intercalent des portraits de la vie quotidienne napolitaine. Le bonheur, l'amour sont les thèmes préférés du professeur qui stigmatise les hommes de pouvoir, « *le quatrième sexe* », dont il affirme qu'ils sont motivés par leur libido.

Quant aux faibles et aux démunis, ils ont droit à sa compassion, ce qui permet à l'écrivain italien très populaire qui parle par la voix de Bellavista de ne rien changer aux immuables clivages sociaux (*Così parlo Bellavista/Napoli amore e Libertà*, traduit par Jean-Michel Gardair, éd. de Fallois, 262 p., 18,50 €). H. Ma.



■ LUNES

de Piero Maldini

L'œuvre de cet écrivain né en 1941 à Rimini n'a pas encore été remarquée en France, malgré une flatteuse réputation : déjà traduit chez Plon et chez Fayard pour ses précédents romans qui révélaient un tempérament de styliste érudit et raffiné (*La Bienheureuse aux vertiges* et *L'Antidote de la mélancolie*), il continue sa promenade éditoriale française. Dans *Lunes*, nous sommes dans la Grèce contemporaine, mais sous le signe de Sappho et du romantisme tout imprégné de classicisme qui tempèrent le ton, apparemment superficiel. Sous cette surface rapide se cache une réflexion poignante sur la maladie et l'amour. Le narrateur qui va subir une délicate intervention chirurgicale raconte, en contrepoint, une histoire d'amour violente et morbide pour une jeune Grecque et ses trois filles. Ses cahiers sont retrouvés par le chirurgien qui l'a opéré : le malade, qui a un cancer, a préféré fuir. Les cahiers donnent la clé de son attitude. Ce roman troublant n'est pas sans évoquer *La Notte* d'Antonioni (*Lunes*, traduit par Serge Quadruppani, éd. des Syrtes, 172 p., 19 €). R. de C.

■ LA GUERRE D'ALCINA

de Romana Pietri

« Dans le pays, on disait d'Alcina qu'elle était bizarre parce qu'elle conduisait le vieux fourgon de son père et qu'à son âge elle n'était pas encore mariée et ne s'en souciait pas le moins du monde. C'était vrai, mais pour d'autres raisons que celles qu'on pouvait imaginer. » Au cœur d'une Italie déchirée par la guerre en Ombrie, la jeune héroïne de ce roman émouvant s'abstrait du monde en communiquant avec son père mort, cultivant une sorte de sensibilité exacerbée, par synesthésie, contamination intérieure de ses cinq sens. Mais la guerre continue et Alcina y participe, dans un état de demi-rêverie qui donne à ce roman une tonalité inhabituelle, à mi-chemin des anciens livres de Beppe Fenoglio et de romans d'introspection. C'est pour la romancière (née en 1955) une manière d'affirmer une tradition littéraire presque intemporelle (*Alle case venie*, traduit par Martine Guglielmi, Fayard, 270 p., 18,60 €). R. de C.



■ DOLICO BLONDE

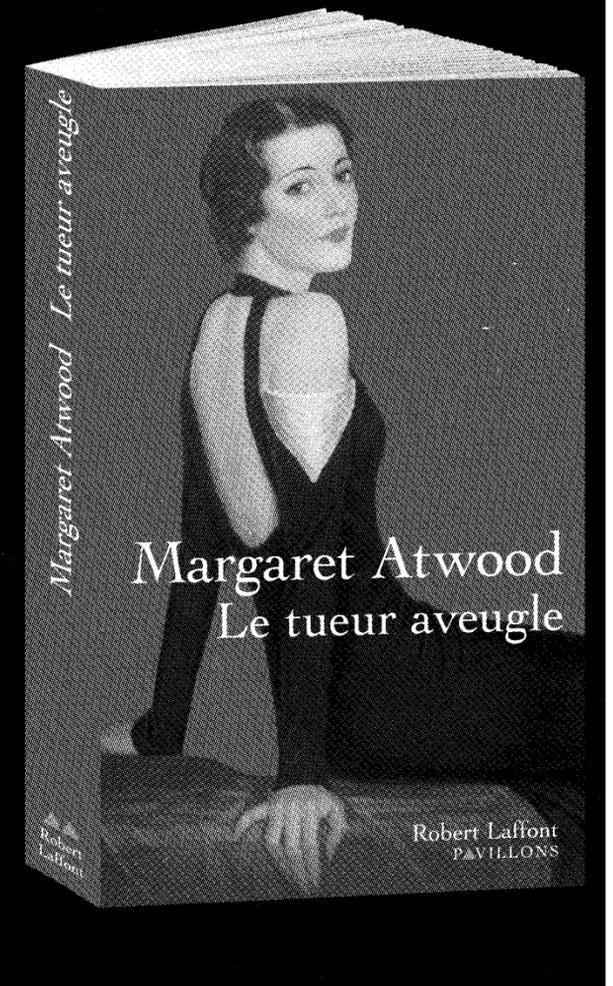
de Pitigrilli

A quarante ans, réfugié dans son laboratoire, Théodore Zweifel se sent las. Escroc de haut vol versé dans les médecines parallèles, et plus largement dans l'exploitation de la stupidité humaine, ce misanthrope érudit veut changer d'air et de vie. Un chewing-gum craché sur un planisphère et le voici à Ostende puis au grand duché de Glottenbourg où l'entraîne la séduisante Judi Olper, sorte de Zweifel au féminin. Rattrapé par l'amour et sa notoriété de thaumaturge, ce réfractaire reprend malgré lui ses activités et les diversifie à travers la Buddha Company. Jusqu'à la naissance d'une petite fille, sa dernière chance de salut. Publié en 1929, *Dolico Blonde*, charge féroce et désenchantée contre une société rongée par la corruption, est un des rares romans traduits de Dino Segre, alias Pitigrilli (1893-1975). Gageons qu'après sa sortie du purgatoire en Italie, grâce notamment à Umberto Eco, cet écrivain provocateur et moraliste – qui n'est pas sans rappeler Paul Morand – trouve en France sa place (traduit par Robert Lattès, éd. Max Milo, 316 p., 18,5 €). Ch. R.

PAVILLONS

COURONNÉ PAR LE
BOOKER PRIZE 2000,
LE CHEF-D'ŒUVRE

D'UNE
DES PLUS GRANDES
ROMANCIÈRES
CONTEMPORAINES



« Un roman magistral...
Un suspense digne
des maîtres du genre. »

Olivier Le Naire,
L'Express

« Fascinant...
La lente chute
de la maison Chase
a des accents
shakespeariens. »

Christophe Mercier,
Le Point

ROBERT LAFFONT
www.laffont.fr

Une histoire qui peine à être « nationale »

Savants et scientifiques italiens accueillent volontiers les travaux de leurs confrères étrangers. Si les Français semblent moins ouverts, c'est aussi parce que les synthèses qu'ils espèrent échappent à la logique d'un pays où l'unité reste une idée neuve

Dans son *Discours sur l'état actuel des mœurs des Italiens* – dont une édition critique attendue de Marco Dondero, traduite par Yves Hersant, est programmée dans la « Bibliothèque italienne » des Belles Lettres à l'automne –, le jeune Leopardi s'inquiète de ce que l'Italie ne soit pas une nation (ce qui politiquement choque moins en 1824 qu'en 1906 lorsque le texte paraît), mais le rassemblement anarchique d'individus. Lieu à la fois historique et symbolique où s'illustre la thèse plus désenchantée encore d'une humanité incapable de survivre au massacre de ses illusions, l'Italie a certes donné de grands noms à la science historique. Le dynamisme et la vitalité de celle-ci, dont l'édition rend compte – monographies fouillées, chantiers collectifs et établissement de textes philologiquement contrôlés au plus près –, se mesurent aussi à ses rendez-vous scientifiques dont les *Settimane* de Spolète offrent un exemple parfait.

Lieu de rencontre, de confrontation intellectuelle pour les médiévistes dont il n'est presque aucun équivalent au monde, cette semaine ombrienne accueille les maîtres comme les étudiants, grâce à un système de bourses. Les débats – publiés ensuite – combinent érudition et spéculation neuve : ils attestent la vigueur des échanges. Une adéquation magique entre le projet d'étude et le cadre de l'échange comme l'Italie peut seule en multiplier l'opportunité, au vu de son histoire et de sa tradition urbaine.

Pourtant rares sont les historiens transalpins dont la stature soit reconnue à la hauteur de leurs travaux – et conséquemment traduits, l'effet aggravant le constat de la cause. Sans doute quelques noms émergent-ils, même si aucun pendant d'**Umberto Eco** ne vient offrir un visage à la discipline, même si certains universitaires, tel le médiéviste **Alessandro Barbero**, s'essaient aussi à l'écriture romanesque, plus propice à la reconnaissance du grand public.

Sans image donc, les Français peuvent identifier plusieurs figures, dont le grand **Arnoldo Momigliano** (1909-1987), titulaire d'une chaire à Pise qu'il n'abandonna jamais et dont *La Découverte* (avec le lumineux *Sagesses barbares*), Gallimard et Les Belles Lettres ont livré d'importants jalons de la pensée. Un recueil encore non traduit de *Contributions à l'histoire du judaïsme* paraît ce printemps aux éditions de

l'Éclat (édition préparée par Silvia Berti, traduction de Patricia Farazi, 300 p., 25 €). **Renzo De Felice**, au rang des disparus, dont le sujet d'étude – Mussolini et l'ère fasciste – suffit à justifier la relative popularité, d'autant qu'à la manière de Duby l'homme assumait dans les médias à la fin de sa vie un rôle de pédagogue précieux dans l'Italie des années 1990. **Carlo Ginzburg**, dont le succès tient autant à la *microstoria* dont on l'a fait le champion, depuis *Le Fromage et les Vers*, *Les Batailles nocturnes* ou *Le Sabbat des sorcières*, qu'à sa démarche inductive, son respect de l'émotion encore lisible dans l'archive et une lucidité critique qui le posent en référence morale, par-delà son apport scientifique. Dans une mesure moindre **Carlo Ossola** et **Massimo Montanari**, que leurs liens avec la France, établis par la communauté de pensée sur des fronts pionniers, distinguent désormais : l'un est entré en 1999 au Collège de France, où il occupe la chaire de Littératures modernes de l'Europe néolatine, l'autre a travaillé avec Jean-Louis Flandrin à imposer l'alimentation, les rites et les manières de table comme objets d'histoire. Le médiéviste toscan **Franco Cardini** peut-être, dont l'actualité brûlante donne à son *Europa e Islam. Storia di un malinteso*, paru conjointement chez Laterza, en France au Seuil, mais aussi à Munich, Oxford et Barcelone, les honneurs du poché (« Points Histoire », 338 p., 7,80 €).

En fait pour que les chercheurs italiens soient reconnus, il faut des passeurs, puisqu'en dépit de la santé des revues transalpines, l'Italie n'a pas connu de phénomène semblable à l'exemple français des *Annales*, publication définissant une optique programmatique appelée à faire école. Sans doute le poids de la dispersion géographique des foyers culturels et universitaires s'y fait-il sensible. Si *Studi storici*, de l'Istituto Gramsci, paient au prix fort le solde du marxisme, les romains *Quaderni storici* (éd. Il Mulino), créatifs et réputés – parce qu'ils font la part belle à la *microstoria* ? –, comme *Quaderni medievali*, dirigés à Bari par **Giosuè Musca** (éd. Dedalo), offrent aux scientifiques une sérieuse qui se retrouve dans les publications destinées au grand public. *Medioevo* (5,2 €) surtout, que dirige le Français **Jean-Claude Maire-Vigueur**, professeur à l'université de Florence, puisque *Storia e dossier*, où Jacques Le Goff et Franco Cardini donnaient conjointement un éditorial, vient de disparaître

à sa 165^e livraison (décembre 2001-janvier 2002, 3,87 €).

Cette dispersion qui fait qu'on pourrait s'essayer à un tour d'horizon, de Trieste (**Paolo Camarosa**) à Naples (où l'historien **Giuseppe Galasso** fut même un maire éphémère, entre les pôles néofasciste et communiste rénové), de Pavie où **Alberto Capetti**, auteur d'un succulent *Goût du nouveau* (Albin Michel, 1989), enseigne l'histoire de la civilisation française, à Venise où l'on trouve le meilleur « microstorie », **Giovanni Levi**, dont *Le Pouvoir au village* (Gallimard) est un chef-d'œuvre trop peu connu ; il raconte les méseventures, au XVII^e siècle, d'un exorciste dans le bourg piémontais de Santena,

cadre d'une problématisation qui ne s'illusionne pas sur les ressources d'une micro-histoire si vantée)...

Est-ce cette cartographie si riche qui explique la relative rareté des synthèses nationales, si l'on excepte les collectifs où les historiens français sont, du reste, souvent accueillis ? Tout se passe comme si l'unité politique si fraîche empêchait de penser l'espace italien comme un tout avant le XIX^e siècle. Et si Daniel Vernet peut analyser les redéfinitions rhétoriques de l'épisode fasciste à l'ère berlusconienne (*lire page IX*), Jacques Le Goff appelle dans le *Corriere della sera* à la traduction de la somme d'Elisabeth Crouzet-Pavan sur le Duecento, sans équivalent en Italie (*lire page*

IX la reformulation de cet article pour Le Monde).

Autres lieux, autres regards aussi, puisque l'influence des *Annales* semble limitée du fait même que les premiers Italiens à avoir rallié le courant français l'ont fait dans le sillage de Fernand Braudel. Le lien personnel, parfois très fort dans le cas de **Ruggero Romano** (1923-2002), ne facilita pas les possibilités d'exercer en Italie ; aussi se sont-ils en France intégrés bientôt à l'EHESS dont leur « patron » tenait les clés. Romano obtint ainsi une direction d'études, « problèmes et méthodes d'histoire économique » dès 1951, l'année même où il cosigne avec le maître *Navires et marchandises à l'entrée du port de Livourne 1547-1611* (Armand

Colin) – ce qui ne l'empêche pas de donner quelques titres, justement synthétiques, au Turinois Einaudi (*L'Italia del Rinascimento*, 1971). Moins connu, **Alberto Tenenti** a un parcours plus classique : chef de travaux en 1956, maître de conférences en 1962, sous-directeur en 1963, directeur d'études enfin en 1965 (« histoire sociale des cultures européennes »). Tenenti, en revanche, publie beaucoup en Italie : *Il Senso della morte e l'amore della vita nel Rinascimento* (Einaudi, 1957) ; *La Formazione del mondo moderno : XVII-XIX secolo* (Il Mulino, 1980) ; *Stato : un'idea, una logica* (Il Mulino, 1987), moins en France – récemment il signait la 3^e partie, « Les hommes et leur cité » du collectif *L'Italie de la Renaissance, un monde en mutation 1378-1494* (Fayard, 1990).

Desservie par la focale souvent serrée des objets d'études, la visibilité des historiens italiens dépend aujourd'hui de quelques lecteurs avisés, confrères historiens, directeurs de collection, qui offrent aux savants transalpins une tribune à leur niveau d'excellence. Ainsi, pour le *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval* dirigé par Schmitt et Le Goff (Fayard, 1999), **Franco Alessio** (Pavie), **Giro-lamo Arnaldi** (Rome) et Massimo Montanari (Bologne) signèrent-ils respectivement les entrées « Scolastique », « Eglise et papauté » et « Alimentation ». Certains éditeurs osent même d'emblée la traduction de titres plus pointus : ainsi, aux Belles Lettres, Alain Segonds accueille-t-il dans « L'Âne d'or », **Luca Bianchi** et **Tiziano Dorandi**, quand Pierre Vidal-Naquet publie le formidable *Arnaud de Brescia dans les sources du XII^e siècle*, d'**Arsenio Frugoni**, tragiquement disparu sur la route de Spolète. Hélène Monsacré, qui publie chez Albin Michel *Les Peines de mort en Grèce et à Rome*, d'**Eva Cantarella**, demande à la spécialiste du droit antique de présenter l'*Odyssée* pour les « Classiques en poche ». Et Belin, qui sut imposer **Augusto Frascchetti** (Rome et le prince, 1994), annonce *L'Histoire brisée*, premier livre accessible du Florentin **Aldo Schiavone**, codirecteur de la monumentale *Storia di Roma* (6 vol., Einaudi) qui attend toujours son traducteur.

Sans doute est-ce la tradition d'une juste transmission des textes, telle que l'illustre **Luciano Canfora**, qui s'inscrit le plus simplement dans le paysage éditorial français. Est-ce une raison pour rester si frileux face à un champ d'études italien varié qui, lui, ne renâcle jamais à célébrer les travaux des voisins français ?

Ph.-J. C.

Philippe-Jean Catinchi

De la vertu des traditions

L'engagement philologique des éditeurs italiens fait discrètement école, à l'heure où débute la parution de la « Correspondance » de Pétrarque

Auteur d'un superbe essai sur *La Découverte de l'ombre* (Albin Michel, « Le Monde des livres » du 25 janvier), le philosophe italien Roberto Casati s'étonnait de l'absence de rigueur de nombre de publications françaises censées faire référence. Ainsi pointait-il la difficulté du lecteur à identifier l'édition suivie dans la publication des titres du « Corpus des œuvres de philosophie en langue française ». Même si le parti pris de Fayard est explicite, excluant l'apparat critique que les spécialistes attendaient, un tel choix ne semble pas envisageable chez nos voisins transalpins. Et il n'est pas sûr que le public français mesure la chance qui est la sienne depuis que quelques éditeurs courageux s'attachent à lui proposer quelques formidables chantiers littéraires dont on peine à trouver l'équivalent national.

Dernier en date, la *Correspondance* de Pétrarque (1304-1374). Découvrant un manuscrit des *Epistole* de Cicéron, l'humaniste décide, dès 1345, de rassembler les lettres qu'il adresse à ses contemporains et y mêle celles, fictives, qu'il destine à ses maîtres anciens. Amorçant le septième centenaire du poète toscan, Les Belles Lettres entament aujourd'hui la première édition mondiale d'un corpus dont les seuls *Familiares* (Lettres familiales) et *Seniles* (Lettres de la vieilles-

se) – sans compter les *Epîtres métriques*, les *Variae* et *Sine nomine* à suivre – occuperont treize volumes, les deux premiers, Livres I-III (620 p., 30 €) et IV-VII (374 p., 28 €) des *Lettres familiales* paraissant en version bilingue, latin-français, dans la traduction d'André Longpré, revue par Pierre Laurens, responsable de l'ensemble de l'édition, et annotée par Ugo Dotti.

Rien d'étonnant à ce qu'on retrouve là cet Italien qui consacra une biographie à l'un des premiers humanistes, tant le souci philologique ignore en Italie le strict service de l'idiome. Latin avec *Le Cheval vivant*, de Leo Battista Alberti, précurseur avant Léonard de Vinci de l'« homme universel » (traduit par Jean-Yves Boriaud, auteur par ailleurs d'une synthétique *Histoire de Rome* [Fayard, 2001]), italien avec le *Roland Furieux* de l'Arioste, poème de 46 chants et plus de 40 000 vers dont le quatrième et dernier volume paraît ces jours-ci (406 p., 39 €), les *Ragionamenti* de l'Arétin ou le *Dialogo delle lingue* de Speroni, dont Du Bellay s'inspira pour sa propre défense de la langue française, romanesco aussi, cette langue de la plèbe romaine qu'illustrèrent au XIX^e siècle les sonnets de Giuseppe Gioachino Belli (*Rome, unique objet...*) : les collections des Belles Lettres, « Classiques de l'humanisme », « Corps fabuleux », « Bibliothèque italienne » – dirigée

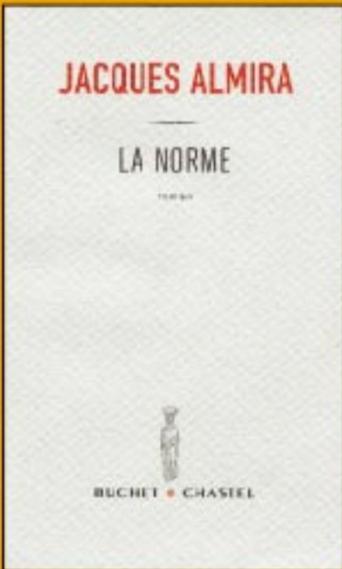
conjointement par Yves Hersant et Nuccio Ordine, qui signent par ailleurs l'édition des *Œuvres complètes* de Giordano Bruno – sont des modèles de rigueur et de précision qui mériteraient de faire école en France.

Récemment un brusque retour de fortune fit du lettré pape Pie II, Enea Silvio Piccolomini, qui latinisait son nom pour signer ses poèmes, un auteur en vogue : Ivan Clouas et Vito Castiglione proposaient une sélection de ses *Commentarii* sous le titre plus accessible de *Mémoires d'un pape de la Renaissance* (Tallandier) tandis que son roman latin composé peu avant son accession au trône de saint Pierre, qui est aussi une apologie de l'amour charnel, connaissait deux éditions parallèles, l'une chez Arléa, traduite par Serge Stolf (*Les Deux Amants*, 100 p., 12 €), l'autre assurée par Isabelle Hersant aux Belles Lettres encore (*Histoire des deux amants*, 21 €). Il est à craindre que le lecteur peu habitué à la présentation de notes se contente de la première sans voir qu'il condamne du même coup l'éditeur plus exigeant à la seule reconnaissance des initiés. A force d'indifférence face à l'enjeu philologique, l'écart entre la science italienne et la pratique française risque de s'accroître. Souhaitons que le Salon soit le prétexte d'une prise de conscience ; et d'un sursaut.

Ph.-J. C.

Philippe-Jean Catinchi

LITTÉRATURE FRANÇAISE



« Une fable qui fait souvent penser à la science-fiction façon Norman Spinoza ou William Gibson, mais qui renvoie aussi à l'ironie si française d'un Voltaire. »

Jacques Sterchi, *La Liberté*



BUCHET CHASTEL



« On ressort de ces pages avec la conviction d'être entré dans un monde où nous guettent des surprises, des énigmes, des questions, des bonheurs inconnus à ce jour. »

François Tallandier, *Le Figaro*

Temps de passion

Ambitieuse, la belle synthèse sur le Duecento d'Elisabeth Crouzet-Pavan joue des contrastes

ENFERS ET PARADIS
L'Italie de Dante et de Giotto
d'Elisabeth Crouzet-Pavan.
Albin Michel, « Bibliothèque
Histoire », 496 p., 27,44 €.

Éclipé dans la mémoire collective par les siècles suivants baptisés Renaissance, le Duecento italien n'en est pas moins une grande époque passionnée et passionnante dont titre et sous-titre du nouveau livre d'Elisabeth Crouzet-Pavan disent bien les flammes et l'éclat. C'est entre *Enfers et Paradis* que l'Italie change, bouillonne, emportée par un dynamisme qui saisit et recrée hommes et paysages, villes et campagnes, les pratiques du politique comme les techniques économiques et artistiques. Cette « *Italie de Dante et de Giotto* » met en vedette les génies symboliques qui, à la fin du XIII^e siècle et au début du suivant, en résumé, au sommet, l'élan créateur : tandis que Dante donne à la langue italienne et à l'Occident le chef-d'œuvre de la littérature médiévale qui exalte, dans un triple au-delà, les grands hommes, criminels démoniaques ou génies éclatants, montant, du fond des enfers, par la montagne escarpée du purgatoire récemment découvert, vers la lumière du paradis, Giotto illustre la force créatrice, le renouvellement

■ Jacques Le Goff

artistique et culturel engendré par ce grand Duecento.

L'espace, politiquement morcelé, est le théâtre d'un dynamisme commun d'Italies animées, dans l'imaginaire des hommes, par un désir d'Italie unitaire à travers le polycentrisme de la Péninsule et de la Sicile récupérée sur les Arabes ; Italie marquée, selon les termes d'Elisabeth Crouzet-Pavan, par des éclats et des traces d'histoire faisant parler les paysages, les pierres, les écritures – terre de mémoire et de culture – pour de nouveaux éclats.

A première vue, l'Italie du Duecento est le champ de bataille d'« *effervescences sanglantes* » autour du « *dernier empereur* » (Frédéric II), de « *luttres à mort* » entre cités et à l'intérieur des cités – car le Duecento voit l'irrésistible triomphe de l'*inurbamento* (l'urbanisation). La succession haletante des triomphes et des chutes fait émerger la croyance en une divinité fantasque qui l'emporte sur la providence : la Fortune.

Les passions sociales et politiques sont telles que la médiéviste parle de « *temps de la haine* » entre *milites* et *populus, magnati et popolari*, guelfes et gibelins bien sûr... Déchirements et luttres entre factions que les spécialistes ont étudiés depuis longtemps mais dont l'historienne française montre le formidable mouvement commun. Ce triomphe de la guerre se heurte pourtant – le contraste est la tonalité de ce livre : sur lui reposent sa structure et la trame même de l'histoire qu'il monte,

raconte et explique – à d'intenses mouvements de paix, sous l'impulsion des communes ou des Ordres mendiants, créations du siècle. Tel est le mouvement de l'Alleluia dans les années 1230 à Parme et dans les villes de l'Italie du Nord, celui des Flagellants de Perugia à Rome à partir de 1260, les campagnes de purification entreprises par la papauté ici ou là ; tel est l'objectif des nombreux statuts communaux rédigés au cours du siècle, jusqu'au grand Giubileo de 1300 institué par le pape Boniface VIII.

Une des parties les plus originales du livre est l'étude de l'évolution politique définie par les « *inventions* », en matière de droit et d'éloquence en particulier. C'est le temps de « *l'imagination au pouvoir* » avec l'appel à des podestats et la formation de « *communes populaires* ». L'auteur, utilisant les méthodes d'une « *anthropologie du politique* », nous présente les hommes des oligarchies urbaines du Duecento. Mais la fin du siècle voit apparaître les « *raidissements sociaux* » décrits à Bologne, Rome, Venise, où intervient en 1297 la fameuse *Serrata* du Grand Conseil qui marque un élargissement de la classe dirigeante.

Les contrastes continuent entre les « *merveilles de la ville* » (le *De Magnalibus Mediolani – le Meraviglie di Milano*, de Bonsevin della Riva, en est l'exaltation) et le « *bon gouvernement* » des campagnes, mais la fameuse fresque d'Ambrogio Lorenzetti à Sienne (1339) manifeste que là aussi on recherche complémentarité et harmonie. Le passage de la porte par les hommes et les produits se fait dans les deux sens.

On s'attendait enfin à l'évocation synthétique de l'expansion commerciale italienne en Méditerranée et en Orient. Elisabeth Crouzet-Pavan l'offre brillamment à travers trois « *portraits historiques* » (Pise, Venise, Gênes), dans un chapitre qu'elle intitule « *Économie : cœurs battants* ».

L'essai nous laisse au début du Trecento sur des « *promesses de bonheur* » dont la peinture novatrice de Giotto est l'expression. Il insiste sur une « *conception nouvelle du monde* » qui se fait jour. Fruit de toute l'évolution des espoirs et des sensibilités du Duecento, et en particulier de la redécouverte d'Aristote et de l'optimisme confiant du franciscanisme (les *Fioretti* en témoignent), c'est une recherche du bonheur ici-bas, de l'immanence. Il s'agit d'amener sur terre le Paradis. Pourtant, Elisabeth Crouzet-Pavan ne cache pas l'apparition d'une menace. Le Duecento a produit aussi un grand changement de sensibilité qui ne va pas dans le sens du bonheur. Avec l'idéal de la pauvreté qui cherche à équilibrer l'enrichissement de l'Italie dynamique s'est aussi répandue une nouvelle dévotion à la Croix qui « *de triomphale devient dramatique* » et à Jésus qui, de Christ triomphant, devient un Christ souffrant. L'Italie du Trecento ne sera-t-elle pas une Italie de la Passion ?



Bologne

Rejouer la guerre civile rhétorique

Avec le retour au pouvoir de Silvio Berlusconi, l'exploitation politique de la mémoire du fascisme et de l'antifascisme menace le compromis historique des années 1970. A suivre

Depuis le retour au pouvoir de Silvio Berlusconi, tout se passe comme si les Italiens jouaient la guerre civile rhétorique qu'ils avaient enterrée depuis des décennies, bien avant la fin des blocs idéologiques, avec le compromis historique des années 1970 entre la Démocratie chrétienne et le Parti communiste ; certains diront même depuis que les deux grandes forces issues de la Résistance s'étaient, après la guerre, partagé le pouvoir, la DC au gouvernement et le PCI dans l'opposition. « Il Cavaliere » a mené campagne sur le thème de l'anticommunisme, et ses adversaires les plus virulents cherchent à le discréditer en le peignant sous les traits du fourrier d'un nouveau fascisme. « *Risorgimento, fascisme, communisme : il ne passe de jour qu'en Italie ne s'allume une discussion enflammée sur ces thèmes* », écrit l'historien et journaliste Paolo Mieli dans un livre consacré aux relations entre l'histoire et la politique. La confusion entre les deux n'est pas une spécificité italienne, mais dans la Péninsule, plus que partout ailleurs peut-être, elle est utilisée pour discréditer l'adversaire. « *Le succès compte plus que la vérité* », affirme Sergio Romano, diplomate et historien, qui s'est attaqué ces dernières années à quelques mythes de l'histoire officielle italienne.

La dernière décennie avait pour-

tant permis une approche moins passionnée du passé. La fin de l'affrontement entre les blocs idéologiques, la disparition d'un des protagonistes de la division qui avait dominé la Première République, l'intégration dans la machine gouvernementale des communistes, mués d'ailleurs en braves sociaux-démocrates, comme la participation au pouvoir des ex-néofascistes, tout cela avait créé un climat propice à un examen plus serein et moins utilitaire de l'histoire. Des historiens, comme Renzo De Felice, dont paraît chez Louis Audibert le texte didactique qu'il compose pour une imposante production audiovisuelle, *La Storia d'Italia del XX^e secolo*, financée par l'Istituto Luce (*Brève histoire du fascisme*, préface de Pierre Milza, 160 p., 15 €), avaient montré la voie par leurs analyses du Ventennio qui rompaient avec le manichéisme d'antan, quitte à relativiser en même temps l'antifascisme qui avait été le ciment idéologique de la République. Des intellectuels comme Norberto Bobbio avaient confessé la tentation fasciste de leur jeunesse. D'autres, à leur suite, rappelaient que le régime de Mussolini n'avait pas été tout d'un bloc dès le premier jour et distinguaient entre un « fascisme de droite » et un « fascisme révolutionnaire », celui-là même auquel le leader communiste Palmiro Togliatti s'était adressé quand, en 1936 encore, il avait lancé un appel

« *aux camarades en chemise noire* » en vantant les mérites du programme fasciste de 1919 ! Le président de la Chambre des députés, Luciano Violante (démocrate de gauche), pouvait proposer la réconciliation aux jeunes enrôlés dans la République sociale de Salò entre 1943 et 1945, sans soulever les protestations qu'une déclaration analogue faite par le président de la République, Azeglio Ciampi, allait susciter en 2001. Cette fois-ci, le moment était mal choisi, affirme Furio Colombo, directeur de l'Unità : « *Avec Violante, nous étions la majorité. Sa déclaration était un geste de la part du vainqueur. En 2001, il était dangereux de saluer des jeunes qui avaient combattu à Salò au moment où le parti qui en est issu [l'Alliance nationale de Gianfranco Fini] est au pouvoir.* »

DÉLICATE RÉVISION

La droite n'est pas en reste dans l'exploitation politique de la mémoire. Considère-t-elle venu le temps de la revanche, après les compromis de la guerre froide, pendant laquelle il fallait ménager les communistes au nom de l'antifascisme ? Toujours est-il qu'elle réclame une révision de l'histoire italienne, une refonte des livres scolaires, qu'elle estime influencés par l'idéologie marxiste, un hommage aux personnalités de la période fasciste auxquelles elle veut donner des noms de rue, etc. C'est

« *une tentative maladroite de remettre en cause l'antifascisme* », déclare le professeur Giovanni Berlinguer, frère de l'ancien chef du PCI Enrico Berlinguer et l'un des acteurs de la rénovation de la gauche. Ce qui l'inquiète plus est la tentation qu'il décèle chez Silvio Berlusconi de vouloir transformer la République en un régime présidentiel où tous les pouvoirs (politique, économique et médiatique) seraient concentrés entre les mains d'un seul groupe, représenté par une seule personne.

Aux intellectuels qui dénoncent la dérive fasciste du nouveau gouvernement, Giovanni Berlinguer répond qu'il n'y a pas d'analogie avec le fascisme. Le problème fondamental, ajoute-t-il, c'est la nouveauté de cette droite qui n'a rien à voir ni avec celle de l'entre-deux-guerres ni avec la démocratie chrétienne. « *Annuler la distinction entre cette nouvelle droite et le fascisme, analyse-t-il, c'est créer un obstacle à une interprétation rationnelle de la réalité et à la mise en évidence des points faibles de la politique berlusconienne.* » Paraphrasant ce qu'écrivait Angelo Tasca dans son *Histoire de l'Italie mussolinienne*, à propos du fascisme, on pourrait dire : « *Pour parler de Berlusconi, il faut d'abord le connaître.* » La guerre civile verbale, alimentée par une exploitation idéologique de la mémoire, n'est pas la meilleure voie.

Daniel Vernet

■ MÉDÉE
de Pier Paolo Pasolini

Quatre textes liés au film tourné par Pasolini en 1969 en référence au mythe campé par Euripide, et où il fait de la rencontre entre Jason et Médée un choc entre deux Italies : une interview de Maria Callas, un cahier de notes du cinéaste, la retranscription de ses « *visions* » de poète en dialogues, et des poèmes écrits « *à chaud* » pendant le tournage (traduit et présenté par Christophe Mileschi, *Arléa*, 170 p., 15 €).

■ LA NEIGE ET LA FAUTE
de Giorgio Pressburger

D'une facture très classique, en apparence, les six nouvelles qui composent ce recueil sont en fait des chefs-d'œuvre de bizarrerie et d'humour noir. Né à Budapest en 1937 et installé à Rome vingt ans plus tard, leur auteur fut successivement réalisateur pour la radio, metteur en scène de cinéma, de théâtre, d'opéra, mais aussi auteur dramatique et littéraire, versé dans la nouvelle et dans le roman.

Après un mystérieux prologue, annonçant que ces nouvelles sont le fruit de recherches menées par l'auteur sur ses anciens camarades de classe, viennent des histoires où l'ombre du fantastique effleure sans cesse les propos à première vue les plus censés. Un jeu magnifique sur les décalages infimes qui font basculer un récit du rationnel dans l'étrange et dans la cruauté (*La Neve e la Colpa*, traduit par Marguerite Pozzoli, *Actes Sud*, « *Lettrés italiennes* », 232 p., 18,90 €).

R. R.

■ SPIRITI
de Stefano Benni

Stefano Benni n'a pas que des lecteurs, il a aussi et surtout, en Italie comme ailleurs, des fans, des groupes, des admirateurs, des adulateurs, des émerveillés, des subjugués, des irrésistiblement conquis, des qui ne tarissent pas d'éloges, des carrément béats et à genoux. L'auteur étant absolument responsable de ce qui se passe dans ce roman-conte philosophico-poétique – satire socio-politico-économique, il est impossible de le raconter à sa place. Disons simplement que cela commence avec la fin du monde et se poursuit avec une foultitude de personnages dont John Morton Max, président de l'Empire et obsédé sexuel, Baywatch, chien présidentiel, quelques guerriers valeureux ou iniques, quelques rock-stars, et surtout toutes sortes d'esprits quasi shakespeareiens dont Kimala, esprit du feu et de la forêt, expert en typhons, Poros le Diplomate, Aladin, transformiste parfumé aux épices, ou l'adorable, délicieuse et primesautière Melinda (traduit par Marguerite Pozzoli, *Actes Sud*, 416 p., 23,50 €).

M. Si.

■ MUSIQUE DANS LA MAISON
D'À CÔTÉ

Dans la belle collection de Jean-Baptiste Para, à côté de grands classiques du XX^e siècle (Borghese, Bontempelli, Delfini, Paris, Manganello, Fenoglio, Campo, Romano), figurent quelques romanciers en pleine production qui sont, pour la plupart, à la hauteur de ce voisinage : Bonaviri, Bompiani, Magris. Sous un beau titre, paraît une méditation tendre et poétique sur le veuvage, pourrait-on dire, mais en réalité c'est un livre d'amour, de l'amour partagé d'une vie entière. L'héroïne est la femme d'un écrivain. Elle se souvient de sa longue existence avec cet homme que la mort ne lui a pas arraché tout à fait. Était-ce de l'amour ? se demande avec angoisse celle qui supplie le fantôme de lui faire signe. Tout est à la fois violent et doux dans ce roman enchanteur. (*Musica nella casa accanto*, traduit par Chantal Mourou, *Gallimard*, « *L'Arpenteur* », 160 p., 15 €).

R. de C.

■ OMBRES ET REFLETS
de Saul Steinberg et Aldo Buzzi

Tous les admirateurs des dessins de Saul Steinberg (1914-1999), ceux qui ont longtemps eu dans leurs chambres d'étudiants ses fameuses affiches représentant le monde entier vu à partir de l'immeuble du *New Yorker*, le magazine dont il était l'un des dessinateurs phares, liront avec une délicate nostalgie ces conversations, qui ont eu lieu en 1974 et 1977 « *dans ma maison de campagne*, précise Steinberg, à *Springs, East Hampton* ». Pour son vieil ami Aldo Buzzi, il évoque son enfance en Roumanie, son installation en Italie, qu'il doit quitter pour émigrer aux États-Unis. Sa découverte, amusée et critique, de l'Amérique des années 1940 est un régal. Enfin, il développe ses réflexions sur son travail, sur l'art, sa théorie sur les ombres et celle sur les reflets, « *venue à la lecture d'un passage de Pascal rapporté dans un livre de W. H. Auden* » (*Riflessi e ombre*, traduit par Hugues de Giorgis, éd. *Christian Bourgois*, 90 p., 15 €).

Jo. S.

■ L'HISTOIRE SECRÈTE DU SEÑOR
CORREAL

Le livre commence à Buenos Aires, dans le Café Tortoni, le Florian de l'Argentine, puis continue, en toute liberté, à travers le monde, d'anecdotes en anecdotes, un peu à la manière des récits d'Oliver Sacks. Des cas psychiques étranges sont l'occasion de digressions poétiques alternant avec des références plus savantes. Une réflexion élégante et légère sur la création (traduit par Anna Arrivabene, *Kiron/Félin*, 240 p., 18, 50 €).

LIBRAIRIE DE LA
FRANCOPHONIE
ET DES LITTÉRATURES
D'EXPRESSION FRANÇAISE

Artisanat et Éditions
74, rue Orfila
75020 PARIS

Lu-Ve : 12h - 19h
samedi : 13h - 20h
Pour vos commandes :
Tél/Fax : 01.46.36.72.76

DANIEL TIMSIT
à l'occasion de la parution de
Récits de la longue patience
Journal de prison, 1956-1962
sera à la librairie
Compagnie
le jeudi 28 mars à 18 h.
pour un débat avec
PIERRE VIDAL-NAQUET
58, rue des Écoles, Paris 5^e

SALON DU LIVRE

SCIENCES HUMAINES

Réflexions d'intellectuels sous l'ère Berlusconi

Qu'est-ce qui a changé depuis les années 1970 dans la vie intellectuelle italienne ? Comment comprendre la situation créée par l'ère Berlusconi ? Quelles sont les perspectives ? Cinq intellectuels italiens de sensibilité différente répondent

Une large partie de l'opinion italienne, et plus largement de l'opinion européenne, se trouve aujourd'hui préoccupée par la situation créée par l'arrivée de Silvio Berlusconi et des siens au pouvoir. Comme on l'a souvent répété, c'est la première fois que se trouve à la tête d'un grand pays démocratique un homme détenant à la fois la puissance financière, les clés de l'information, des loisirs et de la culture et la responsabilité politique suprême. Cette situation intervient dans une Italie qui a beaucoup évolué depuis les années 1970, socialement et aussi idéologiquement. Nous avons donc tenté de chercher quelques éclaircissements. Qu'a changé l'ère Berlusconi dans la vie intellectuelle italienne ? Rien ? Peu de chose ? Presque tout ? Assiste-t-on à un épisode mineur, et relativement superficiel, ou au contraire à une crise grave, située quelque part entre un effondrement des valeurs démocratiques et un préfasisme postmoderne ? Sur ces points et sur leurs arrière-plans historiques, nous avons choisi d'interroger quelques figures de l'intelligentsia italienne. Il convient d'être modeste, de souligner d'entrée de jeu que les remarques que l'on va lire sont inévitablement des éclairages partiels. Bien que centrés sur des thèmes importants, ils ne peuvent prétendre faire le tour des questions ni la synthèse de tous les problèmes.

Le premier trait frappant, souligné par la plupart, c'est la faiblesse relative de l'emprise culturelle de la droite. Le pouvoir de Berlusconi s'étend sur les télévisions, les journaux, les maisons d'édition, mais apparemment d'une manière plus financière et commerciale que proprement intellectuelle. On ne saurait parler aujourd'hui d'une culture de droite,



Naples

d'hui d'une culture de droite, cohérente et organisée, qui tenterait de se substituer à l'héritage toujours vivace de la gauche. « *Le risque ne me paraît pas pour l'instant le renforcement d'une culture néofasciste du régime, mais bien plutôt le triomphe du cynisme, du petit asservissement quotidien et surtout la prédominance d'un climat anticulturel, où prévalent l'économie, et une certaine allure autoritaire et cléricale*, dit Ugo Volli. *Les mesures récemment annoncées par ce gouvernement au sujet de l'école, de l'université, des musées et des spectacles ne vont pas dans le sens d'une prise de pouvoir idéologique, mais plutôt dans celui d'un privilège accordé à l'économie basement commerciale.* »

CONFUSION DES ESPACES

Quelque chose d'essentiel a changé pourtant, et sur un registre qui n'a pas été suffisamment analysé jusqu'à présent. Une situation nouvelle et spécifique a été créée par l'intrusion permanente de la télévision dans la vie familiale. Son omniprésence expliquerait pour une large part le succès et le style du pouvoir de Berlusconi. Les murs de la maison privée, ceux du domicile, jusqu'alors distincts de la Cité, sont tombés à peu près en même temps que s'effondrait le mur de Berlin. Il s'est ensuivi une continue confusion des espaces politiques et privés qui étaient autrefois distincts. Cette confusion marche dans les deux sens : la

politique entre directement dans les familles, les loisirs, les pensées les plus personnelles, et, inversement, le privé entre dans la politique et le transforme. Remo Bodei conclut : « *Une telle forme de communication produit un consensus "forcé", non pas parce qu'il serait arraché par la violence, mais parce qu'il est atteint au moyen d'un forçage, une croissance accélérée en serre. Et la serre dans laquelle le consensus croît aujourd'hui le mieux est la maison, lieu de culture rapide de la politique.* »

On ne saurait toutefois oublier les changements sociaux qui ont lieu en Italie du Nord particulièrement, et qui peuvent, au moins en partie, expliquer le succès de

Berlusconi et sa clientèle électorale. Aux yeux de Gloria Orrigi, intellectuelle de la nouvelle génération, la bourgeoisie qui soutient Berlusconi demeure étrangère à la culture : « *Berlusconi lui-même ne change pas grand-chose à la vie culturelle italienne. Il est plutôt l'expression d'une implosion culturelle du pays, due à une transformation économique majeure de l'Italie, surtout au Nord, qui a favorisé l'émergence d'une nouvelle élite très riche et très ignorante. Cela est lié à la nature du "miracle" économique italien, caractérisé principalement par l'essor de petites et moyennes entreprises d'artisanat de luxe (mobiliers, vêtements, chaussures, casseroles, chaises...), créées au niveau familial et ancrées dans un savoir-faire local qui ne requiert pas de diplôme pour être maîtrisé. Cette nouvelle élite d'ignorants bien habillés ne lit point : la réalisation de leurs ambitions sociales ne dépend pas de leur degré d'instruction ou de leur rapport avec la culture.* »

Ce ne serait donc pas la personne de l'actuel premier ministre italien qui serait à considérer, mais bien les forces qui le soutiennent. Le vrai problème, ce serait les *berlusconiani* et le succès inattendu de leur parti, Forza Italia. « *L'image du condottiere bouffon ou du fasciste est vide de sens. Le cavalier Berlusconi est un sondage vivant, capable de représenter un rassemblement politique qu'il n'a pas créé* », souligne Paolo Fabbri. L'appui des industriels et du Vatican, la puissance de persuasion des médias n'auraient donc pas suffi, à eux seuls, à porter Berlusconi au pouvoir. Il faut compter avec l'existence d'un mouvement populaire aux aspects paradoxaux, marqué notamment par la prise de parole artificielle de la majorité silencieuse à travers les sondages, et,

comme l'ont souligné plusieurs observateurs, par la présence de toujours moins de confiance et de toujours plus d'adhésion à la politique du gouvernement ! Forza Italia, avec ce que Paolo Fabbri nomme « *son nationalisme de stade, sa croyance à la seule liberté de marché, sa passion pour les affaires et la richesse, son idée du citoyen comme consommateur spécialisé* », ne représente donc pas l'émergence d'une nouvelle culture de droite, mais un phénomène social inédit et encore mal compris.

« APOCALYPTIQUES » ET « INTÉGRÉS »

D'autres, comme Gianni Vattimo, soutiennent au contraire que l'ère Berlusconi est marquée par un renforcement des sensibilités respectives de la droite et de la gauche, la droite se sentant « *dédouanée* » et s'affirmant de manière plus agressive, la gauche, par contrecoup, se trouvant « *revivifiée* » et remobilisée. On aurait donc tort de croire que soudain tout a changé. De fait, la plupart des intellectuels italiens sont encore aujourd'hui soit de gauche soit catholiques (peu nombreux sont les deux), et le poids considérable de l'Eglise demeure toujours la plupart du temps un sujet plus ou moins tabou. Malgré la persistance de ces grands partages – entre droite et gauche, entre catholiques et non-catholiques –, les traits principaux du paysage politico-intellectuel ont évolué profondément au cours des deux dernières générations.

On changera donc de focale, pour regarder de plus loin sur quel arrière-plan intellectuel se découpent les interrogations de l'heure. Umberto Eco a proposé, il y a déjà longtemps, de classer les intellectuels italiens en « *apocalyptiques* » et en « *intégrés* ».

Paolo Fabbri : la faillite de la langue de bois



Professeur de sémiotique à l'université de Bologne, fondateur du Centre de sémiotique d'Urbino, il est l'auteur de nombreux travaux et le directeur de plusieurs revues internationales. Il a dirigé, de 1992 à 1996, le Centre culturel italien de Paris.

« *Dès les années 1970, les débats se sont centrés sur des événements collectifs : les années de plomb du terrorisme, le nouveau régime des médias, les "mains propres" de la justice. La vulgate dominante dans la gauche d'après-guerre – Marx lu à travers l'École de Francfort et Croce, filtré par Gramsci – a pu faire illusion sur sa capacité d'analyse. Mais, face à des problèmes nouveaux – de l'antipsychiatrie aux Brigades rouges, de la "crise de la raison" aux conflits des religions, de la chute du mur de Berlin aux guerres de globalisation, cette langue de bois a lamentablement failli. Ses limites étaient pourtant évidentes depuis le débat des années 1970 dans les sciences de l'homme. L'attention "structuraliste" portée au langage et aux régimes de subjectivité – de la sémiotique à la psychanalyse – a renouvelé la réflexion historiciste en Italie. Le Groupe 63 (Eco, Berio, Sanguinetti), Italo Calvino et l'antipsychiatre Basaglia y ont trouvé les outils d'un renouveau des concepts et des écritures. Ensuite la philosophie a continué à s'exprimer en allemand créolisé. A partir de la formule de la "crise de la raison", un débat s'est engagé autour de l'épistémologie, soucieuse des fondements rationnels et d'une *koiné* herméneutique : la pensée faible. Son représentant le plus connu, Vattimo, affirme se trouver plus proche d'un prêtre que d'un scientifique ! Mais la quête du Graal de la raison dans le Babel des sciences a tourné court, et le retour en force du pragmatisme a épuisé le *pensiero debole*. L'actualité est à l'écriture spéculative, aux *exempla ficta* de la théorie de la justice et aux formalismes des philosophes du langage. C'est dans les recherches esthétiques que l'on trouve les aperçus les plus originaux : je pense à Remo Bodei, à M. Perniola. Et, encore une fois, les expérimentations de pensée dans les arts ont joué un rôle créateur.* »

Remo Bodei : deux anomalies



Philosophe, l'un des plus originaux de l'Italie d'aujourd'hui. Dirige le département de philosophie de l'université de Pise, enseigne à l'université de Californie (voir *Logiques du délire* dans « *Le Monde des livres* » du 8 mars).

« *Dans les années 1970, étant donné sa position de pays occidental doté du plus grand Parti communiste, l'Italie a constitué une anomalie qui faisait d'elle une sorte de laboratoire politique et de point de référence pour les pays à la recherche d'un passage vers la démocratie qui ne soit pas traumatisant. La gauche italienne (de Gramsci à Togliatti, des frères Rosselli à Morandi) a produit des hommes politiques qui étaient des intellectuels, et qui surtout avaient compris l'importance des intellectuels pour la conquête de l'opinion et pour la réforme intellectuelle et morale du pays.*

La figure de l'intellectuel "organique", liée à la discipline du Parti, conseiller ou bien – dans les pires cas – courtisan du "Prince moderne" est demeurée relativement répandue à un niveau moyen, mais n'a pas touché les auteurs les plus représentatifs de la culture (comme par exemple Norberto Bobbio). A la différence de la France, l'Italie n'a pas connu au cours des dernières décennies une vraie culture de droite et la culture catholique elle aussi, d'un point de vue qualitatif, n'a joué qu'un rôle marginal. Le trait spécifiquement italien du rapport entre les intellectuels et le pouvoir est finalement une forme de légitimation réciproque, une espèce de lutte pour l'investiture, avec peu de grands auteurs qui se tiennent à part.

Avec un président du conseil propriétaire d'un empire médiatique, l'Italie présente aujourd'hui une autre anomalie. Elle est devenue à nouveau un laboratoire politique, où s'expérimente cette fois une forme de populisme basé sur le contrôle capillaire et sophistiqué de la communication télévisée, et où la politique se trouve assimilée aux techniques de marketing. Cette réalité, il convient, à la manière de Spinoza, non pas de s'en réjouir ou de s'en lamenter, mais de la comprendre.

LE BALADIN DU MONDE YIDDISH de Moni Ovadia

Dans la « *confession* » qui ouvre cet ouvrage, le metteur en scène, acteur, chanteur, Moni Ovadia, rend hommage à Leo Rosten, écrivain américain décédé en 1997, spécialiste en yiddish expliqué à tout le monde, y compris les juifs (car ceux qui parlent encore le yiddish sont bien peu nombreux) et à son livre le plus célèbre : *Les Joies du yiddish* (Calmann-Lévy ou Livre de poche). Et il a bien raison car il parcourt le même terrain et de la même manière, en « *juif oriental* » (c'est-à-dire venu d'Europe orientale) mais à l'italienne : on explique et pour que tout le monde comprenne, on ajoute une histoire drôle, un conte hassidique, une anecdote, une citation. Sans oublier les digressions, car sans digression, il ne reste qu'un squelette ? Et de quoi parle-t-il ce livre ? De tout ce que l'on devrait savoir sur le monde yiddish pour ne pas périr d'enfer ou d'autre chose de pire encore (*L'Ebreo che ride*, traduit par Michelle Nota, Le Rocher/Anatalia, 248 p., 21,50 €). M. Si.

N. d'Ernesto Ferrero

Napoléon I^{er} fascine la jeune littérature italienne. On se souvient du roman d'Alessandro Barbero (*La Belle vie ou les aventures de Mr. Pyle, gentilhomme*, Gallimard, 1998) ou de *L'Armée de Sainte-Hélène*, de Davide Pinardi (Calmann-Lévy, 2000). C'est à l'île d'Elbe que Ernesto Ferrero a choisi de camper l'« *orque* » corse. Fils d'un notable de ce qui devient le dernier royaume du tyran déchu, Martino Acquabon voeu en secret une haine mortelle à celui dont il devient le bibliothécaire. Un poste d'observation d'où la fureur vengeresse le cède à la fascination, subtilement, comme le constate le lecteur de ces « *cahiers* » retrouvés par un neveu perspicace, Telemaco : « *les îles n'ont de lendemain que le départ.* » Un beau roman, lucide et aigü sur toutes les vanités, d'auteur ou de général (traduit par Philippe Di Meo, Gallimard, « *Du monde entier* », 384 p., 24 €). Ph.-J. C.



LOURDES de Rosa Matteucci

Maria Angulema va partir comme bénévole à Lourdes, pour accompagner des malades. Le roman s'ouvre sur les préparatifs de Maria. « *Il faut dire (...) que faisait partie de son bagage un douloureux fardeau sentimental qu'elle devait à tout prix retourner à l'envoyeur et qui était la cause de sa décision d'entreprendre ce voyage à Lourdes.* » Mais ce n'est là que le préambule, qui montre une héroïne, fille d'une famille d'aristocrates en mauvais état, passablement dérangée. Très vite cependant, on passe au pire... L'auteur prend un grand plaisir à peindre un monde grotesque. Les malades sont des pantins caricaturaux, affreux, sales et méchants. Au milieu de cette foule d'éclipsés qui inspirent bien peu de compassion (mais ce n'est pas le but de l'auteur), Maria s'avance vers une sorte de rédemption, en adéquation avec l'ambiance délétère qui règne autour de la célèbre grotte. Rosa Matteucci, qui a publié ce roman en 1998, vit dans la région d'Orvieto (traduit par Lise Chapuis, éd. Christian Bourgois, 178 p., 15 €). P.K.

N'OUBLIE PAS DE RESPIRER de Dario Buzzolan

« *N'oublie pas de respirer* », c'est le conseil que lui avait donné un anesthésiste facétieux au moment où on s'apprêtait à l'opérer de l'appendicite. Depuis, Leni, sujette à des crises d'angoisse et à des visions fantomatiques, ne fait plus bien le partage entre le sommeil de la raison et la vie ordinaire. Celle-ci d'ailleurs lui en fait voir de toutes les couleurs. Ce fut d'abord la mort violente de son père, puis la mésaventure durable avec sa mère, enfin le mariage avec Léo qui dans un premier temps la libère avant de la plonger dans de nouvelles affres et de l'entraîner dans une étrange quête sur la piste des adeptes du tourisme sexuel en Asie. Si la trame du roman de Dario Buzzolan peut-être qualifiée de policière, le suspense repose moins sur un climat psychologique que sur une analyse troublante de l'alchimie des pulsions (*Non dimenticarti di respirare*, traduit par André Zavriew, JC Latès, 300 p., 19 €). G. Me.



DE VIVOIX
3 COLLECTIONS SUR CD
LITTÉRATURE
SCIENCES
HISTOIRE

MICHEL PICCOLI,
JEAN-CLAUDE CARRIÈRE,
MARIE-CHRISTINE
BARRAULT,
JEAN-LOUIS BIGET,
MARC LACHÈZE-REY...

Librairies et fnac
points de vente et informations:
www.devivovox.fr

LE NOUVEAU
JACQUES
LANZMANN

RUE DES
ROSIERS

UN HYMNE
À LA VIE

ÉDITIONS DU ROCHER

SALON DU LIVRE

SCIENCES HUMAINES



Bologne

Les premiers refusent en bloc le fonctionnement de la société telle qu'elle est, construisent des utopies, ne voient dans le moment présent que la pire des époques, porteuse de tous les maux. Certains peuvent aller, dans cette voie, jusqu'au soutien au terrorisme et à la lutte armée. Ce fut le cas, à l'extrême gauche, de Toni Negri, aujourd'hui assigné à résidence et devenu l'un des penseurs de l'anti-mondialisation (1). Du côté des « intégrés », on trouve aussi bien des gens de gauche que de droite, qui professent des opinions réformistes et entendent utiliser les médias et le pouvoir qu'ils peuvent acquérir dans les entreprises culturelles pour diffuser leurs idées. Ce fut le cas d'Umberto Eco lui-même, qui a travaillé à la RAI et chez Bompiani tout en demeurant clairement, malgré son exceptionnel succès commercial et médiatique, un intellectuel de gauche. D'autres, parmi ces « intégrés », ont suivi un parcours qui les a conduits d'un bord à l'autre de l'échiquier politico-idéologique. Le cas de Lucio Colletti, mort en 2001, est à cet égard exemplaire. Théoricien marxiste fort connu dans les années 1960 et 1970, dont plusieurs ouvrages ont été traduits en français à l'époque, Colletti est devenu progressivement « poppérien », et très critique envers le marxisme, avant de devenir député du parti de Silvio Berlusconi.

Comme toutes les classifications globales, celle-ci risque de laisser de côté les individualités et les courants les plus singuliers. Il semble difficile d'y faire entrer les représentants les plus marquants de la vie des idées, en particulier ceux des années 1980. C'est autour du « nihilisme », entendu principalement comme une dévalorisation des grands idéaux et des notions les plus fortes de la tradition

philosophique (raison, vérité) que se sont retrouvées plusieurs initiatives marquantes de cette période. L'une insistait plus sur les limites de la rationalité dans une perspective inspirée des philosophies analytiques : Aldo G. Gargani intitula *La Crise de la raison* un livre collectif publié en 1979 chez Einaudi qui eut un important retentissement. L'autre mettait l'accent sur l'herméneutique et la tradition continentale pour conclure à l'avènement de la « pensée faible », c'est-à-dire d'une pensée renonçant aux grands objectifs de la métaphysique en matière de vérité. Publié en 1983 chez Feltrinelli par Gianni Vattimo et Rovatti, *Il Pensiero debole* connu de nombreuses rééditions.

D'importantes individualités se sont également affirmées dans un dialogue critique original avec l'œuvre de Heidegger. C'est notamment le cas de Massimo Cacciari, philosophe largement inspiré par Nietzsche qui fut également, ces dernières années, maire de Venise et qui reste homme de gauche. C'est aussi le cas de Giorgio Agamben, dont de nombreux titres sont disponibles en français, et qui vient de publier une nouvelle lecture critique du dispositif heideggerien (*L'Ouvert. De l'homme et de l'animal*). Dans les réponses à notre enquête, Gianni Vattimo insiste pour sa part sur l'influence, ces dernières années, de plusieurs penseurs issus du catholicisme : Luigi Pareyson, redevenu populaire après sa mort, Emanuele Severino, qui a abandonné le catholicisme pour une position extrémiste qui condamne toute la modernité comme nihiliste. Enfin, peu lu de son vivant, mais aujourd'hui remis à l'honneur par la droite au pouvoir, Augusto Del Noce, critique catholique de la modernité et des Lumières, est utilisé pour « dédouaner » la culture de

droite. Celle-ci paraît peu représentée, mis à part Mario Tarchi, proche d'Alain de Benoist et Marcello Veneziani, qui vient de publier chez Laterza *La Cultura di destra*.

UNE ACTION COMMUNE DIFFICILE

Quant à la situation présente, reste à savoir comment les intellectuels que nous avons interrogés en conçoivent les issues possibles. Leurs réponses demeurent fort générales et on serait bien en peine d'en dégager une ligne d'action claire et nette. « Rien n'empêche d'imaginer que le gouvernement Berlusconi ne disparaisse de façon originale et instructive pour tous », dit Paolo Fabbri. La formule a le mérite d'éviter le sentiment de fatalité qui peut s'emparer de certains face à une situation dont la dégradation paraît inéluctable. Mais elle ne dit rien sur les conditions de la chute éventuelle d'un pouvoir dont il paraît difficile, aujourd'hui, d'affirmer qu'il est véritablement fragile. Sans doute peut-on, et certains ne s'en privent pas, présenter sous forme de paradoxe l'arrivée de Berlusconi comme une chance, une sorte de danger inespéré qui imposerait enfin de repenser les modes de transmission des savoirs, de la maternelle au multimédia, de réécrire l'histoire de la tradition culturelle italienne de Dante à nos jours, ou encore d'ouvrir enfin le débat sur la laïcité que l'Italie n'a sans doute jamais menée à son terme. Autant de propositions généreuses qui risquent toutefois de n'être que des vœux pieux si elles ne sont pas effectivement prises en charge de manière collective et suivie, ce qui ne semble pas être actuellement le cas.

Certains conseillent de « résister au paradis artificiel de l'indignation permanente » (Gloria Origgi), et surtout de faire confiance à la diffusion démocratique de la culture, qui

paraît aujourd'hui irréversible. On se demandera toutefois dans quelle mesure le pouvoir de liberté que contiennent les œuvres philosophiques et littéraires peut suffire, à lui seul, pour faire contrepoids à la marchandisation générale de la culture qui paraît désormais entamée par le gouvernement lui-même. Mieux vaudrait sans doute parvenir à trouver, comme le conseille Remo Bodei, la difficile « juste distance » entre politique et culture, militantisme et indifférence, libertés collectives et liberté individuelle.

Gianni Vattimo préconise de tenter de reconstruire une nouvelle forme d'intellectuel organique, mais ne précise pas en quel sens ni de quelle manière. Peut-être serait-il d'abord nécessaire, pour avancer dans cette voie, que les intellectuels en viennent à mettre en discussion également la gestion politique de la gauche, qui semble avoir été particulièrement malheureuse au cours des années précédentes. Peut-être faudrait-il envisager aussi, comme le conseillent certains d'une manière peut-être trop simple, que les intellectuels entrent en dialogue avec les représentants des syndicats, avec les étudiants, avec tous les citoyens que préoccupent notamment « la destruction de la justice et la distance prise envers l'Europe » (Ugo Volli). Tout cela suppose finalement que les intellectuels retrouvent leur fonction critique. Bref, qu'ils redeviennent eux-mêmes. Il semble bien qu'il y ait du chemin à faire. Les signes de l'actualité, ces dernières semaines, laissent penser que bien des esprits sont en train de bouger. Mais nul ne peut dire à présent ce qui en sortira.

Roger-Pol Droit

(1) Voir l'entretien avec Negri dans *Le Monde* du 27 janvier.

Gloria Origgi : Don Camillo et Peppone



Philosophe, travaille sur l'épistémologie, le langage et la cognition. Enseigne à l'université de Bologne. En 2000, elle a fondé avec d'autres chercheurs l'association Euro-edu (www.euro-edu.com).

« Mes souvenirs des années 1970 sont ceux d'une écolière. Il est amusant d'aller relire aujourd'hui les manuels d'histoire ou de littérature italienne de cette époque : la dialectique de la lutte des classes est omniprésente, elle explique n'importe quel événement historique. Et tout ça était compatible avec une école encore imprégnée de religion catholique ! Le duo "Don Camillo, Peppone" de l'après-guerre italien reste encore un trait dominant de la culture des années 1970.

Le monde culturel italien était en train de rattraper son retard par rapport à la culture européenne, surtout française. Psychanalyse, structuralisme, sémiologie, etc., renouvelaient la philosophie, la critique littéraire, l'histoire et la littérature. Ce fut l'occasion pour certains de prendre leurs distances envers le monolithisme marxiste et le « crocianisme » (la doctrine du philosophe Benedetto Croce) historiciste qui étaient alors dominants (et qui le restent, malgré tout, dans les programmes de l'éducation nationale). Cela dit, l'existence des étiquettes "gauche" et "droite" reste une composante centrale du débat intellectuel. »

Gianni Vattimo : la fin de l'intellectuel organique



Professeur de philosophie à l'université de Turin, il est l'un des philosophes italiens les plus connus. A enseigné dans de nombreuses universités et travaillé aux programmes culturels de la RAI. Il est député européen, démocrate de gauche

« Le trait majeur, c'est la fin de ce que Gramsci appelait "l'intellectuel organique". A partir de 1968, les intellectuels de gauche commencent à agir sans aucune discipline de parti. Ils ne discutent même plus l'attitude du Parti, ils l'ignorent. Cette situation, qui deviendra de plus en plus générale jusqu'à la chute du mur de Berlin, correspond aussi à la dissolution de la classe ouvrière en tant que classe. Par rapport à cette nouvelle structure sociale, l'intellectuel n'a plus un rôle défini.

Avec l'affirmation de la société des médias, l'intellectuel devient de plus en plus un travailleur "indépendant", en rapport direct avec l'industrie culturelle. Finalement, les intellectuels ont subi la même transformation que la classe ouvrière : ils ne sont plus – ne sentent plus – un groupe social engagé, ils ne sont que des travailleurs "individuels" qui tentent de faire valoir leurs idées en dehors des partis. De mon point de vue, cette situation représente la victoire de la droite, qui réalise son rêve d'avoir ainsi des intellectuels "fragmentés", neutres, et non plus "organiques" !

Ugo Volli : une approche fragmentaire et techniciste



Spécialiste de la communication, il est professeur de sémiotique à l'université de Turin. Auteur d'une quinzaine d'ouvrages, il s'est intéressé d'un point de vue théorique à la communication politique. Il collabore notamment à *La Repubblica*

« Durant les années 1960 et 1970, la culture italienne était fortement imprégnée d'idéologie : la majeure partie des intellectuels considérait la critique de la société capitaliste comme leur premier devoir. A partir de la fin des années 1970, d'abord avec le choc du terrorisme, ensuite avec l'essor d'une modernisation consumériste, enfin avec l'écroulement du système communiste, ce thème est devenu caduc. Ce ne fut pas un retournement laissant place, dans la culture italienne, à une critique approfondie de l'idéologie précédente, mais une simple disparition. On s'est mis à parler d'autre chose. Avec l'idéologie, la fonction critique des intellectuels est tombée elle aussi en déshérence et l'on a peu parlé en Italie, en dehors de cercles restreints et marginaux, des limites et des inconvénients de la modernisation en cours. Ce qui a prévalu dans la culture italienne, c'est, en fin de compte, une approche fragmentaire et techniciste, dans laquelle un seul champ de recherche est travaillé par chacun isolément, dans l'ignorance de son rapport à la vie sociale. Il existe bien sûr des exceptions, mais ce sont là les tendances générales. »

LES VOIX de Claudio Magris

L'auteur triestin de *Danube*, spécialiste de littérature allemande et d'Europe de l'Est, écrit là un monologue désespéré et obstiné d'un homme communiquant avec des voix de femmes enregistrées sur des boîtes vocales. Il ne tente pas de prolonger cette rencontre qui n'est même pas virtuel, puisqu'à l'autre bout du fil rien ne répond. Est-ce une métaphore de la solitude ? « J'ai compris que le monde est un énorme standard téléphonique, et que c'est de là que tout est contrôlé. Dieu est parti et quelqu'un a pris sa place, le Seigneur des ténèbres et du vacarme – le mal est bruyant, c'est un boucan, d'ailleurs les saints, eux, prient en silence, ils ne dérangent personne et ne téléphonent à personne. » Ce qui pourrait n'être qu'une nouvelle inquiétante et perverse devient, sous la plume élégante de Magris, un conte philosophique sur la rencontre, sur la folie qu'inspire la technologie (*Le Voci*, traduit par Karin Espinosa, Descartes&Cie 56 p., 9,5 €). R. de C.



PRIMO LEVI, LE DOUBLE LIEN sous la direction de Walter Geerts et Jean Samuel

Présentées lors d'un colloque qui eut lieu à Strasbourg les 18 et 19 novembre 1999, les différentes interventions rassemblées dans ce volume ont été réparties en trois chapitres. Le premier porte sur le témoignage et sur ses modalités littéraires, avec, notamment, une belle étude de David Le Breton sur le visage ; le deuxième aborde les aspects littéraires ; le troisième, enfin, traite des questions éthiques et philosophiques. Chacun des intervenants éclaire ainsi les différentes facettes de l'œuvre et de la pensée de l'auteur de *Si c'est un homme* dans leur rapport avec la culture et le regard scientifiques de celui-ci. L'une des intervenantes au colloque, Giuseppina Santagostino, insiste d'ailleurs sur l'importance du « rapport dialogique » entre science et littérature. Parmi les contributions, citons celles de Pierre-Gilles de Genes, René de Ceccatty et Domini-que Weil (*Ramsay*, 326 p., 21 €). P. K.

NOUVELLES de Bandello

Un grand classique de la Renaissance, qui a servi de référence à une part importante de la littérature moderne. Le conteur est né en Lombardie en 1484 et mort à Agen en 1561. Il s'agit ici d'une ample anthologie de ces contes qui ont succédé à ceux de Boccace et de Masuccio Salernitano et n'ont pas eu moins d'impact sur la constitution de l'imaginaire européen. Le ton est le plus souvent celui de la satire, avec toute une série de portraits qui constituent une comédie humaine avant la lettre et annoncent les « caractères » de moralistes. Mais l'extrême violence n'en est pas absente et les contes durent aussi leur notoriété aux excès des événements rapportés, parfois inspirés par des chroniques et des faits divers. Le recueil fut traduit du vivant de l'auteur, en français sous le nom des *Histoires tragiques* de Bandel. Un livre fondamental pour comprendre la littérature et l'art occidentaux (*Il novellier*, édition établie par Adelin Charles Fiorato, Marie-José Leroy, Corinne Paul, Imprimerie nationale, 680 p., 25 €). R. de C.

L'événement !

Encyclopædia Universalis
édition 2002



Pour la découvrir en avant-première au Salon du Livre : Stands A 120 et H 190

N° Vert 8 000 2002 12

SALON DU LIVRE

ÉDITION

Le paradoxe éditorial italien

Alors que plus de la moitié de la population ne lit pas de livre, les initiatives en matière de lecture se transforment en phénomènes.

De leur côté, les maisons familiales tiennent leur rang face aux deux grands –, Mondadori et Rizzoli, – tournés de plus en plus vers l'international

L'édition italienne aime les phénomènes hors normes, les engouements inattendus. Au milieu des années 1980, le pays s'emballait pour les livres à 1 000 lire (l'équivalent d'un demi-euro). Le succès a fait long feu, mais il traduisait un vrai besoin de lecture. Quelques années plus tard, le premier éditeur italien, Mondadori, a créé « I Miti », une collection de poche à très bas prix. Depuis le début de l'année, le principal événement éditorial se trouve dans les kiosques et vient d'un journal. Chaque semaine, *La Repubblica* propose l'achat d'un livre à 4,9 € en plus du prix du quotidien (0,90 €), pour constituer tout au long de l'année une véritable bibliothèque de la littérature du XX^e siècle. Pour lancer l'opération, le journal a fait une grande campagne de publicité, dans ses journaux et à la télévision, et a offert le premier volume de cette bibliothèque de *La Repubblica* : 1,2 million d'exemplaires du *Nom de la rose* d'Umberto Eco ont été ainsi distribués. Mais le succès a continué avec les autres titres payants, qui dépassent les 500 000 exemplaires.

Le mensuel littéraire *L'Indice* a consacré un éditorial positif à cet événement. Le directeur de l'Association des éditeurs italiens (AIE), Ivan Cecchini, constate que, « si l'opération se poursuit à ce rythme, elle représentera 25 millions d'exemplaires, soit 10 % de la production totale italienne ». Le phénomène a été lancé en Espagne, mais connaît un succès plus spectaculaire en Italie, où les journaux ont une longue habitude de vendre des produits supplémentaires en plus du quotidien. C'est une initiative plutôt paradoxale, et encourageante, de la part de *La Repubblica*, de proposer un livre comme argument de vente du journal, dans un pays où plus de la moitié de la population n'en lit pas. Les résultats des statistiques sur la lecture se dégradent. Ces chiffres, qui s'amélioreraient au fil des années 1990, ont connu un revirement : 38,3 % des Italiens lisent au moins un livre par an, alors qu'ils étaient presque 42 % en 1998.

L'initiative de *La Repubblica* bouscule un paysage éditorial en train de changer en Italie. L'édition, comme la mode et la finance, se passe à Milan. Il y a d'autres maisons dans le nord de l'Italie, à commencer par Einaudi, à Turin. A Rome, qui n'a jamais été une grande ville d'édition, on peut citer E/O, Newton Compton ou Carocci. Mais c'est dans la capitale lombarde que se concentrent les trois quarts du secteur. 25 % des ventes en librairies s'effectuent dans le centre-ville de Milan.

L'édition est dominée par deux grands groupes, contrôlés par des conglomérats industriels : Mondadori, propriété de Silvio Berlusconi, et RCS (Rizzoli Corriere della

sera), filiale de la société HDP, dont les actionnaires sont, selon *La Repubblica*, « le gotha et le supergotha de la finance italienne ». Ils représentent la moitié du chiffre d'affaires du secteur en Italie et ont affiché leurs ambitions internationales. Le premier en s'alliant avec Bertelsmann dans les pays hispanophones, le deuxième en rachetant Flammarion. La concentration se poursuit : le groupe Utet, spécialisé dans le livre scolaire, vient d'être repris par De Agostini, connu en France avec sa marque Atlas.

Le siège de Mondadori reflète la puissance du groupe, qui représente à lui seul un tiers du secteur. A une demi-heure du centre-ville, à Vigate, on entre chez Mondadori par la *via privata* Mondadori. Un plan d'eau, avec des cygnes et des canards, met en évidence le bâtiment construit par Oscar Niemeyer au milieu des années 1970 : un écrin de verre, protégé par des arches de béton qui semblent inspirées par des tableaux de De Chirico. Mondadori possède Einaudi, Sperling & Kupfer et Electa. Conscient de la place de la maison dans le paysage éditorial, Gian Arturo Ferrari, directeur de la branche, joue la mesure et la prudence : « Nous avons une part de marché suffisante. On n'a pas une politique d'expansion et on n'a pas une volonté impérialiste. Nous ne faisons pas d'acquisitions pour améliorer notre cours de Bourse. Nous faisons les choses si elles ont une logique industrielle et éditoriale. » Pour le directeur éditorial, Massimo Turchetta, « il y a différentes façons de publier des livres, en fonction du public que l'on vise ». Il a ainsi appuyé l'initiative de Luigi Malerba d'insérer de la publicité dans un recueil, tout en reconnaissant que la baisse du prix du livre n'a pas eu d'incidence sur les ventes.

Il y a un an, de fortes rumeurs circulaient sur une vente possible du pôle livre de Rizzoli (Bompiani, Marsilio, Fabbri, 48 % d'Adelphi, Flammarion). En charge de cette branche, Gianni Vallardi dément ces rumeurs. Pour lui, l'ancrage de RCS dans le livre est plus fort que jamais : « 30 % des activités de RCS sont liées au livre. C'est une garantie de stabilité. Avant, on disait que le livre était moins rentable que la presse. Aujourd'hui, on dit que c'est plus stable, car il n'y a pas de publicité. Depuis quatre ans, nous avons fait une douzaine d'opérations dans le monde du livre », RCS vient de s'associer avec Vivendi Universal Publishing (VUP) pour créer une filiale de Larousse en Italie. Gianni Vallardi n'entend pas s'arrêter là : « On est très attentif au développement des marchés, surtout en Espagne et en France. On a les yeux ouverts. »

A l'ombre de ces deux géants transalpins, des groupes familiaux tiennent leur rang. Le phénomène le plus intéressant est sans doute



Naples

le développement du groupe Longanesi. Sous l'impulsion de Mario Spagnolo, mort en 1999, et de Luciano Mauri, s'est constitué un troisième pôle autour de la société de distribution Messagerie, qui contrôle Garzanti et distribue plusieurs indépendants (Laterza, Feltrinelli, Piemme, Carocci, Sellerio). Depuis les années 1980, Longanesi a pris le contrôle de Guanda, Salani (qui publie *Harry Potter*), Corbaccio,

Ponte alle Grazie. « Notre philosophie est de ne pas agir comme un groupe. Chaque maison a sa propre identité et s'adresse à des cibles différentes. Pour nous, l'édition est un travail artisanal », explique Stefano Mauri, fils de Luciano.

Il fait partie d'une nouvelle génération de « quadras » qui prennent la tête des maisons. C'est le cas aussi de Carlo Feltrinelli, qui a pris en charge la société créée par son père, mort il y a tren-

te ans, alors qu'il vivait dans la clandestinité. Avec sa mère, Inghe, qui la préside, il a relancé la maison, qui s'appuie sur le formidable développement de son réseau de librairies. Feltrinelli publie les auteurs des mouvements antimondialisation, d'Attac à José Bové, en passant par le dernier Alessandro Baricco, *Next*. « En Italie, en ce moment, il y a un bel espace pour des maisons qui ont une identité politique forte, comme

la nôtre. » Autre maison de gauche indépendante, Il Saggiario appartient à Luca Formenton, héritier de la famille Mondadori. La maison est réputée dans le domaine des essais et est associée à l'hebdomadaire anti-Berlusconien *Diario*.

Dans le monde de l'édition italienne, Adelphi tient une place à part. Créée au début des années 1960 par Roberto Bazlen et Luciano Foà, venus d'Einaudi, la maison est incarnée par l'écrivain Roberto Calasso. Sans jamais faire de concession à la mode ou au marketing, c'est devenu le cinquième éditeur italien. « Nous avons plusieurs collections, mais on reconnaît qu'on est chez soi. On mélange les genres, les livres faciles et d'autres plus difficiles. Nous voulons qu'un même lecteur passe d'un livre à l'autre, qu'il en ressente le besoin. On bâtit une constellation. » Chez Adelphi, un essai savant côtoie Nabokov ou Simenon. L'exemple de Simenon montre bien que le soin apporté à l'édition, même d'un auteur réputé populaire, est payant. « J'avais constaté que seuls les Maigret étaient disponibles en Italie. Je suis allé voir Simenon à Lausanne. Nous avons eu l'appui de Fellini, qui lui a envoyé une lettre très belle l'incitant à passer chez Adelphi. Je publie six Simenon par an, dans une nouvelle traduction et, pour beaucoup de lecteurs, c'est une nouveauté. » Et c'est ainsi que Simenon est revenu sur les listes des meilleures ventes en Italie.

Alain Salles

La résistance du Sud

A Naples, Palerme ou Bari, les éditeurs luttent face à ce qui a été désigné comme « un désert culturel »

Si l'édition italienne est concentrée dans le nord du pays, le Sud n'est pas absent du paysage éditorial de la péninsule. A Bari, Naples et Palerme, plusieurs éditeurs luttent contre ce qui, à plusieurs reprises, a été dénoncé comme le « désert culturel » des régions méridionales. Il s'agit d'un combat ardu, mais dont les excellents résultats sont encore plus louables. Ces éditeurs travaillent, en effet, dans un environnement culturel difficile, où la diffusion de la lecture et les ventes de livres sont beaucoup moins développées que dans le reste du pays.

« Nous sommes une maison d'édition qui, tout en étant enracinée à Bari, a toujours regardé à l'extérieur, en s'adressant au Nord et même à l'étranger », explique Giuseppe Laterza, le jeune président de la maison d'édition fondée il y a tout juste un siècle par son grand-père. Pour fêter le centenaire de cette aventure familiale qui a permis à Laterza de devenir une des

entreprises culturelles les plus importantes – et enviées – de la Péninsule, la maison d'édition vient de publier un magnifique catalogue historique de plus de mille pages. Il témoigne de la richesse et de l'ouverture d'esprit d'un éditeur qui, dès ses débuts, a su attirer les meilleures forces intellectuelles du pays, à commencer par le philosophe Benedetto Croce.

Mort en 2001, Vito Laterza, qui a dirigé la maison d'édition pendant trente ans, a continué dans cette direction en se tournant vers l'étranger et notamment vers la France : « Mon père a su nouer des relations étroites avec les intellectuels français, relations qui ont donné naissance à des ouvrages très importants publiés en Italie, avant même d'être publiés dans l'Hexagone. C'est le cas de L'Histoire des femmes coordonnée par Georges Duby et Michelle Perrot ou de L'Histoire de la lecture dans le monde occidental de Roger Chartier et Guglielmo Cavallo », rappelle Giuseppe Laterza.

Aussi connue que Laterza, la maison d'édition Sellerio est installée à Palerme depuis 1969. Grâce à l'aide notamment de Leonardo Sciascia, dès la fin des années 1970, elle a su imposer un style et une collection, « La Memoria », où figurent quelques-uns des écrivains les plus connus du pays, de Tabucchi à Camilleri. C'est justement l'extraordinaire succès du créateur du commissaire Montalbano (découvert au milieu des années 1980 par l'intermédiaire de Sciascia) qui a permis à Sellerio de faire un véritable bond en avant. Ainsi, son chiffre d'affaires est passé en cinq ans de 1,8 à 13,9 millions d'euros, les ventes de Camilleri représentant environ 60 % du total.

Pour Antonio Sellerio, qui aujourd'hui dirige la maison d'édition avec sa mère, Elvira, la fondatrice, « nous pourrions concurrencer des éditeurs plus grands que nous, mais nous préférons rester fidèles à notre politique des petits pas, à la qualité de notre catalogue

et aux liens avec nos auteurs ». Chez Sellerio on travaille encore de façon très artisanale : « À Palerme tout est plus difficile et compliqué. Mais cette condition inconfortable nous pousse à plus de rigueur, à plus d'originalité afin d'être une maison d'édition nationale qui conserve néanmoins dans son ADN son caractère sicilien. »

Les cas de Laterza et Sellerio ne sont pas isolés. D'autres éditeurs – tel que Piero Manni à Lecce, Liguori à Naples, Novenco à Palerme – essayent de tirer leur épingle du jeu. Et malgré toutes les difficultés, de nouveaux éditeurs viennent encore renforcer l'édition du Sud, comme c'est le cas récemment de l'Ancona, une petite maison napolitaine qui, en trois années d'activité, s'est déjà fait remarquer. Ces éditeurs contribuent au pluralisme de la tradition culturelle de l'Italie, un pays où – depuis le XII^e siècle – la culture n'a jamais été exclusivement dominée par une seule ville.

F. Ga.

FRED VARGAS
PARS VITE ET REVIENS TARD
Prix des Libraires 2002
ÉDITIONS Viviane Hamy

■ FELLINI MON AMI de Vincenzo Mollica

Sous ce titre un peu trompeur, paraît un ensemble hétéroclite de dessins de Fellini, d'extraits d'interviews, de souvenirs de conversations, et d'illustrations de Milo Manara (pas toujours du meilleur goût). Fellini, lui-même, aimait provoquer et se souvenir qu'il avait commencé dans la bande dessinée : il est donc beaucoup question de dessinateurs et de peintres, dans ce livre où Fellini livre quelques confidences parfois fielleuses. A propos du comique de génie Totò, en 1988, par exemple : « Que de fois on a entendu dire : "Dommage que Totò n'ait pas rencontré un grand cinéaste." C'est un peu comme dire : "Dommage que la girafe n'ait pas trouvé quelqu'un qui lui ait fait jouer le rôle de la girafe." Il était un phénomène naturel, à photographier tel qu'il était. Un sapin de Noël ou Venise. » C'est sympathique, mais c'est oublier que Totò a fait trois chefs-d'œuvre (un long métrage et deux courts métrages) avec Pier Paolo Pasolini. Oublier vraiment ? (Fellini, parole e disegni, traduit par Gilles de Van, *Anatolia*/éd. du Rocher, 150 p., 15 €). R. de C.

■ LA POUSSIÈRE SUR L'HERBE d'Alberto Bevilacqua

Bevilacqua est un romancier, poète et cinéaste reconnu. Mais cet étrange roman, très subtilement composé, dont l'histoire se situe dans l'Italie en proie à la guerre civile, entre 1944 et 1948, est son premier, écrit, à vingt ans, en 1955. Il n'a pourtant accepté sa publication, chez Einaudi, qu'en 2000. Singulier destin d'un beau livre : le jeune Bevilacqua avait envoyé son manuscrit à Leonardo Sciascia. Celui-ci, impressionné par la maîtrise de cet écrivain débutant, lui avait rendu visite à Parme. Mais il avait décidé de ne pas publier le texte. D'une part parce qu'il ne pouvait entrer dans la collection que Sciascia dirigeait alors ; sans doute aussi à cause de sa violence à propos d'un moment de l'histoire alors proche. Bevilacqua accepte, « oublie » *La Poussière sur l'herbe* et écrit d'autres livres... (*La polvere sull'erba*, traduit par Carole Cavallera, éd. de La Différence, 206 p., 18 €). Jo. S.

■ LA CHANSON DE COLOMBANO d'Alessandro Perissinotto

S'inspirant d'une vieille chanson populaire, ce sémiologue, spécialiste du folklore et des traditions alpines, retrace en prose rythmée comme des strophes l'histoire, au XVI^e siècle, du procès d'un tailleur de pierre accusé de sorcellerie et d'un quadruple meurtre. Entre deux flambées de désirs érotiques, un juge enquête et découvre une machination (traduit par Patrick Vighetti, éd. La Fosse aux ours, 192 p., 16 €).

ElIslam pour cible
Matmati Māamar
Corrections Interrogations
http://www.editionsles12.com
30 rue Edith Piaf - 92411 Courbevoie cedex

■ LA NOUVELLE REVUE FRANÇAISE janvier 2002

La NRF n'a pas attendu le mois de mars pour mettre à l'honneur l'Italie. Le dossier rassemblé par Philippe Di Meo, Nathalie Bauer et Bernard Comment est d'une grande richesse. Fabio Gambaro présente un tour d'horizon bien informé de la littérature d'aujourd'hui. Se retrouvent, à côté d'auteurs « classiques » – Primo Levi, Leopardi (des pages de l'inépuisable *Zibaldone*), Palazzeschi (des poèmes raffinés et d'une belle liberté), Pasolini (un texte sur Andrea Zanzotto, présent également, notamment avec un poème sur l'écrivain-cinéaste), Caproni... –, des écrivains découverts ces dernières années – Abate, Calasso, Erri De Luca, Camilleri, Pontiggia et Tabucchi bien sûr ! Mais ce numéro est aussi l'occasion de quelques découvertes ; citons les pages très belles d'un roman de Melania Mazzucco, traduites par Philippe Di Meo (NRF, numéro 560, Gallimard, 15 €). Signalons également le dossier « Italie » du *Magazine littéraire* (mars, 5,35 €) et le n°3 du magazine *Senso* (mars-avril, 7 €). P. K.

GAÏTO GAZDANOV
LE RETOUR DU BOUDDHA
« L'exil : la pierre d'angle d'une œuvre étonnante à travers laquelle Gazdanov n'a de cesse d'explorer l'essence de l'être humain. »
Alexie Lorca Lire
ÉDITIONS Viviane Hamy

SALON DU LIVRE

ÉDITION ET JEUNESSE

Apprendre à être libraire à l'école

Dans un pays où la bataille est vive entre les mégastores, Luciano Mauri a créé à Venise un cours technique pour candidats au métier de vendeur de livres

Plus facile d'être libraire dans la Péninsule ! D'abord parce qu'on lit peu au pays de Dante. Au palmarès des lecteurs européens, l'Italie arrive dans le peloton de queue : en 2000, seulement 38% des Italiens déclaraient avoir lu au moins un livre dans l'année. « On compte un gros lecteur italien pour deux ou trois français, note Pierre Coursières, directeur général de Fnac Italia. Il est courant que des cadres supérieurs ne lisent pas un bouquin par an, le système éducatif valorisant peu la lecture. » Non seulement les lecteurs sont rares, mais ils sont inégalement répartis, les trois quarts des ouvrages vendus l'étant entre Gênes et Venise.

A ces difficultés, il faut en ajouter deux autres. Avec Mondadori, Feltrinelli – qui a racheté les librairies Rizzoli –, Hoepli et d'autres, les principaux acteurs de la librairie sont les éditeurs eux-mêmes, ce qui ne facilite pas une organisation centralisée, chacun craignant de donner des informations aux concurrents. Enfin, l'offensive de la Fnac a bouleversé la donne. Deux magasins à Milan et Gênes, deux autres prévus cette année à Turin et Vérone, un à Naples l'an prochain : « Même si le succès a été

moins immédiat qu'au Portugal, nous restons confiants, explique Jean-Paul Giraud, le PDG de la Fnac. Au rythme de trois magasins par an, l'idée que la Fnac puisse un jour en avoir 30 ou 40 n'est pas une aberration. »

Du coup, la bataille est vive entre les chaînes (Mondadori a ouvert à Milan un médiastore de 3 700 m², Feltrinelli en a inauguré

un à Naples de 3 000 m²) et les indépendants souffrent. Leur part de marché est descendue à 37% en 2001, tandis que les chaînes réalisent 20% des ventes, les kiosques à journaux 13%, la grande distribution 11%, la vente par correspondance et Internet 7% et le courtage environ 10%. La loi sur le prix fixe (septembre 2001) a certes interdit aux gran-

des surfaces des rabais « assasins » qui allaient jusqu'à 40%, mais « les 15% autorisés sont encore excessifs », déplore Rodrigo Dias, président de l'Association des libraires. Une première version de la loi prévoyait un seuil à 10%, mais, sous la pression de Mondadori, l'ancien premier ministre, Giuliano Amato, l'a relevé à 15%. La contrainte est trop

souple : « Nous sommes les premiers en Europe à avoir inventé le prix fixe flexible », ironise Piero Attanasio, de l'Association des éditeurs. Le système sera rediscuté en septembre, mais, d'ici là, « nous espérons faire passer une loi globale qui militera notamment pour une TVA à taux 0 », contre 4% actuellement, ajoute Francesco Fiorani, de l'Association des libraires.

Le mot-clé, c'est la formation. « Imaginez-vous libraire dans les Pouilles, note M. Attanasio. Il faut inventer des initiatives originales, impliquer les écoles, gérer des stocks, être à la fois créatif et concret. Pour cela, il faut absolument que les libraires se professionnalisent. » C'est dans ce but que s'est créée en 1983 la Scuola Per Librai (Ecole des libraires) Umberto e Elisabetta Mauri. Cette initiative sans équivalent en Europe est celle de Luciano Mauri, le président des Messageries italiennes, l'un des leaders de la distribution de livres. Sensibiliser les libraires aux nouveaux rythmes de la production, aux méthodes de gestion novatrices, aux expériences internationales : tel est le but de cette « école » qui se tient à Venise chaque année en janvier. Après trois jours de cours techniques préparés par des pro-

fesseurs de la Ca' Foscari et où se sont succédé, en vingt ans, les directeurs des grandes chaînes européennes (Waterstone, Hugendubel, Fnac...), les libraires ont droit à deux jours d'intervention par des personnalités du monde de l'édition européenne puis d'une conclusion en apothéose par une sommité contemporaine (les Prix Nobel Rita Levi Montalcini et Amartya Sen, l'économiste Tommaso Padoa-Schioppa ou cette année le philosophe Hans Magnus Enzensberger). Ainsi ce cours technique est-il devenu un formidable forum de réflexion sur le livre en Europe.

Quoi de plus stimulant pour ceux qui en sont les acteurs au jour le jour ? De Messine aux îles Lipari, les libraires se pressent pour présenter leur candidature. Seuls une trentaine sont élus chaque année, qui repartiront avec une compétence et une motivation toutes neuves. Comme la Scuola accueille aussi quelques libraires étrangers, les idées circulent, des réseaux se bâtissent, tandis que s'affermirait l'idée d'une culture littéraire européenne. Un exemple d'action à long terme dont la hauteur de vue et la générosité gagneraient à être imitées hors de la Botte.

Florence Noiville

Quand les écrivains font salle comble

En Italie, il peut arriver d'être refoulé d'une salle de théâtre archicomble où un écrivain rencontre son public. Des auteurs comme Alessandro Baricco, Daniel Pennac ou Luis Sepulveda se sont fréquemment retrouvés face à un parterre de mille personnes qui les écoutent avec dévotion, en les regardant comme on contemple les stars de la musique ou du cinéma. Ce succès est d'autant plus surprenant qu'il se produit dans un pays où le taux de lecture est faible. Il est vrai que la personnalité de l'auteur est davantage mise en avant que son livre, lors de ces réunions publiques.

« Aujourd'hui, toute la culture devient un spectacle, même la littérature. Autrefois, l'écrivain s'effaçait derrière son œuvre, mais les lecteurs, surtout les plus jeunes, qui sont les plus dépendants de la culture de l'image véhiculée par la télévision, ont besoin de voir les écrivains, ils ont besoin de personnalités publiques, d'icônes », explique Luca Nicolini, libraire à Mantoue, où il organise depuis cinq ans

un Festival littéraire qui connaît un énorme succès. En septembre 2001, plus de 40 000 personnes ont acheté une entrée pour assister pendant cinq jours aux innombrables rencontres et lectures avec une centaine d'écrivains arrivés des quatre coins du monde. L'absence totale d'émission littéraire dans le paysage audiovisuel italien contribue à expliquer l'engouement pour ce type de manifestation. « Ceux qui lisent habituellement ne perdent pas l'occasion de voir leurs écrivains préférés, surtout lorsque le but n'est pas la promotion d'un livre mais une véritable rencontre entre auteurs et lecteurs. Aujourd'hui, le succès et la confiance du public nous permettent de proposer, à côté des auteurs les plus célèbres, des écrivains encore peu connus du grand public », conclut Luca Nicolini, qui est déjà en train de préparer la prochaine édition de son festival. Un rendez-vous auquel les maisons d'éditions sont toutes désireuses de faire inviter leurs écrivains.

F. Ga.

De « Pinocchio » au « Journal d'un fripon »

Le classique de Collodi reste très lu par les jeunes Italiens, comme le « Cuore » de Edmondo De Amicis, qu'Umberto Eco traite d'« exemple abject de pédagogie petite-bourgeoise ». Et vingt ans plus tard se revêla Luigi Bertelli...

Pour qui doute de l'influence de la production italienne sur la littérature de jeunesse, un tour dans une école maternelle s'impose. Il y trouvera à coup sûr un exemplaire de *Petit Bleu et Petit Jaune*, cette histoire d'amitié simplissime dans sa conception – une tache jaune, une tache bleue pour tous protagonistes – et qui a fait le tour du monde. Son auteur, Leo Lionni (1910-1999), venait du monde de la publicité où il avait été le premier à faire travailler des artistes (Calder, De Kooning, Léger). S'il est incontestablement l'une des grandes figures du livre de jeunesse italien, il est loin d'être le seul. Il faudrait pouvoir parler de Bruno Munari et de ses « livres-surprises » dès les années 1940 (1), de Enzo Mari et de ses « jeux des fables », de Gianni Rodari, l'auteur de la *Grammaire de l'imagination* (éd. Rue du Monde, 1997) qui reçut en 1970 le prix Andersen, ou encore de Roberto Innocenti, à qui l'on doit quelques mises en images inoubliables de Dickens, Perrault ou E.T.A. Hoffmann... (2).

Mais c'est plutôt le XIX^e et le tout début du XX^e siècle italien que l'actua-

lité nous invite ces temps-ci à revisiter. Avec d'abord un classique des classiques, mi-traité d'éducation, mi-comte édifiant, *Les Aventures de Pinocchio*. Un colloque organisé à la Bibliothèque nationale, à l'initiative de l'Institut Charles-Perrault, a récemment permis de montrer le jeu de références ironique et parodique de cette œuvre singulière qui emprunte aussi bien aux *Métamorphoses* d'Ovide qu'à Pétrarque, à la culture parlée florentine ou au vieux conte de la Poupée qui mord (Venise, 1550). « *Pinocchio est l'un des avatars du mythe de Pygmalion, comme le Golem, Frankenstein et toutes les histoires d'animation de statues* », notait l'universitaire Michel Manson, tandis que son collègue Jean-Claude Zancanari mettait en évidence « *les deux âmes de Pinocchio* », ces deux logiques (celle du rebelle et celle du bon garçon) qui donnent tout son mouvement au texte de Collodi. Mais au fait, qui était donc ce Collodi (de son vrai nom Carlo Lorenzini) ? Un Toscan, né à Florence en 1826 où il mourut en 1890. Un homme du Risorgimento qui s'entraîna, lors des deux premières guerres d'indépendance (1848 et 1859), dans le bataillon des

volontaires florentins. Un journaliste, directeur de journaux satiriques et écrivain qui, en 1881, accepta d'écrire pour l'un de ses amis, directeur du *Giornale per i bambini*, un feuilleton nommé *La Storia di un burattino* (L'Histoire d'un pantin)... mais qui était loin de se douter que ce « divertissement » le mènerait un jour à la postérité.

UN CŒUR PATRIOTIQUE

A la même époque, un ancien officier, lui aussi toscan, se consacre au journalisme et à la littérature. Il s'appelle Edmondo De Amicis (1846-1908), et son livre *Cuore* (Cœur) sera le texte le plus lu dans la Péninsule, entre sa publication en 1886 et la fin des années 1960 – loin derrière Pinocchio. Les éditions Rue d'Ulm rééditent ce best-seller de naguère qui retrace, mois par mois, les cours d'une année scolaire vue par un élève de troisième (*Le Livre Cœur*, traduction de Piero Caracciolo, Marielle Macé, Lucie Marignac et Gilles Pécout, suivi de deux essais d'Umberto Eco, 96 p., 22 €). Par sa portée pédagogique et politique, ce texte rappelle le fameux *Tour de France par deux enfants* et, note l'édi-

teur, « permet d'appréhender l'alchimie rêvée des vertus individuelles, civiques et patriotiques dans l'Italie libérale et bourgeoise, une génération après son unification ». On pourra simultanément apprécier le document historique qu'il constitue et s'agacer de l'abondance de ses bons sentiments. Du reste, dans le même volume, Umberto Eco ne cache pas son irritation : *Cuore*, écrit-il, est « un exemple abject de pédagogie petite-bourgeoise, marquée par des intérêts de classe, paternaliste, sadique et fin de siècle ». Cependant, ajoute-t-il, « la société italienne qui s'est formée sur le modèle de Cuore a continué à faire de ce livre un guide pour son action, même quand elle ne lisait plus. En d'autres termes, elle a continué à écrire Cuore ; de sorte que cela n'a rien d'un divertissement gratuit que de lire l'histoire italienne récente comme un appendice à ce livre ».

Postérieur de vingt ans, le *Gianino Furioso* ou *Journal d'un fripon* de Vamba – de son vrai nom Luigi Bertelli (1858-1920) – est un autre classique pour enfants, mais d'une lecture délicate pour les adultes – que les éditions Phébus rééditent à

point nommé (traduit de l'italien par Nicolas Cazelles (« *Libretto* », 352 p., 9,90 €, à partir de 9 ans). Qu'en dire, sinon qu'il est savoureux de bout en bout, facétieux à souhait et parfaitement accessible, dans sa langue, à n'importe quel petit lecteur, près d'un siècle après sa rédaction. Paru en 1906 dans le *Giornale della Domenica*, Giannino a parfaitement entendu la leçon de Collodi. Fraîcheur et subversion s'y mêlent, faisant de ce journal plein d'humour et de verve un traité souvent désopilant de la désobéissance et de l'espionnerie.

Fl. N.

(1) Voir le site du Salon de Montreuil sur Munari auteur pour enfants, designer et graphiste (www.lidj.tm.fr/munari).

(2) Voir l'exposition de la Bibliothèque de l'Heure-Joyeuse, 6, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris, jusqu'au 30 mars. Une rencontre avec Roberto Innocenti y est prévue le mercredi 27 mars, à 15 heures. Tél. : 01-43-25-83-24. Roberto Innocenti est également l'invité d'une table ronde lundi 25 mars, à 16 h 30, au Salon du livre de Paris, en compagnie des auteurs Vittoria Facchini, Silvana Gandolfi et Stefano Ricci.

LA FORCE DU PASSÉ de Sandro Veronesi

Un soir, le passé s'est infiltré dans la vie bien rangée de Gianni Orzan. Auteur de livres pour la jeunesse, en excellents termes avec son éditeur, sa femme, son jeune fils et parvenu à l'âge où le portrait que l'on se fait de soi-même commence à paraître définitif, Gianni sent qu'une faille lézarde l'édifice. De rencontres inquiétantes (un homme qui prétend lui révéler des vérités sur son défunt père) en découvertes tracassantes sur son propre compte, le héros voit s'insinuer un désordre qui s'accroît à mesure que remontent les secrets du passé. Sur une intrigue finalement assez convenue, Sandro Veronesi module un récit très séduisant, où l'ironie voisine avec une grande finesse d'observation. L'analyse, par le personnage, de ses angoisses et de leurs causes, ou ses délibérations avec lui-même, sont vraiment délectables (*La Forza del passato*, traduit par Nathalie Bauer, Plon « Feux croisés », 234 p., 18 €).



R. R.

DOCTEUR JEKYLL & MISTER HYDE de Lorenzo Mattotti et Jerry Kramsky

Réputé « auteur pour la jeunesse » grâce à l'inoubliable *Île au trésor*, Robert Louis Stevenson n'en finit plus d'inspirer les créateurs. Naguère, c'est Ludovic Debeurme qui signait les superbes mais angoissantes illustrations de *L'Étrange cas du Dr Jekyll et de M. Hyde*, adapté par Luc Lefort (Nathan, 60 p., 15,09 €) ; aujourd'hui, c'est le graphiste bolognais Lorenzo Mattotti, associé dès 1977 au collectif d'artistes Valvoline, qui visait à renouveler l'esthétique comme la linguistique de la bande dessinée, qui revisite ce chef-d'œuvre du fantastique avec son ami Kramsky – c'est leur 9^e collaboration. Fidèle à son projet personnel, Mattotti, qui débatta au Salon avec le nouvelliste Claudio Piersanti, coauteur de *Stigmates* (Seuil, 1998), regarde ce drame de la schizophrénie par l'angle cru de l'expressionnisme allemand (Schiele, Grosz), jusqu'à emprunter le regard de Bacon. Une lecture magistrale, suffocante à force de libre intelligence d'un texte trop large pour son assignation victorienne (traduction de Marc Voline, Casterman, 64 p., 13,5 €).

JAMAIS CONTENTS ! et L'HISTOIRE DES TROIS OISEAUX de Bruno Munari

Présenté-t-on encore Bruno Munari ? Disparu en 1998, l'artiste designer italien sera au Salon, grâce au projet de site-exploration que lui consacre le CPLJ-93 (en 2001, Wolf Erlbruch en était l'heureux bénéficiaire) et qui sera présenté le lundi 25, à 12 heures. Après *Les Trois Oiseaux*, Le Seuil poursuit la publication, française de ses albums qui, dès 1945, dépeussaient un domaine « jeunesse » sans audace, bousculant la forme comme le fond d'une vision traditionnelle de la narration. Au service de la créativité de l'enfant, Munari propose à travers les rêves impossibles d'un bestiaire frustré qui rappelle l'humaine condition sans le décalage animalier coutumier comme à travers le code – perturbé – des confidences de trois oiseaux en cage, une exploration visuelle et tactile (fenêtre à ouvrir, image mise en perspective par des « trous » malicieux) du livre qui en fait un lieu à part entière de la découverte du monde. L'épure et la palette franche de ce pionnier font toujours merveille (Seuil, 19,95 € chacun, en librairie le 16 avril). Ph.-J. C.

VENISE, carnaval secret de Robert de Laroche

Secret, pluriel, mais aussi dévoilé. Tel est le carnaval que l'on découvre dans ce bel album qui retrace, à travers lieux, rites et personnages, l'histoire millénaire. Histoire d'une institution rattrapée depuis une vingtaine d'années par la société de consommation. Car, derrière les masques et les costumes fastueux, nombreux sont les témoignages d'aficionados qui dénoncent la perte de son caractère populaire et subversif (*La Renaissance du livre*, 128 p., 29,75 €).

GUY PERVILLE signera son livre

POUR UNE HISTOIRE DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

au salon du livre de Paris

Le samedi 23 mars

de 15h à 17h

au stand J 169

DES ÉDITIONS PICARD

J. B. PONTALIS



En marge des jours

« Une intelligence jamais au repos, mais sereine. On cherchera demain dans des témoignages de ce style comment on pensait, en France, vers l'an 2000. »

François Nourissier, *Le Figaro Magazine*

« Une parole si vivante qu'elle semble tout droit destinée au lecteur, postulant qu'il en sera l'unique dépositaire. »

François Busnel, *Dernières Nouvelles d'Alsace*

GALLIMARD

Schifano, un Napolitain de Paris

Si la Sicile de son père l'a conduit vers une langue dont il est l'un des grands « passeurs » en France, elle l'a mené aussi vers sa passion absolue : Naples

Il est le traducteur des romans d'Umberto Eco. Il refuse de le dire, mais on sait bien que la truculence française du *Nom de la rose* doit beaucoup à cet admirateur de Rabelais qu'est Jean-Noël Schifano. Son nom semblant indiquer qu'il est d'origine italienne, on s'imagine qu'on pourrait en tirer un simple constat : l'italien est la langue de son père, qui a probablement immigré en France, le jeune Jean-Noël a appris en même temps l'italien et le français et il était donc destiné à devenir l'un des grands « passeurs » de la littérature italienne en France, où, depuis 1970 et *Le Saut de la mort*, de Luigi Malerba (Grasset), il a traduit une trentaine de livres et tant de grands auteurs, au premier rang desquels Leonardo Sciascia et Elsa Morante – sans doute celle pour laquelle il a le plus de tendresse, au point d'avoir prénommé sa fille Elsa.

S'il est bien vrai que Jean-Noël Schifano est ce traducteur – et auteur de six livres, depuis *Chroniques napolitaines*, chez Gallimard, en 1984, dans la collection de Georges Lambrichs, « Le chemin », jusqu'à son dernier roman, *L'Education anatomique*, toujours chez Gallimard, en 2001 –, son histoire n'est pas du tout celle-là. Certes, Schifano est un nom sicilien « et mon père était originaire de Serradifalco, la colline du faucon, au centre de la Sicile, non loin du village de Sciascia, raconte Jean-Noël Schifano. Il était tailleur. Il est venu en France à



« Je ne suis jamais allé en Italie dans mon enfance (...) Mon père revenait de Sicile avec ce qui était pour moi alors l'odeur de l'Italie : des amandes, des pistaches, du nougat »

20 ans. Il s'est installé à Lyon, a épousé ma mère et ils ont eu des enfants. Moi, je suis né le 4 décembre 1944, à Chambéry. » Chez les Schifano, on ne parlait que le français. « De toute façon, les Siciliens sont muets. Mon père parlait très peu. Mais c'était un bon vivant. »

Le père, de temps en temps, se rendait en Italie. « Il n'emmenait personne. Je ne suis jamais allé en Italie dans mon enfance, précise Jean-Noël Schifano, et ma mère y a fait son premier voyage avec moi, quand j'étais adulte. Mon père revenait de Sicile avec ce qui était pour moi alors l'odeur de l'Italie : des amandes, des pistaches, du nougat. J'aimais cette odeur. Je voulais découvrir ce pays. » C'est sans doute ainsi qu'est né ce désir d'Italie qui décidera de son destin. « J'ai appris l'italien à l'école, puis j'ai fait des études d'italien à l'université. Mon premier souvenir de cette langue date de l'époque où j'avais 7 ou 8 ans. Dans la cour du pensionnat, j'avais à la main un livre en italien, que je faisais semblant de lire.

Un curé s'approche de moi, me demande si je sais lire l'italien. Je dis que oui. Il me montre le premier mot du livre : "Primavera". Et, bien sûr, je dis "primevère" au lieu de "printemps" ! Mon premier contre-sens ! J'espère que je n'en fais plus. Ce jour-là, j'ai été tellement vexé que j'ai décidé de vraiment apprendre cette langue. »

Après des études à Aix-en-Provence et à Grenoble, Schifano passe l'agrégation d'italien. Reçu à l'écrit, il quitte les épreuves d'oral après une altercation avec le jury : « Certains ont essayé de me retenir, me disant "Schifano, revenez, vous ruinez votre carrière". » C'était au moins une bonne occasion pour mettre le cap sur la Sicile « et connaître enfin le côté paternel ». Trop simple. Avec Jean-Noël Schifano, le destin prend toujours les sentiers qui bifurquent : « En allant en Sicile, je me suis arrêté à Naples pour une nuit. Et j'y suis resté dix ans. La séduction, toutefois, n'a pas été immédiate. Quelque chose m'intriguait et me retenait. J'étais dans une réalité totalement contraire à celle que j'avais connue jusque-là. Je ne comprenais rien. » On était au début des années 1970. Jean-Noël Schifano était lecteur et enseignant de français dans diverses universités de Naples ou de la région, et, bien sûr, traduisait. « Cependant, l'intérêt des Français pour la littérature italienne n'était pas ce qu'il est devenu dans les années 1980, après Le Nom de la rose. Il y avait quelques auteurs connus, dont Italo Calvino, mais celui-ci passait beau-



Naples

coup de temps à Paris et était très proche des recherches de l'époque sur la littérature, les structures de la narration. » Schifano peut sûrement admirer Calvino, mais ce n'est pas un auteur de sa « famille » : pas assez charnel, pas assez baroque, débordant, volcanique... En un mot, pas assez napolitain.

Naples, c'est la passion absolue de Jean-Noël Schifano. Après une décennie parisienne (les années 1980), pendant laquelle, outre ses traductions, il a écrit plusieurs livres, dont son premier roman, *La Danse des ardents* (Gallimard) – hyperboliquement napolitain –, et créé plusieurs collections de littérature italienne – chez Desjonquères « Chemins d'Italie », chez Fayard « De l'Italie », puis chez

Flammarion –, il est reparti s'installer à Naples, pour diriger, de 1992 à 1998, l'institut français. Là, il a employé toute son énergie, qui est considérable, à faire partager ses amours napolitaines aux dizaines d'écrivains, intellectuels, musiciens, plasticiens européens qu'il a invités pendant ces six années. Et il a réussi. Il suffit de l'entendre parler de cette ville, de son histoire, de sa beauté, de sa vitalité, de ses folies, pour avoir envie d'embarquer dans le premier avion – en emmenant Schifano, pour être certain de l'avoir comme guide, d'églises en port, de couvents en musées, de volcan en ruelles où chaque maison solitaire sa mémoire, son goût du détail, du passé et du présent. S'il revendique un titre de gloire, c'est

celui de citoyen d'honneur de la ville de Naples. Ce serait lui faire injure que passer sous silence cette distinction, obtenue en 1994.

Aujourd'hui, Jean-Noël Schifano vient de traduire *Baudolino*, d'Umberto Eco (Grasset), et dirige la collection « Continents noirs », qu'il a créée, en 2000, chez Gallimard. Un abandon d'Italie et un départ vers l'Afrique ? « Absolument pas. » Suit une explication, très convaincante, des relations et des « passerelles » entre ses deux passions, la nouvelle et, non pas l'ancienne, mais l'éternelle. Car Schifano n'est pas seulement citoyen d'honneur de Naples, mais assurément Napolitain à jamais. Où qu'il habite et quoi qu'il fasse.

Josyane Savigneau

PROGRAMME ITALIEN

■ VENDREDI 22 MARS

– 10 h 30 à 12 heures : « Les relations culturelles entre l'Italie et la France », avec Alain Elkann (salle Italie).
– 10 h 30 à 11 h 30 : rencontre avec Roberto Innocenti (salle Victor-Hugo).
– 12 heures à 13 heures : rencontre avec Claudio Magris et Gérard-Georges Lemaire autour des publications de Marisa Madiéri et Patrizia Runfolà (Café littéraire de la Fnac).
– 14 heures à 15 heures : Une heure avec... Niccolò Ammaniti et Emmanuel Carrère (salle Italie).
– 15 heures à 16 heures : Une heu-

re avec... Andrea Zanzotto (salle Italie).
– 15 h 15 à 16 h 15 : « Regards croisés », avec Rosetta Loy, Anne-Marie Garat et François Brun (Forum des auteurs).
– 15 h 30 à 17 heures : « Etats de la littérature italienne aujourd'hui », avec Ernesto Ferrero, Elisabetta Rasy, René de Ceccatty et Gérard-Georges Lemaire (salle Dante).
– 16 heures à 17 heures : Une heure avec... Claudio Magris (salle Italie).
– 16 h 30 à 17 h 30 : « Les Italiens. Fête autour du mot teatro. Goldoni et la France », avec Giorgio Alber-

tazzi et Claudia Cardinale (Petit théâtre).

– 17 heures à 18 heures : Une heure avec... Raffaele La Capria (salle Italie).
– 18 heures à 19 heures : Une heure avec... Pietro Citati (salle Italie).
■ SAMEDI 23 MARS
– 11 heures à 12 h 30 : « Le nouvel élan de la littérature italienne », avec Niccolò Ammaniti, Claudio Piersanti, Tiziano Scarpa et Sandro Veronesi (salle Dante).
– 11 heures à 12 heures : « Les écrivains aux frontières de l'Italie », avec Bruno Arpaia, Marcello Fois, Nathalie Bauer, Mario Fusco et Francine de Martinoir (Forum des auteurs).
– 12 heures à 13 heures : Une heure avec... Vincenzo Consolo (salle Victor-Hugo).
– 12 heures à 13 heures : rencontre avec Pietro Citati, Erri De Luca et Mario Rigoni Stern (Café littéraire de la Fnac).
– 15 heures à 16 heures : Une heure avec... Roberto Calasso (salle Victor-Hugo).
– 15 h 30 à 17 heures : « Le Sud comme métaphore », avec Giuseppe Bonaviri, Vincenzo Consolo, Erri De Luca et Raffaele La Capria (salle Dante).
– 16 h 30 à 17 h 30 : rencontre avec Alessandro Baricco autour de son œuvre (Petit théâtre).
– 17 heures à 18 heures : Gérard Meudal reçoit Antonio Tabucchi (Café littéraire de la Fnac).
– 17 h 30 à 19 heures : « Le polar aujourd'hui en Italie et en France », avec Massimo Carlotto, Marcello Fois, Carlo Lucarelli, Santo Piazzese, Dominique Manotti et Fred Vargas (salle Dante).
– 17 h 30 à 19 heures : « La critique littéraire en France et en Italie », avec Elisabetta Rasy, Edoardo Sanguineti et René de Ceccatty (Forum des auteurs).
■ DIMANCHE 24 MARS
– 11 heures à 12 h 30 : « Derrière le paysage », avec Giuseppe Conte, Daniele Del Giudice, Claudio Magris, Mario Rigoni Stern et Andrea Zanzotto (salle Dante).
– 13 h 30 à 15 heures : « Littérature et société », avec Alberto Bevilacqua, Giovanni Mariotti, Giorgio Montefoschi et Giuseppe Pontiggia (salle Dante).
– 15 h 30 à 17 heures : « L'écrivain-voyageur », avec Alberto Arbasino, Gianni Celati, Dacia Maraini, Edoardo Sanguineti et Jean-Christophe Rufin (salle Dante).
– 16 heures à 17 heures : Une heure avec... Erri De Luca (salle Victor Hugo).
– 17 h 30 à 19 heures : « Des classi-

ques toujours modernes : à propos de Leopardi et de Pétrarque, le Tasse et l'Arioste, Guichardin et Machiavel », avec Cesare Garboli et Michel Orcel (salle Dante).

■ LUNDI 25 MARS

– 10 heures à 12 heures : « La traduction possible », avec Cesare Garboli, Valerio Magrelli, Enrico Arcaini, Franco Buffoni, Nicola Crocetti, Maurizio Cucchi, Magda Olivetti, Michel Rak et Giuliano Soria (salle Italie).
– 12 heures à 13 heures : « Au grand cirque de Bruno Munari », avec Marzia Corraini, Annie Pissard-Mirabel et Séverine Lebrun (salle Italie).
– 14 heures à 16 heures : « Les bibliothèques en France et en Italie » (salle Italie).
– 16 h 30 à 18 heures : « La création en littérature jeunesse italienne : quelques repères historiques et contemporains », avec Vittoria Facchini, Silvana Gandolfi, Roberto Innocenti, Stefano Ricci et Grazia Gotti (salle Victor-Hugo).
■ MARDI 26 MARS
– 12 heures à 13 heures : rencontre avec Andrea Camilleri, Marcello Fois, Sandrone Dazieri et Laura Grimaldi (Café littéraire de la Fnac).
– 15 h 30 à 17 heures : « Idées de la prose : entre essai et roman », avec Giorgio Agamben, Andrea De Carlo, Piergiorgio Odifreddi et Giorgio Presburger (salle Dante).
– 16 heures à 17 heures : « Nord-Sud. L'amour-haine », avec Andrea Camilleri, Massimo Carlotto, Sandrone Dazieri et Serge Quadruppani (salle Victor Hugo).
– 19 h 30 à 21 heures : soirée lecture-poésie avec Giuseppe Conte, Mario Luzi, Valerio Magrelli, Giovanni Raboni, Edoardo Sanguineti, Patrizia Valduga et Andrea Zanzotto (salle Dante).
– 19 h 30 à 21 heures : « Le roman policier italien : état des lieux », avec Andrea Camilleri, Massimo Carlotto, Valerio Evangelisti, Piergiorgio Di Cara, Laura Grimaldi et Laurent Lombard (salle Calvino).
■ MERCREDI 27 MARS
– 13 heures à 14 heures : Une heure avec... Tiziano Scarpa (salle Italie).
– 14 heures à 15 heures : Débat du Monde animé par Raphaëlle Rérolle sur « La position de l'écrivain face à l'actualité », avec Vincenzo Consolo, Erri De Luca, Elisabetta Rasy, Bernard Comment, Sandrone Dazieri et Jean Rolin (Forum des auteurs).
– 15 heures à 16 heures : Une heure avec... Giorgio Agamben (salle Victor Hugo).
– 15 h 30 à 17 heures : « De l'histoire au roman », avec Bruno Arpaia,

Andrea Camilleri, Valerio Evangelisti et Rosetta Loy (Salle Dante).

Et aussi

★ LE 22 MARS, lors de la remise des prix Le Monde de la recherche, Maryse Arditi, François Bouvier, Hubert Curien, Pierre Joliot, Jean-Yves Le Déaut, Nicole Le Douarin et Gérard Tobelem débattront des enjeux politiques de la recherche (à 16 h 30, Forum des auteurs, hall 1, stand L160 ; rens. : 01-44-97-54-95).
★ LE 24 MARS, dans le cadre de la semaine de la langue française et de la francophonie, une table ronde « Victor Hugo et la langue », avec Gerald Antoine, Charles Müller, Guy Rosa et Brigitte Jacque-Wajeman (à 11 heures, stand du ministère de la culture, L110).

Du 22 au 27 mars, 9 h 30 à 19 heures, nocturne le 26 mars jusqu'à 22 heures. Entrée : 4,50 €, gratuit pour les moins de 12 ans. Paris expo Hall 1, porte de Versailles.

Les autres pages italiennes du *Monde* à l'occasion du salon : Antonio Tabucchi, (6 février), Umberto Eco (18 février), « Le Monde des livres » (8 mars), Alessandro Baricco (19 mars), Erri De Luca (23 mars) et dossier « L'Italie du refus » (daté 24-25 mars).

Les photographies de ce supplément sont de Jean-Pierre Favreau

Göran Rosenberg

GÖRAN ROSENBERG

LUTOPIE PERDUE

ISRAËL

UNE HISTOIRE PERSONNELLE

« Une analyse précieuse de l'histoire du judaïsme qui oscille avec intelligence entre le subjectif et l'objectif. »

DENOËL

STEPHEN VIZINCZEY

Éloge des femmes mûres

« Spirituel, sensuel - Olivier Barrot, « Un livre, un jour »

17^e ÉDITION 90 000 EXEMPLAIRES

Anatolia/Éditions du Rocher

3 MILLIONS DE LECTEURS DANS LE MONDE

L'auteur dédicacera son livre au Salon du Livre de Paris les samedi 23 et dimanche 24 mars au stand Rocher C58-D59

« Un livre remarquable » Bernard Pivot

« Un chef-d'œuvre... un roman éblouissant... un bain de bonheur » Pierre Lepape, *Le Monde*